

Entretiens à Alger  
entre M. Bourguiba  
et le président Chadli

LIRE PAGE 7

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA : Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,60 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1,200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DA ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIAIR 450572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La déclaration de Williamsburg sur la sécurité suscite de sérieuses réserves de la part de M. Mitterrand

Vers une extension de l'alliance atlantique ?

Le plus curieux dans la déclaration que le sommet de Williamsburg vient d'adopter sur les problèmes de sécurité et d'armement est l'étonnement avec lequel elle semble avoir été accueillie par certains responsables.

Il est vrai que, dans la forme, le gouvernement américain a visiblement pris de court ses hôtes en saisissant au vol une initiative peut-être pas tout à fait spontanée de M<sup>re</sup> Thatcher et en rédigeant hâtivement un texte. Il est rare dans les rencontres internationales de ce genre que les documents soumis à l'approbation des participants ne soient pas longuement discutés auparavant par les experts des diverses délégations. Il est encore vrai que les sommets des Sept n'avaient jamais traité auparavant de questions touchant à la sécurité des pays « atlantiques » et à l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest.

Mais, en même temps, l'habitude s'était prise progressivement d'y discuter des grandes questions politiques d'actualité : l'Afghanistan à Venise en 1980, la guerre du Liban l'an dernier à Versailles. Or la grande question du moment est indubitablement la négociation de Genève sur les forces nucléaires en Europe et le déploiement, qui doit commencer à la fin de cette année, des armes américaines. Il était d'autant plus étonnant de trouver que presque tous les chefs d'Etat et de gouvernement présents se trouvaient à la tête des forces politiques de leurs pays respectifs les plus favorables à la cohésion atlantique et à la fermeté dans la défense des équilibres Est-Ouest. Est vrai de M. Kohl en R.F.A., de M<sup>re</sup> Thatcher en Grande-Bretagne et même de M. Nakasone, le plus « orienté vers la défense » des premiers ministres japonais d'après guerre.

Quant aux Français, ils s'expriment encore moins d'étonnement, après avoir pris position publiquement en faveur de la décision de l'OTAN, d'être invités à cette expression de solidarité collective. Sans doute la France, qui n'est pas partie prenante à la décision en question, s'est-elle de bonnes raisons de se méfier de tout ce qui pourrait la ramener vers l'appareil militaire intégré de l'Alliance. Mais M. Mitterrand ne peut difficilement refuser que les Sept disent ce qu'il dit lui-même depuis deux ans en public, et qu'il est allé prêcher au Bundestag en janvier. M. Chirac l'a reconnu en affirmant que « personne n'aurait compris » un blocage de la conférence sur ce point.

Il reste que la préoccupation exprimée par le ministre français à l'encontre d'une éventuelle extension de l'alliance atlantique à quelque fondement. Williamsburg aura fait déborder l'Alliance vers l'Europe vers l'Extrême-Orient, et il devient difficile — on l'avait déjà vu à Versailles — de séparer les problèmes économiques des questions de sécurité Est-Ouest. Les arguments juridiques sont cependant de peu de poids au regard des nouvelles réalités stratégiques que l'effort soviétique lui-même n'a pas peu contribué à créer : à l'exception des États-Unis et du Canada, tous les pays représentés à Williamsburg ont en commun d'être soumis à la menace des SS-20, de l'Italie au Japon. La négociation de Genève elle-même concerne de plus en plus ce dernier pays. M. Gromyko ayant récemment revendiqué pour l'U.R.S.S. le droit de déplacer vers l'est des missiles qu'un accord « européen » laisserait en sursis. On peut se demander si l'extension de l'alliance atlantique, dont M. Chirac ne veut « en aucun cas », n'est pas déjà inscrite dans les faits.

Les sept chefs d'Etat et de gouvernement des principales démocraties industrielles ont adopté, en fin d'après-midi dimanche 29 mai à Williamsburg — dans la nuit de dimanche à lundi selon l'heure française, — une déclaration proclamant leur volonté de maintenir « une force militaire suffisante pour dissuader toute attaque », assurant que « la négociation déterminera le niveau auquel se situeront les déploiements » des missiles américains prévus par la décision de l'OTAN, mais aussi que ce déploiement commencera à la fin de l'année en Europe occidentale, à défaut d'un accord à Genève. Cette déclaration a fait l'objet de longues tractations entre les participants, du fait notamment de fortes réserves de la part de la délégation française.

La matinée de ce lundi devait être consacrée essentiellement aux problèmes économiques et monétaires, les États-Unis cherchant à faire reconnaître par leurs alliés la reprise de leur économie, les Européens insistant toujours sur l'importance du déficit budgétaire américain et sur les hauts taux d'intérêt qui en découlent. Ce lundi, le dollar avait continué sa progression, atteignant 7,55 F à Paris.

Williamsburg. — Avant le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, rayonnait de satisfaction en commentant la déclaration du sommet des Sept sur la sécurité et les relations Est-Ouest, dimanche soir 29 mai, autant M. Chirac et Delors, ministres des relations extérieures et de l'économie, qui simultanément s'adressaient à la presse, paraissaient embarrassés.

La déclaration des Sept, rédigée dans le style déclaratoire que l'on affectionne à l'OTAN ne contient pourtant à la lettre rien de sensationnel ni de compromettant ; mais c'est la façon dont la France a été amenée à l'approuver qui est désagréable. Elle va tout à fait à l'encontre de la conception française de ce sommet, en principe simple rendez-vous économique, sans formalisme, et dans le sens de la conception américaine. Les sommets des Sept, qui aient tendance à devenir une sorte d'institu-

De notre envoyé spécial

tion super-atlantique, une sorte de Conseil de sécurité de l'Occident animé par les États-Unis, dans l'esprit qui inspirait en 1975 le secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

En substance, les alliés des États-Unis représentés à Williamsburg (et qui ne sont pas tous alliés entre eux puisque le Japon n'appartient pas à l'alliance atlantique) réaffirment que les forces nucléaires améri-

caines de portée intermédiaire devront être installées en Europe à la fin de l'année en cours si les négociations de Genève entre les États-Unis et l'U.R.S.S. n'aboutissent pas, l'accord pouvant d'ailleurs consister simplement à fixer un nombre agréé d'armes américaines et soviétiques.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 6, ainsi que les articles de PAUL FABRA et de ROBERT SOLE, pages 4 à 6.)

- DEUX DÉCLARATIONS : le prince Sihanouk et la question cambodgienne (lire page 7) ; M. Wazzan, premier ministre libanais, et le conflit du Proche-Orient (lire page 48).
- UN ARTICLE de Pierre Uri, secrétaire de la commission économique du P.S. : Rassembler autour du socialisme (lire page 19).

### LES ÉLECTIONS BRITANNIQUES ET LA CRISE

## A Birmingham, métropole du chômage...

M<sup>re</sup> Thatcher devait quitter le sommet de Williamsburg dès ce lundi matin 30 mai pour regagner la capitale britannique en raison de la campagne pour les élections générales du 9 juin.

Les derniers sondages publiés à Londres accordent toujours une large avance aux conservateurs. Le Birmingham. — M. Greg Campbell, l'un des permanents du parti travailliste à Birmingham, fait la moue en regardant une caricature de M<sup>re</sup> Thatcher à laquelle on fait dire : « Mon fils ne travaillerait-il ? » « Je n'aime pas ça, dit-il. Le parti n'est pas attaqué pendant la campagne à la personne de M<sup>re</sup> Thatcher, et c'est une erreur. Les gens l'aiment, en même temps qu'ils la détestent. Il faut rester sur le terrain politique. C'est ce que nous avons fait ici, à Birmingham. »

De notre envoyée spéciale  
CLAIRE TRÉAN

M. Greg Campbell ne fait pas confiance aux sondages. Il raconte que, lorsque M. Michael Foot est venu, quelques jours plus tôt, au centre des salles où des meetings avaient été organisés n'était assez grande pour contenir le public. « Il y a un très grand enthousiasme, non seulement chez les militants, mais chez des gens extérieurs au parti, qui viennent nous dire qu'ils n'en peuvent

plus, qu'il faut se débarrasser de cette sacro-sainte femme. » Le dirigeant du groupe travailliste au conseil municipal, M. Wilkinson, est moins ardent à mener la campagne, et moins optimiste. Il reste que les dissensions internes du parti lui ont fait perdre toute crédibilité. « Nous en sommes au point où nous ne cherchons plus à gagner les élections, mais tout simplement à survivre », dit-il. On est bien loin pourtant, au cœur du comté des West-Midlands, des querelles sur les fusées Polaris et le désarmement.

(Lire la suite page 3.)

### AU JOUR LE JOUR

#### « As-tu vu ? »

Sur l'air de la fameuse marche des zouaves — « As-tu vu la casquette, la casquette, as-tu vu la casquette au père Bugaud ? » — les Parisiens fredonnent ces jours-ci une variante de saison : « As-tu vu la navette, la navette... »

C'est qu'il rôde dans notre ciel, l'infernale oiseau pataud, posé sur son porteur venu d'Amérique. Il suit chaque jour le tracé du boulevard périphérique, majestueux, émuant, provocant. Avez-vous vu, zouaves d'Europe, la navette au père Dollar ?

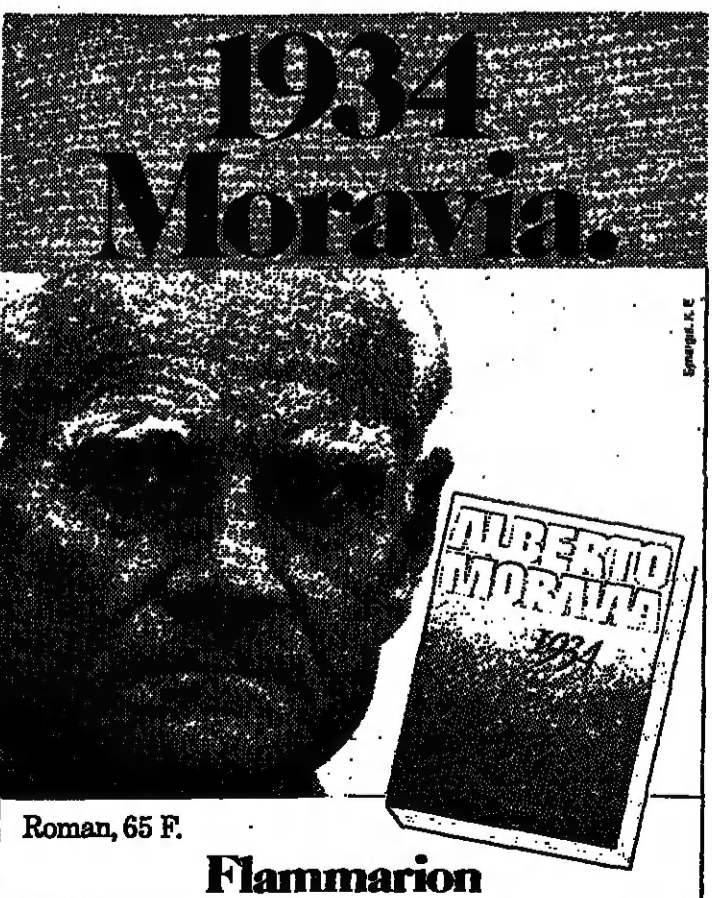
BRUNO FRAPPAT.

### LES INTERNATIONAUX

#### A ROLAND-GARROS

DAMES :  
Erreur de programme  
MESSIEURS :  
Christophe Roger-Vasselin l'invité surprise

(Lire page 12 les articles d'ALAIN GIUAUDO et d'OLIVIER MERLIN.)



Roman, 65 F.

Flammarion

## Les attentats aux Antilles et en Guyane traduisent les divisions des indépendantistes

Les seize attentats perpétrés au cours de la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mai en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane n'avaient jusqu'alors pas été, ce lundi matin, revendiqués. Une dix-septième explosion a eu lieu, dimanche matin, à Paris, devant les locaux de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer. A Cayenne, la victime de l'explosion survenue devant le monument aux morts — vraisemblablement le poseur de la bombe — n'a pas encore été identifiée. C'est la première fois qu'une série d'attentats touche simultanément les deux départements antillais et la Guyane.

Que cette « nuit bleue » de l'outre-mer ait été concertée ne fait, évidemment, aucun doute. L'explosion qui s'est produite, dimanche matin, à Paris, à proximité du siège de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer a d'ailleurs eu lieu, à peu près, à la même heure qu'en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Bien que cette flambée de violence n'ait pas été revendiquée, tout porte à croire — la nature des édifices publics visés, les précédents, les premiers indices dont disposent les enquêteurs — qu'elle soit l'œuvre d'indépendantistes extrémistes. Le fait que les explosions aient été particulièrement nombreuses en Guadeloupe est peut-être révélateur. Les

neufs attentats commis dans cette île survenant, en effet, alors que la chambre des mises en accusation doit statuer, très prochainement, sur les dossiers de trois des membres de l'ancien G.L.A. (Groupe de libération armée de la Guadeloupe) remis en liberté après les mesures d'amnistie décidées en 1981 mais qui demeurent accusés d'avoir participé à l'attentat ayant provoqué la mort d'un artificier métropolitain, le 17 septembre 1980, à l'aéroport du Raizet.

Ce groupe clandestin n'avait revendiqué aucun attentat en Guadeloupe depuis son démantèlement annoncé en avril 1981, mais cette même année, il avait adressé au gouvernement et aux dirigeants socialistes, en septembre, une mise en garde.

Il y déclarait notamment : « Pour notre part, aucun compromis ne doit ou ne peut être envisagé, notre objectif étant, par-delà la couleur des gouvernements se succédant en France, l'accession inconditionnelle à l'indépendance nationale de notre pays. »

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

## La gauche et la logique de l'échec

Simple « parenthèse » ou « virage » qui conduirait la gauche à modifier la logique de son action ? La question a été posée par M. Jean-Pierre Chevènement au cours de la convention nationale du P.S., réunie les 28 et 29 mai. Pour lui, elle vaut réponse. L'ancien ministre d'Etat considère que la politique économique et sociale du gouvernement avance « à la godille », comme dirait l'un de ses amis, dans une direction radicalement différente de celle tracée en son temps par le projet socialiste. Il en veut pour preuve le constat selon lequel la conception sur laquelle la rigueur est assise n'a rien de socialiste, puisqu'elle utilise, afin d'assurer l'assainissement de l'économie, des méthodes — ponction massive sur la demande intérieure — que la droite n'aurait pas reniées.

Le discours de M. Chevènement mérite mieux que les sarcasmes dont il a été la cible lors de la convention nationale du parti socialiste. Si ses conclusions sont contestables, et ses effets plus que dangereux pour le pouvoir, l'observation d'un changement de cap de la gauche l'est moins. L'évolution remarquée, et dénoncée par l'ancien ministre d'Etat, n'est plus guère contestée au sein du parti socialiste et au gouvernement.

Comment M. Louis Mermaz peut-il continuer à parler d'une « parenthèse » dès lors que le premier ministre lui-même reconnaît que le « virage » a été pris dès juin 1982, au moment de la mise en place du premier plan de rigueur ? Jusqu'à cette époque, la gauche avait réalisé le plus facile, admet M. Mauroy, c'est-à-dire la mise en musique d'une politique qu'elle avait imaginée avant son accession au pouvoir, sans faire grand cas, ou sans avoir eu suffisamment connaissance, de l'état dans lequel elle trouverait le pays, sans parfaitement mesurer la contrainte extérieure qui pèse sur lui. Depuis, les socialistes au pouvoir — M. Chevènement n'en est plus — ont pris conscience, à l'épreuve des faits, qu'ils ne représentent plus seulement, comme dit M. Mauroy, une force de propositions mais qu'ils sont devenus « responsables de la France ».

Le virage, sans doute douloureux, a été lent. Les termes en sont apparus progressivement, jusqu'à ce qu'ils soient admis publiquement. Déjà, au lendemain des élections municipales, M. Lionel Jospin avait recommandé au gouvernement plus de « réalisme », et à ses amis moins d'« idéologie ». Aujourd'hui, on décèle dans les propos de M. Chevènement — qui refuse de se plier à cette révision de la ligne idéologique du P.S. — les restes de ce « romantisme » que l'on

avait pourtant partagé. Le premier ministre considère l'ancien ministre d'Etat comme une manière de fier à bras et lui fait un reproche qui lui a été adressé, à lui-même, naguère : « Il ne suffit malheureusement pas de faire sept fois le tour de la citadelle en soufflant dans nos trompettes pour que la muraille s'écroule. »

L'autocritique amorcée par les socialistes est cruelle. Lors de leur congrès de Metz, en 1979, l'affrontement entre les « deux cultures » du socialisme français — l'une républicaine et productiviste, l'autre socialiste et autogestionnaire — avait conduit à l'avantage de la première. Mais déjà, à l'époque, le clivage principal portait sur la marge de manœuvre laissée à un pouvoir de gauche par la contrainte extérieure. Les uns, majoritaires, pensaient ainsi pouvoir construire le socialisme dans un seul pays, du moins relancer seuls l'économie, et les autres, minoritaires autour de M. Michel Rocard et Pierre Mauroy, parlaient déjà, à mots couverts, d'austérité. Seul, à vrai dire, au moment de la discussion du projet socialiste, en janvier 1980, M. Gilles Martinet, nommé depuis ambassadeur à Rome, avait osé employer ce terme.

JEAN-YVES LHOMEAU.



## Où est l'« empire du mal » ?

par JACQUES MADAULE

### Guerre et Paix

On a parlé de la paix et de la guerre à Williamsburg. Jean Diederichs montre pourquoi les États n'ont pas le pouvoir de mettre un terme à l'égarement collectif qui pousse à la course aux armements. Jacques Madaule pense, lui, que l'on n'en sortira pas tant que l'on voudra, pour les besoins de la propagande, localiser, ici, l'empire du mal, là, le camp de la paix. Enfin, Jean-Pierre Clerc, rendant compte d'un colloque organisé sur les idées du *Fil de l'épée* (qui a eu cinquante ans en 1982) insiste sur le pragmatisme du général de Gaulle.

DANS un discours qui, entre tant, mériterait de rester fameux, le président Reagan a, paraît-il, qualifié l'Union soviétique d'« empire du mal ». Rien d'étonnant à cela. Néanmoins, l'expression fait mouche. On se félicite en passant que M. Andropov, comptant avec une tradition bien établie, ne parle pas du « camp de la paix ». Pas de termes plus généraux de guerre que celui-ci ou celui-là. D'un côté, on localise le bien ; de l'autre, on fixe le mal. Le répète que c'est là une cartographie belliqueuse. Quand déjà les deux super-puissances sont muées en abondance d'armes apocalyptiques dont l'équilibre nous garantit seul une paix précaire, il vaudrait mieux que ne s'y ajoutât point un relent de croisade.

Car tout le monde est d'accord depuis pas mal de temps pour condamner la guerre en principe, sauf s'il s'agit d'une « juste » guerre. Mais comment une guerre ne serait-elle pas juste, si elle est une modalité de la lutte du bien contre le mal ou si — ce qui revient presque au même — elle est un combat de toutes les forces de paix contre les fauteurs de guerre ? Le temps n'est plus où l'on se demandait naïvement quel est l'agresseur et où l'on cherchait, non sans peine, à définir l'agression. Tout le monde sait bien aujourd'hui, en cette heureuse fin du vingtième siècle, que les pires agresseurs trouvent le moyen de se faire attaquer par leurs futures victimes. La Fontaine, prophète méconnu, avait eu quelque idée de la chose quand il écrivait « le Loup et l'Agneau ». Ce n'est plus le forgeron qui chante : « C'est pour la paix que mon marteau travaille », mais le chercheur scientifique qui met au point des armes de plus en plus perfectionnées. D'un côté on lutte contre le mal, et de l'autre on combat pour la paix.

### Bannir tout manichéisme

Je ne plaisante pas, car la matière est grave. A partir du moment où l'on qualifie sans rire l'ennemi éventuel de promoteur du mal ou de fauteur de guerre, ce qui revient à peu près au même — la différence tenant seulement à la place de la morale dans les idéologies rivales — tout devient permis et même recommandé, à commencer, bien entendu, par la guerre elle-même et sa ruineuse préparation. Si l'on veut efficacement lutter contre la guerre ou même simplement contre la course aux armements, il faut bannir de nos esprits tout manichéisme et poser en fait qu'il n'existe ni camp de la paix ni empire du mal. Non point, hélas ! que les fauteurs de guerre ou les méchants n'existent pas, mais parce qu'on les rencontre partout, qu'ils ne sont pas le privilège de l'un ou de l'autre camp, comme on voudrait nous le faire croire et comme nous ne sommes que trop disposés à le croire.

Car nous ne pouvons nous défendre d'avoir des sympathies pour l'un ou l'autre des deux pugilistes dont la rivalité menace la paix du monde. Nombre d'entre nous sont donc portés à croire que l'un est l'empire du mal, tandis que nombre d'autres pensent qu'il est le camp de la paix. Quant à la masse des autres, l'ém-

peurs notamment, qui flottent entre les deux opinions, qui sont successivement la proie des deux propagandes adverses, ils sont comme un chargement mal arrimé dans la cale d'un navire battu par la tempête qui risque à tout moment de déséquilibrer le bâtiment. Ce résultat est recherché par les discours et propos publics des deux rivaux et de leurs amis. Ce combat de la propagande est parallèle à la course aux armements et durera aussi longtemps.

C'est de quoi l'opinion devrait prendre conscience, car il y va de tout. Quelles que soient nos préférences spontanées, il faut rejeter comme porteur de guerre ce manichéisme simpliste. L'empire du mal n'est pas localisable, ni le camp de la paix. Ils sont partout et tiennent par eux-mêmes aussi bien. Les grands courants pacifiques qui parcourent le monde aujourd'hui doivent prendre garde à ne pas favoriser un camp contre l'autre. Qui a vraiment les moyens de porter sur la politique des uns et des autres un jugement éthique sérieux ? Le temps n'est plus où l'on pouvait dire de l'un des deux camps : « Après tout, c'est la bonne cause ! ». C'est un mot que j'ai entendu jadis de mes oreilles, et il n'était pas prononcé par une bouche quelconque. Ne nous laissons donc pas abuser.

Tant qu'une partie notable de l'opinion croit au camp de la paix et une autre à l'empire du mal, il y a du mal à faire. Pour le général de Gaulle, en son temps, fait « autant de bruit qu'un caillou tombant dans un puits sans fond » (général Buis), il importait, entre fois de montrer que la nation, toutes générations et responsabilités confondues, est en alerte face aux nouveaux périls mondiaux.

Le *Fil de l'épée* se voulait un cri, dans la France « soumise » par le sur-

## Actualité du « Fil de l'épée »

par JEAN-PIERRE CLERC

LE gouvernement socialiste se sentait-il, quelque peu, sur le chapitre de la défense nationale ? Ce serait bien à tort — quel observateur impartial en découvrirait-il après le vote d'une loi de programmation militaire 1984-1985 qui donne satisfaction aux états-majors eux-mêmes, encore que les hypothèses d'évolution de la situation économique du pays les laissent, eux aussi, sceptiques sur la possibilité de faire tout ce qui est prévu ? Il n'empêche ! On se demandera quelle mouche a piqué le ministre, M. Charles Hernu, pour vouloir soudain célébrer avec quelque solennité, mais avec une santé de regard, le cinquantième anniversaire de la publication, en 1932, de l'ouvrage de Charles de Gaulle *Le Fil de l'épée*. Une exposition sur ce thème est présentée jusqu'au 18 juin au Musée de l'Ordre de la Libération (1). Un colloque vient, d'autre part, de se réunir à l'École de guerre, à Paris, sur ce thème : « De quelle manière les idées du *Fil de l'épée* sont-elles vécues en 1983 ? ».

S'y étaient donc des personnalités gaullistes, civiles et militaires, de la première heure et, symboliquement, des élèves de grandes écoles et de jeunes officiers. Alors que « le premier appel de Charles de Gaulle avait été, avant celui du 18 juin 1940 », selon le mot du général Lagarde, « en son temps, fait « autant de bruit qu'un caillou tombant dans un puits sans fond » (général Buis), il importait, entre fois de montrer que la nation, toutes générations et responsabilités confondues, est en alerte face aux nouveaux périls mondiaux.

Le *Fil de l'épée* se voulait un cri, dans la France « soumise » par le sur-

venir des massacres de Verdun et de la Marne, anesthésiée par la vague des pacifismes, incapable de percevoir clairement le danger mortel représenté par la montée des fascismes. Le chef de bataillon de Gaulle en appelle aux leçons de l'histoire, qui montre que, toujours, « les petits veulent grandir, les faits dominer, les vœux substituer ». L'auteur du *Fil de l'épée* semble s'en réjouir plus que le déplore : « Le monde ne se passera pas des armes ». Dès lors, il importe de s'interroger lucidement sur la force, sur ceux qui la pratiquent, professionnellement, les soldats, et, enfin, sur ceux qui les commandent, les chefs militaires. « Ce grand petit livre », selon le mot de l'un des participants au colloque, débute, ainsi, par une brève et fulgurante méditation, à la fois pessimiste sur l'espèce humaine, et pleine d'espoir sur les destinées ultimes de la patrie, dès lors que sa « querelle » est assumée par un grand chef.

### Un autre portrait

Il y aurait, dans cette vision, des rehauts inquiétants d'une époque marquée par le fascisme si l'on ne relevait, *in fine*, une perception totalement classique des rapports du politique et du soldat. Pour le commandant de Gaulle, la séparation de leurs pouvoirs respectifs, et la soumission de l'armée, est la plus absolue des évidences. Il restera à l'officier de méditer, d'ailleurs (l'animal Philippe de Gaulle rappellera que son père était resté dix-sept ans au grade de capitaine !) à mener la brillante carrière nationale que l'on sait pour parvenir à installer, tout en demeurant fidèle à ces principes, quelque hauteur et quelque constance dans le domaine « instable, agité et tumultueux » de la politique. Le *Fil de l'épée* est, d'abord, un antoportrait !

Quelle est, se sont naturellement demandé les participants, la part d'actualité dans le message du livre ? Elle ne réside pas dans une quelconque ressemblance des époques. Le dernier colloque mondial est trop éloigné, géographiquement, pour qu'on le prenne pour le fascisme modèle de l'époque. L'avènement du mégalisme a introduit une faille radicale dans le discours sur l'indivisibilité de la guerre ; tous les participants ont observé, également, que la décadence pour la défense fut, par le commandant de Gaulle, sans plus de mise aujourd'hui : « Les dangers sont perçus et dénoncés, les remèdes sont recherchés et conçus, la doctrine, les concepts, l'équipement font l'objet de débats », observe-t-on. Le pacifisme lui-même n'apparaît, en France, que comme un courant lointain, suggérant presque qu'il n'est, ailleurs, que le sous-produit d'une défense insuffisante.

Point davantage d'approches de similitudes entre 1932 et aujourd'hui pour ce qui touche à la conduite de la guerre. Le nucléaire, en outre, a tout bouleversé. Il tend à reléguer le militaire au second plan, observe M. Maurice Duverger, rapporteur général : n'est-ce pas le président de la République qui « gère les crises » et appuie, le cas échéant, sur le fameux « bouton » ? Le soldat céderait même du terrain à l'« ingénieur », artisan de la force atomique.

Que reste-t-il alors ? Certainement une condamnation sans appel des doctrines « a priori, absolues, dogmatiques ». Ce pragmatisme qu'est de Gaulle, préche, naturellement, pour l'adaptation aux circonstances. Que répondrait-il, aujourd'hui, à ceux qui accusent la dissension militaire, dont il fut le père politique dans les années 60, d'être « une nouvelle ligne Maginot », une doctrine figée et « munit-choice », déballant l'esprit de défense des citoyens, et conduisant, selon le mot de M. Claude Bourdet, « soit au suicide, soit à l'abandon » ?

Le *Fil de l'épée*, enfin, est peut-être prémoniteur par son affirmation tranquille de quelques « valeurs » au demeurant moins anachroniques aujourd'hui que naguère. M. Pierre Emmanuel les énumère quelques-unes « par ordre de distance croissante à nos lieux communs actuels : solidarité, responsabilité, civisme, nation, dévouement, exemple, honneur, patrie... ».

M. Charles Hernu, édité par venir cette réflexion. L'État, par un important décret à l'Assemblée, il délégué... le secrétaire d'Etat aux anciens combattants. De quoi faire donc, pour lors, de l'actualité du *Fil de l'épée* ?

(1) Chiffres établis par The International Institute for Strategic Studies, Londres, 25 Tavistock Street, London WC2 7NQ.

## L'égarement collectif

par JEAN DIEDERICHS (\*)

CERTAINS mots desservent ou même trahissent le concept qu'ils sont chargés de signifier. « Pacifisme » est l'un de ces mots. Parce qu'il traîne un relent de vaineur, d'abandon, de foin de lui vient du début de ce siècle, il conserve à certaines occasions une connotation de soumission, de lâcheté, alors qu'il recouvre tout au contraire une position de volonté, de courage voire de provocation. Qu'est donc le pacifisme ? Et qui sont ses tenants qui diffèrent par centaines de mille dans les capitales de l'Occident ?

Il est l'absolu ras-de-bol ressenti par cette fraction des peuples qui refuse de continuer à croire en la vertu des armes tant nucléaires que classiques pour assurer la paix, protéger un territoire ou « gagner » une guerre. Les pacifistes ne violent dans le système de défense des États-nations que le moyen pour eux de protéger leur régime politique et une apparente souveraineté. Et cette protection, elle-même illusoire, les États la paient trop cher, à leur gré, puisque le prix en est plus ou moins la survie de leur peuple.

Il est un fait que ni en 1914 ni en 1939 les armes n'ont su préserver la paix. Mais les moyens de la guerre et conséquemment les conditions de la paix ont radicalement changé. Entre le char blindé de 1945 et le missile MX à dix têtes nucléaires, les armes ont évolué bien davantage qu'entre la fronde qui tua Goliath et ce même char de 1945. Il en résulte que la

paix armée d'aujourd'hui n'est plus qu'un précaire équilibre de la terreur, prétendument dissuasif. Car la destruction d'ogives nucléaires n'est pas plus dissuasive que ne fut naguère le système bureaucratique de la sécurité collective. Preuve : l'insulte aversive du Japon eut les bombes atomiques de 1945. Plus ancien encore, le maître mot de la dissuasion revient à Lyautey dont on connaît parfaitement la formule : « Établir la force pour n'avoir pas à s'en servir ». Le meilleur est qu'après l'avoir établie, pas une fois on ne s'est servi de s'en servir : guerre du Rif sous le même Lyautey, chars blindés en 1939, bombes atomiques en 1945 ; à quand les missiles nucléaires, intercontinentaux ou européens (SS-20, Pershing-2, bombes à neutrons) ?

Les engins nucléaires, sans apporter aucun surcroît de sécurité, apportent virtuellement la destruction de la race humaine, par irradiation de la biosphère, sinon par carbonisation. Malgré quoi, les « réalistes » persistent à « Rire à l'agression, un seul recours : la nucléaire stratégique et tactique. L'équilibre de la terreur assure la paix depuis 1945. » A moins qu'il ne nous vaille, le temps d'une trêve, la préparation pesant du massacre. « D'ailleurs, ajoutent-ils, en cas de conflit les armes supérieures resteraient muettes, la guerre se limitant aux armes classiques. » Il faudrait sans doute chercher au musée les armes qui soient exclusives de toute fusion d'atome. Il faut-

dra aussi décider où commence le nucléaire et où finit le classique. Et qui sera l'arbitre de cette limite. Il faudra enfin respecter l'accord tacite de non-emploi, empêcher sa transgression, — qui conduirait droit à l'escalade.

Mais soit : guerre à armes classiques. L'Union soviétique dispose de 50 000 chars, protégés par 7 540 avions. L'OTAN dispose de 17 830 chars et de 3 452 avions (1). Sans commentaires. Donc, les chars rouges balèient l'Allemagne et bordent le Rhin. La France, non intégrée à l'OTAN, aura le choix ou de ne pas bouger, ou de joindre ses forces à celles de ses alliés. Au premier cas, elle est entourée d'États occupés par l'Union soviétique. Autant dire espiègards. Au deuxième cas, elle est au bord d'être envahie. C'est alors que, suivant les réalistes, nous revenons au nucléaire : d'après de Gaulle et ses trois successeurs, unanimes à cet égard, si l'adversaire virtuel viole le sanctuaire France, la menace de notre tir nucléaire le bloque sur place. N'ajoutons pas : « Si ton feu est décidé, envoie-le. Jamais, au grand jamais, la France n'ouvrira le feu nucléaire. Jamais un président français, quels que soient son nom et son appartenance, n'appuiera le premier sur le bouton qui détruirait par ricochet Paris, vingt villes au moins, et quinze à vingt millions de ses compatriotes.

Certes, on parlerait encore de la France. Comme on parle encore de Pompidou et d'Héraud.

Contre cet égarment collectif, s'organiserait, et qui pourrait, peut-être, le faire, une commission de sages. Les États n'ont-ils pas le pouvoir de mettre un terme à la course aux armements courue à la performance plus qu'au nombre. Sans doute ils le voudraient. Ils démontrent par leur impuissance incurable depuis 1932 (si on compte depuis 1899), date de la première conférence de désarmement tenue à Genève, à grand fracas et révoquée dix fois depuis lors. Leur constant échec tient à deux obstacles infranchissables.

### Souveraineté et liberté

Qu'on entende bien qu'elle n'est nullement à confondre avec la liberté. La liberté interne, bien suprême, ne doit rien à la souveraineté. La Californie, l'Ontario, le canton de Zurich sont des États parfaitement libres. Ils ne sont pas souverains. Cette liberté interne se conquiert par des soulèvements populaires contre la tyrannie, par des résistances nationales, ou fédérales, à l'oppression. Beaucoup de peuples n'ont pas encore été capables.

Quant à la liberté externe, plus spécialement visée par la routine sept fois millénaire des armements, elle n'est pas davantage fonction de la souveraineté nationale. Les nations sont devenues trop étroitement dépendantes l'une de l'autre pour que leur souveraineté leur garantisse une pleine liberté. Notre souveraineté française nous met-elle en mesure d'empêcher l'étranger d'attaquer notre monnaie ? Ou de nous opposer à l'évasion des capitaux ? À leur accueil à l'étranger ? Nous effranchir-elle de la servitude où nous tient le pétrole ? et son prix, tributaire lui-même du dollar ? Nous permet-elle de renoncer aux forces armées établies en Allemagne ? de limiter à notre gré nos importations, sans risque de féroces rétorsions ? de renoncer à la main-d'œuvre immigrée ? etc.

Deuxième obstacle au désarmement : les gouvernements des États souverains n'ont aucunement le contrôle de leur propre armement. Ils n'ont pas le pouvoir, ni d'ailleurs le courage, de donner leurs experts militaires et leurs états-majors. Ils se voient, ils se couchent. Au mieux arbitrent-ils entre des systèmes également aberrants. Le président, le mi-

**AMOURS ROUGES**  
UNE GRANDE ENQUÊTE

**A l'est**

**HUMOUR NOIR**  
autrement

EN LIBRAIRIE

مكتبة



Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les grands partis tentent de présenter une nouvelle image capable de mobiliser leur électorat

Rome. — La campagne pour les élections législatives italiennes des 26 et 27 juin prochain commence dans un climat social particulièrement tendu. Le 27 mai, près de quinze millions de salariés de l'industrie ont arrêté le travail afin d'obtenir le renouvellement des conventions collectives en discussion depuis dix-huit mois.

Si la présentation des programmes électoraux et les premières polémiques tournent principalement autour des problèmes de politique économique et sociale, la préoccupation majeure des partis italiens reste celle de la mobilisation de leur électorat. Tous craignent un taux d'abstention record. Afin de démontrer leur ouverture aux forces émergentes de la société, aussi bien la Démocratie chrétienne que le P.S.I. ou le P.C.I., ont remplacé une fraction assez importante des parlementaires. Certains ont tenté de s'assurer la présence sur leur liste électorale de personnalités indépendantes, telles que des écrivains comme Natalia Ginzburg (P.C.I.), des cinéastes comme Franco Zeffirelli (D.C.), des professeurs, des économistes, des syndicalistes ou bien même, à défaut d'autre chose, des enfants portant le nom prestigieux de leurs parents comme Rita Dalla Chiesa (P.S.I.), fille du général des carabinieri qui démantela les Brigades rouges avant de tomber sous les balles de la Mafia.

Les craintes du P.C.I.

« Je veux transformer la démocratie chrétienne en un instrument de représentation de la société civile, alors qu'elle n'est jusqu'ici qu'une machine de gestion du pouvoir », a affirmé M. Ciriaco De Mita, secrétaire de la D.C. La Démocratie chrétienne est parvenue, non sans tensions internes, à assurer le remplacement de 33 % des sénateurs sortants et de 20 % des députés. M. De Mita mise sur la transformation de la vieille machine en un parti moderne partisan de la rigueur économique. La candidature au Sénat d'un « indépendant »

De notre correspondant comme M. Guido Carli, ancien président de la Banque d'Italie et de la Confindustria (le C.N.P.F. italien), prend valeur de symbole.

L'hégémonie remaniée de la D.C. et son alignement sur les positions les plus extrêmes du patronat, préoccupent le P.C.I., qui mise clairement sur une stratégie d'union de la gauche, « alternative démocratique » au pouvoir démocrate-chrétien. M. Enrico Berlinguer, pour qui il est possible « de gouverner l'Italie avec 51 % des voix », n'hésite pas à affirmer dans une interview à l'hebdomadaire *Panorama* : « Si, en Italie, un changement n'a pas lieu rapidement, il risque d'y avoir à la place de l'alternative démocratique une alternative à la démocratie ». La violence inhabituelle de ce réquisitoire vis-à-vis elle-même a dramatisé l'enjeu du scrutin et à mobiliser

l'électorat du parti ? Le P.C.I., qui depuis l'abandon, en 1979, du compromis historique se voit privé d'une véritable stratégie politique, essaie apparemment de regagner une identité perdue. Les communistes n'ont-ils pas accueilli sur leur liste les députés sortants du P.D.U.P., une petite formation d'extrême gauche, dont la plupart des dirigeants avaient été exclus du P.C.I. en 1969 avec le groupe du Manifesto ?

A Naples, le P.C.I. présente, d'autre part, la candidature au Sénat, en commun avec les socialistes, de l'ancien secrétaire général du P.S.I., M. Francesco de Martino. Mais les socialistes restent réticents devant ces avances. Parti charnière et appui obligé de toute coalition gouvernementale, le P.S.I. de M. Bettino Craxi se refuse à toute alliance avec le P.C.I., tout en dénonçant les risques du virage à droite de la démocratie chrétienne.

La lassitude et la démotivation d'une frange importante de l'électorat, notamment à gauche, risquent de se traduire par une forte augmentation des abstentions ou des bulletins blancs. Depuis dix ans, chaque élection enregistre une diminution de la participation électorale, qui reste pourtant l'une des plus fortes d'Europe (90,4 % de votants en 1979). Le parti radical de M. Marco Pannella — 3,9 % des voix — a décidé d'abandonner le pas. Dans un premier temps, les radicaux avaient songé à se « saborder » en ne se présentant pas au Parlement.

Mais, finalement, ils ont décidé de présenter des candidats pour disposer de tribunes électorales. Ils n'appelleront toutefois à voter que pour un de leurs candidats, M. Antonio Negri. Cet ancien professeur de sciences politiques à l'université de Padoue, leader de l'Autonomia, est depuis quatre ans en détention préventive, accusé d'être un des cerveaux du terrorisme en Italie. Son procès est en train de se dérouler à Rome. S'il était élu à la Chambre des députés, il pourrait immédiatement sortir de prison.

MARC SENO.

Saint-Marin

LA COALITION DE GAUCHE RENFORCE LÉGÈREMENT SA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

Saint-Marin (A.F.P., A.P.). — La coalition des partis de gauche a remporté une modeste victoire lors des élections qui ont eu lieu dimanche 29 mai, à Saint-Marin, une importante participation, au terme d'une campagne particulièrement animée. Les trois partis au pouvoir ont gagné un siège. Ils possèdent une majorité de trente-deux parlementaires sur cinquante. Ces résultats devraient ainsi permettre aux communistes de conserver, pour cinq ans, la direction de la plus ancienne république du monde.

Selon le porte-parole du gouvernement, les résultats définitifs sont les suivants : 42 % des voix sont allés à la Démocratie chrétienne, 24,3 % au parti communiste, 14,3 % au total au deux partis socialistes.

Grande-Bretagne

A Birmingham, capitale du chômage

(Suite de la première page.)

Il reste que les dissensions internes du parti lui ont fait perdre toute crédibilité. « Nous en sommes au point où nous ne cherchons plus à gagner les élections, mais tout simplement à survivre », dit-il. On est bien loin pourtant, au cœur du comté des West-Midlands, des querelles sur les fusées Pôlaris et le désarmement.

« Promenez-vous dans Birmingham et regardez les usines en démolition. C'est cela la vraie question des élections », dit un candidat travailliste. Il vient une conférence dans les locaux du syndicat et s'en prend avec virulence au gouvernement, qui « considère le chômage comme une arme dans sa politique industrielle », et qui est en train de « démanteler les droits des travailleurs et de leurs syndicats ». Il s'en prend aussi à la Communauté européenne : « On nous avait promis de nouveaux marchés. Et que se passe-t-il ? On importe des voitures et des pièces détachées. Allez demander à la direction de British Leyland si elle attend de la C.E.E. une augmentation du volume de sa production. »

Les West-Midlands sont l'une des régions les plus industrielles de Grande-Bretagne, qui fut aussi parmi les plus prospères. Dans les années 60, le taux de chômage y était de moitié inférieur au taux britannique moyen. Il le dépasse aujourd'hui de 20 %. Une personne sur sept en âge de travailler est sans emploi à Birmingham. La proportion augmente chez les femmes, les jeunes et les minorités de couleur. Le déclin de la région, où l'économie est totalement dépendante de l'industrie automobile et métallurgique, était déjà largement engagé en 1979, ce qui explique que les conservateurs y aient augmenté leur score aux dernières élections générales plus que dans l'ensemble du pays.

Mais la récession, en quatre ans, n'a fait que s'accroître : trois cent trente mille emplois ont été supprimés. Le nombre des chômeurs ayant perdu leur emploi depuis plus d'un an (c'est-à-dire qui ne bénéficient plus de l'aide publique) a augmenté de 50 %. L'aide publique a triplé au cours de cette période, et la région arrive de ce point de vue immédiatement derrière l'Irlande du Nord. Dans les cités H.L.M., la proportion des familles qui vivent de l'aide publique atteint parfois 60 %.

Si cette région présente sur le plan électoral un intérêt tout particulier, c'est que, au cœur du Nord déshérité à majorité travailliste et du Sud plus prospère et plus conservateur, c'est aussi la région où le « swing », les transferts de voix et de sièges, est le plus important d'une consultation à l'autre, y compris dans des circonscriptions à majorité ouvrière. Dans la seule ville de Birmingham, où, sur les douze sièges à pourvoir, cinq sont actuellement détenus par des conservateurs et sept par des travaillistes, quatre circonscriptions au moins présentent ce caractère de versatilité.

Celle de Yardley est passée six fois, depuis la guerre, des conservateurs aux travaillistes et, vice-versa. Les ordinateurs disent que c'est la circonscription la plus instable du parti qui la perd n'a aucune chance de devenir le plus grand parti au plan national. Quant à celle de Northfield, que les conservateurs ont conquise en mai 1979 grâce aux ouvriers de l'usine British Leyland de Longbridge, elle est repassée de justesse aux travaillistes en octobre dernier lors d'une élection partielle.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les partis attachent aux West-Midlands un intérêt particulier, et qu'ils y envoient défilier leurs témoins pendant la campagne, y compris ceux des partis de l'Alliance, représentée ici presque exclusivement par les libéraux, qui n'y ont pas encore fait leur percée sur le plan législatif.

La question qui se pose ici comme ailleurs, mais sans doute un peu plus qu'ailleurs, est de savoir si le politicien de Mrs Thatcher sera tenu pour responsable de l'augmentation du chômage. La litane électorale du parti conservateur consiste à affirmer que la faute en revient à la récession mondiale, et que le pire est passé. « Nous avons avalé les poisons », dit Mrs. Cocks, conseillère municipale conservatrice, maintenant nous arrêtons chez la période de convalescence. » Elle fait remarquer que l'économie nouvelle, cette fois, c'est la rupture du consensus dans la modération qui avait toujours caractérisé la politique des partis au plan local, rupture qu'elle attribue à l'« extrémisme » du programme des travaillistes. M. Greg Campbell fait la

même observation... mais en impute la responsabilité à quatre années d'« extrémisme » conservateur.

CLAIRE TRÉAN.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

• LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (P.A.M., organisme dépendant des Nations unies) vient d'accorder à la Chine plus de 66 millions de dollars d'aide pour deux projets de développement agricole, a annoncé, samedi 28 mai, l'agence Chine nouvelle. Le premier projet porte sur le développement laitier dans six grandes villes chinoises et leurs environs. L'autre programme concerne le développement agricole, l'assainissement, l'irrigation et la lutte contre la salinité dans la province du Hebei. — (A.F.P.)

• LES PARTIS COMMUNISTES CHINOIS ET BELGE sont convenus, vendredi 27 mai, de rétablir leurs relations rompues depuis dix-huit ans, annonce l'agence Chine nouvelle. La décision fait suite à une rencontre entre le secrétaire général du P.C. chinois, M. Hu Yaobang, et M. Louis Van Geyt, président du parti communiste belge, en visite en Chine. — (Reuters.)

Libye

• DEMANDE DE REPORT DU SOMMET DE L'O.U.A. — Dans une déclaration à l'agence libyenne de presse Jana, le colonel Kadhafi a demandé, lundi 22 mai, que le sommet de l'Organisation de l'unité africaine, convoqué pour le 6 juin à Addis-Abeba (Le Monde du 24 mai), soit reporté « de plusieurs mois, voire d'un an, aucun changement positif n'étant survenu en faveur de sa tenue ». Le dirigeant libyen a également proposé que l'actuel président en exercice de l'Organisation panafricaine, M. Arap Moi, du Kenya, demeure dans ses fonctions.

Turquie

Ankara insiste sur le caractère limité et sur l'efficacité des opérations antikurdes en territoire irakien

De notre correspondant

Ankara. — A la suite des opérations militaires dites « d'urgence limitée » menées au nord de l'Irak contre les bases de la guérilla kurde par la Turquie, M. Turkmen, ministre des affaires étrangères, a fait, dimanche 29 mai, un voyage éclair à Bagdad. Après s'être entretenu avec son collègue irakien, M. Tarik Aziz, il a transmis au chef de l'Etat, M. Saddam Hussein, un message du général Evren. Le bref communiqué officiel turc indique que ces conversations ont porté sur « les sujets actuels concernant les deux pays ».

Pour sa part, l'ambassadeur d'Irak à Ankara exprime les « remerciements de son gouvernement à l'armée turque », dans une interview publiée ce lundi par le quotidien *Güneş*.

Il semble que, finalement, après un accord entre Bagdad et Ankara, le feu vert à cette « opération militaire limitée » ait été donné pour jeudi soir 26 mai.

Vendredi les affaires étrangères ont annoncé qu'une opération venait d'être conduite à l'encontre des assaillants, sans effusion de sang. Il reste que, selon des informations parvenues à Ankara, les accrochages auraient fait des victimes des deux côtés dans cette zone montagneuse de l'Irak devenu un *no man's land*. Les autorités turques indiquent pour leur part que l'on s'est contenté d'encercler et d'arrêter les « bandits ». Elles précisent que « la Turquie n'a aucun autre but que d'assurer la paix, la tranquillité et la sécurité dans la région ».

Selon des sources bien informées, il y aurait déjà de mille cinq cents à deux mille combattants kurdes faits prisonniers par les troupes turques et irakiennes (mais le rôle de ces derniers serait mineur dans cette opération). Le P.C. kurde de Zaho serait détruit. La plupart des groupes de guérilla seraient éliminés après la prise du pouvoir par les militaires, le 12 septembre 1980, et seraient restés en étroite contact avec leurs amis d'Irak et d'Iran, tout en multipliant les opérations de harcèlement et les infiltrations sur le territoire turc. Selon certaines sources, il s'agit surtout de militants du parti ouvrier kurde. Le ministère des affaires étrangères justifie cette intervention par la volonté de mettre fin aux infiltrations des « bandes armées » sur le territoire turc, et de prévenir les exactions commises contre les paysans habi-

Ouganda

• DÉCOUVERTE D'UN CHARNIER. — Une cinquantaine de corps ont été jetés au début de la semaine dans le village de Masulita (district de Mpigi, à l'Ouest de Kampala), selon le quotidien ougandais *Munro*. Les corps, qui seraient pour certains des blessures par balle ou par coup de feu, et pour d'autres des signes de malnutrition, ont été jetés dans le village par des hommes se déplaçant à bord d'un camion. Au cours des derniers mois, en Ouganda, de nombreuses personnes ont été victimes de tirs non identifiés. — (A.F.P.)

R.D.A.

• UN ENTRETIEN - NON OFFICIEL - SUR LES RELATIONS INTER-ALLEMANDES a eu lieu, samedi 28 mai en R.D.A., entre le chef de l'Etat et du P.C. est-allemand, M. Erich Honecker, et le chef de l'opposition social-démocrate (S.F.D.) en R.F.A., M. Hans-Jochen Vogel. — (A.F.P.)

Union soviétique

• M. VLADIMIR DANCHEV, le présentateur de Radio-Moscou qui avait parlé, les 18 et 23 mai, sur le service en langue anglaise, des « agresseurs soviétiques » en Afghanistan, a reçu l'ordre de quitter Moscou et de regagner son domicile de Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, selon un communiqué officiel du 26 mai de source soviétique informée. (Le Monde des 26 et 29-30 mai). Selon le service des écoutés de la B.B.C., le 20 mai M. Danchev aurait aussi affirmé que « l'U.R.S.S. a une fois de plus déclaré qu'elle n'était pas prête à prendre des décisions constructives sur la limitation des armes nucléaires en Europe ». — (A.P.)

Pologne

M. WALESA CONTINUE À ÊTRE INTERROGÉ PAR LA POLICE SUR LES ACTIVITÉS DU KOR

M. Lech Walesa continue à être interrogé, ce lundi 30 mai à partir de 10 heures, par la police et persiste dans son refus de répondre aux questions posées, comme il l'a déjà fait vendredi et samedi et au cours de précédentes convocations. Il a précisé que, cette fois-ci, les questions portaient sur l'activité du KOR (Comité d'autodéfense sociale), dont les anciens animateurs sont en prison dans l'attente d'un procès.

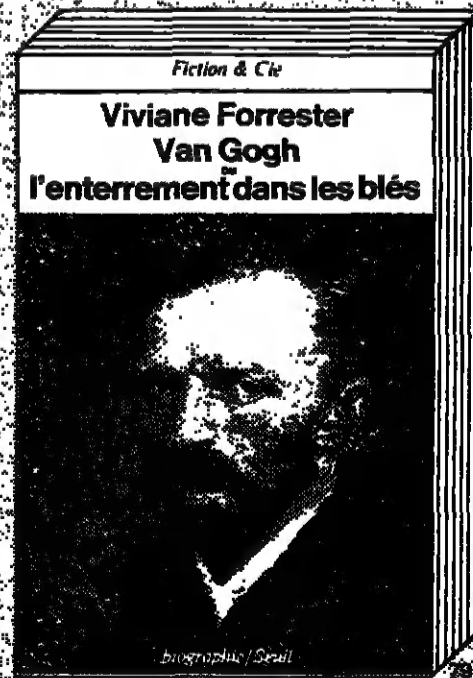
Le chef syndicaliste estime que les questions posées ont pris samedi, pour la première fois, une tournure inquiétante, comme si les policiers cherchaient à démontrer que « la juste protestation de la classe ouvrière du mois d'août 1980 » n'avait été qu'une « manipulation » montée par le KOR.

D'autre part, Mgr Achille Silvestrini, secrétaire du conseil du Vatican pour les affaires publiques, devait arriver ce lundi 30 mai à Varsovie, pour régler les détails protocolaires de la visite du pape dans sa patrie du 16 au 23 juin. La veille, la télévision avait annoncé qu'un malade mental préparait un attentat contre le pape. Il aurait projeté de faire exploser, grâce aux rayons solaires, un engin placé au sanctuaire du mont Sainte-Anne quand Jean-Paul II s'y rendra le 21 juin. Le présumé attentat a été déjoué par la police. Il aurait projeté de faire exploser, grâce aux rayons solaires, un engin placé au sanctuaire du mont Sainte-Anne quand Jean-Paul II s'y rendra le 21 juin. Le présumé attentat a été déjoué par la police. Il aurait projeté de faire exploser, grâce aux rayons solaires, un engin placé au sanctuaire du mont Sainte-Anne quand Jean-Paul II s'y rendra le 21 juin. Le présumé attentat a été déjoué par la police.

Enfin, samedi 28 mai, le tribunal militaire de Varsovie a condamné à mort par contumace M. Zdzisław Najder, chef de la section polonaise de Radio-Europe libre (dont le siège est à Munich), pour « espionnage au profit des Etats-Unis ». Ancien chercheur à l'université de Varsovie et membre de l'Association des écrivains polonais actuellement suspendue, M. Najder est parti pour l'étranger quelques jours avant l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981. Depuis avril 1982, il dirige la section polonaise de Free Europe.

ARTUN UNSAL

La grande biographie de Van Gogh



Dans cette véritable « biographie de l'être » à la richesse de l'éclairage, Viviane Forrester ajoute une paradoxale, mais très grave, merveilleuse émotion. Hector Bianciotti / Le Nouvel Observateur

La promesse est tenue : on n'a jamais poussé si loin l'exploration de ce que fut Van Gogh. Georges Daby / Libération

au Seuil



# LE SOMMET

La journée du dimanche 29 mai au sommet de Williamsburg a été dominée par les questions de sécurité, la déclaration spéciale des Sept faisant écho au dernier avertissement du gouvernement soviétique, qui énumérait les diverses ripostes de Moscou à un déploiement des missiles américains en Europe de l'Ouest (le Monde daté 29-30 mai).

Dès samedi, le département d'Etat américain avait regretté que le Kremlin ait « une nouvelle fois recouru à des menaces injustifiées de représailles », réaffirmant que les systèmes français et britanniques ne sauraient être inclus dans la négociation de Genève et averti que Washington « ne saurait accepter un accord qui mènerait au transfert de la menace des SS-20 vers nos amis alliés en Asie ». Quant à la menace formulée par Moscou de revenir sur le moratoire annoncé en 1982 ou ce qui concerne

les SS-20, le département d'Etat affirme que l'Union soviétique « n'a jamais interrompu son déploiement de missiles SS-20 en dépit de ce prétendu moratoire ».

Les problèmes de sécurité avaient été évoqués assez brièvement au cours de l'entrevue de quarante-cinq minutes que M. Mitterrand a eu avec M. Reagan peu après son arrivée à Williamsburg, samedi soir. Le président de la République française a notamment accepté une invitation de son hôte à faire une visite d'Etat aux Etats-Unis au printemps prochain. M. Mitterrand a, de son côté, invité M. Nakasone, premier ministre japonais, qu'il a reçu également samedi, à se rendre prochainement en visite en France.

Dimanche après-midi, le président de la République a eu un bref entretien avec M<sup>rs</sup> Thatcher, qui

a quitté peu après Williamsburg pour Londres, afin d'y reprendre sa campagne électorale, laissant sur place ses ministres des affaires étrangères et de l'économie. M. Mitterrand devait ce lundi prendre son petit déjeuner avec M. Kohl et s'entretenir dans l'après-midi avec M. Trudeau.

La controverse sur les croisières sera au centre également des réunions prévues à l'OTAN cette semaine, avec notamment la rencontre des ministres de la défense de l'alliance les 1<sup>er</sup> et 2 juin, à Bruxelles. Arrivé dimanche en Europe, en prévision de ces rencontres, M. Weisberger, ministre américain de la défense, a déclaré à Bonn que « la fusée Pershing-2 est irremplaçable », écartant ainsi l'éventualité d'un accord mettant l'accent sur les seuls missiles de croisière. De son côté, M. Gonzalez, chef du gouvernement de Madrid, a réitéré à

l'agence espagnole EFE sa « compréhension » et sa « solidarité » avec les pays européens concernés par la décision de l'OTAN. « Si je veux m'intégrer dans cette communauté de peuples, a-t-il affirmé, le mot que je puisse faire est de comprendre leurs problèmes de sécurité ».

Enfin, le gouvernement de Bonn a démenti une information publiée dimanche par le Washington Post, selon laquelle il aurait « demandé » aux Etats-Unis, de concert avec la Grande-Bretagne et l'Italie, de produire un obus d'artillerie à neutrons. Il a admis cependant avoir été informé par Washington de son intention de construire pour les canons de 155 millimètres des forces américaines en Europe une charge qui pourrait être, au choix, neutrolique ou conventionnelle. — (A.F.P.)

## La France souhaite obtenir « compréhension et solidarité » pour l'effort qu'elle a entrepris

Williamsburg. — Plus encore après qu'avant la déclaration commune sur les objectifs du désarmement que M. George Shultz a rendu publique dimanche en fin d'après-midi (lire par ailleurs), le souci de la délégation française était de rappeler le caractère essentiellement économique de ce sommet, dont les Français attendent deux choses.

La première est que, d'une façon claire, l'appel du président de la République en faveur d'une stabilisation du système monétaire soit prise en compte dans le texte de la déclaration finale, qui pourrait être à cet effet accompagnée d'une déclaration annexée des ministres des finances.

La seconde préoccupation de Paris est d'obtenir que ses partenaires lui manifestent « compréhension et solidarité », pour reprendre les mots employés par M. Jacques Delors, pour l'effort qu'elle a entrepris, avec un retard dont on ne fait pas mystère, pour lutter contre l'inflation.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les « sherpas », ou représentants pour la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, mettaient la dernière main au texte, dont l'annonce n'avait pas été rédigée d'avance comme cela avait été le cas pour les précédentes conférences du même genre, et cela à la demande

des Américains, soucieux de donner aux entretiens un minimum de spontanéité.

Il s'est confirmé dès l'ouverture du sommet que l'objectif des Américains, outre la déclaration de solidarité sur les affaires de sécurité, était d'amener les alliés des Etats-Unis à reconnaître la réalité de la reprise économique américaine, et par là même de justifier une politique dont les Européens n'ont cessé et ne cessent encore de critiquer certains aspects : taux d'intérêts élevés et dollar de plus en plus cher.

Quant aux Français, ils définissent eux-mêmes de la façon suivante les points qu'ils entendent marquer :

- 1) Qu'un coup de chapeau soit donné aux « acquis » de Versailles, à savoir la procédure de surveillance mutuelle des politiques économiques et le rapport sur l'opportunité des interventions des banques centrales sur les marchés des changes afin de stabiliser les cours ;
- 2) Que les efforts ainsi entrepris soient poursuivis, notamment sous la forme de consultations régulières des ministres des finances concernés ;
- 3) Qu'un « processus » soit engagé qui pourrait un jour déboucher sur une conférence internationale tenue dans l'esprit de Bretton-Woods.

De notre envoyé spécial

Le projet de texte sur lequel travaillaient les « sherpas » était rédigé de telle sorte que les Français pouvaient y trouver maints sujets de satisfaction. Reste à savoir si la forme enverra le fond, car, depuis Versailles, les Américains n'ont pas changé d'un iota leur position, notamment sur le flottement du dollar.

### Pour une « convergence à moyen terme »

Dès le premier paragraphe du projet de texte relatif au « renforcement de la coopération économique pour la croissance et la stabilité », se trouve présente la référence à Versailles, qui sert de fil directeur à la suite de la déclaration. « Nous avons examiné, à la lumière de notre expérience, les procédures exposées dans les documents adoptés à Versailles, dont le but était d'assurer une plus grande stabilité monétaire dans l'intérêt d'une croissance équilibrée et du progrès de l'économie mondiale ».

Quant au paragraphe suivant, il était ainsi rédigé : « Nous réaffirmons les objectifs que nous nous étions fixés d'ouvrir en faveur d'une croissance non inflationniste des revenus et de l'emploi, et de

promouvoir la stabilité des marchés des changes à travers des politiques conçues en vue de permettre une plus grande convergence des résultats recherchés dans cette direction ».

Au paragraphe 3, il est dit : « Nous avons convenu de renforcer notre coopération avec le Fonds monétaire international en ce qui concerne son rôle de surveillance, et cela en accord avec les procédures arrêtées à Versailles, selon l'approche suivante ».

L'approche en question implique que les actions entreprises à court terme débouchent sur « une convergence à moyen terme des conditions économiques ». Quant aux domaines qui seront présentés en revue, ils comprennent la politique monétaire, la politique budgétaire, à propos de laquelle il est dit, passage qui reflète assez largement les thèses européennes : « Nous visons, de préférence par la maîtrise des dépenses publiques, à réduire les déficits structurels, en tenant compte des conséquences de la politique budgétaire sur les taux d'intérêt et la croissance ».

Tout se passe comme si les actions du sommet avaient mis à profit la première après-midi et la première soirée de leurs entretiens pour prévenir leurs interlocuteurs de leurs

bonnes intentions et de leur accord de fond sur au moins un des deux grands sujets de la rencontre, à savoir l'affaire du rétablissement de l'équilibre des forces en Europe. Telles semblaient en particulier l'attention des Français qui possèdent en quelque sorte par avance les limites de leurs critiques.

C'est ainsi que, samedi soir, dans l'entourage de la délégation française, on se plaisait à dissiper les « malentendus » causés par la présentation qui a été faite de la proposition du président Mitterrand concernant la réforme du système monétaire international. On rapportait qu'à l'occasion d'un premier entretien avec le président Reagan, le président de la République s'était employé à redresser l'impression qu'avait donnée à tort l'emploi du nom de Bretton-Woods.

Il s'agit non pas de préconiser la tenue d'une conférence comme celle qui a eu lieu à Bretton-Woods en 1944 pour fonder un système de taux de change fixes, mais de financer de l'après-midi et de l'après-midi qui avaient animé les négociations de l'époque (lire page 5). La France estime, du reste, qu'aujourd'hui une conférence internationale, ne menacerait rien. Il s'agit de relever ensemble un « défi porté à l'économie de marché », qui subit les conséquences de l'instabilité de la monnaie de réserve. Ce qui est proposé, explique-t-on encore, est de réfléchir sur le fonctionnement du système actuel et de chercher à le rendre plus « harmonieux ».

### Mises au point françaises

Dans l'entourage de la délégation française, on allait jusqu'à dire qu'il est absurde de présenter la proposition de M. Mitterrand comme visant à revenir à un système de taux fixes. Si le dollar ne cesse de se revaloriser.

PAUL FABRA.

## PROCHE-ORIENT

### LA TENSION DANS LA PLAINE DE LA BEKAA

Les dirigeants israéliens estiment que les risques d'un conflit avec la Syrie s'estompent

De notre correspondant

Jérusalem. — Baisse soudaine de la tension dans la « guerre des nerfs » qui semblait avoir atteint un paroxysme en fin de semaine, tel est le constat établi dimanche 29 et lundi 30 mai par l'ensemble de la presse israélienne et dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem. Mais chacun de souligner qu'il faut s'attendre à d'autres moments de fièvre au cours des prochains semaines et des prochains mois, car un incident grave peut toujours se produire à chaque instant avec le risque qu'il dégénère en conflit ouvert.

Après le conseil des ministres dimanche, le secrétaire général du gouvernement, M. Dan Meridor, a reconnu que la situation était devenue « moins » préoccupante depuis que Damas paraissait avoir donné des signes de détente en annonçant notamment la fin des manœuvres de l'armée syrienne au Liban et sur le Golan, et en soulignant avec insistance le caractère défensif des mouvements de troupes et de renforts remarqués les jours précédents.

M. Meridor a également fait savoir que le conseil des ministres venait d'approuver les mesures de « précaution » prises par l'armée israélienne tant au Liban que sur le Golan. Il a refusé à ce propos de donner le moindre détail et n'a pas employé le terme d'« état d'alerte », mais, quelques heures plus tard, celui-ci devait être admis de source militaire. M. Meridor a laissé entendre que ces mesures allaient être maintenues dans les jours à venir, quelles que soient les décisions syriennes.

### La crise est loin d'être terminée

Plusieurs dirigeants politiques et militaires à Jérusalem ont émis l'hypothèse selon laquelle le gouvernement de Damas avait pu arrêter prématurément les manœuvres en considérant l'importance de la « riposte » de l'armée israélienne, c'est-à-dire l'état d'alerte et le renforcement des lignes de défense, tout particulièrement dans la Bekaa.

En tout cas, on est convaincu à Jérusalem que les Syriens n'ont pas voulu aller « trop loin » et ont choisi la détente en tenant compte des « avertissements » donnés par Israël sur le terrain, d'une part, et de ceux qui ont été transmis plus ou moins directement par la voie diplomatique par l'intermédiaire des Américains, d'autre part. Certains observateurs israéliens estiment même que l'Union soviétique serait intervenue auprès du gouvernement de

Damas pour inciter ce dernier à faire preuve de retenue. A ce sujet, les dirigeants israéliens mentionnent l'accent sur le fait que les contacts entre Israël et les Etats-Unis ont été « permanents » la semaine dernière, que la « coordination » a été « étroite » entre les deux pays et s'est avérée « efficace ».

Si les dirigeants israéliens pensent que les risques d'un conflit avec la Syrie s'estompent actuellement, la crise selon eux est loin d'être terminée et pourrait durer « tout l'été », voire davantage, car le problème de l'application de l'accord conclu entre Jérusalem et Beyrouth et celui du retrait des troupes syriennes et palestiniennes du Liban restent entiers.

Le maintien de l'état d'alerte de l'armée israélienne serait maintenu surtout justifié par la recrudescence des attentats dont sont victimes les soldats israéliens au Liban dans la région de la Bekaa. On craint en Israël que les Syriens n'aient décidé de prolonger la période de tension par d'autres moyens, c'est-à-dire en laissant les commandants palestiniens (venant des lignes syriennes) agir librement au-delà des lignes israéliennes.

A Jérusalem, on reconnaît qu'aujourd'hui l'armée syrienne a souvent empêché les fedayin d'aller commettre des attentats contre les troupes israéliennes. A la fin de la semaine dernière, deux militaires israéliens ont encore été tués dans ce secteur, et dimanche soir deux nouveaux incidents se sont produits : cette fois sans faire de victimes : à quelques kilomètres de distance, au centre de la Bekaa, un blindé a sauté sur une mine à proximité du front et des tirs de roquettes et d'armes légères ont été dirigés contre des positions israéliennes.

Au cours d'une réunion organisée par le parti travailliste, M. Itzhak Rabin, ancien premier ministre, qui demeure un des chefs de l'opposition, a une nouvelle fois émis une opinion largement répandue en Israël : les Etats-Unis ont commis une erreur en organisant d'abord les négociations entre Israël et le gouvernement libanais, tout en tenant les Syriens à l'écart. Selon M. Rabin, il aurait été plus facile d'engager des pourparlers avec Damas voilà, quelques mois alors que la Syrie était en position de faiblesse et que l'appui reçu de l'Union soviétique n'avait pas encore atteint le niveau actuel.

FRANCIS CORNU.

### LA DISSIDENCE S'AGGRAVANT AU SEIN DU FATH

M. Arafat menace d'avoir recours à la force contre les mutins

La dissidence au sein du Fath s'intensifie et s'aggrave. Cinq officiers appartenant aux services logistiques de l'organisation de M. Arafat ont annoncé le samedi 28 mai qu'ils se rallieraient au colonel Abou Moussa, le chef de la mutinerie qui avait éclaté le 12 mai dans les rangs des fedayin dans la Bekaa. Ils avaient auparavant occupé « par la force », selon un communiqué de l'agence palestinienne loyaliste, Wafa — six locaux administratifs à Damas utilisés au ravitaillement des fedayin du Fath et à l'entretien de leur matériel militaire. Les rebelles ont affirmé que leur opération constituait une « riposte » aux « directives » données par la direction du Fath de « coopérer les vivres » aux bases tenues par les dissidents.

Les officiers ralliés à l'opposition sont le commandant Ali Choukri, responsable du département central des fournitures, le capitaine Abou Haïdar (du département du ravitaillement et de l'approvisionnement), le capitaine Abou Khaled (unité du transport et des véhicules), le capitaine Abou Imad (service central des carburants), et le lieutenant Abou Hassan (service de maintenance).

Première conséquence de l'action des cinq officiers : les relations entre le Fath et la Syrie se sont brusquement tendues. En annonçant le coup de force, l'agence Wafa a, en effet, précisé que les locaux occupés par les mutins étaient gardés non par des militaires du Fath mais par une force relevant directement des autorités syriennes nommée « Al Dabita el Fidayia » (la police des fedayin), qui avait été constituée après l'exode des combattants palestiniens de Beyrouth. « Nous trouvons étrange, commente l'agence, qu'un tel incident se produise au moment où la révolution palestinienne et la Syrie se préparent à faire face à une agression sioniste de grande envergure ».

Deuxième conséquence de l'incident : le Fath aurait décidé, à la suite d'une réunion de ses cadres supérieurs, présidée samedi par M. Arafat, de défendre ses positions situées à l'extérieur de Damas. Le mot d'ordre était jusqu'ici de ne pas

avoir recours à la violence, mais le risque de voir les mutineries se multiplier incite, semble-t-il, les chefs du Fath — selon les termes de l'un d'eux — à « refouler toute personne ou tout groupe qui tenterait de s'emparer de l'une de nos positions ».

Cette décision va à l'encontre de la volonté de la Syrie qui avait informé les deux parties qu'elle ne « tolérerait pas » des affrontements armés. Les forces de Damas avaient établi, dès les débuts de la mutinerie, un « cordon sanitaire » autour des bases de fedayin dans la Bekaa qui avaient basculé dans la dissidence. L'initiative a été interprétée par les milices proches du Fath comme une manière de protéger les rebelles, qui bénéficieraient, par ailleurs, du soutien matériel de la Syrie et de la Libye. Le colonel Abou Moussa n'enclut plus, lui non plus, des affrontements armés. Ses hommes, a-t-il déclaré à l'hebdomadaire Al Kifah Al Arabi (prolibyen), « ne répondront peut-être pas à la première ou à la deuxième balle, mais sûrement à la troisième ».

L'U.R.S.S. serait-elle, elle aussi, impliquée dans la sédition ? Le chef politique du mouvement de dissidence, Abou Saleh, exclu, en janvier dernier, du comité central du Fath, a déclaré, pour sa part, à la même revue, qu'il coordonne son action avec la Syrie et que ses liens avec l'Union soviétique sont solides et se poursuivent.

Moscou observe le silence tant sur les mutineries que sur leurs conséquences. Mais on apprend samedi à Damas que le Kremlin avait adressé une « invitation officielle » au Fath, qui dépêchera dans la capitale soviétique, dès cette semaine, une délégation dirigée par Abou Iyad, membre du comité central et chef des services de renseignements de l'organisation de M. Arafat. Officiellement, la visite est en rapport avec la tension qui règne entre la Syrie et Israël. Mais il serait surprenant que l'on n'évoque pas aussi l'attitude que Moscou compte adopter à l'égard de dissidents qui se proclament « prosoviétiques ».

E. R.

**ISTH** depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
**DECS**  
**STAGE INTENSIF**  
Août  
certif. COMPTABLE 80 h.  
certif. JURIDIQUE 76 h.  
certif. ÉCONOMIQUE 64 h.  
Succès importants confirmés  
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 585.59.35 +

**L'ARABIE SAOUDITE: DES BARILS DE PETROLE ... ET UN BARIL DE POUDRE**

**Le regard neuf d'un journaliste français sur un géant aux pieds d'argile.**

**un livre explosif!**

EDITIONS PIERRE-MARCEL FAVRE

مكتبة الشارقة



# DE WILLIAMSBURG

DU 1<sup>er</sup> AU 22 JUILLET 1944

## BRETTON-WOODS : une conférence bien préparée

La conférence qui s'est tenue, du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944, dans la petite localité de Bretton-Woods, située dans l'Etat du New-Hampshire, tient, dans l'histoire monétaire des soixante-dix dernières années, marquées par tant de crises et de tentatives infructueuses de rétablissement d'un ordre monétaire international, une place particulièrement importante. Alors que la guerre faisait encore rage en Europe et en Asie, elle a jeté les fondements de ce qui allait se révéler comme la plus durable et aussi la plus grande tentative de restauration d'un système monétaire stable. Plutôt que de restauration, il conviendrait de parler en l'occurrence d'installation, car si le système des taux de change fixes conçu à Bretton-Woods, et appliqué par la suite, rappelle par plus d'un trait le vieux système du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, il innove sur plusieurs points essentiels en prévoyant un système d'assistance aux pays connaissant de graves problèmes d'équilibre extérieur.

Quarante-quatre délégations furent invitées à participer à la conférence qui se tint dans l'hôtel du Mont-Washington. Cependant, deux délégations allaient dominer toutes les autres. Il s'agissait d'abord de la délégation américaine, dirigée par un homme remarquable, Harry Dexter White (lequel par la suite fut accusé par la commission McCarthy d'avoir appartenu au parti communiste). C'est elle qui finit par imposer ses vues, ce dont on doit, avec le recul du temps, se féliciter, car elles étaient à la fois plus simples (ce qui, en la matière, est une qualité) et plus constructives que les idées avancées par l'autre délégation influente, celle de la Grande-Bretagne, dont le prestige était grandement renforcé par la personnalité

de l'homme qui était à sa tête, l'économiste le plus célèbre du vingtième siècle, John Maynard Keynes.

Celui-ci représentait un pays qui avait encore tous les attributs extérieurs de la puissance, mais qui en réalité était appauvri et fortement endetté. Le système qu'il proposait visait à protéger au maximum les débiteurs, ce qui ne peut se faire sans artifices destinés à prolonger par tous les moyens les facilités de crédit dont l'utilisation sur une grande échelle finit nécessairement par engendrer une insécurité financière généralisée. Les pays latino-

américains étaient sur-représentés par rapport au rôle qu'ils jouaient dans l'économie mondiale (mais la guerre avait temporairement enrichi plusieurs d'entre eux), tandis que l'Europe continentale n'était représentée que par les délégués des gouvernements en exil. C'était le cas de la France, dont la délégation était dirigée par Pierre Mendès France. Ce qui n'empêcha pas ce dernier de s'opposer à certaines des prévisions excessives des Etats-Unis. Enfin l'U.R.S.S., qui ne ratifia jamais les accords de Bretton-Woods, participa à leur élaboration.

Le libre-échange est dans l'histoire de l'humanité une institution récente. Il date de la première moitié du dix-neuvième siècle. On peut dire de lui qu'il est une construction intellectuelle, car il a été adopté par les nations industrielles seulement après que les économistes eurent, par leur raisonnement, démontré les avantages qu'il présente sous certaines conditions. C'est pourquoi rien n'est plus artificiel dans un tel domaine que d'opposer théorie et pratique. On ne construit pas un moteur sans de solides connaissances de la mécanique et de la physique. De même, en l'absence d'une réflexion théorique approfondie, on a toutes les chances de bâtir un système monétaire sur du sable.

### Cinq versions

Quelque sept cent trente délégués participèrent à la conférence de juillet 1944, mais un travail considérable avait déjà été accompli quand la réunion commença. Les experts bri-

tanniques et américains avaient échangé des idées en la matière dès le lendemain de la signature, en août 1941, par le président des Etats-Unis et le premier ministre britannique de la charte de l'Atlantique.

Keynes présenta cinq versions successives de son projet qui prévoyait l'émission d'une monnaie internationale, le *banco*, à l'usage des banques centrales des pays membres d'un fonds commun. Quant à Harry White et ses collaborateurs, ils avaient, eux aussi, remis plusieurs fois sur le chantier leur propre ouvrage qui inspira de très près les rédacteurs des accords de Bretton-Woods pour établir un système de taux de change fixes fondé sur l'or et le dollar, assorti d'institutions, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, destinés, l'un à accorder des crédits en cas de déséquilibre de la balance des paiements, l'autre, à consentir des prêts à long terme pour financer des projets de développement.

Le principe essentiel du système monétaire proposé était d'assurer la libre convertibilité des monnaies, ce qui est la condition indispensable à un régime de libre-échange. Chaque pays avait l'obligation de garantir cette libre convertibilité, au moins pour les non-résidents. Mais les accords de Bretton-Woods allaient encore plus loin. Ils faisaient obligation aux pays membres du Fonds monétaire d'assurer la convertibilité de leur monnaie à un taux fixe.

C'est seulement à partir de la fin de l'année 1958 que les pays européens et le Japon rendirent leur monnaie convertible. C'est donc seulement à partir de cette date que l'on peut considérer que les accords de Bretton-Woods sont réellement entrés en application. Le système

s'est effondré quand, en 1971, les monnaies deviennent flottantes. Remarquons que cela n'a pas remis en cause la principal axe de Bretton-Woods, qui est d'assurer la convertibilité des monnaies : mais cette convertibilité se fait désormais à taux variables.

### Une grosse anomalie

Tel qu'il fut mis en vigueur dans la pratique, le système de Bretton-Woods contenait une grave anomalie. Les Etats-Unis étaient pratiquement dispensés de l'obligation de défendre leur propre monnaie sur les marchés de change : cela provenait du fait que le dollar est utilisé comme monnaie de réserve et qu'en conséquence les Américains pouvaient rétablir leur déficit extérieur en émettant des dollars. Certes les pays créanciers pouvaient, en vertu des accords de Bretton-Woods, réclamer la conversion de ces dollars en or ; mais, à partir du moment où les Etats-Unis éprouvèrent des craintes pour la solidité de leur monnaie, ces pays s'abstinrent en général d'exercer effectivement ce droit.

Il en résulta que le devoir de défendre la valeur du dollar incomba uniquement aux banques centrales autres que celle des Etats-Unis. Les banques centrales en question rachetaient donc les dollars sur le marché en émettant leur propre monnaie, ce qui provoquait chez eux de graves tensions inflationnistes. C'est pour les faire cesser qu'ils décidèrent en 1971, puis de façon définitive en 1973, de cesser d'acheter automatiquement des dollars sur le marché chaque fois que la devise américaine menaçait de tomber au-dessous de son plancher.

P.F.

### Le rôle du F.M.I.

Le Fonds monétaire a été créé en 1946. Un an après, le total des ressources dont il disposait était de 7,7 milliards de dollars. Il vient d'être décidé que le total des quotes-parts sera porté à quelque 98 milliards de dollars.

Le capital nominal du Fonds a donc été multiplié par plus de douze depuis sa création. Cela dit, le Fonds monétaire a perdu beaucoup de son rôle depuis que les monnaies sont devenues flottantes, puisque son objectif le plus important était de veiller à la stabilité des changes.

A Bretton-Woods, les délégués avaient passé beaucoup de temps à discuter de la formule servant à calculer l'importance des quotes-parts nationales. L'aspect politique des choses apparaît dès le départ comme presque aussi important que l'aspect purement économique ou financier. La délégation britannique, qui se voyait imposer Londres ou, à son défaut, Amsterdam comme siège du Fonds monétaire. La délégation américaine eut gain de cause : c'est Washington qui fut retenu.

### Un double défi

Il s'agissait à la fois de répondre aux intentions affichées par les puissances de l'Axe et d'empêcher le retour aux terribles désordres qui avaient provoqué la grande dépression des années 30, avec ses millions de chômeurs et ses usines fermées. L'Allemagne nazie et le Japon voulaient créer sous leur domination, la première une Europe unie, le second une zone de co-prosperité asiatique, sur les débris de l'économie mondiale, qui s'était disloquée sous la poussée du protectionnisme et à la faveur de l'éclatement du système monétaire international survenu dans les années qui suivirent le krach de Wall Street d'octobre 1929.

Pour relever ce double défi, il n'y avait qu'un moyen : rendre possible le retour au libre-échange en pré-

**QUI FAIT MIEUX EN JUILLET-AOÛT ?**



Vois réguliers au départ de Paris

|                     |   |               |
|---------------------|---|---------------|
| <b>CUBA</b>         | séjour 15 jours<br>pension complète             | <b>5.900F</b> |
| <b>NICARAGUA</b>    | circuit + 15j<br>pension complète               | <b>8.850F</b> |
| <b>BOLIVIE</b>      | 14 jours forêt amazonienne<br>+ 1 semaine libre | <b>9.540F</b> |
| <b>MEXICO</b>       |   | <b>4.100F</b> |
| <b>MANAGUA</b>      |   | <b>4.850F</b> |
| <b>COLOMBO</b>      |   | <b>4.100F</b> |
| <b>LIMA</b>         |   | <b>5.100F</b> |
| <b>RIO</b>          |   | <b>5.850F</b> |
| <b>BUENOS AIRES</b> |   | <b>6.800F</b> |

La Compagnie des Voyages  
78, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS - TELEPHONE 508.44.88

**1<sup>er</sup> Prix de copie**

Ce 1<sup>er</sup> prix de copie, Toshiba l'a obtenu aux Etats-Unis. Il saluait le copieur le plus vendu de sa catégorie. Avec tous ses perfectionnements technologiques, il n'a eu certes... que peu de mérite à obtenir l'oscar. Quoi qu'il en soit, un copieur diplômé c'est original.

**TOSHIBA**  
DES COPIEURS ORIGINAUX

INFORMATEUR - BUREAU SYSTEMES - 13 BIS RUE CHRISTOPHE COLOMB 75008 PARIS  
TEL : 723.97.03 / 723.36.14

### Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises. Cinq options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Trois ans d'études après le baccalauréat. Admissions directes :

- en deuxième année : DEUG ou équivalent
- en troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : B.T.S./D.U.T.

Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises

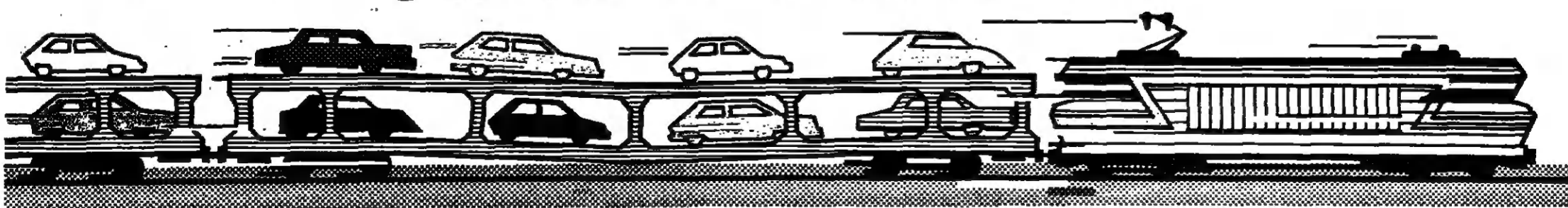
Service de placement  
E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329.97.60  
Soutiement supérieur privé  
Demandez notre documentation



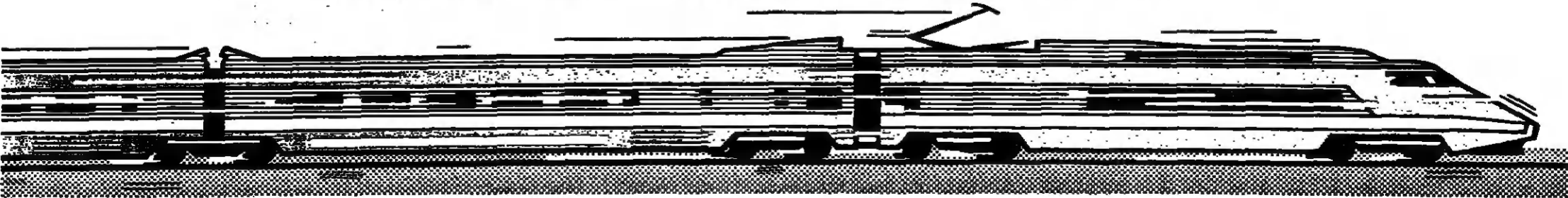
Nom \_\_\_\_\_  
Prénoms \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Niveau d'études \_\_\_\_\_

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille

Confiez-nous votre voiture...



...et roulez détendus en TGV



Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille (dans les deux sens), vous pouvez prendre le TGV et retrouver votre voiture à l'arrivée. Exemple : il suffit de déposer votre voiture en gare de Paris avant 9 heures pour la reprendre à Marseille à partir de 18 h 15. Vous-même et votre famille, vous pouvez utiliser n'importe quel TGV, notamment celui de 12 h 45 qui vous mène à Marseille également à 18 h 15.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. **ENCF**

ARABIE  
DUDITE:  
BARILS  
PETROLE  
UN BARIL  
POUDRE

re explosif

FAVRE



# LE SOMMET DE WILLIAMSBURG

## De l'hélicoptère à la calèche

Williamsburg. — M. Ronald Reagan tient la vedette. Il est « l'homme, le président et l'imprésario » de ce sommet, comme l'écrit le New York Times. Pour la première fois, ce chef d'Etat si peu sûr de lui en politique internationale et couvert d'ordinaire par ses collaborateurs a voulu se lancer seul, sans filet — ou, plutôt, en donnant l'impression. C'est un one man show, mais avec beaucoup de monde en coulisse et un formidable soutien technique.

Plusieurs réunions et repas ont lieu sans assistants ni interprètes. Il est possible de communiquer avec les premiers grâce à un « stylo » et une « ardoise » électroniques, ce qui évite les allées et venues et les coups de téléphone dérangeants. Quant aux interprètes (une cinquantaine), ils sont dans une salle attenante, devant des écrans de télévision. Ils voient et entendent les dirigeants, qui, eux-mêmes, profitent de la traduction simultanée grâce à de petits écouteurs. Les Américains sont très fiers de ce système, qui fonctionne apparemment très bien.

Descendre d'hélicoptère pour monter en calèche : rien ne résume mieux le « style Williamsburg » que ce cérémonial un peu surréaliste qui se voit, dès leur arrivée, les sept invités de M. Reagan. Alliance de la technique et du folklore, de l'Amérique moderne et de l'époque coloniale, dans un parfait technicolor destiné au petit écran.

Sept fois, la sauterie keel et blanc de l'U.S. Air Force se pose en battant des ailes sur la pelouse de Market-Peace. Et sept fois, la calèche découverte débouche sur le petit chemin, avec ses chevaux blancs et ses valets gantés. Dans la garde d'honneur, pas un képi ne s'envole : les marines ont parfaitement répété cette scène, tête baissée, la main sur la visière.

Le temps de faire quelques pas, et l'homme illustre se retrouve devant des stèles en marbre pour les barbes rousses et blanches des miliciens à tricorne, armés de

### De notre envoyé spécial

grands fusils à balonnette. Des badauds sont postés sur la route dans un désordre très étudié, avec leurs culottes d'époque, leurs coiffes ou leurs longues robes à tablier.

M. Trudeau a parfaitement compris le jeu. Ce vétéran — c'est son septième sommet — sort de l'hélicoptère avec une rose rouge à la boutonnière et un splendide panama à la main. Dans la calèche, il agitera d'un geste théâtral. Les photographes ne le quitteront pas.

Entre deux arrivées d'hélicoptères, les marines papotent avec les miliciens. Une dame de l'époque coloniale sort une caméra de son panier à provisions. Ses collègues se reposent au pied d'un chêne en sifflant un Coca-Cola. Il faut s'approcher assez près pour apercevoir sur la poitrine de chacun une carte plastifiée qui indique très peu poétiquement : « Employé de Williamsburg ».

M. Reagan accueille la calèche devant Governor Palace. Comme il faisait jadis au cinéma lors des tournages, il va répéter la même scène plusieurs fois. On le voit sortir à sept reprises du jardin et s'avancer tout fringant, au son d'une marche enroulante. Hail to the Chief, « Dear Pierre », « Dear Maggie », « Dear François »... Il s'agit, n'est-ce pas, d'une rencontre aussi informelle que possible. Ce décorum, qui va occuper la moitié de l'après-midi, ne vise qu'à donner une image très belle et très édifiante à la télévision.

### Fausse note pour M. Nakasone

Les moindres détails du protocole ont été étudiés pendant des mois. Vingt et un coups de canon pour M. Mitterrand, qui est chef d'Etat, mais dix-neuf pour les chefs de gouvernement et zéro pour M. Thorn, président de la Commission européenne. Dans l'accueil de M. Thatcher, l'orchestre a pris soin de remplacer Yankee Doodle — chant de la guerre d'indépendance — par The

British Grenadier. Une fausse note, en revanche, pour la réception de M. Nakasone : on a joué The Gunken March, refrain de la marine nipponne pendant la deuxième guerre mondiale, qui symbolise le militarisme au Japon. Consolation des organisateurs : la gendarmerie nationale du Canada avait fait pire au sommet d'Ottawa, saluant M. Suzuki par le Pont de la rivière Kwai.

Rien ne manque à cette mise en scène voulue par M. Reagan. Ni un soleil éclatant, ni les invétées manifestations : une poignée de pacifistes, campant aux abords des cortèges officiels, espèrent que ce sommet déclarera la guerre aux missiles. Plus loin, une vingtaine de perdants du protectionnisme proclament : « Amérique d'abord » et s'insurgent de la création d'une « monnaie internationale qui servirait les intérêts communistes dans le monde ».

Dimanche matin, les membres du sommet ont assisté à un office épiscopalien. Deux absents : MM. Mitterrand et Nakasone. Mais M. Thatcher et M. Reagan chantaient pour quatre avec beaucoup de conviction. Le révérend Lewis, recteur de la paroisse de Burton, a demandé aux dirigeants occidentaux d'être « à l'écoute de la parole de Dieu ». Sermon banal, sans rapport avec l'éclatante de 1987 : ce pasteur avait alors dénoncé la guerre du Vietnam en présence du président Johnson.

En fin de matinée, conduite par un Reagan enthousiaste, les membres du sommet ont visité les objets d'artisanat local déposés sur des tréteaux. Chacun tira poliment. Même M. Kohl, qui a fait des emplettes la veille même, malgré le cours du dollar.

Une pluie fine commence à tomber. M. Thatcher ouvre son parapluie et en fait profiter M. Trudeau. Visiblement très gai, M. Fanfani s'empare d'un panier d'osier et en coiffe son interprète. Mais il faut rentrer. La réception est finie.

ROBERT SOLÉ.

## Sécurité : sérieuses réserves de la France

(Suite de la première page.)

C'est, a dit M. Shultz, une déclaration « très forte » (elle souligne par exemple des les premiers phrases que les Sept « maintiendront une force suffisante pour dissuader toute agression » et faire « par un groupe qui jamais auparavant n'avait fait de déclaration sur la sécurité ». En effet, s'il est arrivé précédemment aux Sept, instance économique, de se prononcer sur des questions politiques, c'était dans des cas limités et précis, lorsque les circonstances l'imposaient. Ainsi, l'an dernier, lorsque l'armée israélienne avait le Liban en plein sursaut de Versailles, ou en 1980 lorsque l'intervention soviétique en Afghanistan fut discutée à Venise.

En revanche, les Sept n'ont jamais utilisé leurs rencontres pour définir une politique ou une doctrine commune sur un problème aussi vaste que la sécurité mondiale.

M. Chysson a lui-même fortement souligné devant la presse que cette déclaration avait d'insolite dans ce forum économique et que la France avait beaucoup hésité avant d'y souscrire. Elle s'est laissée finalement convaincre, selon le ministre, « parce que personne n'aurait compris » que les Sept ne profitent pas de leur rencontre pour examiner des positions communes sur une affaire inquiétante pour le monde entier. Cependant, à en croire le ministre français et son collègue américain, les dernières menaces de la Pravda (le Monde daté 29-30 mai) n'auraient joué aucun rôle déterminant pour motiver une prise de position d'urgence.

Le scénario, tel qu'on peut le reconstituer, s'est déroulé de la façon suivante : samedi soir, comme prévu, les chefs d'Etat et de gouvernement d'inspiration se sont réunis. Traditionnellement ces repas sont consacrés à la politique internationale, et c'est précisément pour marquer le caractère privé, à bâtons rompus, de la conversation, que ces entretiens se déroulent toujours à table. Au menu de ce samedi : la défense et la sécurité. Et c'est M. Thatcher, soutenu par le premier ministre canadien, M. Trudeau, qui propose de rédiger sur-le-champ une déclaration.

L'histoire ne dit pas ce que fut la réaction personnelle de M. Mitterrand. Toujours est-il que M. Reagan considéra la suggestion comme adoptée : lorsque ses invités eurent pris congé, il alla dans la pièce voisine, où les ministres des affaires étrangères achevaient eux aussi de dîner, pour leur donner les « instructions » des chefs d'Etat et de gouvernement. Pour cela, raconte M. Shultz à la presse, il leur remit huit pages de notes qu'il avait prises. Cette décision s'adressait aux nouveaux esprits américains qui prétendent que M. Reagan est incapable de prendre des notes.

Le caractère improvisé de la décision paraît toutefois très suspect. M. Chysson lui-même fit remarquer aux journalistes que le programme distribué à la presse mentionnait que le dimanche, de 12 h à 13 h 15, M. Shultz, en compagnie des autres ministres des affaires étrangères, « s'adresserait aux médias » : comme il était exclu que la discussion économique, à peine commencée, soit alors terminée, cette intervention des ministres des affaires étrangères ne pouvait être réservée qu'à une déclaration politique. C'est d'ailleurs ce que M. Chysson fit également remarquer aux journalistes. L'opération était donc certainement préméditée. M. Thatcher s'y est d'autant mieux prêtée qu'il lui fallait répartir le soir même pour Londres, et que cette déclaration s'inscrivait parfaitement dans sa campagne électorale.

Le scénario ne fut cependant pas exécuté de façon aussi rapide que prévu. Aucun texte — c'était bien le moins — n'étant prêt comme base de discussions, et « les ministres des affaires étrangères n'étaient pas des écrivains » (au dire de M. Shultz), la déclaration n'était pas prête midi dimanche. M. Shultz, entouré de ses confrères, ne vint la lire qu'à 6 heures du soir.

### Une discussion « parfois vive »

La discussion, reconnut M. Chysson, fut « parfois vive », mais jamais acrimonieuse. Tout le monde étant d'accord sur le fond. Toutefois, les Allemands n'étaient toujours pas convaincus du premier texte proposé par les Américains. Ils pensent en effet, sans trop le dire, qu'il est inutile d'exclure les adversaires de la « double décision » de l'OTAN sur les euromissiles (déplacement plus négociation simulta-

née) par des proclamations ; mieux vaut les mettre en œuvre. M. Kohl ne voulait pas non plus saboter son prochain voyage à Moscou. Il fit enlever quelques mots et en ajouter d'autres, notamment : « Nous ne ferons jamais usage de nos armes, si ce n'est en réponse à une agression ». Les Japonais n'étaient pas à leur aise non plus : ils ne voudraient pas que les Américains et les Européens incitent les Soviétiques à détourner leurs « euromissiles » vers l'Est... Ils firent donc ajouter que « la sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale ».

Mais se sont surtout les Français qui se montrèrent chicaniers. D'abord, ils firent enlever, avec l'appui des Allemands, plusieurs allusions qui ne laissaient aux négociations qu'un retour à l'impossible « option zéro » ; ensuite et surtout, ils firent effacer — à la satisfaction des Japonais — toute formulation qui eût impliqué la France dans une décision de l'organisation militaire de l'OTAN, qu'elle eût quittée en 1967.

### « Pas d'extension de l'alliance »

Il reste tout de même, fit remarquer un journaliste à M. Chysson, que ce vaste système de sécurité étendu de Tokyo à l'Europe rappelle quelque peu le projet avorté de « nouvelle charte atlantique » de M. Kissinger. « En d'autres cas », répondit M. Chysson en déclinant les sylabes, nous n'accepterions l'extension de l'alliance atlantique, ni géographiquement, ni fonctionnellement, ni vers d'autres régions comme le tiers-monde, ni pour les affaires économiques ». Peut-être, mais il ne s'agit pas de le dire.

Quelques observateurs trouvent aussi quelque peu imprudent, lorsqu'on est engagé dans une négociation difficile même entre alliés et amis, de se débarrasser d'entrée de jeu de sa meilleure carte. La politique française en matière de défense et de sécurité est appréciée des Américains et de tous les autres alliés ; la France est en position de décision, bien qu'elle s'en défende, en matière économique. Pourquoi ne pas avoir attendu comme c'était l'usage jusqu'à présent, la fin de ces deux jours de négociations ce lundi pour acquiescer à un accord d'ensemble ?

Précision superflue ? Peut-être, mais ce n'est que ce lundi soir qu'on pourra en juger.

MAURICE DELARUE.

## « Les tentatives pour diviser l'Occident sont vouées à l'échec »

Williamsburg (A.F.P.). — Voici le texte complet de la déclaration sur la sécurité faite dimanche 29 mai par le sommet de Williamsburg :

- 1) En tant que dirigeants de nos sept pays, nous nous devons de défendre la liberté et la justice sur lesquelles nos démocraties sont fondées. A cette fin, nous maintiendrons une force militaire suffisante pour dissuader toute agression, pour faire face à toute menace et pour assurer la paix. Nous ne ferons jamais usage de nos armes, si ce n'est en réponse à une agression ;
- 2) Nous voulons obtenir des niveaux d'armes plus bas par des négociations sérieuses sur le contrôle des armements. Par cette déclaration, nous réaffirmons notre engagement à rechercher la paix et à parvenir à des réductions d'armements significatives. Nous sommes prêts à travailler à cette fin avec l'Union soviétique, et nous en appelons à l'Union soviétique pour qu'elle coopère avec nous ;
- 3) Des accords efficaces sur le contrôle des armements doivent être fondés sur le principe d'égalité et doivent être vérifiables. Des propositions ont été avancées du côté occidental pour parvenir à des résultats positifs dans les différentes négociations internationales : armes stratégiques (START), fusées nucléaires à portée intermédiaire (F.N.I.), armes chimiques, réduction des forces en Europe centrale (M.E.P.) et conférences sur le désarmement en Europe (C.D.E.) ;
- 4) Nous sommes convaincus qu'il est de notre devoir de continuer à mener ces négociations de façon soutenue et urgente. Dans le domaine des F.N.I., en particulier, nous appelons l'Union soviétique à contribuer de façon constructive au succès des négociations. Les tentatives pour diviser l'Occident en proposant l'inclusion des forces des pays tiers, y compris celles de la France et du Royaume-Uni, sont également vouées à l'échec. Ces

forces n'ont pas leur place dans la négociation ;

5) Nos nations souhaitent ardemment qu'un accord F.N.I. équilibré soit atteint d'ici peu. Dans ce cas la négociation déterminera le niveau auquel se situeront les déploiements. On sait que, s'il en va autrement, les pays concernés procéderont aux déploiements prévus des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983 ;

6) Nos nations sont unies dans leurs efforts pour la réduction des armements, et elles continueront à procéder à des consultations détaillées et intenses. La sécurité de nos pays est indivisible et doit être vue sur une base globale. Les tentatives pour diviser l'Occident en cherchant à influencer les options publiques sont vouées à l'échec ;

7) Nous nous engageons à consacrer toute notre volonté à réduire la menace de la guerre. Notre vision est celle d'un monde où l'ombre de la guerre aura disparu pour toute l'humanité, et nous sommes déterminés à y parvenir ;

**HERMÈS**  
24 Faubourg Saint-Hippolyte

**SOLDES CHAUSSURES**  
«Prêt à Porter» Hommes  
**JOHN LOBB**

MARDI 31 MAI  
MERCREDI 1<sup>er</sup> JUIN  
JEUDI 2 JUIN  
VENDREDI 3 JUIN  
de 9 h 30 à 18 h 30

Depuis 39 ans, le journal spécialisé  
«Les Annonces» est le n° 1  
pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partout 3 F 36, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 805-30-30

Pour s'équiper en micro-informatique, en machines de bureau, en téléphonie. Ils ont choisi.

## DESTINATION AGENA.

La micro-informatique professionnelle. Les grandes marques, IBM, HP, DEC, Wang. Les périphériques, écrans graphiques, imprimantes. Les logiciels, les programmes, pour tous les besoins, du scientifique à la gestion de stocks, des statistiques à l'aide à la décision. La formation. La maintenance complète. Les fournitures. Toutes les formes de location. Et la compétence.

La micro-informatique domestique. Les micros les plus sensationnels. Pour s'initier, pour s'amuser, pour créer, pour apprendre ou pour faire ses comptes. Chez soi, en douceur.

Les machines de bureau. Les systèmes de traitement de textes avec les logiciels les plus complets et les meilleures imprimantes de qualité courante. Les machines à écrire électroniques, dont les célèbres BROTHER et les nouvelles IBM, disponibles, en stock. Le nec plus ultra de la productivité. Les calculateurs programmables à la pointe de la technique.

La téléphonie. Les répondeurs, pour enregistrer, pour interroger à distance et bien d'autres choses encore. Les téléphones à touches, compacts, en couleur, et même sans fil, pour vivre avec son temps.

**agena**

Le magasin de la micro-informatique, de la téléphonie et des machines de bureau.  
25, rue de la Papeterie 75008 PARIS  
Tél. 293.12.96.

مکان العمل







Le Monde

# politique

## LA CONVENTION NATIONALE DU PARTI SOCIALISTE

### M. Jean-Pierre Chevènement dénonce le « virage » du gouvernement

« Extravagante » ou « ordinaire » ? La convention nationale du parti socialiste - qualifiée d'« ordinaire » conformément aux statuts du P.S. - réunit samedi 28 mai, au Pré-Saint-Gervais, à Paris, sous la présidence de M. Jean-Pierre Chevènement, les militants du parti socialiste. Il y a belle lurette que l'ordinaire du parti socialiste est composé de débats sur un plan de rigueur indigeste, que les uns jugent inévitable et que les autres rejettent.

Au fond, M. Chevènement n'a risqué qu'une audace : celle de répéter publiquement, devant le premier ministre et ses camarades socialistes, ce que ses amis du CERES et lui-même disent depuis des semaines. A savoir qu'une autre politique, radicalement différente de celle du gouvernement, est praticable, qu'elle est seule capable de placer la France sur la voie du redressement économique et de per-

mettre à la gauche de rester fidèle à elle-même. Le gouvernement, selon lui, fait donc fausse route et c'est pourquoi il l'a quitté.

Bien que cette argumentation, dans sa bouche, ne soit pas originale, le chef de file du CERES a néanmoins franchi une nouvelle étape dans sa démarche contestataire. Il s'est situé de plus en plus clairement en marge de la majorité du parti, et son attitude devrait le conduire, logiquement, à s'en séparer lors du congrès de Bourg-en-Bresse, à la fin du mois d'octobre. Mais, à l'heure, l'évolution n'est pas nouvelle. Ses amis du CERES avaient annoncé la couleur en indiquant qu'ils seraient contraints de s'affirmer au congrès si, d'ici-là, la « parenthèse » du plan de rigueur n'est pas fermée.

A l'évidence, M. Chevènement ne croit pas à l'hypothèse d'un changement d'orientation à brève échéance. Il relève « beaucoup de signes » con-

traire, que le gouvernement a pris « un virage » et qu'il n'est pas près de changer de cap. Ces affirmations, le rappel de quelques autres, notamment sur le rôle du parti - M. Chevènement, alors ministre d'Etat, ministre de la recherche, vante les mérites des « godillots », ces « belles et bonnes chaussures », - ne pouvaient que lui attirer des sarcasmes, dans la mesure où son initiative apparaît très personnelle. Avant même qu'il n'ait parlé, M. Pierre Mauroy a tourné en dérision ceux « qui font sept fois le tour de la citadelle en soufflant dans une trompette ».

Il y aurait eu, au gouvernement, la période rose de l'« avec Chevènement » et celle, noire, de l'« après Chevènement », a remarqué, féroce, M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du P.S. a fixé les limites de la critique de la politique gouvernementale. « Foutrez les mots du gouvernement, oui ; lui compiez les jarrets, non ! », a-t-il dit. D'autant que

M. Chevènement a eu l'impression d'évoquer l'éventualité d'un nouveau réajustement monétaire, initiative qui, selon M. Jospin, devrait être réservée à la droite.

Les dirigeants du CERES apparaissent d'autant plus isolés que les autres courants du P.S. affirment leur soutien à la politique du gouvernement. Les amis de M. Pierre Joxe, dont on avait remarqué les convergences d'analyse avec celles du CERES sur la politique économique, et ceux de M. Lionel Jospin semblent mettre en valeur ce qui les unit plutôt que ce qui les divise. Pour leur part, les rocardiens, qui se sont réunis dimanche, s'efforcent, pour le plaisir d'être eux, de créer les conditions de leur participation à la direction du parti, après le congrès de Bourg-en-Bresse.

J.Y.-L. ET L.Z.

### M. Jospin : on ne peut pas faire une autre politique avec des « Y'a qu'à »

M. Quilès s'interroge sur la possibilité pour le parti socialiste d'atteindre quatre cent mille ou cinq cent mille adhérents : « Peut-on être véritablement un parti de masse, demande-t-il, lorsque l'on représente aussi peu une population ? ». Le député de Paris note que le P.S. ne compte actuellement que deux cent mille adhérents, soit 0,4 % de la population française.

Comme les syndicats, remarque M. Quilès, les partis politiques en France souffrent, non d'un excès de puissance, mais plutôt d'une certaine faiblesse. Ainsi le P.S., tout en étant la première force électorale du pays, est « trop faiblement inséré dans les entreprises et dans les mouvements sociaux ». Pour réussir à faire un parti de masse, ajoute-t-il, il faut, non seulement la campagne d'adhésions demandée par le comité directeur, mais aussi sortir du « malthusianisme » qui existe au sein du P.S. « Un nouvel adhérent qui arrive, souligne-t-il, on le regarde d'un air bizarre ». M. Quilès ajoute que le langage des socialistes doit être moins « codé », moins « idéologique ».

#### M. CHEVÈNEMENT : nous ne prenons pas le chemin de la réussite

M. Jean-Pierre Chevènement explique ensuite les raisons de son départ du gouvernement. Il l'a quitté, dit-il, « très normalement, car il ne peut y avoir deux politiques au gouvernement. En revanche, estime-t-il, il peut y en avoir deux dans le parti ». « On ne peut pas traiter le parti socialiste comme un parti mineur, comme un simple rouage de l'Etat (...). Le parti socialiste doit être l'instrument du salut politique (...). Il y a une logique qui consiste à accepter, à se taire. Comment donc, tout le monde pourrait s'exprimer ! La droite tiendrait la haute du pavé ! Les corporatistes se déchaineraient dans la rue et le P.S., lui, serait réduit à se taire ! Notre rôle consiste à organiser le parti de la réussite. »

L'ancien ministre pose alors cette

question : « Prenons-nous le chemin de la réussite ? ». « Si je le pensais, dit-il, je serais resté au gouvernement (...). Je ne pense pas que le parti qui a été pris soit le bon (...). Nous ne pouvons attendre, comme sous Anne, la reprise américaine (...). Ce serait un étrange paradoxe de voir les socialistes attendre leur salut du capitalisme (...). La conception sur laquelle est assise la politique économique actuelle n'a rien de particulièrement socialiste. C'est une politique classique de réduction de la demande (...) qui a l'inconvénient d'apparaître comme une critique en actes de la politique de relance à laquelle on attribue trop de méfaits. »

M. Chevènement ne pense pas qu'une régulation de la demande puisse diminuer l'inflation. La réduction de la demande ne peut, selon lui, qu'entraîner la réduction de l'investissement. Il estime que le plan de mars 1983 ne peut pas mettre un terme au processus d'endettement. Les mesures prises ne suffisent pas, selon lui, à écarter l'hypothèse selon laquelle la France devrait un jour recourir au Fonds monétaire international. « Tant que le différentiel d'inflation avec l'Allemagne n'est pas réduit, la seule question qui se pose, dit-il, est de savoir quand un nouveau réajustement (monétaire) aura lieu. »

L'ancien ministre relève que la politique économique actuelle a été qualifiée de « parenthèse » ou de « moment ». « On pourrait le soutenir, remarque-t-il, mais il y a beaucoup de signes du contraire. » Il note d'autre part : « rester dans un système de parités fixes, c'est poser sa tête sur le billon de la spéculation internationale ». Il regrette que le projet de IX<sup>e</sup> Plan se situe « dans la tradition de ses prédécesseurs, sans éléments quantitatifs ». Selon lui, la réforme bancaire est « plus proche de l'immobilisme que de la révolution ». « On croit quelquefois ouvrir une parenthèse, dit-il, et on s'aperçoit que c'est un virage. Si nous ne réagissons pas, bientôt il prendra la figure du destin. »



(Dessin de PLANTU.)

Intervenant l'après-midi - M. Pierre Mauroy s'était adressé à la convention le matin. - M. Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, explique que les difficultés économiques actuelles sont nées non seulement de la crise internationale qui pèse sur la France mais aussi des « faiblesses structurelles de notre économie ». Répondant à M. Chevènement, il note : « Quelle autre politique, dont je n'ai jamais vu ni les contours ni les données ? ». Il souligne : « Nous n'avons droit à aucun romantisme ; nous n'avons droit qu'au courage, à la lucidité et à la volonté. » M. Le Garrec présente la politique économique du gouvernement comme un « choix incontestable ». « Je ne connais pas de chemins de traverse », ajoute-t-il. « Il faudrait que Jean-Pierre Chevènement ait une conception de l'industrie autre que celle du cinéma soviétique muet, avec des chemins qui fument et des roues qui tournent ! », conclut M. Le Garrec.

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national, affirme : « Nous pouvons avoir un parti de godillots si nous faisons en sorte que la politique de la gauche ne soit pas une politique à la godille. » « Croyez-vous, dit-il, que l'on peut dans un même souffle affirmer que nous avons besoin d'une véritable discussion et [dire] : « Débattre, se poser les questions de l'enjeu, c'est, en face de la droite, porter un nouveau coup au gouvernement et à la gauche. » Parler, ajoute-t-il, c'est faire notre métier, notre devoir de militants. (...) Le non-débat desservirait le parti. » A propos du débat qui, au sein du gouvernement, a précédé la mise en place du « plan de rigueur », M. Motchane souligne : « Toute la France sait que le président de la République a eu la responsabilité, à un moment donné, de faire un choix donné et qu'il a hésité, réfléchi pendant neuf jours. Il ajoute : Et des camarades peuvent encore se permettre de dire « quelle autre politique ? » !

#### « Décrédibiliser notre politique ? Non ! »

M. Lionel Jospin regrette ensuite qu'une série de questions importantes à ses yeux - l'action de la

#### LES ROCARDIENS PRÉSENTENT DEUX CONTRIBUTIONS

Les animateurs du courant C du P.S. (rocardiens) se sont réunis dimanche 29 mai. Ils déposeront deux contributions préparatoires aux débats du congrès de Bourg-en-Bresse. L'une est signée par Mme Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif, MM. Alain Richard, député du Val-d'Oise, et Jean-Pierre Worms, député de Seine-et-Marne. L'autre est le résultat d'une fusion entre deux textes, l'un préparé par MM. Michel de la Fournière, membre du secrétariat national, et Robert Chapuis, membre du bureau exécutif, l'autre par MM. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, Gérard Fuchs, membre du bureau exécutif, et Dominique Taddei, député du Vaucluse.

Les participants à cette réunion ont approuvé à une large majorité la démarche de MM. de la Fournière et Cot, qui s'efforcent de rechercher un accord avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, tandis que les auteurs de l'autre texte cherchent à singulariser leurs thèses.

direction du parti, le sommet de Williamsburg, les résultats obtenus en matière de commerce extérieur, les évolutions idéologiques de la droite - aient été ignorées ou minimées en cours d'une convention qui, selon les statuts du P.S., est qualifiée d'« ordinaire, en tout cas pas d'« extraordinaire, et encore moins d'« extravagante ». Il en traite, souligne le « rétro-progrès » de la balance commerciale d'où, dit-il, un mouvement déjà amorcé avant la mise en place du dernier plan de rigueur. Le premier secrétaire du P.S. note le « léger mieux » dans la lutte contre le chômage mais remarque que le plan du gouvernement comporte des effets mécaniques néfastes qu'il convient de corriger.

A propos des prix, M. Jospin estime que, dans les semaines qui viennent, il pourrait être nécessaire d'adopter des « mesures d'accompagnement », notamment dans le domaine des services ou celui de l'agro-alimentaire.

Puis M. Jospin répond à M. Chevènement. Faisant référence aux déclarations de ce dernier - alors ministre d'Etat, ministre de la recherche - lors du congrès socialiste de Valence (1), le premier secrétaire du P.S. déclare : « L'inventeur de la belle et bonne chaussure redécouvre que le salut devrait venir du parti. » « Je ne suis pas sûr, ajoute-t-il, que l'histoire retiendra, comme il le suggère modestement, qu'il y avait Chevènement et l'après-Chevènement. D'autant que, si j'ai bien entendu Motchane, comme notre politique ne pas été appliquée depuis le début c'est, au fond, le 21 mai qu'il aurait dû partir (...). Pour moi, n'ayant pas eu à entrer au gouvernement puis à en sortir, je n'ai pas eu à changer de point de vue sur sa politique. » Évoquant l'unité du parti, il s'est fait l'un des derniers comités directeurs du P.S. (les 26 et 27 mars), pour approuver le plan de rigueur, il poursuit, en parlant du CERES : « Que s'est-il passé depuis ? Retard, myopie ou manque de franchise ? (...) Jean-Pierre Chevènement veut-il une autre politique ? Mais laquelle ? On ne peut pas faire une autre poli-

tique avec des « y'a qu'à ». M. Jospin cite à ce sujet une formule qu'il présente comme un « proverbe viennois » selon lequel « même avec neuf femmes on ne peut pas faire un enfant en un mois ».

A propos des allusions, exprimées par M. Chevènement, d'un éventuel réajustement monétaire, le premier secrétaire du P.S. ajoute : « Il ne faut pas faire allusion dans des congrès ou des conventions du parti socialiste à tel ou tel problème monétaire. Laissons cela, s'il vous plaît, à la droite. »

Répondant d'autre part à l'intervention de M. Motchane, M. Jospin déclare : « Je n'approuve pas la méthode choisie : foutrez les mots des camarades et du gouvernement, oui ; leur coupez les jarrets, non ! Éclaircir les idées par la vivacité et la rectitude du débat, oui ; assommer l'opinion par la prophétie pessimiste, non ! Foutrez à améliorer ce qui doit être, oui ; informer sur ce qui est, non ! ». « En bas », dit-il, décrédibiliser notre propre politique et notre action commune sans faire des propositions concrètes et positives, non ! La capacité de débat du P.S. n'est pas en

cause. Il faut aussi démontrer notre capacité à gouverner. (...) Tenez bien ces deux fils ensemble ! Si vous les faites, vous aiderez le gouvernement. Vous aurez la confiance du parti et nous garderons la confiance des Français. »

Après que les délégués eurent accordé le « quitus » à la direction nationale (à l'unanimité moins une voix contre et une abstention), trois représentants du « courant » de M. Rocard intervinrent. Mme Marie-Noëlle Lienemann et M. Gérard Fuchs affirmèrent que le plan du gouvernement était « indéfendable ». M. Jean-Pierre Worms, député de Seine-et-Marne, reconnut à MM. Motchane et Chevènement « le mérite de la franchise », bien qu'il soit en désaccord total avec eux. Il déplore en revanche « l'absence de courage politique » de certains dirigeants du parti, qui font « des déclarations tonitruantes de soutien au gouvernement suivies de petites phrases » destinées à prendre le maximum de distance par rapport à sa politique. Une telle attitude lui paraît « scandaleuse », et « politiquement suicidaire ».

### Propos et débats

#### Mme Bouchardeau : gérer le compromis

Le P.S.U. a réuni, samedi 28 et dimanche 29 mai, à la bourse du travail de Saint-Denis, une convention nationale sur l'environnement et de la qualité de la vie, sociétaire nationale du P.S.U. a expliqué que le gouvernement « s'efforce de gérer un compromis » entre une politique de relance - en contradiction avec les contraintes écologiques - et un engagement sur les politiques néo-libérales.

Les deux porte-parole du P.S.U. ont porté des appréciations différentes sur l'action du gouvernement. M. Serge Depaepe a expliqué que le P.S.U. soutient celle-ci et refuse « le rôle de l'Écologie économique libéro-démocratique » et les thèses du « courant nationaliste, étatiste et productiviste ». M. Bernard Ravennet, au contraire, rejette l'idée qu'on ne peut « agir autrement que ne le fait le gouvernement ».

#### M. Mermaz :

#### pas question d'un parti godillot

Devant « Le grand jury, R.T.L.-Le Monde », M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a estimé « évident » que les socialistes ont changé « de voix, de méthodes et de moyens », de « tactique » mais pas de stratégie. Ils n'ont pas renoncé, a-t-il indiqué, à « construire une société socialiste », à « transformer la société ». Se refusant à répondre aux critiques de M. Chevènement, M. Mermaz a affirmé que le P.S. ne sera jamais « un parti de déni ou d'ouï-oui », « un parti godillot », mais qu'il sera « toujours un parti de discussion, de débat, d'invention, de proposition ».

Après avoir assuré qu'il « n'y a pas de tertition protectionniste » au P.S., il a souligné que le virage qu'il va falloir faire « un effort formidable pour redresser la situation du pays », et que cet effort devrait durer « deux ans minimum ». Jugant que les communistes n'auraient aucune raison de quitter la majorité dès lors que la politique choisie serait « authentiquement de gauche », M. Mermaz a déclaré : « La base de notre action est l'union de la gauche. Nous y croyons dur comme fer ».

### Le Mouvement des démocrates : mesures inefficaces

Le conseil national du Mouvement des démocrates, réuni samedi 28 mai, estime qu'au regard de la gravité de la situation économique « l'inefficacité des mesures prises apparaît très vite ». « La confiance et l'unité du pays ne pourront s'organiser autour d'une action cohérente si les Français découvrent que les sacrifices faits ne servent qu'à alimenter les querelles irréalistes des partis sur l'organisation de la société », explique le mouvement présidé par M. Michel Jobart, qui demande que « l'appel à l'ouverture lancé par le président de la République » soit « enfin mis en œuvre avec détermination par lui-même, malgré les obstacles dressés par une gauche et une droite traditionnelles. »

#### M. Chirac : la France s'anémie

Participant à une fête populaire à Vitry-aux-Loges (Loiret), dimanche 29 mai, à laquelle assistait M. Douffiaques (U.D.F.-P.R.), maire d'Orléans, M. Jacques Chirac a estimé que « la France s'anémie sous la thérapeutique socialiste et communiste ». Le président du R.P.R. a expliqué : « L'opposition doit être en mesure de proposer, demain, une alternative démocratique. Son union est indispensable, c'est une exigence impérative (...). Il ne suffit pas de rallier ceux qui sont déçus par le gouvernement socialiste, l'opposition doit avoir une capacité d'attraction en faisant des propositions. »

François Guillaume  
LE PAIN DE LA LIBERTÉ

## AGRICULTEURS : LES RAISONS D'UN COMBAT

Le Président de la FNSEA, explique l'évolution du monde paysan, ses luttes, ses espoirs.

J.C. LATTES

مكتبة القرآن



LA DISCUSSION DE LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR A L'ASSEMBLEE NATIONALE

# Les grandes écoles ne seront pas intégrées contre leur gré

Le R.P.R. et l'U.D.F. mènent-ils un « procès d'intention » en faisant dire au projet de loi de M. Alain Savary ce qu'il n'a jamais voulu énoncer, comme les en accuse la majorité ? Ou ce texte est-il « tellement imprécis » qu'il est nécessaire de le clarifier, comme l'affirme l'opposition ?

Les précisions que le gouvernement, ou les députés socialistes, ont dû apporter ce week-end lors de la discussion de ce projet à l'Assemblée, sur des points aussi sensibles que les possibles modifications

L'Assemblée nationale, siégeant les samedi 28 et dimanche 29 mai, a continué la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur (le Monde des 26, 27, 28 et 29-30 mai).

● LA COHESION DU SERVICE PUBLIC. L'enseignement supérieur est assuré par les pouvoirs publics, prévoit l'article 7. L'opposition y voit la volonté du gouvernement « d'uniformiser et de centraliser » les formations supérieures, et critique la référence à la planification. Par 328 voix contre 162, l'Assemblée refuse de remplacer la notion « diversité » des établissements par celle d'« autonomie » et de préciser que « le rapprochement des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements » ne concernera que ceux du secteur public (cette précision étant déjà donnée dans le titre de cette partie du projet de loi).

● LA POSSIBILITE D'ETENDRE les règles de fonctionnement des écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale à celles relevant d'autres ministères est prévue par l'article 9. Le R.P.R. et l'U.D.F. y voient une menace contre ces derniers, alors que M. Savary, ministre de l'éducation nationale, rappelle que plusieurs d'entre elles ont fait la demande. Mais M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) réplique : « Ce que nous refusons, ce n'est pas ce que vous dites vouloir faire, mais ce que ce texte vous permet de faire ». M. Natiez (P.S., Loire-Atlantique) dépose un amendement expliquant que « les établissements concernés sont consultés ». M. Savary propose alors un sous-amendement subordonnant cette intégration « à l'avis conforme des conseils d'administration de ces établissements et à l'accord de leurs ministres de tutelle ». L'opposition, estimant que cette formule « apporte un minimum de garanties » et

du statut de certaines grandes écoles, le respect de la liberté de l'étudiant dans son orientation ou les conditions de passage du premier au deuxième cycle, pourraient justifier la seconde interprétation, celle de l'opposition. La multiplication des amendements voulait, par exemple, défendre l'enseignement privé, alors qu'il n'en est pas une seule fois question dans le texte, donne quelque fondement à la première, celle de la majorité.

que « le combat politique » qu'elle libère « n'aura pas été inutile », retire les vingt-trois amendements qu'elle avait déposés à cet article 9.

Ainsi, est achevée la discussion du titre I, qui énonce les règles communes à l'ensemble du service public de l'enseignement supérieur ; le titre II, lui, ne concerne que les formations supérieures relevant du ministère de l'éducation nationale.

## Dix mille étudiants de plus en première année

● LE PREMIER CYCLE EST ORGANISE par l'article 12. M. Savary dément les chiffres, avancés par l'opposition, de trois cent mille étudiants supplémentaires, expliquant : « On peut s'attendre à dix mille étudiants de plus en première année à chaque rentrée ». Il réaffirme que « la réflexion est engagée sur le contenu du futur premier cycle » mais que rien n'est encore décidé et qu'il y aura « concertation » à propos des études de droit, il déclare : « Si ce que nous préconisons (la professionnalisation) a déjà été mis en place, il ne sera évidemment pas question de faire table rase ».

Défendant plusieurs dizaines d'amendements, le R.P.R. et l'U.D.F. s'efforcent, sans succès, de faire décider que les étudiants sont libres de s'inscrire dans les établissements de leur choix, mais que ceux-ci peuvent, en toute liberté, instituer une sélection à leur entrée. En revanche, sur les dispositions prévoyant que le premier cycle permet « l'orientation des étudiants », M. Cassaigne fait préciser, à la satisfaction de l'opposition, que cette orientation s'effectuera « dans le respect de la liberté de l'étudiant ». Puis le R.P.R. et l'U.D.F. essaient, sans succès, de faire reconnaître la

spécificité des études juridiques, économiques, politiques, médicales et pharmaceutiques.

● LES CONDITIONS D'INSCRIPTION. — L'opposition critique la « sélection géographique », qu'elle pense possible par le texte. Pour éviter toute ambiguïté et montrer qu'il s'agit « d'un procès d'intention, d'une fausse querelle », la commission fait modifier le texte par la précision suivante : « Tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix. Il doit, pourvoir, s'il le désire, être inscrit, en fonction des formations existantes lors de cette inscription, dans un établissement ayant son siège dans le ressort de l'académie où il a obtenu le baccalauréat ou son équivalent, ou, en cas de dispense, dans l'académie où est située sa résidence ». Ce qui veut dire, explique M. Evry (P.S., Loire-Atlantique), président de la commission, qu'un étudiant sera sûr de pouvoir s'inscrire dans son académie et qu'il pourra le faire dans une autre si un établissement veut bien l'accueillir.

● LA SELECTION, comme moyen de répartition entre les établissements et les formations, est en principe interdite, sauf dans certains cas précis (instituts, écoles, études médicales, odontologiques ou pharmaceutiques...), « selon des modalités fixées par le ministre de l'éducation nationale ». Évoquant l'université Dauphine, où il y a une sélection à l'entrée, M. Savary cite le coût de formation d'un étudiant : 24 000 F dans cette U.E.R., 9 000 F dans d'autres, et il remarque : « Il y a de quoi méditer [...] ». Le risque serait de laisser se développer des universités nobles pour les privilégiés à côté d'autres, pauvres, pour la plèbe.

Répondant à M. Gantier (U.D.F., Paris), à propos de la sectorisation des unités parisiennes, le ministre

Car élus du R.P.R. et de l'U.D.F. n'ont pas cessé de mener — ce qu'il faut bien appeler — des opérations de retardement : quarante-deux amendements sur la création d'une commission interministérielle ; amendements identiques déposés par deux députés du même groupe, par exemple pour remplacer le mot « but » par « objet ». La patience du gouvernement ne peut qu'avoir des limites. D'autant, a expliqué M. Savary, que l'accord passé avec les étudiants en

assure que les « rumeurs » qui font état d'une telle possibilité « sont sans fondement » et que le projet de loi, en l'état, « l'interdit ». M. Gantier retire alors son texte.

## Suppression du doctorat d'Etat

● L'ORGANISATION DU DEUXIEME CYCLE (article 13) est la partie du projet de loi qui a été la plus critiquée par les étudiants, y compris par les adhérents des deux UNEF. Ils lui reprochaient de permettre la sélection entre le premier et le deuxième cycle. M. Savary a réitéré à l'Assemblée : « Il n'y aura pas de sélection à l'entrée du second cycle [...] ». Les juristes n'ont pas jugé sur pièces, mais sur des échos qui se sont amplifiés. Le procès qui nous est fait est sans fondement. Après que l'opposition eut défendu « sans succès » de nombreux amendements, confiant à chaque établissement le soin de fixer les conditions de passage d'un cycle à l'autre, la commission a fait adopter plusieurs amendements, fruits d'une discussion avec certains responsables étudiants, pour préciser et clarifier le système mis en place par le projet gouvernemental, de façon à limiter strictement les cas où il y aura quand même sélection.

Il est précisé que l'admission dans le deuxième cycle est ouverte « à tous les titulaires de diplômes sanctionnant les études du premier cycle » et à ceux qui en sont dispensés.

médecine implique que le projet de loi entre en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Le ministre de l'éducation nationale a annoncé qu'il va « rendre compte au gouvernement », lundi 30 mai, ce couvent qu'il faut « faire quelque chose ». La guérilla menée par le R.P.R. et l'U.D.F. va-t-elle contraindre le gouvernement à utiliser l'arme absolue qu'est l'engagement de responsabilité ?

THIERRY BRIERRE.

Quant aux formations dans lesquelles l'admission « peut dépendre des capacités d'accueil des établissements et éventuellement être subordonnée au succès à un concours ou à l'examen du dossier du candidat », leur liste est « établie par décret, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ». Il s'agit, explique le ministre, de tenir compte « du fait que, dans certaines filières, les capacités d'accueil ne permettent pas d'admettre tous les candidats ».

Le groupe communiste souhaitait que « cette admission fût en compte de l'évolution prévisible des qualifications et des besoins qui font l'objet d'une évolution régulière ». A l'initiative de MM. Sueur (P.S., Loiret) et Hermier (P.C., Bouches-du-Rhône), la précision suivante est adoptée : « La mise en place de ces formations (dans lesquelles il peut y avoir sélection) prend en compte l'évolution prévisible des qualifications et des besoins qui font l'objet d'une évolution régionale ou nationale ». Ainsi est réintroduite, mais les reproches du R.P.R. et de l'U.D.F. l'ont déboutée, la « débouchée prévisible » qui figurait dans le projet du gouvernement et non dans les propositions de la commission.

● L'UNIFICATION DES DIVERS TITRES DE DOCTEUR est prévue par l'article 14 qui régit le fonctionnement du troisième cycle. M. Taverrier (P.S., Essonne) explique qu'il s'agit « d'en finir avec ce monstre du Loch Ness qu'est la thèse de doctorat d'Etat [...] chef-d'œuvre d'académisme et d'inutilité ». Le doctorat, dit-il, doit être le début d'une carrière et non la fin. Cette position lui vaut de violentes répliques de M. Gantier et de M. Toubon (R.P.R.), qui l'accusent de vouloir « tout niveler par le bas ». M. Gailley (R.P.R., Aube) explique qu'en accord avec M. Bassinet (P.S., Hauts-de-Seine), rapporteur pour avis de la commission de la production, il propose la création d'un doctorat dont la thèse serait préparée en moins de cinq ans. Mais, contrairement à M. Bassinet, il souhaite le maintien du doctorat d'Etat, même s'il le critique. M. Savary rappelle que l'Académie des sciences, dont les positions ont souvent été utilisées par l'opposition dans ce débat, est favorable à l'unification des divers doctorats sur les bases prévues par ce projet de loi. La discussion des amendements sur cet article 14 est renvoyée à la séance de ce lundi matin.

**ipesup**

Tercie classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures

16 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - 325.83.30

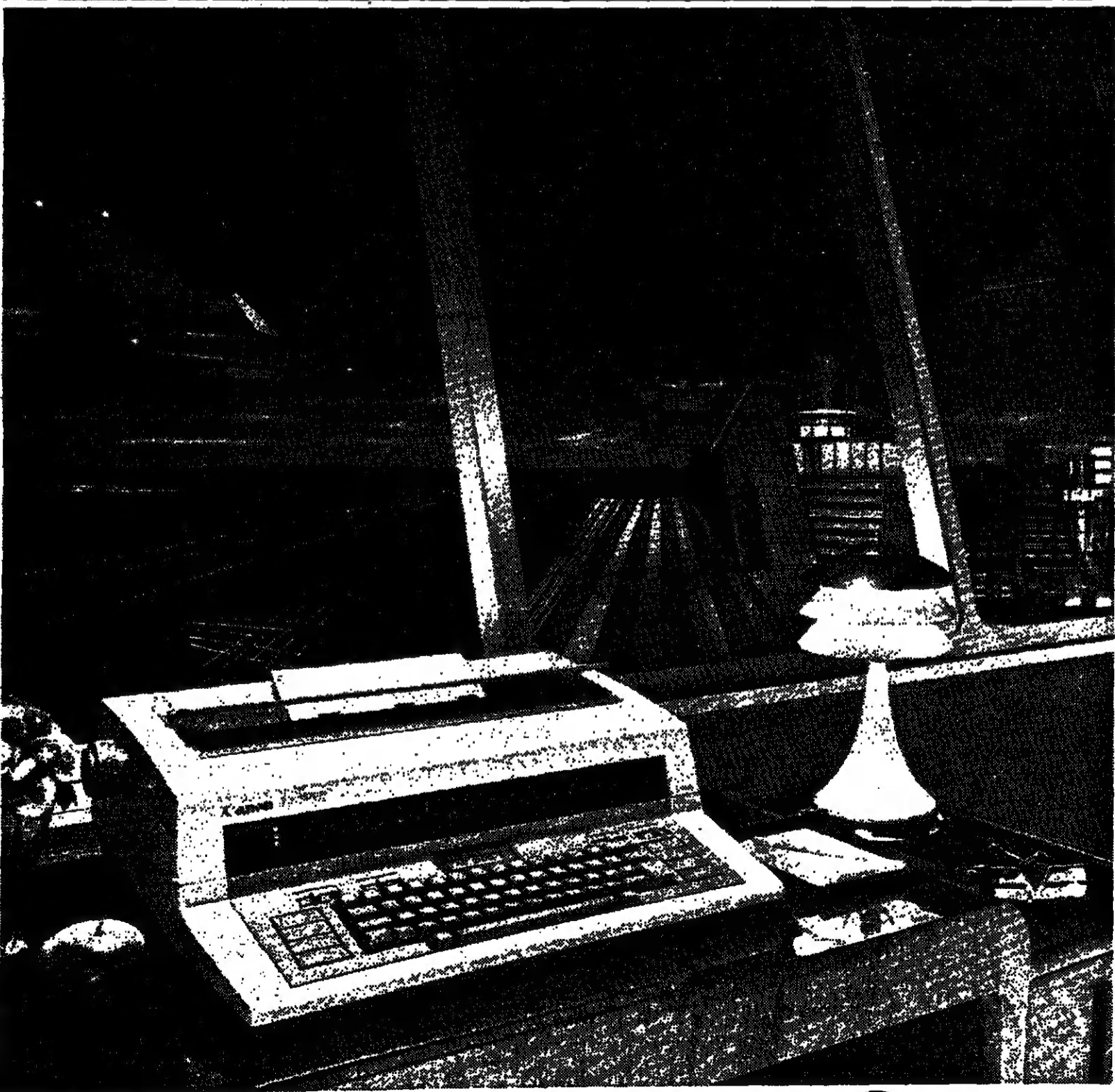
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...

**médecine pharmacie**

Stages de préparation en septembre

Encadrement annuel par matière

MEDICINE... PHARMACIE...



## Le plaisir de la découverte.

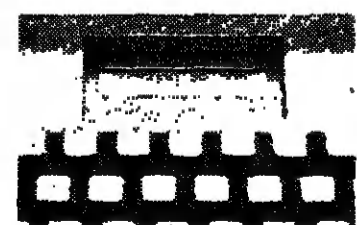
Elle ne réserve que de bonnes surprises la machine à écrire AP 300 ! Découvrez le plaisir de sa frappe électronique et la quiétude du courrier sans faute !

En effet, la Canon AP 300 élimine tous les risques d'erreurs ! Grâce à son écran à cristaux liquides, qui permet de visualiser le texte avant même qu'il ne s'imprime, à ses fonctions de correction et de repositionnement automatiques, la Canon AP 300 vous offre une sécurité de frappe absolue.

Retrouvez la facilité d'une machine pratique à utiliser : pas d'apprentissage fastidieux, pas de touches de fonctions spéciales ; sa sophistication, l'AP 300 la cache sous un clavier de machine conventionnelle. Et à fleur de table.

Découvrez enfin le plaisir d'une alliée durable et discrète qui se joue des difficultés en toute simplicité.

Votre AP 300 ? Une grande machine à écrire qui ne cesse de vous faire découvrir ses qualités.



Je souhaiterais recevoir votre documentation complète sur la machine à écrire AP 300. Voici mon nom, mon adresse et mon téléphone :

Nom \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Demande d'information à renvoyer à Canon France, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex. Téléphone 865.42.23.

**Canon**  
Haute technicité. Haute simplicité.



**M. LEMOINE :** ce n'est pas en recourant à la violence qu'on résoudra les problèmes des DOM.

**mer ? Si telle était la question, il n'y avait pas besoin de recourir à des explosions, car depuis deux ans je crois que le gouvernement a fait beaucoup pour les départements d'outre-mer, sans oublier bien entendu toutes les questions qui sont en cours (...). En aucun cas ce n'est en recourant à des méthodes de ce type que l'on parviendra à résoudre les pro-**

« C'est le changement démocratique, ce sont les réformes économiques et sociales qui feront que les données de base se modifieront outre-mer. »

(Suite de la première page.)

Le commissaire de la République en poste en Guadeloupe, M. Robert Miguët, notait, dimanche, que ces attentats coïncident également avec deux dates « symboliques » : la date du 27 mai, retenue localement pour commémorer l'abolition de l'esclavage, et la date du 28 mai, anniversaire de la mort de Louis Delgrès, officier maître qui s'était suicidé après l'échec d'une révolte d'esclaves en 1802.

Pour autant, la simultanéité des attentats dans trois départements différents et à Paris ne signifie pas, *ipso facto*, l'existence d'une « coordination » interdépartementale parmi les indépendantistes extrémistes des Antilles et de la Guyane.

En Martinique et en Guyane, les organisations indépendantistes ont, jusqu'à présent, refusé, contrairement à certains indépendantistes guadeloupéens, de recourir contre le recours à la violence pour atteindre leurs objectifs. Compte tenu des échanges permanents qui existent entre les Antilles et la Guyane, d'une part, entre ces trois départements et la communauté antillano-guyanaise de la métropole, d'autre part, il était possible à une seule organisation de monter une telle opération, dont le but apparaît essentiellement psychologique.

Il est beaucoup plus clair, en revanche, que la résurgence du courant extrémiste pourrait être la traduction d'une rivalité d'influences parmi les différentes formations indépendantistes. Plusieurs d'entre elles, rompant avec leurs positions antérieures, avaient, en effet, accepté de participer au jeu institutionnel à l'occasion des premières élections régionales au suffrage universel et à la proportionnelle, le 20 février dernier.

Ce changement de stratégie avait abouti, en Guyane, à un succès pour le syndicat indépendantiste local, l'Union des travailleurs guyanais (U.T.G.), qui avait eu trois élus, après avoir obtenu 8,92 % des suffrages exprimés. En Martinique, au contraire, le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) et les trotskistes n'avaient recueilli respectivement que 2,89 % et 1,96 % des

suffrages exprimés et n'avaient eu aucun élu. En Guadeloupe, les trotskistes avaient, eux aussi, participé au scrutin sans succès (1,68 % des suffrages exprimés). Les médiocres résultats enregistrés par ces formations legalistes au cours de cette consultation ne sont donc peut-être pas étrangers à ce regain de vio-

Cette série d'attentats signifiaient alors que les extrémistes cherchent à prendre la direction du courant indépendantiste. Une chose est sûre : aux Antilles et en Guyane, c'est la fin de la trêve que l'extrême gauche avait consentie au gouvernement après l'accession de M. Mitterrand à la présidence de la République.

ALAIN ROLLAT.

(Lire page 42. = Un risque accru de marginalisation, l'analyse d'un rapport de l'inspection des migrants.)

## « Enrichir la voie libérale » pour enrichir l'alternance

## De notre envoyée spéciale

Lyon. — Devant trois mille personnes réunies à Lyon, samedi 28 mai, pour un déjeuner organisé par les responsables de l'U.D.F. de la région Rhône-Alpes et auquel assistaient notamment M. François Collob, sénateur (non inscrit), maire de Lyon, et M. Raymond Barre, député (app. U.D.F.) du Rhône, M. Valéry Giscard d'Estaing a dit son souhait de voir un jour la France rassemblée, au-delà des clivages droite-gauche, dans un même effort pour « construire l'avenir ».

Si le propos n'a pas changé, ni la description de cette « société nouvelle » dans laquelle les hommes allaient « compétence et générosité », le ton en revanche était plus lucide et la condamnation de la politique actuelle sans appel.

L'ancien président de la République n'a pas voulu s'attarder sur un bilan chiffré. Dans ce registre, le travail accompli par son ancien premier ministre est « remarquable », a affirmé M. Giscard d'Estaing, dans un hommage public dont on peut considérer cependant qu'il suggère la permanence d'un rapport hiérarchique.

M. Giscard d'Estaing, lui, préfère parler des hommes. Quant au projet de société, il se réserve d'en dire davantage dans le livre qu'il publiera en automne et dont il se propose d'accompagner la sortie par une « tournée » à travers la France. Lyon toutefois a marqué samedi la première étape de ce qu'on peut appeler une démarche de reconquête du pouvoir.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui trace « le bilan de deux ans de vie des Français », estime que « les rangs de ceux qui pensent que cela va plutôt bien s'éclaircissent tous les jours. Beaucoup expliquent-ils, se sentent démobilités ; certains se sentent humiliés ; d'autres sont

la France », les d'accuser « les dirigeants actuels qui ne tiennent pas le langage de la vérité aux Français, (...) qui ne font pas face à leurs responsabilités (...), qui ont fait entrer la haine des classes dans les institutions de la V<sup>e</sup> République (...) qui, au lieu de répondre à l'attente de libertés et de méthodes nouvelles pratiquent la politique contraire (...) enfin, qui ont gravement abîmé l'image extérieure de la France (...) ». Le reste, on peut le comprendre, mais cela on ne peut pas l'excuser, tranche M. Girard d'Esmaing.

ser", trancha M. Giscard d'Estaing.

Il pourrait : « Les Français aspirent à voir la France redevenir un pays capable et respectable ; ils se détachent lentement du socialisme ». Mais, ajoute l'ancien chef de l'Etat, « si l'on se détachait pas de la légalité, et je le approuve. Toute l'évolution politique, y compris la prochaine alternance, doit se faire dans le cadre des institutions ».

Si « les Français se détachent du socialisme, ils n'attendent cependant pas encore clairement une chose », reconnaît M. Giscard d'Estaing : « L'alignement sur l'Océan ».

« L'alignement respectable d'hommes et d'explications de l'ancien premier ministre, qui prolonge ainsi l'action qu'il avait conduite à la tête du gouvernement ».

Pour réussir la « nouvelle alternance », il faut, affirme-t-il, poursuivre deux « objectifs essentiels » : « Il faut faire passer les électeurs du non au oui, du vote de rejet à un vote de soutien. Il faut aussi faire que la future alternance bénéficie de l'approbation et du soutien de deux Français sur trois (...) autour d'un projet de société (...). Le soutien de deux Français sur trois, précisément, doit être recherché dans chaque catégorie de la population. »

### Enrichir la voie libérale

Pour l'ancien président de la République, il faudra que l'alternance ne soit ni « une alternance molle », ni « une revanche sociale ». A cette condition, elle pourra trouver « une assise large ». Il explique : « Le redressement devra être hardi et libérateur des énergies de la France. (...) Il faudra beaucoup d'idées et de sueur, si on veut éviter la sape et les larmes. »

« Nous avons une chance peut-être unique à saisir, estime M. Giscard d'Estaing, car un mur est tombé. Le rejet du socialisme créera la disponibilité qui n'a pas existé depuis longtemps dans notre pays. Il ne faut pas se tromper, préviennent-ils, la France n'a pas les moyens d'une deuxième erreur. Il n'y a pas d'autre choix que le socialisme et le libéralisme. Mais il faut enrichir la voie libérale, en faire un libéralisme à dimension sociale et rendre solvables les avantages auxquels les Français sont attachés. »

« La France, conclut M. Valéry Giscard d'Estaing, est lassée de l'outrance, elle veut vivre sobriement, simplement, dans la cordialité et la chaleur des relations humaines. Je souhaite qu'en ces temps durs nous réunissions nos forces pour atteindre ces objectifs. »

**CHRISTINE FAUVET-MYCIA**

• M. Jacques Toubon, député (R.P.R.) de Paris, a expliqué, dimanche 29 mai, sur R.M.C. : « Là où je ne suis pas d'accord avec M. Giscard d'Estaing, c'est que je ne crois pas qu'il s'agit de réaliser des manifestations d'unanimité. Tout notre travail doit être de transformer cette désaffection [d'une majorité des Français vis-à-vis du gouvernement] en un rassemblement derrière l'opposition. »

... ..

**CHARLES-ALBERT MICHONLEY**

---

**LE DEFI DU  
DEVELOPPEMENT  
INDEPENDANT**

---

*Le rôle de la coopération internationale  
dans le développement des pays en voie de développement*

---

**un pays du  
tiers monde  
peut-il  
encore  
définir  
son destin ?**

LES EDITIONS ROCHEVIGNES  
Collection Adece

21 rue Royale  
75008 Paris

POUR CRÉER VOTRE ENTREPRISE:  
**CARREFOUR NATIONAL DES  
CRÉATEURS D'ENTREPRISE**  
PATRONNÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA RECHERCHE

**CAMBRAI 3.4.5 JUIN**

**CAMBRAI 3.4.13**

**Le Ministère de Commerce**

**A vous écrire :**  
A quelquel stade que soit votre projet,  
si vous donnez les moyens de contrôler votre volume.

**■ Conseils adaptés à chaque cas.**  
**■ Rencontres avec les experts concernés.**  
**■ Programmes de simulation permettant de tester les projets.**  
**■ Forum des créateurs portant sur des études de cas.**

**3/4/5 l'un des trois créateurs d'entreprise seront à Combrail.**  
Si vous n'avez déjà fait, renseignez-vous vite sur les facilités de  
financement qui vous sont offertes. Tel. (01) 839 82 76

transport-berengenen q

## PROGRAMME DES TABLES RONDES ET CONFÉRENCES

**LE FORUM DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES  
ORGANISÉ PAR L'ANCE**

Une série de tables rondes pour faire le point des difficultés et des solutions pour créer une entreprise dans cinq situations

**concrètes :**  
Les techniciens et la Création d'Entreprise.  
Vendredi 3 Juin à 16h 30  
Table-ronde animée par Philippe Sessier.  
La Création d'une entreprise par un chercheur.  
Vendredi 3 Juin à 16h 30  
Table-ronde animée par Alain Weiller.  
Passage de l'artisanat au stade industriel.  
Samedi 4 Juin à 13 h.  
Table-ronde animée par Claude Guillaumin.  
Premier Emploi : Créateur d'Entreprise.  
Samedi 4 Juin à 14h 30  
Table-ronde animée par Philippe Bauchaud.  
Appui d'un groupe industriel à un de ses cadres pour créer son entreprise.  
Samedi 4 Juin à 16h 30  
Table-ronde animée par Christian Mémenteau.

### LES CONFÉRENCES ORGANISÉES DANS LE CADRE DU CARREFOUR.

**VENDREDI 3 JUIN:**

**9h45 -** Quel est que le risque pour l'entrepreneur?  
Organisateur: Comité de Liaison des Boutiques de Gestion.  
- Qui crée en 1983?  
Résultat d'un sondage réalisé par le Journal «CREEZ!».

**10h00 -** La formation des créateurs d'entreprise.  
Organisateur: L'OFCE.

**11h30 -** Créer une entreprise et vendre dans la CEE.  
Organisateur: Banque Scalbert-Dupont-Groupe CIC.

**14h30 -** Quel environnement pour le jeune créateur d'entreprise?  
Organisateur: CNFF & Organisations Patronales du Nord/ Pas-de-Calais.

**14h45 -** Une autre façon d'envisager l'entreprise: Le scop, images, mythes, développement et perspectives.  
Organisateur: CREA.

**SAMEDI 4 JUIN :**

9h45 - Comment surmonter les blocages financiers à la création d'entreprise.  
Organisateur : SOFARIS.

- Le créateur d'entreprise face aux formalités sociales obligatoires.  
Organisateur : AGRR PREVOYANCE.

11h30 - Conseils à un reprenneur d'entreprise.  
Organisateur : B.R.E. du Nord/Pas-de-Calais.

14h30 - Décentralisation, Planification et développement local. En présence de Monsieur Jean Le Garrac secrétaire d'état, chargé du plan et de l'aménagement du territoire.  
Organisateur : Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais.

15h30 - Les avantages de la normalisation.  
Organisateur : AFNOR.

16h30 - La franchise.  
Organisateur : le Journal « Franchise Magazine ».

Organizational Psychology and Management Magazine.

هكذا من الأصل



Le Monde

société

DÉFENSE

La France doit accroître sa rapidité d'intervention aux côtés de ses alliés estime le général Lacaze

« En vue de marquer de façon plus significative la solidarité qui nous lie à nos alliés, le gouvernement entend se doter des moyens lui permettant une participation éventuelle plus précoce auprès de l'alliance, mais que cela signifie, en matière de structure, dans la structure même ou la prise en compte, dès le temps de paix, d'un créneau dans le dispositif. C'est ce qu'explique, à propos de la réorganisation en cours des forces armées françaises, le général Jean-Lacaze, chef d'état-major des armées, dans le numéro de juin de la revue mensuelle Défense nationale (1).

Ce créneau du général Lacaze est, en réalité, l'exposé que le chef d'état-major des armées a fait, le 11 mai dernier, devant les auditeurs civils et militaires de l'Institut des Hautes Études de la Défense nationale (I.H.E.D.N.), à Paris, qui n'a jamais été rendu public à ce jour.

Parlant de la précédente organisation de l'armée de terre française en trois corps d'armée, dont l'un est stationné outre-Rhin, le général Lacaze constate : « Nos forces terrestres en Europe ne peuvent normalement se porter, en raison de leur implantation géographique et d'un certain manque de mobilité stratégique, au sein du dispositif allié de la défense commune du continent. Le général Lacaze estime, alors, que « la problématique se situe au niveau de la rapidité d'intervention » et qu'il faut « pouvoir engager une force classique dans le cadre de l'alliance dès les premières manifestations d'un conflit » en Europe.

Le général Lacaze explique que, depuis quelques mois, « une réflexion des études visant à décrire le concept d'emploi d'une unité aéro-motrice », à partir des moyens disponibles dans les régiments d'hélicoptères de combat des corps d'armée. Cette unité aéro-motrice « serait la première majeure de la grande unité qui aurait la force terrestre d'action rapide », avec des divisions aérotransportables et une division légère blindée.

Le développement continu des capacités des hélicoptères, écrit le chef d'état-major des armées, permet d'accroître la mobilité des forces terrestres et leur puissance de feu, notamment au combat. Les progrès réalisés ces dernières années et encore escomptés en matière de navigation et de tir

(1) Défense nationale, juin 1983, 1, place Joffre, 75700 Paris.

ÉDUCATION

LE CONGRÈS DU SGEN-C.F.D.T.

Se libérer des « complexes » à l'égard du pouvoir

La Rochelle. — Qui a composé l'éducation nationale à une fortresse crâpée, impenable ? Le congrès de la Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale et de la recherche publique (SGEN-C.F.D.T.) réuni du 24 au 28 mai à La Rochelle, qui était le premier depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, a renversé l'image composée et bien vivante d'un monde de l'enseignement en pleine mutation.

L'attitude de la Fédération, seconde en importance de la C.F.D.T. avec soixante mille adhérents revendiqués, face à un gouvernement qu'elle avait, depuis longtemps, appelé de ses vœux, a dominé l'ensemble des débats. Les participants, toujours

très actifs et parfois ironiques, mais assagis aux dires des anciens, ont su s'étonner eux-mêmes en exprimant une confiance nettement renforcée (1) à l'égard du pouvoir sortant après avoir largement débattu les arguments de ses contradicteurs.

Un professeur de génie électrique à FLUT, de Grenoble, membre du bureau national depuis six ans, M. Michel Vergnolle, a été désigné pour veiller à l'application des décisions de l'assemblée pendant les trois ans à venir, intervalle normal entre deux congrès. Il remplace M. Patrice Béghain, agrégé de lettres, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat de secrétaire général.

De notre envoyé spécial

(FEN) conforté par l'hétérogénéité du milieu.

Rien ne sert donc d'attendre que le changement vienne d'en haut. D'ailleurs, si le secrétaire général sortant a reconnu que les interrogations de sa Fédération avaient été largement reprises (création des zones d'éducation prioritaire, rapport Logrand, etc.), il a aussi appelé à l'élaboration de la mise en œuvre. Plusieurs orateurs l'ont répété : le SGEN doit se libérer de ses « complexes » à l'égard du pouvoir.

« Nouvelles solidarités »

Les responsables du SGEN ont traduit l'objectif de la C.F.D.T. de création de « nouvelles solidarités » en développant l'idée d'un syndicat de priorité, c'est-à-dire la reconnaissance du « quel que soit le monde » au lien la question de l'augmentation des moyens et celle de leur utilisation différente dans le sens d'une réduction des inégalités. Sur ce point, l'opposition du congrès a été « redoublée » en dénonçant une « politique malthusienne de réduction », et 31,11 % des mandats (contre 57,39 % et 11,50 % d'abstentions) ont approuvé cette proposition. Sous le mot d'ordre d'un dessinateur contestataire qui affichait ses « 2000 heures » tout au long des débats, le SGEN-C.F.D.T. est apparu comme une petite voiture stoppée à un carrefour pour

passer, priorité à droite oblige, l'énorme camion des « impératifs économiques », la voiture rapide du « profit » et un tank de l'armée.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., qui a été élu le 27 mai, a lancé un appel à la « solidarité » pour la réconciliation de l'œuvre avec l'entreprise. Pour lui, la logique syndicale qui refuse de faire de l'école le lieu unique de l'insertion conduit à reconnaître l'entreprise comme « lieu complémentaire de formation ». Le représentant de la Confédération des enseignants de la question des « nouvelles solidarités », en exprimant ses réserves à l'égard de l'existence de nouvelles garanties aux enseignants du supérieur, a été lui-même protégé, en évitant le SGEN à expliciter sa revendication d'un « collège de France », c'est-à-dire d'interpellations qui, comme l'a souligné M. Edmond Maire, risquent de faire du SGEN à l'œuvre l'ennemi national et la recherche « aux grands vents du large, c'est-à-dire à la société française en pleine mutation ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) Le rapport d'activité a été adopté par 52,78 % des mandats contre 32,20 % et 15,02 % d'abstentions (contre respectivement 42,40 %, 28,56 % et 29,04 % au congrès d'automne 1980). La résolution générale a rassemblé 54,93 % des suffrages contre 29,82 % et 15,25 % d'abstentions.

SCIENCES

TROIS SATELLITES EUROPÉENS DE MÉTÉOROLOGIE SERONT LANCÉS ENTRE 1987 ET 1990

Genève. (A.F.P.). — Le congrès mondial de météorologie a conclu, vendredi 21 mai à Genève, un accord ouvert le 2 mai après avoir approuvé un plan d'action pour les années 1984-1993.

Parmi les six programmes adoptés, l'un prévoit le développement de la « veille météorologique », qui mettra l'accent sur les systèmes automatisés d'observation dans les zones à haut développement.

Un programme climatologie étudiera l'utilisation des données sur le climat à bénéfice, en particulier, de l'agriculture et de l'énergie. Un autre programme favorisera l'enseignement et de la formation professionnelle et du savoir-faire vers le tiers-monde en entretenant un développement.

Enfin, le congrès a adopté le budget de l'Organisation mondiale de météorologie (O.M.M.) pour 1984-1987, d'un montant de 77,5 millions de francs, soit une augmentation pratiquement nulle.

A l'occasion de ce congrès les plénipotentiaires de dix-huit pays européens (1) ont signé le traité créant l'Organisation Européenne de météorologie par satellite (le 10 mai 1983). Celle-ci va faire passer par l'Agence européenne trois satellites, que le lanceur Ariane devrait mettre en orbite en mai 1987, soit 1983 et 1984.

(1) Allemagne fédérale, Belgique, Espagne, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie. (La Finlande, la Grèce et l'Irlande pourraient le signer ultérieurement.)

FAITS DIVERS

Le hold-up de Masy. — Le hold-up exact du hold-up commis le mardi 14 mai, à Masy (Essonne), par un fourgon (le Monde du 26 mai) est de 20 millions de francs, dont la moitié en chèques.

FAITS ET JUGEMENTS

Rapt et libération à Thonon

Thonon. — Elevé à son domicile jeudi 26 mai, le fils d'un notaire de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), Bruno Boyer, douze ans, a été retrouvé sain et sauf dimanche par les policiers. Il avait été séquestré dans un chalet loué il y a quinze jours dans la station de Morzine. Le ravisseur, dont l'identité n'a pas encore été révélée, réclame 700 000 F en échange de la libération de l'enfant, signant le message laissé sur les lieux du rapt d'un fantaisiste « Armée de libération de la Corse ».

Après trois jours de négociations avec la famille, un rendez-vous avait été fixé par le ravisseur pour la remise de la rançon. Elle devait être déposée dans une voiture garée sur le parking d'un supermarché d'Annemasse. Les policiers, qui avaient discrètement investi les lieux, interpellèrent alors le ravisseur venu prendre l'argent. Agé d'une trentaine d'années, père d'un jeune enfant, il avait rapidement qu'il avait agi seul en raison, notamment, de graves difficultés financières. Il indiqua le lieu de détention du petit Bruno, qui fut retrouvé peu de temps après ligoté et bâillonné sur un matelas. (Corresp.).

Trois personnes ont été blessées lors de l'explosion, dans la nuit de samedi 28 à dimanche 29 mai, d'un engin composé d'une bouteille de gaz reliée à un jerrycan d'essence placé à l'intérieur, ou à proximité, d'une voiture immatriculée en République fédérale d'Allemagne et garée devant le restaurant l'Abbaye, rue du Petit-Musc à Paris (4<sup>e</sup>). Le restaurant a été partiellement détruit. L'attentat n'était toujours pas revendiqué lundi matin.

Lisez Le Monde dossiers et documents

Machines à sous illégales à Grenoble

Dix-huit personnes ont été interpellées, samedi 28 mai, à Grenoble, après une enquête de plusieurs mois menée par les services de gendarmerie sur les machines à sous.

Joseph Nedjar, cinquante-deux ans, propriétaire de la société Grévanand automatique, et deux de ses employés, Jacques Barres et Thierry Bouchet, tous deux âgés de trente-trois ans, ont été inculpés et écroués. Les autres personnes, inculpées en liberté, seront poursuivies sur citation directe. Les gendarmes, « déguisés » en consommateurs et joueurs, avaient réussi à se faire payer leurs gains à dix-sept reprises dans différents cafés. Dix-sept machines à sous ont été saisies ainsi qu'une somme d'environ 70 000 F.

L'un des inculpés, Thierry Roche, est considéré comme l'un des lieutenants de Michel Milesi, mafieux grenoblois, qui purge actuellement huit ans d'emprisonnement pour proxénétisme aggravé.

Les suites de l'affaire de Broglie. — Le Conseil d'Etat a confirmé, le 27 mai, l'incompétence du tribunal administratif qui avait refusé, le 13 octobre 1980, de se prononcer sur la responsabilité éventuelle de l'Etat du fait des déclarations de M. Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur, le 29 décembre 1976, cinq jours après l'assassinat de Jean de Broglie. L'un des inculpés, M. Patrick Alenot de Ribemont, qui avait bénéficié d'un non-lieu, réclame 1 à l'Etat 100 000 F en réparation de préjudice que lui avaient causé les déclarations de M. Poniatowski. Le Conseil d'Etat a estimé que les déclarations du ministre « ne pouvaient être détachées de l'opération de police judiciaire engagée et que la responsabilité de l'Etat ne pouvait être recherchée que devant les tribunaux judiciaires ».

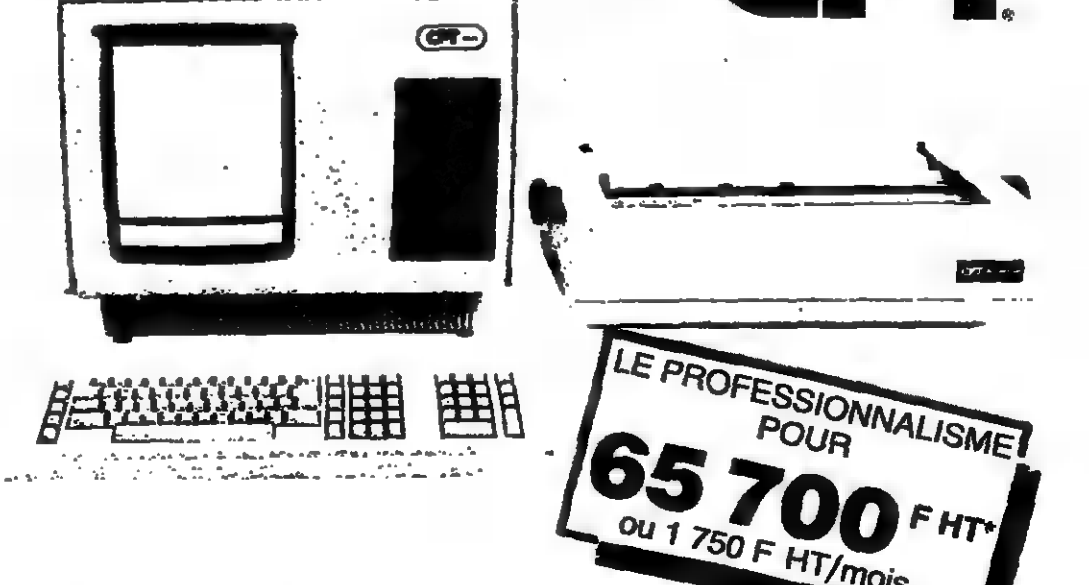
RELIGION

Jean-Paul II a accepté la démission de Mgr Paul Vignancour, archevêque de Bourges (Cher), qui a eu soixante-seize ans le 1 mai 1983. Ce dernier continuera de remplir sa charge jusqu'à ce qu'un successeur soit nommé.

Né le 7 mai 1908 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Mgr Vignancour a fait ses études de droit à l'Université de Lille, puis de théologie au barreau de Lille (Puy-de-Dôme) comme avocat. Il est entré dans le séminaire le 17 septembre 1927, a été nommé évêque de Valence par Pie XII. Il a été nommé en 1966, évêque coadjuteur de M. Joseph Lefebvre, archevêque de Bourges, lui-même nommé évêque de Bourges, le 15 mai 1978. Il a été élu président du conseil canonique et du comité fédéral pour l'Eglise de France.

Mgr Alexandre de Nascimben, archevêque de Lubango (Angola), a été élu, dimanche 28 mai, président de Caritas Internationalis, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples. Il a déjà été membre du conseil d'administration de Caritas Internationalis. L'organisme international des organisations nationales d'assistance, dont les représentants se réunissent chaque semaine à Rome pour leur assemblée quadriennale. (A.F.P.)

N'ACHETEZ PAS "UN" système de TRAITEMENT DE TEXTES SANS AVOIR VU CPT



LE PROFESSIONNALISME POUR 65 700 F HT\* ou 1 750 F HT/mois

Avec CPT vous avez en plus :  
• Un écran plein page avec lettres noires sur fond blanc, soit le double d'une page de papier.  
• Une extrême simplicité d'emploi.  
• Une mise en œuvre facile.  
• Un système toujours évolutif et compatible.  
• Des logiciels multi-langues et scientifiques.  
• Une coupe automatique des mots.  
• Des procédures qui permettent de communiquer (télé-... - réseau local).  
• Le « CPM » qui donne accès à l'importante bibliothèque de logiciels disponibles sur le...  
• Et bien d'autres choses encore...

4REL 21 de Rue Fourier BP 41 78000 BUC Tél: (3) 956.81.42



TENNIS

Les Internationaux de Roland-Garros

Affluence et fraîcheur pour la fin de la première semaine des Internationaux de Roland-Garros. Côté hommes, Christophe Roger-Vasselin, le Français qu'on n'attendait pas, en quart de finale l'adversaire Jimmy Connors, l'Américain qui vieillit bien.

Au même tour, Ivan Lendl, le Tchèque le Central avait eu de la peine à prendre en grippe, rencontrera Noah, le Français dont la foudre attend monts et merveilles. Côté dames, Martina Navratilova, l'Américaine programmée pour gagner, a été battue par Katy Horvath

l'Américaine qui, en croyant à sa chance, s'est retrouvée en quart de finale comme ses compatriotes Chris Evert-Lloyd, Andrea Jaeger, Gretchen Rusch, Tracy Austin avec la Tchèque Jarmila Mandlikova, la Britannique Jo Durie et la Yougoslave Mima Jausovec.

Roger-Vasselin : l'invité surprise en deuxième semaine

Deux Français en quarts de finale de Roland-Garros. Il y avait longtemps que le tennis national n'avait été pareil. Rappelons les précédents historiques : trois en 1946 et en 1947 (Marcel Bernard, Yvon Petra, Pierre Pelizza) ; ils étaient deux en 1958 (Marcel Bernard, Abdesselam) et encore en 1970 (Göven, Jaufré). Pour Yannick Noah, tête de série, c'était escompté. Mais pour le deuxième, c'était plus volontiers Leconte, Tulasne ou Roger-Vasselin. Or c'est ce dernier qui a agréablement surpris de s'aligner parmi les huit parant le simple pour la deuxième semaine internationale.

Les deux journées de vendredi n'ont manqué à la règle : le chaud sans pour autant décourager la foule. Le meilleur match du dimanche, samedi, au McEuros au masque hermétique. Les deux joueurs qu'on ne se passerait pas de voir, c'est John Alexander, l'écossais, et John McEuros, le britannique. Les deux joueurs ont joué un match de haute qualité, notamment le compartiment de la volée, qu'il partage avec le méro un français, classe athlétique. Le grand Australien excelle au golf, au criquet et au surf. Mais quand Alexander montre l'incapacité de boucler le jeu, c'est en faveur d'après avoir mené cinq jeux à deux sur son service, on comprit que Noah reprendrait sa marche victorieuse. Il connaît plus de 100 victoires, il sait s'il est capable de conserver sa belle autorité devant l'opposant redoutable qui l'attend à l'étage noble du tournoi : Ivan Lendl, qui dut quelque peu batailler au début du match mais qui a rapidement rétabli la situation.

Sur le mini-central, Connors (de son nom Fromm), l'Américain (devant Bedel), l'Allemand (devant Kuchna) n'avaient pas de problèmes, la prestation dans la petite arène de la Cour des Minimes de Christophe Roger-Vasselin devant Luna.

Les matches de double ont commencé leurs débats sur les courts secondaires. Le temps n'est plus où les premières raquettes avaient à cœur de s'engager dans les trois épreuves (le double hommes en cinq sets, s'il vous plaît). Ce sont plutôt des associations de fortune, voire des « prix à réclamer » qui s'affrontent maintenant à disputer des chances obscures.

Le seul double hommes intéressant à suivre dans la perspective de la future rencontre de coupe Davis, qui opposera la France au Paraguay, concernait les Sud-Américains Peci et Gonzalez. Déjà victorieux des très confidentiels Ivan Van Bockel, l'équipe Peci-Gonzalez a pu se faire un petit galop son deuxième tour sur la paire américaine des frères Strade. Peci, champion de grand public, l'Allemand et Strade, deux joueurs de qualité à longue vision, mi-yachtman mi-pêcheur à la ligne, par là-dessous un teint de navet qui s'allait à leur

blondier pile, sont des « pros » à plein temps qui naviguent sur le deux, trente-troisième et quarante-troisième tours de la compétition. Les deux du tournoi de Guayaquil Beach, Hongkong, Nagayevaya City, La Quina... Il fallait les observer se préparant à recevoir les services du beau Peci en trépanant d'un pied sur l'autre, la raquette tendue à la Hult, poireffendre la nue avec de grands gestes, souverains de désinvolture, servir à leur tour après d'interminables colloques et de minutieuses préparations pour finalement bombarder leurs boulets dans la toile. Le plus touchant, le plus cocasse, c'était de les voir sur le court désert, abandonnés côté à côté sur un banc, commentant leur défaite : hochant de la visière à propos de leur prochaine stratégie, prêts à rallier d'autres cieux plus éloignés ou ne passant pas une navette spatiale captivant tous les regards...

OLIVIER MERLIN.

Erreur de programme

Il y a eu l'offensive de charme entre la Hongroise Andrea Temesvári, encore tout auréolée de son succès aux Internationaux d'Italie, et le Tchèque Jarmila Mandlikova. Avec le tennis fluide qui en fit la championne de Roland-Garros 1981, celle-ci a gagné (6-2, 6-1) le droit de disputer la quatrième de finale contre l'Américaine Chris Evert-Lloyd, un peu à la peine au quatrième tour face à une autre Tchèque, Helena Sukova (6-2, 3-6, 6-3).

Il y a eu le coup de fraîcheur donné à l'open par l'Américaine Gretchen Rusch. Elle avait fait les gros titres l'an dernier en se qualifiant pour les quarts de finale de Flushing-Meadow alors qu'elle était amateur. Elle a récidivé à la Paris-Auteuil en battant l'Argentine Madrugá-Dessus (6-3, 6-2), et elle n'est toujours pas passée de la première. Dans un sport où des gamines de quatorze ans sont « pros », elle perd délibérément la petite fortune que ses performances de meilleure joueuse mondiale en 1982 auraient pu lui valoir pour l'entraîneur à l'université de Saint-Antoine (Texas) des études d'éducation physique et de biologie qui durent encore au moins trois ans. Gretchen doit rencontrer au tour suivant sa compatriote Andrea Jaeger, sa cadette d'un an, mais elle n'est pas sûre de passer la ligne de la première. Elle a une expérience de joueur de France et elle a l'expérience de la compétition internationale.

Il y a eu tout cela pendant cette fin de première semaine où les dames ont joué devant des tribunes archicomblées. Et il y a eu une sorte de coup de tonnerre : l'élimination de l'Américaine Martina Navratilova, la championne en titre, la grande favorite. La vie de la petite Tchèque, la modeste de la Coca-Cola demande l'asile politique aux États-Unis. La jeune astérisque qui se gomme de sucreries a un corps d'homme. La gauche qui souffre de la cyclopatte des Slaves a une vie affective perturbée. La nio-Américaine qui a gagné près de 1,5 million de dollars en 1982 collectionne les voitures de luxe, se couvre de bijoux et rêve de tout. Et la championne, qui a trouvé un certain équilibre au sein d'un clan composé d'une entraîneuse, d'une joueuse de tennis et d'une capitaliste transylvanienne, signe les victoires. La voilà de nouveau championne du monde.

L'an passé, après avoir gagné les Internationaux d'Australie, elle s'est imposée à Paris et à Wimbledon avant d'échouer dans sa quête du grand chelem en tennis.

de finale à Flushing-Meadow. Elle gagna néanmoins quatre-vingt-dix des quatre-vingt-trois matches disputés cette année-là. Depuis qu'elle a cédé le titre australien à Chris Evert-Lloyd, en décembre dernier, elle n'avait plus perdu une rencontre : trente-neuf succès de rang.

Alain GIRAUD.

RUGBY

Vendanges biterroises

L'A.S. Béziers, l'équipe de l'ouest, qui disputait samedi 28 mai, au Parc des Princes, la finale du championnat de France pour la quatrième fois depuis 1966, a croqué le R.C.C. Nice, le petit Poucet azuréen : deux essais, un drop et une pénalité contre un drop et une pénalité. Au total 14 à 6 au tableau d'affichage.

Des finales apocalyptiques, il en avait déjà eu, comme celle de 1979 entre le R.C. Narbonne et le S.T. Bagnères. Rugby-maudit, rugby-férocité. On s'est enfoncé de la culbute, comme ça, encaissant. Mais cette bataille pour le Bouclier de Brennus, disputée par l'A.S. Béziers et le R.C.C. Nice, qui s'est terminée de façon détestable par le déferlement d'une horde de supporters rouges et bleus sur la pelouse du Parc des Princes, n'est pas question de la passer comme cela au compte descriptif et profane, car cette finale fut riche d'enseignements pour l'avenir.

Le premier à être que le travail est payant. Les Biterrois, qui allaient conquérir leur dixième titre, ont montré encore une fois l'efficacité prodigieuse de leur « chambre des machines », parfaitement rodée à ces mêlées ouvertes où les « vœux », l'Alm, Vauquerin, Martin, ont plongé la balle. Le premier pour en extraire encore et toujours le ballon. Ces conquêtes dynamiques du « cuir » sont une sorte d'assurance tous risques contre les déferlements adverses aussi courageux et aussi athlétiques que l'étaient ceux de Nice. Il y a un tour de main, des sciences dont les maîtres de la Béziers se transmettent la recette.

Le deuxième enseignement de cette finale a été que les deux meilleurs packs du championnat pouvaient aussi faire jouer leurs atouts, et fort bien. Les avant biterrois et nicois ayant une solide réputation de combattants, on avait pu craindre que leurs affrontements ne se réduisent à un entrecroisement de crânes. Les premières lignes se débattaient dans un combat de jeunesse, certes, au printemps, mais les demi, Vachier et Escande pour Béziers, Pierre et Pédemour pour Nice, se débattaient pas à coups de pied les ballons conquis devant.

La troisième leçon de cette finale a été que l'expérience est un capital inappréciable. Elle a été la clé de ce match. Dans le jeu de champ, Nice avait plutôt dominé Béziers. Par trois reprises, mais les joueurs de la Béziers ont su profiter de ces trois autres équipes. Mais après, club ne joue. Béziers comme une autre équipe. Il y a un miracle de nervosité d'un côté et un surcroît de savoir-faire de l'autre. La nervosité a fait que Pédemour manque, dès la première minute, une pénalité pas vingt deux mètres, comme les passes habituellement les jours fermés. Le savoir-faire, c'était l'essai de Vachier qui intercepta, à la septième minute, une passe mal assurée de Pierre dans l'en-but nicois ou encore l'essai d'Escande, qui fila après, à la quatre-vingt-deuxième minute, derrière une mauvaise touche. Il y avait l'empreinte laissée au club par Richard Astre, le grand chapeau.

Au total, on pourrait voir dans ce résultat de futures prévisions pour le rugby français. Ne conviendrait-il pas, en effet, de s'interroger sur l'avenir d'un sport où une équipe maintient son hégémonie avec des gardiens qui ont une décennie de matches derrière eux ? Pourtant,

l'inquiétude ne devrait pas être de mise. Les Nippo qu'on a vus samedi ont les moyens de Béziers avec un Orca, troisième ligne phénix, qui, avec trois ans de rugby dans les jambes, n'est plus que tête au redoutable vétérans l'Alm, et avec un Herriero, ce talonneur qui allia la précision des lancers à l'ardeur au combat. Les Azuréens ont aussi l'aidace des attaquants basques avec à l'arrière un Barthélémy qui « pète comme un bouchon de champagne » dès qu'il a le ballon, et avec, au centre, un Trassmann qui est complet en attaque et en défense. C'est une

PROTECTION A REVOL

Le service d'ordre affecté au Parc des Princes lors de la finale du championnat de France de rugby, samedi 28 mai, était-il suffisant comme le souligne la Fédération française de rugby ? Sécurité, ce qui est habitude. Cependant, les forces de l'ordre ont manifestement été débordées par les supporters, notamment ceux de l'Association sportive Biterroise et les C.B.S. n'ont pu à la fin du match empêcher la pénétration de la foule sur la pelouse.

Déjà, lors de la finale de la Coupe de France de football en 1982, des incidents semblables éclatèrent. Il s'agit alors de protéger les joueurs et les officiels. On avait renoncé à installer des barrières plus hautes pour ne pas gêner la visibilité et à placer des barrières à l'entrée de la fosse.

Le système de protection devra donc de nouveau être amélioré pour la perspective du championnat d'Europe de football prévu en France en 1984. Dans l'attente, la police a décidé de renforcer les grilles de protection autour du terrain. Une fosse située au pied des tribunes a été remplie de sacs de sable. Ce système avait été expérimenté par des milliers de supporters de la police qui avaient été dispersés par des milliers de supporters. On avait renoncé à installer des barrières plus hautes pour ne pas gêner la visibilité et à placer des barrières à l'entrée de la fosse.

Si les supporters biterrois n'avaient pas envahi le terrain lors que leur équipe mena 10-6, à quelques minutes de la fin, les Nippo, avec un tel potentiel, auraient peut-être pu prendre l'avantage, comme ils l'avaient fait en quart de finale contre Pau et en demi-finale contre Agen.

On ne refait pas un match avec des « si ». Béziers a donc gagné. On peut s'en réjouir, car la relève est prête.

A. G.

**A LA TÉLÉVISION**

**LUNDI 30 MAI**  
T.F.1  
- En direct : 14 h à 18 h 20.  
- Résumé à 23 h 10.

**MARDI 31 MAI**  
T.F.1  
- En direct : 11 h à 12 h ; 14 h à 18 h 20.  
- Résumé à 23 h 10.

BASKET-BALL

Le championnat d'Europe

Échec et désunion dans le camp français

L'équipe de France ne participera pas aux demi-finales du championnat d'Europe de basket-ball, qui ont lieu à partir du 1er juin, à Nantes. Les Français ont été battus, samedi 28 mai, par les Espagnols (75/73) et, dimanche 29 mai, par les Italiens (100/80). Trois équipes du groupe A ont donc été éliminées.

compétition pour l'attribution des deux places qualificatives : l'Italie, la Yougoslavie et l'Espagne. Dans le groupe B, qui a lieu à Cas, l'U.R.S.S., après sa victoire contre la R.F.A. et celle contre les Pays-Bas, défendra son titre. La R.F.A., les Pays-Bas et la Pologne joueront en demi-finale.

Limoges. - « Duo, démission ! » A Limoges, le public ne fait pas de complexe. Il a vu l'équipe de France, il tempère contre les formations étrangères. Mais il n'hésite pas non plus à réclamer le départ de l'entraîneur français, Pierre Deo, pourtant, un démissionnaire. Si la Fédération française de basket-ball, ou même le championnat d'Europe, les entraîneurs de s'en aller, il s'effacera. « On ne veut pas comme dans la finale, je reste solidaire des joueurs. »

Après la défaite, samedi, contre l'Espagne (75 à 73), l'équipe de France ne pouvait pas avoir une autre défaite. Pierre Deo, entraîneur français, a dit : « C'est la fin de mon mandat. Je ne veux pas être entraîneur de l'équipe de France. »

La présence d'Apollon Faye, un joueur de l'équipe de France, n'arrange pas les choses. L'entraîneur français, Pierre Deo, a dit : « C'est la fin de mon mandat. Je ne veux pas être entraîneur de l'équipe de France. »

Les deux échecs de l'équipe de France, qui, au terme d'une préparation

longue de six mois, ont joué vingt-sept matches, mettent en cause non seulement l'équipe de France, mais aussi la façon dont sont conduites les affaires par la Fédération française.

Les critiques n'émanent pas des entraîneurs démissionnaires par une quelconque ambition, mais de joueurs soucieux du développement de leur sport et qui s'étonnent que des entraîneurs ne sachent ni diriger ni défendre ni attaquer une défense de zone.

Critique que Pierre Deo balaise d'un geste : « Les entraîneurs français ne savent pas travailler ; nous aurons alors des joueurs avec qui il sera difficile de progresser. » Ces propos incitent directement en cause la politique pratiquée depuis toujours par les responsables fédéraux plus soucieux de développer un professionnalisme qui ne veut pas dire son nom que de mettre en place une formation des entraîneurs et des joueurs. Il y aura d'ici peu des règlements de compte à la Fédération française de basket.

GILLES MARTINEAU.

Athlétisme

**RECORD AU DISQUE**  
Le Soviétique Yuri Douchine a battu le record du monde de lancer du disque, le 29 mai à Moscou, avec un jet de 71,83 mètres. L'ancien record était détenu par l'Allemand de l'Est Wolfgang Schmidt avec 71,16 mètres.

Basket-ball

**CHAMPIONNAT D'EUROPE**  
GROUPE A (Limoges)

|  |        |
|--|--------|
| Italie b. Grèce  | 108-83 |
| Yougoslavie b. Suède   | 103-84 |
| Espagne b. France  | 75-73  |
| Italie b. France   | 105-80 |
| Espagne b. Suède   | 81-75  |
| Classé : 1. Italie, 2. Yougoslavie et Espagne, 3. Grèce et France, 4. Suède. |        |

GROUPE B (Cas)

|  |        |
|--|--------|
| Israël b. Belgique   | 64-62  |
| U.R.S.S. b. R.F.A.   | 90-69  |
| Tchécoslovaquie b. Pays-Bas  | 90-63  |
| R.F.A. b. Pologne  | 85-82  |
| U.R.S.S. b. Pays-Bas   | 112-63 |
| Israël b. Tchécoslovaquie  | 93-89  |
| Classé : 1. U.R.S.S., 2. Israël, R.F.A. et Pays-Bas, 3. Tchécoslovaquie et Pologne, 4. |        |

Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Première division  
(Matchs en retard.)

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Nancy b. Strasbourg | 2-1 |
| Marseille b. Monaco | 2-1 |

Deuxième division  
(Match aller de barrage.)

|                |     |
|----------------|-----|
| Nîmes b. Reims | 3-1 |
|----------------|-----|

Gymnastique

**CHAMPIONNATS D'EUROPE**  
Les championnats d'Europe, qui ont

|  |        |
|--|--------|
| Italie b. Grèce  | 108-83 |
| Yougoslavie b. Suède   | 103-84 |
| Espagne b. France  | 75-73  |
| Italie b. France   | 105-80 |
| Espagne b. Suède   | 81-75  |
| Classé : 1. Italie, 2. Yougoslavie et Espagne, 3. Grèce et France, 4. Suède. |        |

Les résultats

Athlétisme

Le Soviétique Yuri Douchine a battu le record du monde de lancer du disque, le 29 mai à Moscou, avec un jet de 71,83 mètres. L'ancien record était détenu par l'Allemand de l'Est Wolfgang Schmidt avec 71,16 mètres.

Basket-ball

**CHAMPIONNAT D'EUROPE**  
GROUPE A (Limoges)

|  |        |
|--|--------|
| Italie b. Grèce  | 108-83 |
| Yougoslavie b. Suède   | 103-84 |
| Espagne b. France  | 75-73  |
| Italie b. France   | 105-80 |
| Espagne b. Suède   | 81-75  |
| Classé : 1. Italie, 2. Yougoslavie et Espagne, 3. Grèce et France, 4. Suède. |        |

GROUPE B (Cas)

|  |        |
|--|--------|
| Israël b. Belgique   | 64-62  |
| U.R.S.S. b. R.F.A.   | 90-69  |
| Tchécoslovaquie b. Pays-Bas  | 90-63  |
| R.F.A. b. Pologne  | 85-82  |
| U.R.S.S. b. Pays-Bas   | 112-63 |
| Israël b. Tchécoslovaquie  | 93-89  |
| Classé : 1. U.R.S.S., 2. Israël, R.F.A. et Pays-Bas, 3. Tchécoslovaquie et Pologne, 4. |        |

Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Première division  
(Matchs en retard.)

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Nancy b. Strasbourg | 2-1 |
| Marseille b. Monaco | 2-1 |

Deuxième division  
(Match aller de barrage.)

|                |     |
|----------------|-----|
| Nîmes b. Reims | 3-1 |
|----------------|-----|

Gymnastique

**CHAMPIONNATS D'EUROPE**  
Les championnats d'Europe, qui ont

|  |        |
|--|--------|
| Italie b. Grèce  | 108-83 |
| Yougoslavie b. Suède   | 103-84 |
| Espagne b. France  | 75-73  |
| Italie b. France   | 105-80 |
| Espagne b. Suède   | 81-75  |
| Classé : 1. Italie, 2. Yougoslavie et Espagne, 3. Grèce et France, 4. Suède. |        |

Simple dames

**PREMIER QUART DU TABLEAU**  
K. Horvath (E.-U., 33) b. M. Navratilova (E.-U., 1), 6-4, 6-3 ; M. Jausovec (Youg., 44) b. C. Tanvier (Fr., 43), 6-3, 6-3.

**DEUXIEME QUART DU TABLEAU**  
T. Austin (E.-U., 4) b. K. Jordan (E.-U., 23), 6-3, 6-1 ; J. Durie (E.-U., 3) b. K. Kimmis (E.-U., 15), 6-3, 5-7, 6-1.

**TROISIEME QUART DU TABLEAU**  
F. Nastase (E.-U., n.c.) b. I. Madruga-Casas (Arg., 31), 6-3, 6-2 ; A. Jaeger (E.-U., 3) b. A. Hobbs (G.-B., 69), 6-2, 6-4.

**QUATRIEME QUART DU TABLEAU**  
H. Mandlikova (Tch., 9) b. J. 10. A. Temesvári (Hong., 14), 6-2, 6-1 ; C. Evert-Lloyd (E.-U., 2), b. H. Sukova (Tch., 20), 6-1, 6-3.

Voile

TRANSAT EN DOUBLE

A mi-chemin entre Lorient et les Bermudes, Eugène Rigaudié et Jean François Le Mennec ont défilé le grand voilier de leur trimaran géant William Saurin. De la première place, ils ont ainsi rétrogradé à la septième dans la journée du 29 mai. Daniel Gillard et Halvard Mahre se retrouvent déclassés en tête sur le trimaran Brittany Ferries, vainqueur de la Troisième (1981) avec les Britanniques Chay Blyth et Robert James. A la deuxième place sont positionnés le Suisse Pierre Felhmann et Jean-Yves Tardieu (Mecorilles) qui ont opté pour la route la plus au Nord. La première concurrente, Florence Arthaud, a son équipier, Patrick Mauriel (Biochem II), troisième, précédent le conteneur de Pierre Pellerin et Jean-François Fournier.

سكسان لعل



Le Monde

culture

ARTS

MOURIR POUR MANET ?

Peu de peintres auront autant entendu d'insultes... La superbe monographie de Georges Bataille rééditée à l'occasion de la rétrospective Manet, rappelle l'énormité du rire colérique qui accueillait sa peinture. Ce qui alors le gâtait bourgeois... L'exposition Manet était fermée au public pour fait de grève. Instantanément, un important et bruyant groupe de sept personnes se rassembla devant le commissariat du Grand Palais... L'épave des scandales provoqués par la peinture de Manet, les critiques n'hésitent pas à écrire, comme un certain Jean Ravenel cité par Bataille, que de tels tableaux pourraient exciter une sédition... On vit un homme décoré se détacher bruyamment de la foule... L'agent de service (la détermination ne tremblait devant rien), rajouter au crayon rouge sur l'affichette qui prévenait de la grève ce bouleversant cri de colère : « C'est mérité des coups de pied au c... »

FRANCIS MARMANDE

UN REMBRANDT FASCINANT...

La galerie d'art du Dulwich College, au sud de Londres, possède un Rembrandt très désiré. C'est le portrait de Jacob de Gheyn (30 x 45 cm) chef-d'œuvre de pénétration psychologique peint en 1632. Elle ne l'a plus depuis la nuit du vendredi 27 au samedi 28 mai. Le tableau a été volé. Ce n'est certes pas la première fois qu'une œuvre d'art est dérobée dans un musée, mais le Rembrandt attire une fascination particulière : en quinze ans, c'est la quatrième fois qu'il est enlevé. La première en 1967 avec un lot de tableaux, la deuxième en 1971 un peintre qui a déclaré vouloir en faire la copie, et enfin en 1981 par un amateur qui demandait une rançon d'un montant tel, que le musée y a vu la justification de notables dépenses pour moderniser ses dispositifs de sécurité, ce qui a permis à la police d'être sur place trois minutes après l'alarme. En vain.

MORT DU PEINTRE ROGER VAN ROOGER

On apprend la mort, survenue le 11 mai, du peintre Roger Van Roojer. Il était né le 3 mai 1914 à Anvers. Il commença à peindre très jeune. En 1939, il se réfugia dans le midi de la France, fit le taylor Jean Giono et, dans les rangs de la Résistance, fut en contact avec René Char. En 1943 il réussit à gagner le Brésil. Il y resta six ans et fut un des premiers exposés de la Biennale de Sao-Paulo, puis, à New-York, où il eut quelque succès, le Metropolitan Museum acquit une de ses toiles. Retiré en France en 1952, il se retira à Bandol. Abandonnant la figuration pour l'abstraction, il poursuivit son œuvre, bien qu'il se heurtât à un silence total, qu'une association récemment créée cherche à rompre.

Édité par le S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques [?] (1969-1982)  
Imprimé au "Monde", 5, r. des Italiens, PARIS-14  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Partenaire : journaux et publi. n° 57 437.  
ISSN : 0395-2037

THÉÂTRE

KEAN, de Sartre, à l'Athénée

La pièce de Dumas était mieux

Dans sa version originale, écrite en 1835, la pièce d'Alexandre Dumas, Kean, est vive, bien menée, gaie, émouvante, elle pourrait être jouée telle quelle sans lâcher son public une seconde. Cette pièce donne beaucoup d'informations justes sur le métier de comédien, et sur l'inquiétude constante d'un art dont les créations disparaissent, ne laissant que des traces sensibles. Dumas analyse en particulier les difficultés de carrière des acteurs. Et toutes les scènes qui ont vu des acrobates, des saltimbanques, sont très belles. L'adaptation de Sartre détorse sensiblement la vraie pièce de Dumas. Sartre a raccourci une intrigue amoureuse assez banale, il a supprimé les informations vives, bien vécues, sur la vie et l'art de l'acteur, il les a remplacées par des études de dialectiques, un peu vaines, plutôt formelles, sur la vérité et le mensonge du jeu, sur le roi qui n'est pas un roi, etc. Il a coupé presque entièrement les séquences sur les forains. Et le Kean de Dumas, qui était une personne intelligente, attentive à lui-même, calme, devient chez Sartre plutôt un être en proie à une angoisse perpétuelle. Il est possible que Sartre ait pensé à un numéro assez formidable de cabotage que donnait Pierre Brasseur dans les Enfants du Paradis, quand il interprétait Frédéric Lemaître jouant un mélodrame.

MICHEL CURNOT.

MUSIQUE

« OPÉRA-LOUFFE » par la Péniche-Opéra

Le rire par le rire

La Péniche-Opéra a réouvert sa terre formée pour présenter son nouveau spectacle, Opéra-louffe, au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, mais n'a pas perdu son humour vagabond, puisqu'elle va le transporter immédiatement au Palais des Glaces. Pour les deux spectacles, Jean-Claude Pommeret, directeur de la Péniche-Opéra, a réuni une équipe d'artistes de la Ville de Paris, mais n'a pas perdu son humour vagabond, puisqu'elle va le transporter immédiatement au Palais des Glaces. Pour les deux spectacles, Jean-Claude Pommeret, directeur de la Péniche-Opéra, a réuni une équipe d'artistes de la Ville de Paris.

Les compositeurs choisis ne méritent pas la moyenne : ils n'ont pas traité le sujet : bien peu de musique organisée pour accompagner clowneries et jouteuses chez Alain Louvier (malgré son trio de Schoenberg, pour le congrès de démolition marxiste de Moscou). Guy Reibel, une œuvre à caractère interminable bataille de mots sans le patronage (Rabelais), Amour du Ciel (pantalonnade) sous-Feydeau et Georges Aperghis, où cependant quelques notes judicieuses prolongent le comique assez terrifiant d'un monologue de Devoe.

Seule Graciane Finzi a fourni un opéra-bouffe, troussé, dans la manière de Menotti qu'appellait Five o'clock tea, cette histoire de vieilles tables avec Frankenstein pour médium, Dracula, Bianca Neige, King-Kong, Tarzan, Zorro et Méphisto apparaissent.

Le meilleur du spectacle, c'est une troupe de mouvement d'Art Nouveau, roches (chanteurs et instrumentistes) dans des sketches-maison de Pennerier (la Truite de Schubert façon Hoffmann), Danais et Bernard Brocca : deux matinaux pour rire et chanter, concours de rires, classification des rires sopores, avec un abattage qui rappelle parfois les Frères Jacques, plus Brangulonis. Il est difficile de faire rire avec le rire.

À la Péniche des glaces (37, faubourg du Temple) : Opéra-louffe, du 1er au 5 juin, au 12 juin, Réver d'écuse, du 7 au 12 juin et du 21 juin au 24 juillet (21 heures).

« KATJA KABANOVA », à Bruxelles

Déplacer le regard

En deux ans à peine, la nouvelle Monnaie de Bruxelles s'est imposée, sous la direction de Gérard Mortier, comme un des lieux principaux d'expérimentation de l'opéra, avec des spectacles très divers, sophistiqués et rigoureux, d'une conception, semble-t-il, plus germanique que française.

Katja Kabanova, de Janacek, réalisée par un jeune metteur en scène de la Monnaie, Philippe Sireuil, ne fait pas exception. Comme dans Wozzeck et le Monna Lisa, on évolue dans un univers blanc et gris où l'émotion scénique est complètement recadrée. C'est une œuvre d'art, le dramaturge Jean-Marie Pommerehne, qui nous ouvre la voie à travers une œuvre de tradition faite au village russe, de ruines paysannes, de biogéographie caricaturale, de Volga envahissante et mystérieuse.

Du coup le décor unique de Jean-Claude de Lamoignon offre à gauche un miroir gigantesque sur le mur d'une cheminée monumentale, une table quart engluée dans le plancher (noir qui se tournera à la fin vers la salle pour nous indiquer que, bien entendu, nous sommes tous responsables du malheur de Katja) ; à droite, un grand rideau plissé s'ouvre sur un mur blanc et l'éclairage, mince anfractuosité par laquelle Katja jette un rayon de lumière illusoire, symbole de l'amour interdit qui lui permettra d'échapper quelques jours à l'emprise oppressante de sa belle-mère, avant que le poids social l'amène à confesser publiquement sa faute et à se noyer.

Les costumes des personnages sont l'œuvre d'un bourgeois de l'école de 1920 (date de l'œuvre) plutôt que de 1860, les rendez-vous à bicyclette ayant un petit air « congés payés du Front populaire ». L'ambition de ce parti pris est de déplacer le regard et l'écoute. Toute représentation devient une problématique qui nous amène à nous sentir, faite de ruses d'interrogations qu'on adresse à ce qui se représente. Mais, dans la mesure où l'on « déplace » une œuvre inconnue de la quasi-totalité des spectateurs, ceux-ci peuvent-ils s'y reconnaître ? Et comme on n'a pas encore déplacé la musique elle-même, celle-ci fournit un démenti constant à ce qui se voit sur la scène ou plutôt fournit à l'auditeur le décor qu'on lui refuse.

Car l'orchestre de la Monnaie, superbement dirigé par Sylvain Cambiague, ne fait pas exception : il peint la nature, la Volga, l'orage, avec une vivacité de l'images saisissantes, autant qu'il nous fait sentir des scènes dramatiques et des sentiments dans leur native.

L'équilibre se rétablit. Le pianiste français Pierre Volontad a répondu le 29 mai à Bruxelles la première prise du Concours International de musique Reine-Elizabeth.

DOM JUAN A VITRY L'intelligence

Une jeune compagnie du Mans, le Théâtre du Radeau, et le metteur en scène François Tanguy, viennent à Vitry présenter un travail sur le Dom Juan de Molière.

Décor de fortune (quelques draps, des bougies) employé beaucoup d'intelligence pour figurer des lieux, des temps ou des imaginaires.

Un sûr du rythme et une économie d'images permettent de donner la dynamique exacte, générale, du « montage » abrupt de cette pièce, la plus personnelle de Molière, la plus jeune.

Interprétation scrupuleuse, contradictoire, riche, naïve, rouée, du personnage de Don Juan, et prédominance de la scène de la mort. Dom Juan, de sa fuite en avant à travers un certain « dandyisme » trop affecté pour être vrai. Et toute la question religieuse, ce « invoqué » et provoqué à tout propos, cette prise à parti de l'hypocrisie, sont traités avec une transparence absolue, un peu bonteuse.

Yves Adler, Philippe Antoine, Dominique Bédard, Jean-Charles, Jack Coudert, Jacqueline Guillet, se montrent excellents acteurs.

Donc, un spectacle de rare qualité, qui promet, et Jacques Lassalle en a eu raison d'accueillir cette jeune troupe du Mans à Vitry.

M. C. Théâtre Jean-Vilar à Vitry, 21 heures.

VARIÉTÉS

Le cirque imaginaire de Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thiérrée

Le cirque a perdu la plus grande partie de son public. Quelques grands chapiteaux réussissent à faire la connaissance de la fille de Charlie Chaplin. En Suisse, mais en soumettant au rythme plus en plus difficile imposé par la crise irréversible du genre. D'autres, à l'exemple de la famille Gross, retournent à l'artisanat, reprennent une tradition perdue, s'efforcent de redonner au spectacle de la piste un caractère, sa poésie.

La piste circulaire aujourd'hui à l'image du cirque apparue en 1760, une démonstration d'équilibre près de Salisbury. Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thiérrée ne l'oublient quand, eux aussi, à leur manière, ils reviennent aux temps anciens, à l'époque de la Renaissance, les colporteurs d'illusion, les jongleurs harpant les badauds parcourant l'Europe.

Victoria Chaplin, née à Santa-Monica aux États-Unis et élevée en Suisse, a rencontré Jean-Baptiste Thiérrée, ancien comédien, Roger Planchon, Jean-Louis Barrault et Peter Brook, amoureux du cirque de l'époque du bou-

levard du Crime et fasciné par le cirque, qu'il retrouve justement un peu avant de faire la connaissance de la fille de Charlie Chaplin. Ensemble, ils créent le cirque Bonjour et promènent leur chapiteau d'une ville à l'autre, d'un village à l'autre, un programme de domptage de lions ni exercice équestre, ni saut de la mort : simplement un spectacle constitué avec de l'imaginaire, de la fantaisie, de l'émotion. En 1970, Jean-Baptiste Thiérrée et Victoria Chaplin progressivement et s'accommodent du cirque, et se retrouvent dans artistes, plus dans nards, un cirque et dans la piste.

Victoria Chaplin et Jean-Baptiste Thiérrée que les deux inventent leurs propres espaces. Ils ont aujourd'hui le chapiteau, et, à Bobino, ils jouent sur la merveilleuse, sur l'imaginaire, déroulent, sur un rythme soutenu, un spectacle d'exercices d'équilibre, de force et de malice, de petits riens, de poésie à la tendresse, de grâce et de souplesse.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Bobino, 8 h.

DANSE

LE BALLET RAMBERT AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Affaire de tempérament

Ce n'est pas une compagnie française, ni une grande compagnie : elle ne compte que dix-huit danseurs. Mais elle a une impression de cohérence, de force vitale, peut-être parce qu'elle a su demeurer fidèle à l'esprit de Jean Rambert, sa fondatrice, décédée il y a quelques années.

Jean Polonaise venue à Paris en 1931 pour faire la médecine, comme sa compatriote Marie Curie, Jean Rambert, devenue par la danse, Assistante chez Dalcroze, elle est choisie par Diaghilev pour apprendre aux danseurs du Ballet russe à décomposer les rythmes du Sacre, que prépare Nijinsky. Elle se fixe ensuite à Londres, où elle a une influence déterminante sur le ballet contemporain britannique.

Marie Rambert a une dévouement de talents, et une chorégraphie, c'est sans doute pour cela que la troupe peut aujourd'hui survivre à sa disparition. Après une pre-

mière vague de succès et de créations avec Fanny Ashton, Antony Tudor, elle fut appelée à une nouvelle génération contemporaine par la technique Graham. Trois d'entre eux, Edward North, Robert Alston, Christopher Bruce, alimentent régulièrement le répertoire de la compagnie. Pour le Théâtre de la Ville présente chorégraphies de Robert Nott, de Christopher Bruce, de Fanny Ashton, de Antony Tudor, de Edward North, de Robert Alston, de Christopher Bruce.

Robert Nott, est surtout connu pour son travail sur la charge, Troy game, fête du muscle et les musiques brésiliennes, et Wings, véritable poème de l'espace. Cette fois il propose une œuvre en demi-teinte, plaisante, Priabouki, évocation onirique des personnages de Picasso sur des airs de films de Stravinsky. La danse est parfaitement adaptée à la musique. En revanche Lonely Town, Lonely Street, illustration de la jeune faune des villes manque de rythme et d'invention : on y retrouve les mêmes divertissements de jazz pour télévision. Il manque la vitesse, la fougue d'un Louis Falco dans Tutti Frutti, mais par elle-même compagne.

Christopher Bruce est plus dramatique. Préoccupé surtout de dénoncer les oppressions politiques et sociales, il développe des chorégraphies puissantes, dynamiques, fortes, structurées, avec un langage rappelant Graham ou même Li-Li-Li. C'est un visionnaire. En Berne, il réquiem, fresque en clair-obscur, illustre un roman de Brecht (musique de Kurt Weill) sur les horreurs de la guerre dans un style expressionniste un peu trop articulé, (on pense aussitôt à la Fille morte de Kurt Jooss). Mais la séquence de la fille noyée avec une danseuse, passant d'un porteur à l'autre, est un panthéon désarticulé, est d'une intense beauté.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30, second programme à partir du 31 mai (P. Taylor, R. Alston, F. Ashton, C. Bruce).

(Publicité)  
**TOUT SE VEND**  
L'ancien, le nouveau, mais aussi l'ancien, le nouveau, les livres, les pianos, les récents, s'ils sont propres à la raisonnable, au plus grand DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny (209) tél. 372.13.91, le spécialiste des ventes.

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE**  
55, rue de Richelieu 2-  
**1913**  
Tous les jours 12 h à 18 h  
22 AVRIL - 13 JUILLET

MERCREDI  
JANET GULSTON-SAYRE en scène avec Jonathan Miller, ELTON JOHN en film de PETER WEIR  
MEL GIBSON SIGOURNEY WEAVER  
**L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS**  
Sélection officielle FESTIVAL DE CANNES 1983  
JAKARDA  
THE YEAR OF LIVING  
BILL KERR - MICHAEL MURPHY - LINDA HUNT - NOEL FERRIER  
musique de MAURICE JARRE - Scénario de DAVID WILLIAMSON - PETER WEIR C. J. KOCH  
réalisé par JAMES MELROY - monté par PETER WEIR  
© 1983 Melroy Films Ltd. Tous droits réservés.



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

UN CANAPÉ-LIT - Danseur (261-69-14), 21 h.  
HORS PARIS  
CERGY-PONTOISE - III<sup>e</sup> Biennale de marionnettes (032-79-00).

#### Les salles subventionnées

##### municipales

OPÉRA (742-57-50), 20 h 30 : Rocco et Juliette.  
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : La Belle Hélène.  
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Les Étrangers ; Thèmes de Chamy, 21 h : Le Mystère de la chambre de Jeanne d'Arc.  
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre : Relâche. Grand Foyer, 21 h 30 : Média de Yann Nguyen Minh.  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS : Relâche.  
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-29-34), 20 h 30 : voir concert.

#### Les autres salles

CHAPPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46), 20 h 30 : Lit vers l'étoile.  
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Mousquetaires.  
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue d'été à l'Élysée.  
CITÉ DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Guilty ou châtiment ; 21 h 30 : L'âne et l'âne.  
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Abraham et Samuel.  
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Les Noces de Ravel.  
FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (797-33-05) 21 h : Les Noces de Ravel.  
FONTAINE (774-74-00), 21 h : Les Jockeys.  
HUCHETTE (326-38-09), 19 h 30 : La Castagne chérie ; 20 h 30 : La Légende ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : Les Amants de Noël.  
LUCERNAIRE (544-57-34) L 18 h 30 : Un assassin à la mer ; 20 h 30 : Les Mystères du confessional ; 22 h 15 : Archéologie ; - IL 18 h 30 : Fragments ; 21 h 15 : Les Enfants du silence.  
MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : Le Palais baroque.  
POCHE (548-02-97), 21 h : Vers l'Est.  
SAINT-GEORGES (878-43-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.  
SALLE MARTIN-LING (572-79-16), 20 h 30 : Vous vivrez comme des paons.  
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) L 20 h 30 : L'Étude des jours.  
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Babes caennais ; 22 h, Nous on fait on nous dit de faire.  
**Les cafés-théâtres**  
AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tolu-Batu ; 22 h : Le Président.  
BEAUBOURGEOIS (272-08-31), 19 h 30 : Touchez pas au frottoir.  
LE FANAL (233-91-17), 20 h : L'infamie ; 21 h 15 : L'infamie ; 21 h 15 : L'infamie.  
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Cassandre bies.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Fais voir ton capidon ; 21 h 30 : Aux gros mots les grands romans ; 22 h 30 : Ramette et Juliet.

### Les comédies musicales

POTINÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il a pour Fagotto.

#### La danse

CENTRE MATHEIS (261-50-80), 21 h : M. Harrel.

#### Les concerts

THÉÂTRE LA REUYÈRE, 20 h 30 : Ensemble La Reuyère.  
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 19 h 30 : Cycle symphonique (Schwartz, Zhai).  
FIAP, 20 h 30 : B. Pleyel-Dugardin, G. Andrian (Satie, Milhaud, Ravel...)  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : M. Pollini (Schubert, Weber, Beethoven).  
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, L. von Matusik (Tchaikovsky).  
ESPACE CARMEN, 20 h 30 : F. Chidat, A. Quaffec, E. Berchot.  
CITÉ INTERNATIONALE, 20 h 30 : M. La Dima, J.-C. Henriot (Beethoven).  
MUSEE GUMMET, 20 h 45 : M. et B. Pleyel (Finland).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des spectacles du des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Lundi 30 mai

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS, 18 h 30 : Nœvel orchestre philharmonique, dir. : E. Krizine, F. Margot (opéra) (Mozart, Beethoven).  
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre Colonne, L. von Matusik (Tchaikovsky).  
CARRÉ SILVIA MONFORT, 20 h 30 : Flamenco (chanteurs et danseurs de l'Est).  
**Jazz, pop, rock, folk**  
ATELIER (606-49-24), 20 h 30 : Tub-pack, H. Papi, W. Firscher, H. Sokol.  
JEU DE LA HUCHETTE (65-05), 21 h 30 : J. J. J.  
ELDORADO (208-45-42), 20 h : Octobre.  
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : Mink de Vite.  
PALAIS DE LA MUSIQUE (208-45-42), 20 h 30 : R. Chazotte.  
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : New Jazz Band.  
**Festivals**  
VIP SOIRÉES DE SAINT-ANGELAN (354-96-60)  
21 h : L.-C. Thibaut, G. Loubert (Mozart, Beethoven, Ravel...).

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de 16 ans, (\*\*) aux moins de 18 ans.

#### La Cinémathèque

CHAILLOT  
21 h, Festival de Cannes 1983 : Furey.  
BEAUBOURG (778-35-97)  
Florilège de la quinzaine des réalisateurs (1969-1982) : 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h, 24 h, 25 h, 26 h, 27 h, 28 h, 29 h, 30 h, 31 h, 32 h, 33 h, 34 h, 35 h, 36 h, 37 h, 38 h, 39 h, 40 h, 41 h, 42 h, 43 h, 44 h, 45 h, 46 h, 47 h, 48 h, 49 h, 50 h, 51 h, 52 h, 53 h, 54 h, 55 h, 56 h, 57 h, 58 h, 59 h, 60 h, 61 h, 62 h, 63 h, 64 h, 65 h, 66 h, 67 h, 68 h, 69 h, 70 h, 71 h, 72 h, 73 h, 74 h, 75 h, 76 h, 77 h, 78 h, 79 h, 80 h, 81 h, 82 h, 83 h, 84 h, 85 h, 86 h, 87 h, 88 h, 89 h, 90 h, 91 h, 92 h, 93 h, 94 h, 95 h, 96 h, 97 h, 98 h, 99 h, 100 h.

#### Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A, v.l.)  
(\*) U.G.C. Opéra, 2 (261-50-22).  
L'ARGENT (F, v.l.) : France, 1<sup>re</sup> (297-37-74) ; Impérial, 2 (742-79-32) ; Huchette, 3 (633-79-38) ; Fagotto, 4 (705-12-15) ; Olympia Balzac, 5 (361-10-60) ; Colisée, 6 (329-39-40) ; Saint-Lazare, 7 (387-33-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-50-81) ; Paris, 12 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 13 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 14 (357-50-81) ; Paris, 15 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 16 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 17 (357-50-81) ; Paris, 18 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 19 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 20 (357-50-81) ; Paris, 21 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 22 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 23 (357-50-81) ; Paris, 24 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 25 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 26 (357-50-81) ; Paris, 27 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 28 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 29 (357-50-81) ; Paris, 30 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 31 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 32 (357-50-81) ; Paris, 33 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 34 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 35 (357-50-81) ; Paris, 36 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 37 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 38 (357-50-81) ; Paris, 39 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 40 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 41 (357-50-81) ; Paris, 42 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 43 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 44 (357-50-81) ; Paris, 45 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 46 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 47 (357-50-81) ; Paris, 48 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 49 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 50 (357-50-81) ; Paris, 51 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 52 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 53 (357-50-81) ; Paris, 54 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 55 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 56 (357-50-81) ; Paris, 57 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 58 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 59 (357-50-81) ; Paris, 60 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 61 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 62 (357-50-81) ; Paris, 63 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 64 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 65 (357-50-81) ; Paris, 66 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 67 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 68 (357-50-81) ; Paris, 69 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 70 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 71 (357-50-81) ; Paris, 72 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 73 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 74 (357-50-81) ; Paris, 75 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 76 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 77 (357-50-81) ; Paris, 78 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 79 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 80 (357-50-81) ; Paris, 81 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 82 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 83 (357-50-81) ; Paris, 84 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 85 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 86 (357-50-81) ; Paris, 87 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 88 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 89 (357-50-81) ; Paris, 90 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 91 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 92 (357-50-81) ; Paris, 93 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 94 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 95 (357-50-81) ; Paris, 96 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 97 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 98 (357-50-81) ; Paris, 99 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 100 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 101 (357-50-81) ; Paris, 102 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 103 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 104 (357-50-81) ; Paris, 105 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 106 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 107 (357-50-81) ; Paris, 108 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 109 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 110 (357-50-81) ; Paris, 111 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 112 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 113 (357-50-81) ; Paris, 114 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 115 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 116 (357-50-81) ; Paris, 117 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 118 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 119 (357-50-81) ; Paris, 120 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 121 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 122 (357-50-81) ; Paris, 123 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 124 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 125 (357-50-81) ; Paris, 126 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 127 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 128 (357-50-81) ; Paris, 129 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 130 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 131 (357-50-81) ; Paris, 132 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 133 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 134 (357-50-81) ; Paris, 135 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 136 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 137 (357-50-81) ; Paris, 138 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 139 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 140 (357-50-81) ; Paris, 141 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 142 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 143 (357-50-81) ; Paris, 144 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 145 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 146 (357-50-81) ; Paris, 147 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 148 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 149 (357-50-81) ; Paris, 150 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 151 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 152 (357-50-81) ; Paris, 153 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 154 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 155 (357-50-81) ; Paris, 156 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 157 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 158 (357-50-81) ; Paris, 159 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 160 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 161 (357-50-81) ; Paris, 162 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 163 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 164 (357-50-81) ; Paris, 165 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 166 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 167 (357-50-81) ; Paris, 168 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 169 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 170 (357-50-81) ; Paris, 171 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 172 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 173 (357-50-81) ; Paris, 174 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 175 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 176 (357-50-81) ; Paris, 177 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 178 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 179 (357-50-81) ; Paris, 180 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 181 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 182 (357-50-81) ; Paris, 183 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 184 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 185 (357-50-81) ; Paris, 186 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 187 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 188 (357-50-81) ; Paris, 189 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 190 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 191 (357-50-81) ; Paris, 192 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 193 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 194 (357-50-81) ; Paris, 195 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 196 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 197 (357-50-81) ; Paris, 198 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 199 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 200 (357-50-81) ; Paris, 201 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 202 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 203 (357-50-81) ; Paris, 204 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 205 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 206 (357-50-81) ; Paris, 207 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 208 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 209 (357-50-81) ; Paris, 210 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 211 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 212 (357-50-81) ; Paris, 213 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 214 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 215 (357-50-81) ; Paris, 216 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 217 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 218 (357-50-81) ; Paris, 219 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 220 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 221 (357-50-81) ; Paris, 222 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 223 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 224 (357-50-81) ; Paris, 225 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 226 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 227 (357-50-81) ; Paris, 228 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 229 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 230 (357-50-81) ; Paris, 231 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 232 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 233 (357-50-81) ; Paris, 234 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 235 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 236 (357-50-81) ; Paris, 237 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 238 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 239 (357-50-81) ; Paris, 240 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 241 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 242 (357-50-81) ; Paris, 243 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 244 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 245 (357-50-81) ; Paris, 246 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 247 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 248 (357-50-81) ; Paris, 249 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 250 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 251 (357-50-81) ; Paris, 252 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 253 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 254 (357-50-81) ; Paris, 255 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 256 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 257 (357-50-81) ; Paris, 258 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 259 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 260 (357-50-81) ; Paris, 261 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 262 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 263 (357-50-81) ; Paris, 264 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 265 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 266 (357-50-81) ; Paris, 267 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 268 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 269 (357-50-81) ; Paris, 270 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 271 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 272 (357-50-81) ; Paris, 273 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 274 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 275 (357-50-81) ; Paris, 276 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 277 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 278 (357-50-81) ; Paris, 279 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 280 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 281 (357-50-81) ; Paris, 282 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 283 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 284 (357-50-81) ; Paris, 285 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 286 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 287 (357-50-81) ; Paris, 288 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 289 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 290 (357-50-81) ; Paris, 291 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 292 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 293 (357-50-81) ; Paris, 294 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 295 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 296 (357-50-81) ; Paris, 297 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 298 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 299 (357-50-81) ; Paris, 300 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 301 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 302 (357-50-81) ; Paris, 303 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 304 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 305 (357-50-81) ; Paris, 306 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 307 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 308 (357-50-81) ; Paris, 309 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 310 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 311 (357-50-81) ; Paris, 312 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 313 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 314 (357-50-81) ; Paris, 315 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 316 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 317 (357-50-81) ; Paris, 318 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 319 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 320 (357-50-81) ; Paris, 321 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 322 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 323 (357-50-81) ; Paris, 324 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 325 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 326 (357-50-81) ; Paris, 327 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 328 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 329 (357-50-81) ; Paris, 330 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 331 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 332 (357-50-81) ; Paris, 333 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 334 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 335 (357-50-81) ; Paris, 336 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 337 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 338 (357-50-81) ; Paris, 339 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 340 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 341 (357-50-81) ; Paris, 342 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 343 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 344 (357-50-81) ; Paris, 345 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 346 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 347 (357-50-81) ; Paris, 348 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 349 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 350 (357-50-81) ; Paris, 351 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 352 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 353 (357-50-81) ; Paris, 354 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 355 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 356 (357-50-81) ; Paris, 357 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 358 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 359 (357-50-81) ; Paris, 360 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 361 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 362 (357-50-81) ; Paris, 363 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 364 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 365 (357-50-81) ; Paris, 366 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 367 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 368 (357-50-81) ; Paris, 369 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 370 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 371 (357-50-81) ; Paris, 372 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 373 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 374 (357-50-81) ; Paris, 375 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 376 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 377 (357-50-81) ; Paris, 378 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 379 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 380 (357-50-81) ; Paris, 381 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 382 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 383 (357-50-81) ; Paris, 384 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 385 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 386 (357-50-81) ; Paris, 387 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 388 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 389 (357-50-81) ; Paris, 390 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 391 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 392 (357-50-81) ; Paris, 393 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 394 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 395 (357-50-81) ; Paris, 396 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 397 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 398 (357-50-81) ; Paris, 399 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 400 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 401 (357-50-81) ; Paris, 402 (329-33-11) ; Biennale Montparnasse, 403 (544-25-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 404 (357-50-81)







APRÈS LA TEMPÊTE DÉVASTATRICE DE NOVEMBRE EN AUVERGNE

## Les forestiers du Puy-de-Dôme bradent leur capital

En Auvergne, on n'est pas près d'oublier la tempête qui a soufflé sur la France les 6 et 7 novembre. 30 000 hectares de forêt ravagés et quelque 6 millions de mètres cubes de bois abattus en quarante-huit heures par le vent, soit environ cinq années de production normale. De cette masse de bois (surtout résineux), il ne pourra être vendu, au mieux, que les trois quarts, avec des pertes sur les prix variant de 20 % à 50 %. On évalue le manque à

gagner à 600 ou 700 millions de francs pour l'Auvergne, qui n'est déjà pas une région riche (1).

Le bois levé pour la place, avec les risques de parasites que cela comporte pour les arbres restés sur pied, on il faudra l'enlever à grands frais pour replanter... sans revenus prévisibles avant trente ou quarante ans ! Or cette charge incombant pour l'essentiel aux particuliers - on compte en Auvergne quelque deux cent mille propriétaires de

moins de 4 hectares, représentant 90 % du patrimoine forestier - et à des communes déjà lourdement endettées, dont les forêts « sectionnelles » (appartenant à un hameau de la commune) ou communales représentent l'essentiel des revenus.

Des quatre départements auvergnats, c'est le Puy-de-Dôme qui a été le plus éprouvé, avec un volume d'arrivées de 4 millions de mètres cubes de bois par le vent (chablis). Néanmoins, grâce

notamment aux aides de l'Etat, de la région et du département, les travaux de débarras et de stockage ont été menés bon train. Dans le Puy-de-Dôme, la troisième et dernière vente publique de bois chablis a eu lieu le 25 mai à la mairie de Thiers.

(1) Le Centre de documentation et d'information de l'assurance Incendie 750 millions de francs la somme déjà versée par les assureurs - pour l'ensemble du territoire sinistré - au titre de la loi sur les catastrophes naturelles.

Clermont-Ferrand. - Le chablis, en Auvergne, on connaît. Chaque année, la forêt doit payer son tribut à dieu Eole. Deux pins arrachés par-ci, trois pins renversés par-là, parfois un « fayard » (hêtre) qui perd une branche : rien de bien grave. L'hiver est toujours rude en montagne. Il y a bien eu, en 1975, quelques vents dévastateurs, et les vieux se rappellent une fameuse tempête qui avait soufflé vers 1934. Mais jamais, au grand jamais, les Auvergnats n'avaient vu pareille « misère » : dans les Combrailles, à l'ouest de Clermont-Ferrand, tous les versants exposés sud-est ont été atteints par des vents de tour force de 150 kilomètres à l'heure. Des sapins de 2 mètres de tour tour, net, des épicéas dans la force de l'âge, comme les pins, avec racines des plaques d'humus hautes comme des maisons, des pins dépouillés jusqu'à leur dernière aiguille, dressant leur moignon gracieux comme un défi au ciel ; et même de beaux hêtres dont le tronc a littéralement explosé sous l'effet de la tornade. « Ici, les arbres sont tous arc-boutés », dit d'ouest, explique M. Déat, un technicien du Service régional d'aménagement forestier (SRAF). Le vent du sud les a pris à rebrousse-poil et les a complètement déstabilisés. « Dans la Livradois, moins éprouvé, la vent a opéré d'incapables d'épicéas et de sapins, s'il n'avait fait goûter du chablis à cha-

que propriétaire. « Ce sont les plus, comme on peut le voir, les plus négligés qui ont souffert », disent les forestiers de l'Etat. Si les propriétaires avaient fait les éclaircies nécessaires, les arbres auraient mieux résisté, on le voit aux lisières. « Il y a eu les propriétaires privés, comme M. Bernard Croizat, responsable d'un gros

perment forestier familial de quelque 600 hectares autour de La Bourboule (le plus gros du Puy-de-Dôme), répond que ce sont au contraire les jeunes des mieux gardés qui ont le plus souffert », car la tempête s'en est prise de préférence aux gros arbres sortis du rang. »

### De notre envoyé spécial

En réalité, tous les types de boisement ont connu des dégâts, même les « sectionnelles », l'une des plus belles forêts (Allier), l'une des plus belles forêts de France, l'utile de polémique : l'heure est au dégoût, partout, et vite. Or c'est là que le bât blesse : très peu de proprié-

étaires privés disposent en propre du matériel indispensable pour sortir le bois. Quant aux engins communaux ou domaniaux, ils ne peuvent suffire à la tâche, colossale. Il faut donc recourir à l'aide extérieure, hors d'Auvergne, et même hors de France.

Force est de constater que l'Auvergne manque de bras pour tronçonneurs, débarras et chargers les grumes sur les camions. On manque aussi de grumiers et de wagons à bois, et partout la pleine saison ; et la tempête a aussi sévi dans le Limousin, dans la région Rhône-Alpes. Des transporteurs allemands proposent leurs services, mais le ministère des transports, voulant privilégier les entreprises nationales, donne la priorité aux camionneurs français et à la S.N.C.F., moyennant des réductions qui peuvent approcher les 50 % pour des distances de plus de 350 kilomètres. Mais on doit bien accepter les services des groupes étrangers pour les chantiers en forêt : un matériau de bois, l'Auvergne fonctionne de manière artisanale. Or la tempête a créé une situation « industrielle ».

Ce sont donc les entreprises industrielles allemandes, autrichiennes et suédoises qui se chargent des plus gros chantiers, pour le compte de scieries « étrangères », c'est-à-dire d'autres régions françaises ou de l'étranger. En forêt de Saint-Genès, dans le massif de l'Hormont - un des plus touchés par l'ouragan - un abatteur de Lozère constate : « Le bois est coupé par des bûcherons yougoslaves ou turs, transporté par des engins allemands ou norvégiens, et la liaison est assurée par un interprète belge obligé d'entrer dans la boue avec ses chaussures de dame ! » Voici donc que la montagne auvergnate, traditionnellement à l'écart des migrations autres que touristiques, connaît à son tour la division internationale du travail et le problème des travailleurs immigrés.

Certes, il ne s'agit encore que d'effectifs modestes. L'entreprise autrichienne de M. Johann Eismann, spécialisée dans les abattages industriels du type tronçonneuse d'autoroute ou piste d'aéroport, n'a envoyé dans le Puy-de-Dôme qu'une équipe de vingt-cinq personnes, dont un interprète allemand. D'autres, comme les Italiens, ne viennent pas en Auvergne bien qu'ils lui aient beaucoup de bois en ce moment. « Ils attendent à la frontière et font le tri sur place », explique M. Dabot, vice-président des marchands de bois du Puy-de-Dôme.

### Les Allemands à l'œuvre

Le travail des « Allemands », terme générique pour désigner les étrangers à l'œuvre en forêt d'Auvergne, est diversement apprécié. Les propriétaires privés, en particulier, se plaignent que leurs bûcherons « purgent trop » leur bois, c'est-à-dire qu'ils coupent imprudemment tout défaut dans la grume, quitte à réduire beaucoup le cubage. « Il y a un problème de découpe », explique M. François Desprez, ingénieur des Eaux et Forêts, directeur adjoint du Centre régional de la propriété forestière (C.R.P.F.). Les Allemands coupent les billes à 5 mètres avant de les sortir, alors que les Français, traditionnellement, sortent les grumes en grande longueur, entre 15 et 20 mètres. D'autres, enfin, regrettent que leur bois d'œuvre soit parfois parti pour la trépanation à dix francs le stère, alors qu'il peut rapporter cent cinquante francs en sciérie. Les propriétaires, déjà étonnés de devoir vendre en catastrophe et à bas prix, ont l'impression que les entreprises étrangères viennent « faire des affaires » sur leur dos.

Tel n'est pas l'avis des secteurs ni du personnel des Eaux et Forêts. « Les Allemands travaillent bien, dit un acheteur local pour le compte de la plus grosse sciérie du Massif central. Il suffit de leur dire précisément ce qu'on veut. » Quant aux forestiers du SRAF, ils avouent leur admiration pour ces Allemands qui, grâce à leurs ordinateurs, « vous sortent des bordereaux impeccables, avec les cubages totalisés par essence ». Tout au plus regrettent-ils parfois de voir leurs « porteurs » labourer la « forêt jardinée » (comportant des arbres de toutes tailles) avec leurs pneus à chaîne. « C'est comme ça qu'ils travaillent chez eux », constatent-ils. Mais peut-on faire la fine bouche alors que la tempête a frappé sans discernement ? « Avant, on engueulait les gens pour un arbre égaré. Maintenant, la forêt est dans un tel état... La tempête de novembre, tout le

monde l'admet, a été une catastrophe. Mais, d'une part, on peut réparer les dégâts en vendant le chablis et en replantant ; d'autre part, la dimension « industrielle » de l'abattage pour des propriétaires souvent négligés. Beaucoup d'éleveurs, d'ailleurs, préoccupés de production laitière que de bois, se sont rendus compte que leurs quelques pins ou de sapins représentent une richesse. Certains, qui n'avaient jamais vendu un stère, ont été sollicités par des courtiers venus d'ailleurs et ont même gagné de l'argent dans l'opération ! Les scieurs, de leur côté, ont dû passer la vitesse supérieure, comme cet entrepreneur Briffons qui a embauché trois ouvriers pour fournir un marchand de Bordeaux, en échange de l'exclusivité. Le manque à gagner, en somme, montre qu'il y a effectivement à gagner, si l'on veut s'en donner la peine.

En revanche, la note sera lourde à payer pour la dizaine de communes réellement sinistrées qui n'ont pratiquement pas d'autre ressource fiscale que les revenus de la forêt. « Ils ne se rendent pas compte pour l'instant », observe M. Jacques M..., chef du SRAF, futur directeur de l'Ecole nationale des eaux et forêts de Nancy, « mais certaines communes vont souffrir pendant trente ou quarante ans ». Le maire d'Hermant, M. Paul Souche, dont le restaurant prospère actuellement avec l'afflux des forestiers et courtiers en bois, mesure le risque : « On ramasse de l'argent aujourd'hui, mais l'avenir nous inquiète : nous avons grâce aux coupes un revenu régulier pour rembourser nos emprunts. Mais demain ? »

ROGER CANS.

### La note à payer

Le plan d'action « forêt détruite », préparé en commun par le gouvernement, la région et le Fonds forestier national, prévoit les aides financières suivantes :

- 1 800 000 F aux agriculteurs pour l'acquisition de petit matériel (trouilles et arceaux de sécurité pour les tracteurs, fendeuses pour préparer le bois de feu).
- 1 000 000 F pour la construction de pistes en forêt détruite, soit un total de 176 km de pistes subventionnées.
- 4 800 000 F pour l'aménagement de 58 km de stockage représentant 400 000 m<sup>3</sup> de bois.
- 136 000 000 de prêts bonifiés accordés aux entreprises obligées d'acheter en une fois le bois chablis (taux de 7 % la première année et de 9 % la deuxième).
- 21 300 000 F au titre des réductions sur les tarifs S.N.C.F. pour exporter le bois hors d'Auvergne (1).
- 19 000 000 de francs de prêts à 5 % pour la modernisation des scieries.
- 3 000 000 de francs de prêts à 5 % pour l'acquisition de tracteurs débarras.
- 1 600 000 F de subventions pour le recrutement de vingt techniciens forestiers chargés de cuber les bois chez les particuliers et de poser les pièges à insectes.
- 2 000 000 de francs pour l'achat de 16 000 pièges à scolytes typographiques, le parasite de l'épicéa.

(1) La ligne Vichy-La Ferté-Macé depuis longtemps, a été ouverte entre Saint-Alyre-d'Auvergne et Le Puy pour évacuer le chablis du Livradois.

NOTRE PAGE HEBDOMADAIRE « L'EUROPE » SERA PUBLIÉE DANS NOS ÉDITIONS DATÉES DU 1<sup>er</sup> JUIN ET SERA CONSACRÉE À LA MUSIQUE.

## Stockage sous l'eau

France n'avait jamais connu pareille hécatombe d'arbres en forêt. Mais l'Allemagne (Basse-Saxe) a subi, en novembre 1972, un ouragan encore plus grave, qui avait jeté bas plus de 17 millions de mètres cubes de bois (pour une production annuelle de 3 millions de mètres cubes en R.F.A.).

A l'époque, les forestiers allemands avaient sauvé l'essentiel des chablis en stockant le bois dans l'eau, soit en immersion complète dans des étangs, soit sur des sites constamment arrosés au jet d'eau. Grâce à ces procédés, qui préservent le bois des insectes sans nuire à ses qualités mécaniques, les fore-

sters allemands ont pu limiter les dégâts - des grumes d'arbres déracinés en 1972 sont encore aujourd'hui.

En Auvergne, grâce au relief tourmenté, l'immersion du bois en étang est plus facile que dans la plaine allemande. Et les cours d'eau ne manquent pas pour arroser les grumes de sapins empilées sur 4 à 5 mètres de hauteur. L'eau est toute à l'usage, arrose le bois, et le champ de la forêt. « C'est quand même un pari sur l'eau », dit M. Jean Voute, maire de Rochefort-Montagne et président du syndicat des exploitants du

Puy-de-Dôme. On ne sait absolument pas comment réagir à ce traitement des bois que nous avons achetés et payés. »

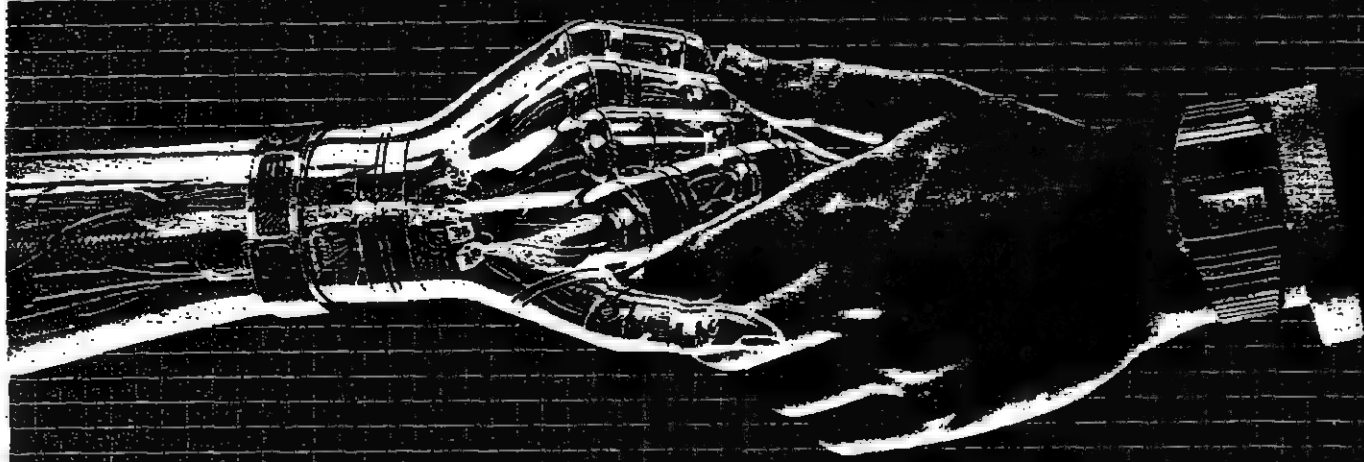
L'autre précaution consiste à disposer des pièges pour attraper un redoutable parasite de l'épicéa : le scolyte typographe. Il s'agit d'un tube de plastique percé de trous à la taille des insectes, muni d'un sachet de phéromone, une substance chimique qui attire les scolytes. Un piège permet en principe de préserver un hectare de chablis. Jusqu'à présent, le ministère de l'agriculture a financé l'humidité de ce printemps ont suffi à neutraliser les insectes nuisibles. Mais gare à l'été !

VISITEZ

Chefs d'entreprises, techniciens, décideurs...

APPLICATIONS

Salon des applications de l'informatique et de l'électronique.



## Le salon des solutions

Créé et conçu pour les utilisateurs présents ou futurs de l'informatique, l'objectif principal d'Applica est de présenter au-delà des matériels, des applications.

Applica sera en effet le salon des solutions informatisées et automatisées à des problèmes concrets et classiques d'entreprises, quels que soient la nature, le secteur d'activité ou la taille de ces entreprises.

Applica : plus de 300 exposants, Français et Étrangers, pour vous présenter ou rechercher avec vous la solution à votre problème.

Applica réunira des constructeurs, des distributeurs, des prestataires de services et parmi ceux-ci les plus grands noms de l'informatique et de l'électronique.

Tous ces exposants seront répartis dans cinq grands secteurs où seront présentés les différents types d'applications :

- APPLICATIONS en MATIÈRE DE SAISIE
- APPLICATIONS en MATIÈRE DE GESTION
- APPLICATIONS en MATIÈRE DE CONCEPTION ET DE CRÉATIVITÉ

- APPLICATIONS en MATIÈRE DE PRODUCTION

- APPLICATIONS en MATIÈRE DE TRANSMISSIONS ET TÉLÉINFORMATIQUE

Applica : un salon pour tous les décideurs et responsables économiques, soucieux d'améliorer leur compétitivité, leur efficacité : industriels, commerçants, artisans, prestataires de service, professions libérales, secteurs financier et administratif.

Du 31 mai au 4 juin 1983 - Foire de Lille

Organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing. Renseignements (20) 14.14

مركز البحث

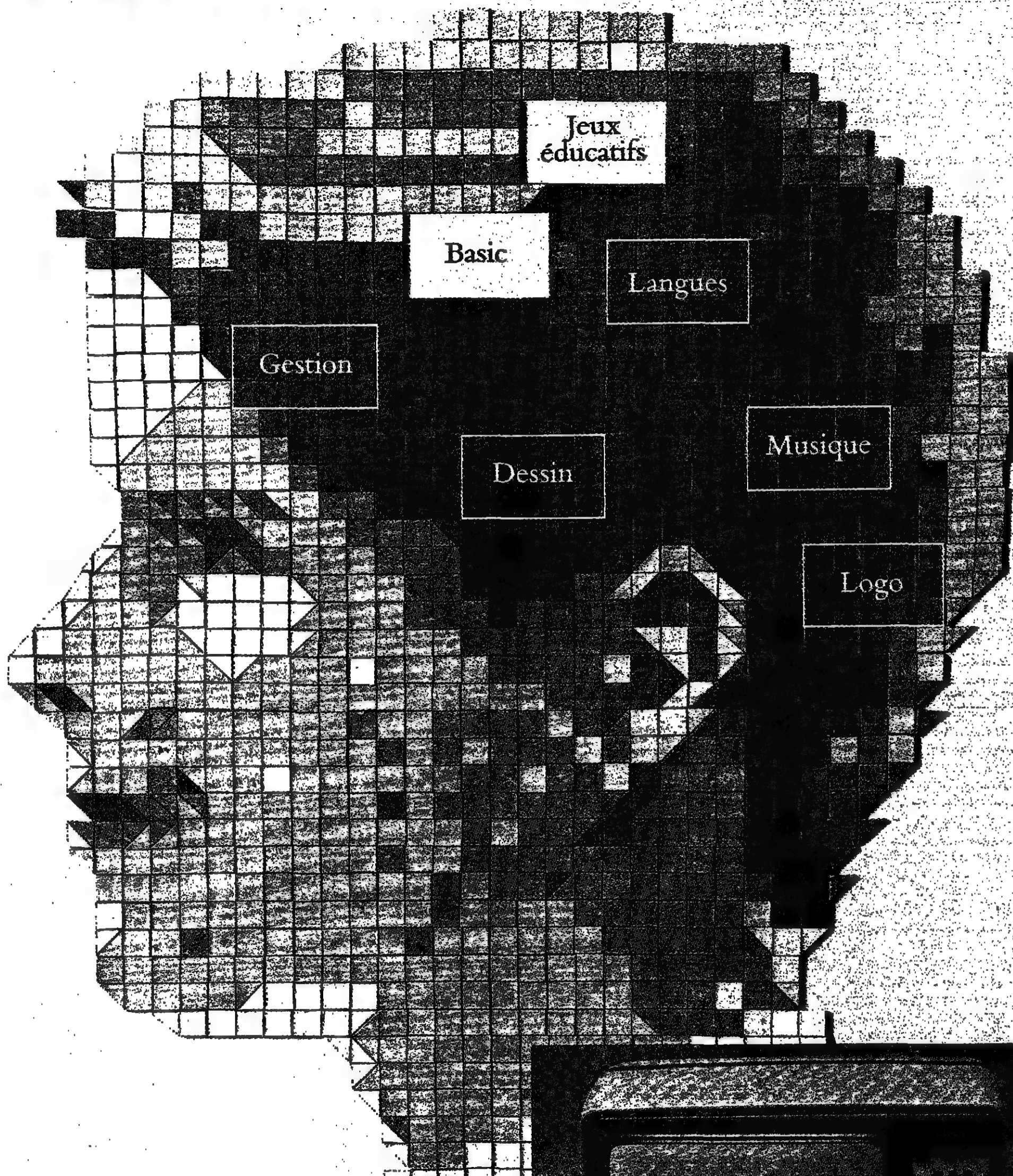


# Capital

# LES SYSTEMES DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

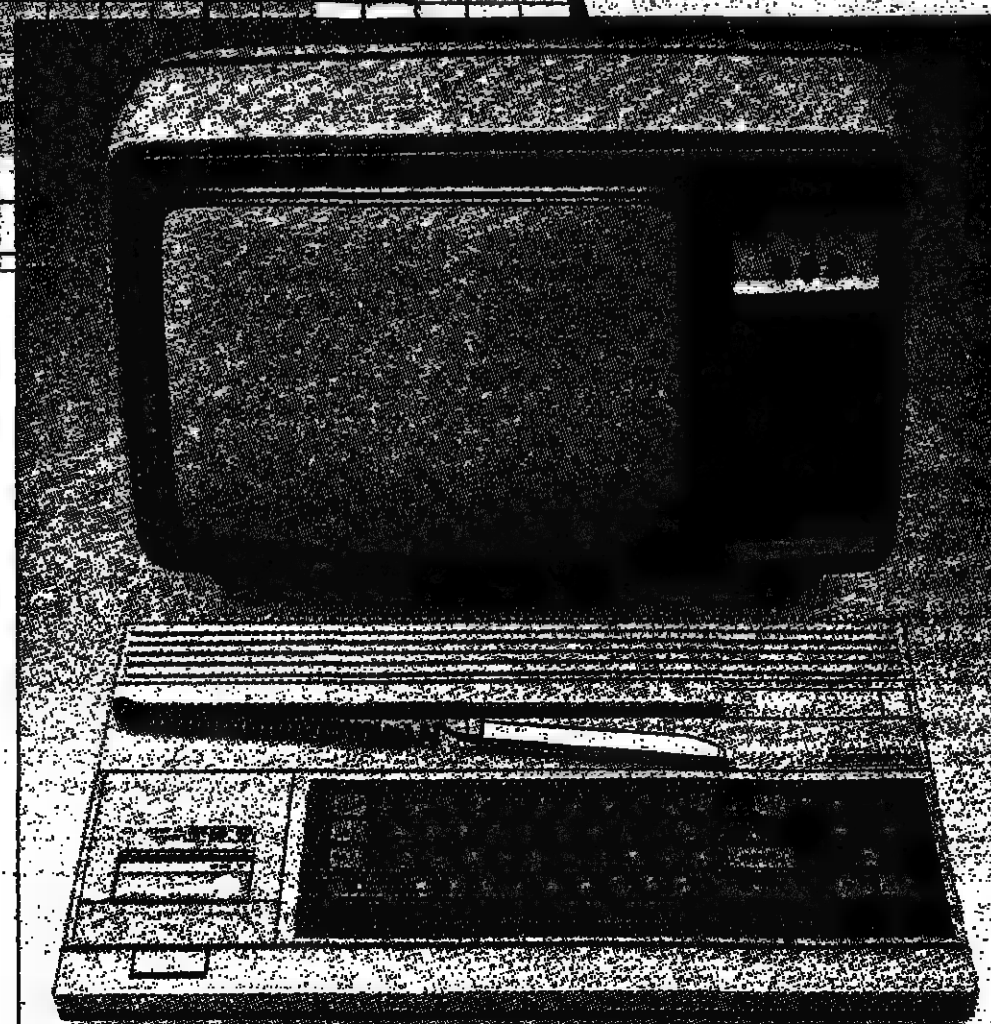


# UN T07 DE THOMSON REMPLIT DES CASES VIDES.



**U**n T07 de Thomson va remplir des cases encore vides. Des cases qui ne demandent qu'à être remplies. L'anglais, l'allemand, le français, le basic, les maths... Le T07 de Thomson est, avec ses programmes développés par Nathan, le professeur idéal, patient et universel. Conçu et fabriqué en France par Thomson, le T07 bénéficie d'une technologie de pointe parfaitement maîtrisée. Plusieurs atouts sans précédents sur un micro-ordinateur : le "crayon optique" intégré au T07 permet de dessiner ou de créer directement sur l'écran TV. Le basic du T07 est remarquable, simple, tolérant et complet. Il permet de programmer soi-même le crayon optique. Le T07 possède un éditeur plein écran, un graphisme haute résolution, un synthétiseur musical... Le T07 est l'ordinateur de toute la famille. Tour à tour précepteur ou compagnon de jeux, il est aussi l'économe attentif de la maison. Le T07 de Thomson est un ordinateur hautes performances destiné au grand public. Pour plus d'information, Thomson S.D.R.M., 67, quai Paul-Doumer - 92400 Courbevoie - Tél. : 788.33.33.

**THOMSON**  
T07 L'ORDINATEUR FAMILIER



## Le sauvetage un

A Marseille, une des villes les plus touchées par la pollution, le maire, Jean-Claude Gaudin, a lancé une campagne de nettoyage. Il a demandé aux habitants de ne pas jeter de déchets dans la rue. Il a aussi demandé aux commerçants de nettoyer devant leur magasin. La campagne a été très réussie. Les rues de Marseille sont maintenant plus propres.

C'est la première fois que la ville de Marseille a lancé une telle campagne. Elle a été très réussie. Les rues de Marseille sont maintenant plus propres. Le maire, Jean-Claude Gaudin, a été très satisfait des résultats. Il a décidé de lancer une telle campagne chaque année.

Le maire, Jean-Claude Gaudin, a été très satisfait des résultats. Il a décidé de lancer une telle campagne chaque année. La campagne a été très réussie. Les rues de Marseille sont maintenant plus propres.

مركز الاموال







## Le sauvetage de Motostandard : un test pour la gauche

(Suite de la page 19.)

Aussi la crise et le chômage ont-ils frappé Mâcon, avec retard certes mais juste six mois après les élections municipales. « Cela n'a pas posé de problème, car les gens ont vu que le conseil agissait pour l'emploi », dit M. Rognard. C'est, par exemple, avec le conseil municipal, sans recourir à Paris que Motostandard, une entreprise de matériel hospitalier, a pu s'installer.

Sans recourir à Paris : un rêve que l'on caresse aujourd'hui pour Mâcon. Sur ce dossier, la mairie a mobilisé. C'est « la gauche » qui, en mai 1980, le responsable syndical, M. Jacky Perennet, qu'on surnomme « Peppone » dans les rues de Mâcon, alertait le maire, qui fut l'avocat de la C.G.T. La mairie a l'argent pour que « les Motostandard » aient leur stand au dernier Salon international de la machine agricole. Résultats : 800 000 F de commandes pour une usine de 200 000 F. C'est la mairie aussi qui a appelé en consultation un expert, M. François Wasservogel, un ancien chez Renault, de l'écurie Pierre Dreyfus présidents. C'est la mairie encore avec le député P.S. de la circonscription, M. Jacques Worms, qui tire les câbles des camarades des cabinets ministériels. En vain jusqu'ici.

C'est que la conjonction de gauche n'est pas exempte de contradictions. Les salariés en quête d'emploi, le pouvoir, qui à la même couleur à Mâcon qu'à Paris, doit aussi une « gauche » des cabinets, celle de la gauche part, celle qui résiste à la tentation d'agrandir toujours plus l'infirmerie des entreprises en difficulté.

### « Des soviets au management »

Il y avait l'image du Monnet-Goyon. Il y a aujourd'hui le Motostandard, usine-pilote de la C.G.T. 800 000 F de commandes, 96 % de voix et 92 % de votants aux élections professionnelles. Une sorte de Renault à Mâcon dans les éternuements faisaient craindre le rhume aux entreprises locales. Ceux-ci imputent à la « gauche » syndicale un déficit de Motostandard. Il est vrai que, dans une entreprise où le président du directoire est le directeur de la recherche et développement, les « soviets » se neutralisent à peine aimablement. (1) Le syndicat exerce un pouvoir sans contre-pouvoir. Mais cette « gauche » des dur du syndicalisme est en train de changer.

On est passé « des soviets au management », dit un observateur. Conscient que la perte d'emplois dans un secteur comme la mécanique est préjudiciable à la qualification de l'ensemble de la main-d'œuvre dans le secteur, tout un mouvement de démissionnisme, les entrepreneurs locaux ont mis de l'ordre dans le mouvement.

« Vous voyez dans la presse P.-D. G. ? Militant depuis vingt ans, M. Jacky Perennet ne s'élève pas à la question. « Vous savez, quand vous gagnez 5 000 F par mois et que vous êtes candidat à la direction générale, vous évaluez un salaire de 25 000 F, cela fait dix fois plus que les autres. C'est pour les copains. Il n'y a pas de projet politique au sein large, je m'y sers, à condition d'être entouré de gens compétents. Là où le patronat démissionne, il faut prendre des risques quand une entreprise s'avère viable ».

Viable : nous y voilà. Les Mâconnaïses s'attendaient à des défilés avec pancartes et banderoles, une occupation dure de l'usine. Du tout. Les ouvriers licenciés ont travaillé à l'usine. L'expérience de 1970, où l'on s'est battu la gorge, nous a servi. Nous n'avons pas de propositions. Cette fois, on a privilégié l'économie en parallèle avec la lutte. Si on veut agir sur l'emploi, il faut s'intéresser à l'industrie. C'est une révolution qui se fait là, depuis cinq ou six ans, dans la C.G.T.

La « gauche » de l'emploi, c'est d'abord le maintien de l'entreprise en état de marche, c'est le redémarrage de fabrications françaises, même une petite machine à coudre, le petit mécanisme agricole, les importations font la loi (2) : « Au Salon de la machine agricole, neuf seulement étaient équipés avec un moteur de fabrication française ».

Les atouts de Motostandard, selon MM. Perennet et Wasservogel, ce sont la réputation de la marque, une certaine reconversion vers d'autres produits et la reconnaissance que dans ce secteur atomisé des synergies sont possibles, notamment avec l'autre principal constructeur français, Bernard Masson (B.M.), filiale de la régie Renault, qui perd de l'argent et dispose d'ateliers délaissés.

Des exemples : B.M. achète à l'étranger sa boîte à vitesses, alors que Motostandard, qui se situe bien... à l'étranger, en a mis une en point. B.M. ne peut pas se débrouiller, alors que Motostandard a des moteurs quatre temps à l'étranger, alors que B.M. en dispose. A l'inverse, Motostandard fait des moteurs deux temps que la concurrence achète à l'étranger. Encore un exemple pour faire bon poids : B.M. utilise des mini-tracteurs dont les moteurs sont fabriqués en France. Chez Motostandard, un prototype de mini-tracteur est dans les cartons.

### « On n'a pas voté pour cela »

Les mesures libérales ont été envisagées de monter une société anonyme à participation ouvrière (SAPO) (3) pour mettre en œuvre leur plan : de simplification des tâches, de simplification des produits nouveaux, des balayeurs industriels, gains de productivité proposés par les entreprises elles-mêmes, en fonction des postes et des pièces et, bien sûr, animation du réseau commercial. Ce plan permettrait à l'entreprise de tourner pendant trois ans sans entraîner de pertes, avec une centaine de salariés, ce peut-être. Les ouvriers apportent, sur leurs indemnités, une somme de 100 F, ce qui fait deux autres, quatre ou subventions pour amorcer la pompe des concours bancaires.

Ce plan, pas plus que les précédents présentés par l'ancienne direction de Guitard-France, n'a trouvé grâce aux yeux des élus. Le CIRI, le Comité interministériel de reconstruction industrielle, il ne peut être viable, car il ne crée pas de bénéfices. Dès lors, plus de SAPO, mais une situation d'attente et la création d'une Association pour la préservation et le redémarrage de Motostandard, ouverte aux licenciés qui n'abandonnent pas tout espoir et aux collectivités locales aussi qui veulent bien les soutenir.

L'espoir existe, mais la reconquête récente entre M. Jacky Perennet et le président Mitterrand (le Monde du 24 mai) en est un indice. Mais les transactions sont amères : « Le gouvernement veut l'occasion de montrer que le traitement d'un dossier industriel pouvait être différent, avec une logique de gauche. Nous avons calculé, par exemple, que nous réintégrerions en deux ans et demi les profits, rien qu'en payant les charges sociales. Il y a une logique globale d'équilibre financier qui dépasse le seul calcul de rentabilité d'une entreprise. Les fonctionnaires sont encore pas mal imprégnés des anciennes directives, et il y a un énorme décalage entre les déclarations - il faut fabriquer en France, il faut innover, il faut changer le dialogue dans les entreprises - et la réalité ».

M. Jacky Perennet est parti. Il vide son sac : « Le 10 mai, on n'a pas voté pour cela. Quand on parle de démission, j'en fais partie. Le 10 mai des P.M.E. font le camp, et la réponse du CIRI, à travers Motostandard, m'inquiète ».

Avec l'affaire Motostandard les pouvoirs publics avaient l'occasion de montrer que politique industrielle et planification ne sont pas des vaines mots pour la gauche. Voilà un secteur composé de petites et moyennes entreprises, et dont la balance commerciale est défavorable. Voilà une entreprise qui procède à une restructuration d'un ensemble cohérent, à partir notamment d'une main-d'œuvre licenciée. Voilà des syndicalistes qui donnent leur accord, même au prix de licenciements, car, disent-ils, « il y a de l'avenir de la branche, de la reconquête du marché intérieur et donc de l'emploi, alors que la casse des usines, entreprise par entreprise, est sans objet ». Et voilà un comité interministériel dit « de reconstruction industrielle » qui conclut M. Jacky Perennet, « parler de gauche, vous venez sur place. Le fonctionnaire qui a pris la décision d'envoyer notre dossier n'a jamais mis les pieds à Mâcon ».

JACQUES GRALL

- (1) Extrait du plan de création et de développement de Motostandard, signé conjointement par l'ingénieur conseil M. Wasservogel, M. Perennet, secrétaire du C.E., le député et le maire de Mâcon.
- (2) Sur le marché français des moteurs et moteurs, les importations représentent 70 % du total en 1982, dont 45,7 % pour les seuls Japonais (qui assurent 70 % des importations totales en valeur). Ce phénomène s'est amplifié au début de l'année 1983. Sur les dix-huit constructeurs français de moteurs, quatre ont déposé leur bilan depuis janvier 1982. Ils représentaient 47,8 % de la production française en 1981.
- (3) Et non une société coopérative ouvrière de production, car le statut des SAPO est trop restrictif. Il ne permet pas de faire appel à des capitaux extérieurs.

## Vers un renouveau industriel américain ?

(Suite de la page 19.)

Des mesures protectionnistes ont été prises pour permettre aux industries américaines d'entreprendre la modernisation de leurs équipements. Ces mesures protectionnistes ont, jusqu'à présent, eu une efficacité inégale : les autorités américaines ont principalement favorisé des mesures bilatérales qui ont eu pour effet d'encontrer la pénétration des produits en provenance des pays non touchés par les accords douaniers. Dans le cas de la protection prise à l'encontre du Japon pour les téléviseurs couleur, on voit rapidement percer sur le marché américain des concurrents, notamment la Corée, Taïwan et Singapour. Au départ temporaires, certaines de ces mesures se sont prolongées. La perspective d'une reprise trop rapide des importations pousse les autorités américaines à maintenir, voire à renforcer, les mesures protectionnistes. Les entreprises pourraient ainsi plus aisément reconstruire une partie de leurs parts de marché passées.

La protectionnisme américain, en outre, favorise l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire américain. Celles-ci ont d'autant mieux accepté qu'elles contribuent au redémarrage des industries en crise, directement en créant des emplois et indirectement en stimulant les producteurs américains. L'industrie américaine, en particulier, a bien accueilli le simple apport de capitaux : ce sont de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation industrielle dont les firmes américaines tendent de plus en plus à s'inspirer. On observe d'ailleurs que les entreprises d'instaurer entre elles une coopération industrielle, comme c'est le cas dans l'industrie de l'électronique professionnelle.

Les producteurs américains de l'industrie électronique consolident, ces dernières années, leurs relations industrielles. Une coopération plus grande s'est faite entre les producteurs de composants, d'ordinateurs et de matériel de télécommunications. La récession du début des

années 80 a contraint les principales entreprises de la branche à rapprochement. Celles-ci ont fait sur la base de relations financières, mais aussi sur la base d'échanges de technologie, de savoir-faire et de compétences commerciales. I.B.M. n'a pas que le capital d'Intel, dont le microprocesseur équipe désormais les micro-ordinateurs produits par I.B.M. Le mouvement de « déregulation » initié par l'administration Reagan a permis d'ouvrir certains marchés protégés contre les importations. Plusieurs groupes d'entreprises (I.B.M., Mitel, Digital, Sperry...) s'efforcent de rechercher ensemble des solutions communes, mais aussi, par exemple, des systèmes de liaisons par câbles entre ordinateurs et matériels de télécommunications qui soient performants. Cette vague de coopération industrielle nationale révèle la prise de conscience par les producteurs américains de l'intégration insuffisante de leurs structures industrielles face à la pression de la concurrence japonaise sur leur marché.

Cependant, alors que l'enjeu des années 80 est celui du marché mondial, on ne peut pas se contenter de se battre sur le terrain des échanges technologiques et de la distribution complémentaires. Les secteurs clés de l'industrie américaine (A.T.T., Philips et d'I.B.M.) semblent difficilement compatibles à l'heure où il faut partager les profits les plus élevés, notamment lorsqu'ils sont le Japon et les États-Unis, dont les industries s'affrontent et s'attaquent en même temps.

On perçoit ici aussi le potentiel de l'industrie américaine, mais aussi la nécessité de modifications profondes en quelques années, au besoin en recherchant un effet de synergie avec des partenaires japonais. Tandis que les années 70 ont été une décennie d'ajustement des structures américaines, les années 80 pourraient être celles du renouveau industriel.

ALAIN RICHMOND et COLETTE HERZOG-RYBAK

## Dollar et compétitivité

Le rôle du dollar sur la compétitivité industrielle américaine est un sujet d'actualité. L'industrie américaine est inférieure à celle des autres pays de l'O.C.D.E., le redressement observé est limité.

Le redressement du dollar en 1981, compromis ou redressé, l'année 1982 est à nouveau marquée par un lourd déficit commercial de produits manufacturés.

Entre 1963 et 1972, les importations de produits industriels progressent plus vite que les exportations. Le taux d'exportation passe de 4,2 % à 5 %, tandis que le taux d'importation progresse de 2,7 % à 6 %. Cette évolution peut s'expliquer par la contrainte qu'a fait peser sur l'industrie un dollar surévalué.

La dévaluation du dollar, puis l'instauration d'un régime de changes flottants ont ensuite permis à l'industrie américaine de redresser sa position : entre 1972 et 1978, le déficit commercial manufacturier se stabilise à environ 1979 et

1980, années où le dollar atteint son niveau le plus bas et où l'industrie américaine est inférieure à celle des autres pays de l'O.C.D.E., le redressement observé est limité.

Le redressement du dollar en 1981, compromis ou redressé, l'année 1982 est à nouveau marquée par un lourd déficit commercial de produits manufacturés.

L'industrie américaine ne supporte pas durablement un dollar dévalué. Pour réduire l'effet négatif du dollar sur la compétitivité industrielle, les autorités américaines pourraient élargir leurs mesures : les exportations, notamment en proposant des crédits plus favorables aux pays acheteurs. Cela reviendrait à mettre en place, de facto, un double taux de change, avec un dollar officiel et un dollar commercial plus avantageux pour les exportateurs américains. Cela réduirait momentanément les conséquences défavorables, pour les entreprises américaines, d'une politique monétaire restrictive, mais resterait sans effet sur les tensions internationales qu'occasionne un dollar dévalué.

## Rassembler autour du socialisme

(Suite de la page 19.)

L'industrialisation a exigé un appel aux cadres, encore trop rares, assurés d'encadrer les ouvriers. Mais on constate dans d'autres pays, le plein est fait, le chômage s'insinue : c'est cette évolution qui déstabilise leur position relative. Il faut reconnaître que les artisans du bâtiment sont touchés par le redémarrage de la construction et du second œuvre, et sans doute voir les mesures qui ont contribué à une crise du logement. Mais il faut aussi bien faire connaître que les commerçants ou les services ont vu leurs revenus accrues par l'augmentation de la consommation, mieux informés la masse des salariés qui, éventuellement par des boycotts, contesterait les déclarations de chômage de ceux qui ont le plus profité. Il est bon d'enseigner au petit commerce qu'il pourrait réduire ses longues heures journalières de travail, par lesquelles il justifie ses marges, et obtenir des conditions plus favorables, devant la concurrence des grandes surfaces, ou se grouper pour ses achats.

### Épargne et fiscalité

Un domaine où la hausse des revenus pourrait aussi être obtenue par d'autres voies que la hausse des prix, c'est celui de l'agriculture. Une fois de plus les montants compensatoires n'ont pu donner lieu à des marchandises, produit par produit et pays par pays. Une double logique devrait être réintroduite. Les protections des agriculteurs des pays qui

ont révalué peuvent être démentées. Cette exigence met en question les points de vue des économistes adoptés. Le redressement du pif du livre A, le cumul possible avec un « industriel » des mêmes avantages, ne vont ni à l'épargne longue ni à l'épargne populaire : ils offrent aux ménages un moyen d'accumulation des économies d'impôt qui peuvent devenir supérieures au SMIC. Les porteurs d'obligations que la tranche de revenus où ils se situent conduisent à opter pour le prélevement, libérateur d'impôt, et à l'emprunt forcé qui frappe les petits porteurs. Et l'on s'aperçoit que l'avoir fiscal, destiné à encourager la souscription d'actions, se retourne contre son objectif : les dividendes sont majorés de 50 %, qui viennent ensuite en réduction de l'impôt. Le montant récupérable est donc : tout simplement de zéro. On ne peut pas avoir la réduction de l'impôt, tout en ayant la hausse des dividendes, sans que les revenus du travail. Quant à la fiscalité des successions, au lieu de provoquer une redistribution, elle fige la fortune dans les dynasties, et, par l'écrit qu'elle introduit entre la ligne directe et les autres, elle abolit le

droit de disposition ménagé par le Code civil, elle ouvre contre toute concurrence celui qui est le plus sûr, donné la peine de nature et, à défaut de l'héritier direct, entraîne la reprise des entreprises. Tout doit être fait, y compris dans le renouveau du crédit, pour écarter les « sociaux » de l'épargne longue ou à leur profit par les plus compétents.

La décentralisation, comme l'équilibre régional n'auront toutes leurs chances que si le redressement des dotations d'Etat, qui permettrait aux communes prospères de servir, en augmentant les activités par les taux d'impôt les plus bas, cependant que les plus pauvres sont condamnées à s'appauvrir. Mener de pair la réduction des inégalités et la modernisation de l'économie, assurée la gestion aux visées d'avenir, c'est la chance d'une croissance sans inflation. On ne saurait pas cette démarche à l'Amérique réaganienne, qui ne craint pas les réductions d'impôts pour les plus riches et le relèvement de la charge fiscale pour les plus pauvres. On ne peut la proposer à la Communauté comme le moyen d'échapper au dilemme du déséquilibre ou de la déflation : car les pays membres, au lieu de s'entraider mutuellement, s'entraident les uns les autres.

Telle est l'action lucide qui réconcilierait les « sociaux » et les « libéraux » : la politique, les principes, le pouvoir au peuple, et l'Europe avec la nation.

PIERRE URU

## LA CONTROVERSE SUR LA T.V.A.

### Précisions de M. Edgar Faure...

Dans « Le Monde de l'économie » du 19 avril, M. Edmond Alphandéry, qui semble approuver l'inspiration générale de nos propositions, présente une objection technique qui lui paraît dirimante.

Le principe de ma suggestion étant de compenser (quoique par l'intermédiaire d'un mécanisme de relais) une diminution des charges sociales des entreprises par une augmentation de la T.V.A., il faut observer que, la T.V.A. ne frappant pas les produits à l'exportation, il faudrait, pour rétablir l'équilibre final de l'opération, prévoir une surcharge de la T.V.A. plus forte que celle qui correspondrait à la diminution de taxes afférentes à la diminution des charges. Dès lors, il ne serait pas

possible de compenser la hausse du prix à la vente par la baisse du prix de revient.

J'ai l'impression que M. Edmond Alphandéry s'agite un autre élément du problème qui est corrélatif à celui qui retient son attention.

Il est bien exact, en effet, que la T.V.A. ne frappe pas les produits à l'exportation. Mais, en revanche, elle frappe les produits à l'importation. Nos importations seraient donc affectées d'un prélevement complet, ce qui se traduirait par une dépréciation fiscale. Etant donné que nos importations sont, hélas ! au moins égales à nos exportations, il n'apparaît que l'équilibre se trouve ainsi garanti.

### ...Nouvelle réponse de M. Edmond Alphandéry

L'observation de M. Edgar Faure me conduit à expliciter les effets en profondeur des modifications des parts respectives de la T.V.A. et des cotisations sociales dans les prévisions obligatoires. Pour y voir clair, il faut, me semble-t-il, faire deux séries de distinctions.

La T.V.A. touche tous les biens et services vendus en France (qu'ils soient produits en France ou importés de l'étranger), alors que les cotisations sociales touchent en revanche tous les biens et services produits en France (qu'ils soient vendus en France ou exportés à l'étranger).

Je distingue ensuite le court terme de long terme. A court terme, on peut admettre en première approximation que les modifications de prix sont le résultat mécanique d'écritures comptables. A plus long terme, il faut faire entrer en ligne de compte le jeu des comportements, et en particulier la concurrence.

Supposons donc une baisse à l'échelle du pays de 100 des cotisations sociales financées par une augmentation de 100 de la T.V.A. A court terme, la baisse des cotisations sociales payées par les employeurs améliore leur excédent d'exploitation, tandis que la majoration de la T.V.A. financée par les consommateurs pèse sur les prix des produits vendus en France. L'opération est donc une incitation aux exportations (dont le coût de production diminue) contrebalancée par une majoration des prix des produits vendus en France.

Globalement, les comptes d'exploitation des entreprises s'améliorent à court terme, tout comme d'ailleurs les exportations, deux mouvements favorables dans la conjoncture française actuelle. Mais c'est le pouvoir d'achat du consommateur qui en fait les frais. Et si cette amputation se répercute sur le niveau de la demande intérieure, elle peut créer un mouvement de freinage de la production : ce dernier devrait même s'accompagner d'une aggravation du chômage si la stimulation des exportations est insuffisante pour compenser cet effet déflationniste (1). Telles sont bien d'ailleurs les conclusions que donne la simulation analysée dans le schéma rapporté au Conseil des impôts relatif à la T.V.A., qui analyse les conséquences d'une hausse de deux points de la T.V.A. compensée par une baisse correspondante des cotisations sociales des employeurs. L'excédent brut d'exploitation des entreprises s'améliore, tout comme les exportations ; en revanche, le P.I.B. en volume baisse de 0,5 % et le chômage augmente de 34 000 par an.

A plus long terme, les effets sont plus difficiles à cerner. Les entreprises françaises ou étrangères dont les produits sont soumis à la concurrence sur le marché français seront, en première approximation, tôt ou tard conduites à revenir à leur profit antérieur. On peut donc accepter que les prix de ces produits retournent petit à petit à leur point de départ. Mais un certain nombre de produits importés (c'est le cas du pétrole) ou même de biens produits en France (électricité) qui ne subissent pas le jeu de la concurrence ne verront pas leur prix revenir intégralement à leur niveau antérieur.

On assistera donc, il est encore à une amputation partielle du pouvoir d'achat du fait de la majoration de certains prix, majoration qui peut contrebalancer (jusqu'à quel point ?) la relance par les exportations. Je définitive, cette mesure s'analyse comme un allègement des charges des exportateurs supporté par les consommateurs français. L'impact sur le niveau de vie extérieur serait particulièrement heureux dans la conjoncture française actuelle. Mais, en revanche, il est moins sûr la production et sur l'emploi.

J'ajoute enfin que je n'ai pas examiné les effets sectoriels multiples qui ne manqueraient pas de se produire, en particulier du fait des disparités dans le rapport capital/travail entre les entreprises. Dans cette optique de substitution des facteurs de production, cette disposition serait-elle à plus long terme favorable au travail ou plus capital ? Il me semble qu'on ne saurait être trop circonspect lorsque l'on s'engage dans ce type de raisonnement, car ces effets de substitution sont encore mal connus.

Certes, il est impossible, en l'absence d'un modèle complet englobant tous les comportements, de pousser plus loin l'analyse. Mais la proposition de M. Edgar Faure a au moins le mérite de poser le problème. J'ose espérer que ma réponse rendra prudents ceux qui peuvent être séduits par la simplicité de cette thérapie.

(1) Car le pouvoir d'achat est touché pour un montant de 100, alors que la stimulation des exportations l'est à un niveau inférieur. Or, plus précisément, pour une proposition marginale à l'ensemble de l'ordre de 0,6, la demande diminue de 60 de côté de la consommation alors que les exportations augmentent en valeur absolue d'un montant moindre. Et, en présence de cette contraction de la demande, il est peu probable que le secteur du profit temporaire des entreprises s'écroule sans relâche de leurs investissements.

DIPLOME DOCTEUR EN ECONOMIE ORGANISATION FORMATION...  
CANDIDATURE...



## La fin des titres en « papier »

A partir du 1<sup>er</sup> novembre 1984, les détenteurs de valeurs mobilières françaises ne pourront plus les conserver chez eux ou dans le coffre de leur banque sous la forme physique (formulaire imprimé de l'action ou de l'obligation). Ils seront tenus de les déposer en compte auprès de cette même banque, de leur agent de change ou de tout autre intermédiaire agréé, une inscription étant faite auprès de la Sicovam (Société interprofessionnelle pour la compensation de valeurs mobilières), qui gère déjà 1 400 millions de titres français. Cette « dématérialisation » généralisée des titres vise à moderniser une gestion lourde et coûteuse au profit d'un simple jeu d'écriture, grâce à un recours massif à l'ordinateur.

« Tu seras étonné de découvrir que la lettre dans un coffre, sur un paquet de titres, n'est peut-être, la confier au notaire, qui te l'aurait remise après ta mort, ou bien la ranger dans le tiroir de ton bureau. [...] Rassure-toi : tu es d'ailleurs déjà rassuré : les titres y sont. Il me semble entendre ce cri, dès le retour de la banque. Oui, tu cherches aux enfants, il traverse son cripe : « Les titres y sont ! »

Cette citation empruntée à François Mauriac dans le « Nouvel » de la semaine illustre bien l'importance de la lettre physique de leurs titres, seule possession du « papier » pouvant matérialiser, à leurs yeux, une épargne qu'ils avaient tout au plus acceptée, pour des raisons de sécurité, de confier, le plus souvent, au coffre de leur banque.

Peu à peu, les mœurs des « petits porteurs » ont évolué, du moins sur ce point : la situation est aujourd'hui très différente puisque près de 80 % à 90 % des titres émis sont déjà inscrits en compte. Cette opération a pour effet de supprimer toutes les manipulations qui intervenaient une fois par an lors du détachement et du règlement du coupon — une activité encore pesamment assurée par les banques qui passent un après-midi entier avec leurs clients aux guichets de leur banque — ou à l'occasion des opérations de valeurs mobilières consistant à une transaction financière. Tout cela est à présent réalisé par un jeu d'écriture entre les établissements financiers ou les

agents de change concernés, étant bien entendu que l'ensemble des titres représentant ces virements de compte font l'objet d'un dépôt physique auprès de la Sicovam, qui continue à stocker les formulaires imprimés.

Le progrès réalisé est considérable. Ainsi, à l'occasion de la récente opération de dématérialisation industrielle et bancaire, plus de 165 millions de titres ont été échangés en quelques semaines, ce qui a donné lieu, parallèlement, à l'émission de 11 millions d'obligations indemnités. Le simple transfert scriptural a donc permis d'éviter une longue et très coûteuse opération d'acheminement et de comptage de titres entre les intermédiaires financiers qui aurait coûté, à elle seule, un pécuniaire de millions.

Voilà plusieurs années que l'idée de « dématérialisation » complétement les valeurs mobilières a germé dans l'esprit des professionnels, et elle a donné lieu depuis plus de deux ans à de nombreuses études préparatoires entre les divers secteurs concernés, les sociétés intermédiaires et les intermédiaires financiers, avant d'aboutir à un ensemble de textes (1) qui prennent toute leur signification après la publication, au Journal Officiel du 3 mai 1983, du décret d'application de ces mesures. Les principaux points sont les suivants :

**1) DÉLAIS :**  
La dématérialisation des titres entrera en vigueur dix-huit mois après la publication du décret d'application, ce qui correspond au 3 novembre 1984 (donc, en pratique, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1985, l'année prochaine). À partir de ce moment-là, les intermédiaires habités inscrites en compte tous les titres au porteur qu'ils auront en dépôt. Cette procédure automatique n'exigera aucune intervention des propriétaires de ces mêmes titres puisqu'ils les ont déjà confiés, dans la quasi-totalité des cas, à des mêmes intermédiaires.

Ensuite, les porteurs de titres « dématérialisés » (matériellement représentés) auront trois ans et demi pour se conformer aux nouvelles dispositions. Passé ce long délai (dix-huit mois et demi, au total), les titres qui n'auront pas été présentés à la « dématérialisation » seront, par défaut, à l'occasion d'un héritage, seront valables et le produit de cette vente sera confié à la Caisse des Dépôts et consignations, les ayants droit conservant toutefois la possibilité de demander à

bénéficier de ce qui ne sera plus qu'une créance sur le produit de la vente effectuée et qui leur devra faire honorer auprès de la Caisse des Dépôts.

À l'issue de ce long processus, les titres qui entrent dans le champ d'application de cette réforme et qui sont représentés par un formulaire scriptural d'une inscription en compte seront détruits dans des conditions qui n'ont pas été fixées, notamment pour les personnes qui souhaiteraient quelques années aux fins de leur vie privée. Cette destruction sera nécessaire par l'impossibilité de se retrouver dans le SICOVAM que les émetteurs de ces titres, de même que les intermédiaires financiers, pendant dix, vingt ou trente ans du « papier » qui n'aura plus aucune valeur de propriété, impliquant cependant des risques et un coût — disproportionnés au regard de l'utilité qui pourrait en résulter.

**2) CHAMP D'APPLICATION :**  
L'ensemble des valeurs mobilières émises sur le territoire français et soumises à la législation française au titre de « valeurs mobilières », quel que soit leur mode de représentation, quelle que soit leur forme (au porteur ou nominative).

Sont donc concernées :  
— les valeurs admises à la cote officielle ou à la cote du second marché des Bourses françaises ;  
— les actions de SICAV ;  
— les valeurs inscrites sur un marché hors cote dès lors que les mouvements sont suffisants pour justifier une compensation par l'intermédiaire de la Sicovam.

**3) CONDITIONS :**  
Les cas où la figure se présentant pour la transformation des titres « dématérialisés » en titres « dématérialisés » sont :

1) Titres au porteur :  
Aucune modification ne doit intervenir pour le propriétaire du titre puisque, dans la quasi-totalité des cas, il est déjà enregistré auprès des intermédiaires financiers. Dix-huit mois après la publication du décret, à partir du 3 novembre 1984, comme indiqué précédemment, ces mêmes intermédiaires ou contentement d'inscrire en compte les titres au porteur qui sont en leur possession.

2) Titres nominatifs :  
Les titulaires de certificats nominatifs qui, à la date du 3 novembre 1984, ne sont pas inscrits en compte chez un intermédiaire agréé seront priés de conserver ces valeurs mobilières chez le titulaire de « nominatifs nominatifs ». Bien que ces titres soient pris en compte sous la mention de « nominatifs », la mention de « dématérialisés » sera prévue chez l'intermédiaire de la banque ou l'agent de change) le titulaire de l'« dématérialisé » devra, à l'occasion de la justification, les valeurs nominatives en sa possession.

**4) EXCEPTIONS :**  
Contrairement à la règle celle-ci comporte des exceptions, et les cas des emprunts d'Etat et des emprunts P.T.T. qui ne seront pas « dématérialisés » est la suivante :  
— Emprunt d'Etat : 4 1/2 % 1973 à capital garanti ; 3 % 1984-1985 ; 3 % 1986-1987 ; 4 % 1988-1989 ; 5 % 1990-1991 ; 5 % 1992-1993 ; 5 % 1994-1995 ; 5 % 1996-1997 ; 5 % 1998-1999 ; 5 % 2000-2001 ; 5 % 2002-2003 ; 5 % 2004-2005 ; 5 % 2006-2007 ; 5 % 2008-2009 ; 5 % 2010-2011 ; 5 % 2012-2013 ; 5 % 2014-2015 ; 5 % 2016-2017 ; 5 % 2018-2019 ; 5 % 2020-2021 ; 5 % 2022-2023 ; 5 % 2024-2025 ; 5 % 2026-2027 ; 5 % 2028-2029 ; 5 % 2030-2031 ; 5 % 2032-2033 ; 5 % 2034-2035 ; 5 % 2036-2037 ; 5 % 2038-2039 ; 5 % 2040-2041 ; 5 % 2042-2043 ; 5 % 2044-2045 ; 5 % 2046-2047 ; 5 % 2048-2049 ; 5 % 2050-2051 ; 5 % 2052-2053 ; 5 % 2054-2055 ; 5 % 2056-2057 ; 5 % 2058-2059 ; 5 % 2060-2061 ; 5 % 2062-2063 ; 5 % 2064-2065 ; 5 % 2066-2067 ; 5 % 2068-2069 ; 5 % 2070-2071 ; 5 % 2072-2073 ; 5 % 2074-2075 ; 5 % 2076-2077 ; 5 % 2078-2079 ; 5 % 2080-2081 ; 5 % 2082-2083 ; 5 % 2084-2085 ; 5 % 2086-2087 ; 5 % 2088-2089 ; 5 % 2090-2091 ; 5 % 2092-2093 ; 5 % 2094-2095 ; 5 % 2096-2097 ; 5 % 2098-2099 ; 5 % 2100-2101 ; 5 % 2102-2103 ; 5 % 2104-2105 ; 5 % 2106-2107 ; 5 % 2108-2109 ; 5 % 2110-2111 ; 5 % 2112-2113 ; 5 % 2114-2115 ; 5 % 2116-2117 ; 5 % 2118-2119 ; 5 % 2120-2121 ; 5 % 2122-2123 ; 5 % 2124-2125 ; 5 % 2126-2127 ; 5 % 2128-2129 ; 5 % 2130-2131 ; 5 % 2132-2133 ; 5 % 2134-2135 ; 5 % 2136-2137 ; 5 % 2138-2139 ; 5 % 2140-2141 ; 5 % 2142-2143 ; 5 % 2144-2145 ; 5 % 2146-2147 ; 5 % 2148-2149 ; 5 % 2150-2151 ; 5 % 2152-2153 ; 5 % 2154-2155 ; 5 % 2156-2157 ; 5 % 2158-2159 ; 5 % 2160-2161 ; 5 % 2162-2163 ; 5 % 2164-2165 ; 5 % 2166-2167 ; 5 % 2168-2169 ; 5 % 2170-2171 ; 5 % 2172-2173 ; 5 % 2174-2175 ; 5 % 2176-2177 ; 5 % 2178-2179 ; 5 % 2180-2181 ; 5 % 2182-2183 ; 5 % 2184-2185 ; 5 % 2186-2187 ; 5 % 2188-2189 ; 5 % 2190-2191 ; 5 % 2192-2193 ; 5 % 2194-2195 ; 5 % 2196-2197 ; 5 % 2198-2199 ; 5 % 2200-2201 ; 5 % 2202-2203 ; 5 % 2204-2205 ; 5 % 2206-2207 ; 5 % 2208-2209 ; 5 % 2210-2211 ; 5 % 2212-2213 ; 5 % 2214-2215 ; 5 % 2216-2217 ; 5 % 2218-2219 ; 5 % 2220-2221 ; 5 % 2222-2223 ; 5 % 2224-2225 ; 5 % 2226-2227 ; 5 % 2228-2229 ; 5 % 2230-2231 ; 5 % 2232-2233 ; 5 % 2234-2235 ; 5 % 2236-2237 ; 5 % 2238-2239 ; 5 % 2240-2241 ; 5 % 2242-2243 ; 5 % 2244-2245 ; 5 % 2246-2247 ; 5 % 2248-2249 ; 5 % 2250-2251 ; 5 % 2252-2253 ; 5 % 2254-2255 ; 5 % 2256-2257 ; 5 % 2258-2259 ; 5 % 2260-2261 ; 5 % 2262-2263 ; 5 % 2264-2265 ; 5 % 2266-2267 ; 5 % 2268-2269 ; 5 % 2270-2271 ; 5 % 2272-2273 ; 5 % 2274-2275 ; 5 % 2276-2277 ; 5 % 2278-2279 ; 5 % 2280-2281 ; 5 % 2282-2283 ; 5 % 2284-2285 ; 5 % 2286-2287 ; 5 % 2288-2289 ; 5 % 2290-2291 ; 5 % 2292-2293 ; 5 % 2294-2295 ; 5 % 2296-2297 ; 5 % 2298-2299 ; 5 % 2300-2301 ; 5 % 2302-2303 ; 5 % 2304-2305 ; 5 % 2306-2307 ; 5 % 2308-2309 ; 5 % 2310-2311 ; 5 % 2312-2313 ; 5 % 2314-2315 ; 5 % 2316-2317 ; 5 % 2318-2319 ; 5 % 2320-2321 ; 5 % 2322-2323 ; 5 % 2324-2325 ; 5 % 2326-2327 ; 5 % 2328-2329 ; 5 % 2330-2331 ; 5 % 2332-2333 ; 5 % 2334-2335 ; 5 % 2336-2337 ; 5 % 2338-2339 ; 5 % 2340-2341 ; 5 % 2342-2343 ; 5 % 2344-2345 ; 5 % 2346-2347 ; 5 % 2348-2349 ; 5 % 2350-2351 ; 5 % 2352-2353 ; 5 % 2354-2355 ; 5 % 2356-2357 ; 5 % 2358-2359 ; 5 % 2360-2361 ; 5 % 2362-2363 ; 5 % 2364-2365 ; 5 % 2366-2367 ; 5 % 2368-2369 ; 5 % 2370-2371 ; 5 % 2372-2373 ; 5 % 2374-2375 ; 5 % 2376-2377 ; 5 % 2378-2379 ; 5 % 2380-2381 ; 5 % 2382-2383 ; 5 % 2384-2385 ; 5 % 2386-2387 ; 5 % 2388-2389 ; 5 % 2390-2391 ; 5 % 2392-2393 ; 5 % 2394-2395 ; 5 % 2396-2397 ; 5 % 2398-2399 ; 5 % 2400-2401 ; 5 % 2402-2403 ; 5 % 2404-2405 ; 5 % 2406-2407 ; 5 % 2408-2409 ; 5 % 2410-2411 ; 5 % 2412-2413 ; 5 % 2414-2415 ; 5 % 2416-2417 ; 5 % 2418-2419 ; 5 % 2420-2421 ; 5 % 2422-2423 ; 5 % 2424-2425 ; 5 % 2426-2427 ; 5 % 2428-2429 ; 5 % 2430-2431 ; 5 % 2432-2433 ; 5 % 2434-2435 ; 5 % 2436-2437 ; 5 % 2438-2439 ; 5 % 2440-2441 ; 5 % 2442-2443 ; 5 % 2444-2445 ; 5 % 2446-2447 ; 5 % 2448-2449 ; 5 % 2450-2451 ; 5 % 2452-2453 ; 5 % 2454-2455 ; 5 % 2456-2457 ; 5 % 2458-2459 ; 5 % 2460-2461 ; 5 % 2462-2463 ; 5 % 2464-2465 ; 5 % 2466-2467 ; 5 % 2468-2469 ; 5 % 2470-2471 ; 5 % 2472-2473 ; 5 % 2474-2475 ; 5 % 2476-2477 ; 5 % 2478-2479 ; 5 % 2480-2481 ; 5 % 2482-2483 ; 5 % 2484-2485 ; 5 % 2486-2487 ; 5 % 2488-2489 ; 5 % 2490-2491 ; 5 % 2492-2493 ; 5 % 2494-2495 ; 5 % 2496-2497 ; 5 % 2498-2499 ; 5 % 2500-2501 ; 5 % 2502-2503 ; 5 % 2504-2505 ; 5 % 2506-2507 ; 5 % 2508-2509 ; 5 % 2510-2511 ; 5 % 2512-2513 ; 5 % 2514-2515 ; 5 % 2516-2517 ; 5 % 2518-2519 ; 5 % 2520-2521 ; 5 % 2522-2523 ; 5 % 2524-2525 ; 5 % 2526-2527 ; 5 % 2528-2529 ; 5 % 2530-2531 ; 5 % 2532-2533 ; 5 % 2534-2535 ; 5 % 2536-2537 ; 5 % 2538-2539 ; 5 % 2540-2541 ; 5 % 2542-2543 ; 5 % 2544-2545 ; 5 % 2546-2547 ; 5 % 2548-2549 ; 5 % 2550-2551 ; 5 % 2552-2553 ; 5 % 2554-2555 ; 5 % 2556-2557 ; 5 % 2558-2559 ; 5 % 2560-2561 ; 5 % 2562-2563 ; 5 % 2564-2565 ; 5 % 2566-2567 ; 5 % 2568-2569 ; 5 % 2570-2571 ; 5 % 2572-2573 ; 5 % 2574-2575 ; 5 % 2576-2577 ; 5 % 2578-2579 ; 5 % 2580-2581 ; 5 % 2582-2583 ; 5 % 2584-2585 ; 5 % 2586-2587 ; 5 % 2588-2589 ; 5 % 2590-2591 ; 5 % 2592-2593 ; 5 % 2594-2595 ; 5 % 2596-2597 ; 5 % 2598-2599 ; 5 % 2600-2601 ; 5 % 2602-2603 ; 5 % 2604-2605 ; 5 % 2606-2607 ; 5 % 2608-2609 ; 5 % 2610-2611 ; 5 % 2612-2613 ; 5 % 2614-2615 ; 5 % 2616-2617 ; 5 % 2618-2619 ; 5 % 2620-2621 ; 5 % 2622-2623 ; 5 % 2624-2625 ; 5 % 2626-2627 ; 5 % 2628-2629 ; 5 % 2630-2631 ; 5 % 2632-2633 ; 5 % 2634-2635 ; 5 % 2636-2637 ; 5 % 2638-2639 ; 5 % 2640-2641 ; 5 % 2642-2643 ; 5 % 2644-2645 ; 5 % 2646-2647 ; 5 % 2648-2649 ; 5 % 2650-2651 ; 5 % 2652-2653 ; 5 % 2654-2655 ; 5 % 2656-2657 ; 5 % 2658-2659 ; 5 % 2660-2661 ; 5 % 2662-2663 ; 5 % 2664-2665 ; 5 % 2666-2667 ; 5 % 2668-2669 ; 5 % 2670-2671 ; 5 % 2672-2673 ; 5 % 2674-2675 ; 5 % 2676-2677 ; 5 % 2678-2679 ; 5 % 2680-2681 ; 5 % 2682-2683 ; 5 % 2684-2685 ; 5 % 2686-2687 ; 5 % 2688-2689 ; 5 % 2690-2691 ; 5 % 2692-2693 ; 5 % 2694-2695 ; 5 % 2696-2697 ; 5 % 2698-2699 ; 5 % 2700-2701 ; 5 % 2702-2703 ; 5 % 2704-2705 ; 5 % 2706-2707 ; 5 % 2708-2709 ; 5 % 2710-2711 ; 5 % 2712-2713 ; 5 % 2714-2715 ; 5 % 2716-2717 ; 5 % 2718-2719 ; 5 % 2720-2721 ; 5 % 2722-2723 ; 5 % 2724-2725 ; 5 % 2726-2727 ; 5 % 2728-2729 ; 5 % 2730-2731 ; 5 % 2732-2733 ; 5 % 2734-2735 ; 5 % 2736-2737 ; 5 % 2738-2739 ; 5 % 2740-2741 ; 5 % 2742-2743 ; 5 % 2744-2745 ; 5 % 2746-2747 ; 5 % 2748-2749 ; 5 % 2750-2751 ; 5 % 2752-2753 ; 5 % 2754-2755 ; 5 % 2756-2757 ; 5 % 2758-2759 ; 5 % 2760-2761 ; 5 % 2762-2763 ; 5 % 2764-2765 ; 5 % 2766-2767 ; 5 % 2768-2769 ; 5 % 2770-2771 ; 5 % 2772-2773 ; 5 % 2774-2775 ; 5 % 2776-2777 ; 5 % 2778-2779 ; 5 % 2780-2781 ; 5 % 2782-2783 ; 5 % 2784-2785 ; 5 % 2786-2787 ; 5 % 2788-2789 ; 5 % 2790-2791 ; 5 % 2792-2793 ; 5 % 2794-2795 ; 5 % 2796-2797 ; 5 % 2798-2799 ; 5 % 2800-2801 ; 5 % 2802-2803 ; 5 % 2804-2805 ; 5 % 2806-2807 ; 5 % 2808-2809 ; 5 % 2810-2811 ; 5 % 2812-2813 ; 5 % 2814-2815 ; 5 % 2816-2817 ; 5 % 2818-2819 ; 5 % 2820-2821 ; 5 % 2822-2823 ; 5 % 2824-2825 ; 5 % 2826-2827 ; 5 % 2828-2829 ; 5 % 2830-2831 ; 5 % 2832-2833 ; 5 % 2834-2835 ; 5 % 2836-2837 ; 5 % 2838-2839 ; 5 % 2840-2841 ; 5 % 2842-2843 ; 5 % 2844-2845 ; 5 % 2846-2847 ; 5 % 2848-2849 ; 5 % 2850-2851 ; 5 % 2852-2853 ; 5 % 2854-2855 ; 5 % 2856-2857 ; 5 % 2858-2859 ; 5 % 2860-2861 ; 5 % 2862-2863 ; 5 % 2864-2865 ; 5 % 2866-2867 ; 5 % 2868-2869 ; 5 % 2870-2871 ; 5 % 2872-2873 ; 5 % 2874-2875 ; 5 % 2876-2877 ; 5 % 2878-2879 ; 5 % 2880-2881 ; 5 % 2882-2883 ; 5 % 2884-2885 ; 5 % 2886-2887 ; 5 % 2888-2889 ; 5 % 2890-2891 ; 5 % 2892-2893 ; 5 % 2894-2895 ; 5 % 2896-2897 ; 5 % 2898-2899 ; 5 % 2900-2901 ; 5 % 2902-2903 ; 5 % 2904-2905 ; 5 % 2906-2907 ; 5 % 2908-2909 ; 5 % 2910-2911 ; 5 % 2912-2913 ; 5 % 2914-2915 ; 5 % 2916-2917 ; 5 % 2918-2919 ; 5 % 2920-2921 ; 5 % 2922-2923 ; 5 % 2924-2925 ; 5 % 2926-2927 ; 5 % 2928-2929 ; 5 % 2930-2931 ; 5 % 2932-2933 ; 5 % 2934-2935 ; 5 % 2936-2937 ; 5 % 2938-2939 ; 5 % 2940-2941 ; 5 % 2942-2943 ; 5 % 2944-2945 ; 5 % 2946-2947 ; 5 % 2948-2949 ; 5 % 2950-2951 ; 5 % 2952-2953 ; 5 % 2954-2955 ; 5 % 2956-2957 ; 5 % 2958-2959 ; 5 % 2960-2961 ; 5 % 2962-2963 ; 5 % 2964-2965 ; 5 % 2966-2967 ; 5 % 2968-2969 ; 5 % 2970-2971 ; 5 % 2972-2973 ; 5 % 2974-2975 ; 5 % 2976-2977 ; 5 % 2978-2979 ; 5 % 2980-2981 ; 5 % 2982-2983 ; 5 % 2984-2985 ; 5 % 2986-2987 ; 5 % 2988-2989 ; 5 % 2990-2991 ; 5 % 2992-2993 ; 5 % 2994-2995 ; 5 % 2996-2997 ; 5 % 2998-2999 ; 5 % 3000-3001 ; 5 % 3002-3003 ; 5 % 3004-3005 ; 5 % 3006-3007 ; 5 % 3008-3009 ; 5 % 3010-3011 ; 5 % 3012-3013 ; 5 % 3014-3015 ; 5 % 3016-3017 ; 5 % 3018-3019 ; 5 % 3020-3021 ; 5 % 3022-3023 ; 5 % 3024-3025 ; 5 % 3026-3027 ; 5 % 3028-3029 ; 5 % 3030-3031 ; 5 % 3032-3033 ; 5 % 3034-3035 ; 5 % 3036-3037 ; 5 % 3038-3039 ; 5 % 3040-3041 ; 5 % 3042-3043 ; 5 % 3044-3045 ; 5 % 3046-3047 ; 5 % 3048-3049 ; 5 % 3050-3051 ; 5 % 3052-3053 ; 5 % 3054-3055 ; 5 % 3056-3057 ; 5 % 3058-3059 ; 5 % 3060-3061 ; 5 % 3062-3063 ; 5 % 3064-3065 ; 5 % 3066-3067 ; 5 % 3068-3069 ; 5 % 3070-3071 ; 5 % 3072-3073 ; 5 % 3074-3075 ; 5 % 3076-3077 ; 5 % 3078-3079 ; 5 % 3080-3081 ; 5 % 3082-3083 ; 5 % 3084-3085 ; 5 % 3086-3087 ; 5 % 3088-3089 ; 5 % 3090-3091 ; 5 % 3092-3093 ; 5 % 3094-3095 ; 5 % 3096-3097 ; 5 % 3098-3099 ; 5 % 3100-3101 ; 5 % 3102-3103 ; 5 % 3104-3105 ; 5 % 3106-3107 ; 5 % 3108-3109 ; 5 % 3110-3111 ; 5 % 3112-3113 ; 5 % 3114-3115 ; 5 % 3116-3117 ; 5 % 3118-3119 ; 5 % 3120-3121 ; 5 % 3122-3123 ; 5 % 3124-3125 ; 5 % 3126-3127 ; 5 % 3128-3129 ; 5 % 3130-3131 ; 5 % 3132-3133 ; 5 % 3134-3135 ; 5 % 3136-3137 ; 5 % 3138-3139 ; 5 % 3140-3141 ; 5 % 3142-3143 ; 5 % 3144-3145 ; 5 % 3146-3147 ; 5 % 3148-3149 ; 5 % 3150-3151 ; 5 % 3152-3153 ; 5 % 3154-3155 ; 5 % 3156-3157 ; 5 % 3158-3159 ; 5 % 3160-3161 ; 5 % 3162-3163 ; 5 % 3164-3165 ; 5 % 3166-3167 ; 5 % 3168-3169 ; 5 % 3170-3171 ; 5 % 3172-3173 ; 5 % 3174-3175 ; 5 % 3176-3177 ; 5 % 3178-3179 ; 5 % 3180-3181 ; 5 % 3182-3183 ; 5 % 3184-3185 ; 5 % 3186-3187 ; 5 % 3188-3189 ; 5 % 3190-3191 ; 5 % 3192-3193 ; 5 % 3194-3195 ; 5 % 3196-3197 ; 5 % 3198-3199 ; 5 % 3200-3201 ; 5 % 3202-3203 ; 5 % 3204-3205 ; 5 % 3206-3207 ; 5 % 3208-3209 ; 5 % 3210-3211 ; 5 % 3212-3213 ; 5 % 3214-3215 ; 5 % 3216-3217 ; 5 % 3218-3219 ; 5 % 3220-3221 ; 5 % 3222-3223 ; 5 % 3224-3225 ; 5 % 3226-3227 ; 5 % 3228-3229 ; 5 % 3230-3231 ; 5 % 3232-3233 ; 5 % 3234-3235 ; 5 % 3236-3237 ; 5 % 3238-3239 ; 5 % 3240-3241 ; 5 % 3242-3243 ; 5 % 3244-3245 ; 5 % 3246-3247 ; 5 % 3248-3249 ; 5 % 3250-3251 ; 5 % 3252-3253 ; 5 % 3254-3255 ; 5 % 3256-3257 ; 5 % 3258-3259 ; 5 % 3260-3261 ; 5 % 3262-3263 ; 5 % 3264-3265 ; 5 % 3266-3267 ; 5 % 3268-3269 ; 5 % 3270-3271 ; 5 % 3272-3273 ; 5 % 3274-3275 ; 5 % 3276-3277 ; 5 % 3278-3279 ; 5 % 3280-3281 ; 5 % 3282-3283 ; 5 % 3284-3285 ; 5 % 3286-3287 ; 5 % 3288-3289 ; 5 % 3290-3291 ; 5 % 3292-3293 ; 5 % 3294-3295 ; 5 % 3296-3297 ; 5 % 3298-3299 ; 5 % 3300-3301 ; 5 % 3302-3303 ; 5 % 3304-3305 ; 5 % 3306-3307 ; 5 % 3308-3309 ; 5 % 3310-3311 ; 5 % 3312-3313 ; 5 % 3314-3315 ; 5 % 3316-3317 ; 5 % 3318-3319 ; 5 % 3320-3321 ; 5 % 3322-3323 ; 5 % 3324-3325 ; 5 % 3326-3327 ; 5 % 3328-3329 ; 5 % 3330-3331 ; 5 % 3332-3333 ; 5 % 3334-3335 ; 5 % 3336-3337 ; 5 % 3338-3339 ; 5 % 3340-3341 ; 5 % 3342-3343 ; 5 % 3344-3345 ; 5 % 3346-3347 ; 5 % 3348-3349 ; 5 % 3350-3351 ; 5 % 3352-3353 ; 5 % 3354-3355 ; 5 % 3356-3357 ; 5 % 3358-3359 ; 5 % 3360-3361 ; 5 % 3362-3363 ; 5 % 3364-3365 ; 5 % 3366-3367 ; 5 % 3368-3369 ; 5 % 3370-3371 ; 5 % 3372-3373 ; 5 % 3374-3375 ; 5 % 3376-3377 ; 5 % 3378-3379 ; 5 % 3380-3381 ; 5 % 3382-3383 ; 5 % 3384-3385 ; 5 % 3386-3387 ; 5



## Le Brésil, un partenaire commercial pour la France en Afrique

par GABRIEL COLO (\*)

L'AFRIQUE, et notamment les marchés privilégiés francophones, constituent la seule zone d'exportation structurée du commerce extérieur français. Or, la part française sur ces marchés se rétrécit à vue d'œil : entre 1975 et 1981, les pays de cette zone ont augmenté leurs importations globales de 113 %, tandis que les importations en provenance de la France ne se sont accrues que de 62 %.

Comment réagir à cette évolution ?

Dans le tiers-monde, et en particulier dans sa zone privilégiée d'Afrique, la France est surtout concurrencée par d'autres pays du tiers-monde, les pays dits néo-industriels. Un récent rapport (1) établit que 30 % des exportations françaises perdues par la France dans le tiers-monde entre 1973 et 1980 l'ont été au bénéfice des pays du Brésil.

Un pays, le Brésil, fait partie du peloton à tête neuve des nouveaux pays du tiers-monde en Afrique. Sa pénétration commerciale s'accroît d'année en année : de 1971 à 1981, elle a augmenté de 2 287 % (passant de 71 millions à 1 695 millions de dollars), tandis que l'augmentation de l'ensemble des ventes à l'étranger n'a été que de 702 % durant la même période ; d'où un accroissement de la part de l'Afrique dans les ventes brésiliennes à l'étranger, passée de 2,2 % à 7,8 %. Les produits et services brésiliens proposés en Afrique sont très divers : routes, barrages, logements et centres universitaires, sucreries, avions, locomotives, wagons, usine de traitement

du soja, bateaux de pêche, usine d'éthanol combustible, voitures, etc.

Cet effort du Brésil envers le continent noir s'explique par quatre raisons :

1) L'Afrique pour le Brésil est tout d'abord le pays d'en face, et les nations de la côte occidentale africaine sont ses voisins d'outre-mer.

2) Le Brésil est le deuxième pays noir du monde après la Nigeria, et la seule nation véritablement méditerranéenne.

3) Le Brésil a bâti sous les tropiques le plus important parc industriel du tiers-monde : ses produits ont été conçus en fonction d'un environnement difficile et dans des conditions climatiques variées.

4) Last but not least, ses crédits sont particulièrement compétitifs (par exemple dans le domaine des travaux publics).

Cependant, la parole croisée du Brésil en Afrique a beaucoup moins attiré l'attention de l'opinion française que celle de Cuba. Or, la présence brésilienne, et non celle de Cuba, risque dans un proche avenir de prendre une ampleur insoupçonnée.

### Une base industrielle déjà considérable

1) Le poids industriel du Brésil de lui-même est déjà considérable. Il est le deuxième pays d'Amérique latine, après le Mexique, et le troisième du continent américain, après les États-Unis et le Canada.

ment de l'industrie brésilienne. Celle-ci à elle seule équivaut en gros aux industries du Brésil du Sud, de l'Inde, de Singapour, de Taïwan et de Hongkong mises ensemble. Toutefois, l'inverse de la Corée, le Brésil constitue essentiellement la base de son marché intérieur. Les exportations brésiliennes n'ont pris leur essor qu'au début des années 70. Elles dépassent aujourd'hui celle de la Corée, tout en ne représentant que 10 % de son P.N.B. Si elles avaient atteint le niveau coréen - 30 % du P.N.B. - leur montant se serait élevé en 1981 à 70 milliards de dollars au lieu de 23 milliards, c'est-à-dire l'équivalent des exportations françaises de 1977.

2) Les pays néo-industriels du Sud-Est asiatique commercent essentiellement avec le Nord. Le Brésil, en revanche, privilégie les pays du Sud : de 12 % de ses exportations en 1960, ces pays passaient en 1980 à 38 %. Cette tendance est encore plus nette quand il s'agit d'un « continent d'en face », car si d'un côté les pays africains produisent les mêmes biens traditionnels que le Brésil, en revanche ils ont besoin de ses produits modernes qui, en prime, sont offerts déjà « tropicalement ». Le Brésil, pour sa part, trouve en Afrique les quelques matières premières qui lui manquent (pétrole, phosphate, cuivre). Et la géopolitique ne fait qu'accroître le mouvement : les multinationales, notamment américaines, craignent d'utiliser l'Afrique du Sud comme base de réexportation vers les autres pays du continent. C'est donc à partir du Brésil qu'elles envisagent de plus en plus de desservir les marchés africains.

3) Un autre atout ajouté à ces facteurs est le prix. Depuis 1970, des produits aussi variés que des autobus, des rails, réfrigérateurs ou des radios peuvent être achetés à des conditions avantageuses. Autre indice favorable : le rapport investissement-accroissement de la production. En 1968-1973, le Brésil a investi 2,1 % de son P.N.B. dans la production, tandis qu'en Corée il était de 2,5. Par conséquent, l'ensemble des aides fiscales permettant d'avoir des prix à l'exportation de 40 à 50 % inférieurs aux prix de vente usine.

### Réaliser des accords de compensation

Fort de ces atouts, le Brésil s'apprête à s'implanter en force en Afrique. Mais d'autres nations sont également sur cette voie, tel le Japon, ou s'apprêtent à le prendre, comme la Corée ou l'Inde. Il est donc de plus en plus urgent de plus en plus, sur la défensive. Les nations des deux régions nouvellement industrialisées, le Sud-Est asiatique et l'Amérique latine, ont de grandes chances de rejeter hors d'Afrique toute une partie de l'industrie française. Un regain d'agressivité des États-Unis ou du Canada, comme cela semble être le cas, ne ferait qu'accroître le danger.

Se constituer en hérisson sur son « territoire » ne ferait que retarder les échéances. C'est pourquoi, au contraire, la France a intérêt à choisir un allié parmi les nouveaux concurrents, lui offrant de préférence à d'autres les positions qu'on devra de toute façon abandonner, et obtenant en échange sur son marché intérieur ou par des actions conjuguées sur des pays tiers ce que, seule, elle n'a pu obtenir à ce jour. Le Brésil paraît être le meilleur candidat à ce titre de partenaire privilégié.

La dette extérieure du Brésil l'oblige à n'acheter qu'aux nations susceptibles de lui prendre en échange des biens manufacturés. Le (Spar Aerospace) a réussi à vendre au Brésil son satellite de télécommunications parce qu'il a été capable d'acheter en échange pour 250 millions de dollars d'équipements destinés à l'industrie du papier et de la cellulose.

Mais l'appât brésilien de vendre à l'étranger se heurte à l'impossibilité croissante d'exporter en France. Car, le commerce Brésil-France étant en permanence défavorable à cette dernière, le moyen le plus sûr de couvrir le déficit est d'acheter en France. CAF-FOB des quatre dernières années : 67,4 %, celle-ci est du mal à ouvrir davantage son marché intérieur, même si elle est de plus en plus, une condition sine qua non pour vendre des hélicoptères, des radars, des T.G.V., etc. Faute de débouchés en France, les exportateurs brésiliens sont tentés de plus en plus par l'Afrique francophone.

(\*) Conseil en développement international.

précisément qu'une issue parait toute trouvée pour réaliser des accords de compensation. Elle consisterait à envisager un accord global par lequel on ouvrirait, de propos délibéré, les réseaux français en Afrique aux produits brésiliens. En échange de quoi, on obtiendrait des « crédits d'importation » au Brésil en faveur des produits français à technologie avancée. Une telle ouverture sur l'Afrique se réaliserait, autant que possible, sur des produits complémentaires des fabrications françaises ou, du moins, correspondant à des créances en train d'être payées au profit d'autres concurrents, asiatiques ou non.

Une telle entente, malgré des risques indéniables, pourrait sans doute être le plus souvent favorable à la France. En effet, vendre des produits complémentaires aux siens, c'est faire travailler les réseaux commerciaux français. Céder aux Brésiliens, et non aux Asiatiques, des créances en déclin, signifie avoir des chances d'obtenir des contreparties. Et même, prendre en main le cas échéant des filiales brésiliennes de sociétés américaines est préférable à voir venir leurs maisons-mères, car, ici aussi, on pourra s'attendre à des contreparties au Brésil, et évidemment pas aux États-Unis.

France et Brésil pourraient encore prospecter ensemble de nouvelles zones géographiques au Proche-Orient et dans le Sud-Est asiatique. Cela est envisageable avec un marché de chances de succès avec le Brésil, et plus difficilement avec d'autres pays tels la Corée ou l'Inde. Ces derniers pays ont déjà une surconcentration de leurs activités sur ces régions, et notamment au Proche-Orient. Le Brésil, à l'inverse, n'y est pas présent, sauf en tant que fournisseur de produits. France et Brésil auraient donc plus à gagner qu'à perdre à s'entendre : l'un économiserait du temps sur des marchés pour lui inconnus, et l'autre aurait la possibilité de s'appuyer sur le plus grand pays à industrialisation récente, afin de mieux affronter les nouvelles puissances économiques d'Asie.

Plus importante encore que tous ces faits, la coopération avec le Brésil dans des pays tiers aurait beaucoup à offrir à la France (et pas seulement à elle seule) : à terme, de la liste de fournisseurs de pays continentaux. L'Allemagne, grâce à des investissements massifs depuis trente ans, a pu occuper une position dominante en Afrique.

Les filiales brésiliennes de Bayer, Boehr, Volkswagen, etc., vendent à leurs maisons-mères les produits que celles-ci ne sont pas capables de fabriquer de façon compétitive. Ainsi, les importations allemandes en provenance du Brésil sont constituées pour environ 50 % de produits manufacturés (70 % pour l'Angleterre), tandis que ce chiffre n'est que de 25 % pour la France (et encore, il s'agit surtout de semi-manufactures). Car la France n'est que le dixième ou septième investisseur étranger selon les années, et tout indique qu'elle restera à ce rang déglacé. Les chances donc que l'industrie brésilienne prenne par ce biais davantage d'appui sur celle de la France sont voisines de zéro.

Une complémentarité entre les deux industries - condition indispensable des futures ventes françaises - pourrait se développer sur des marchés tiers. Le Brésil achète de la France des produits à technologie avancée dans la mesure où les produits brésiliens à technologie intermédiaire pourront toujours davantage s'insérer aux ventes françaises à des termes parties.

(1) Voir rapport Ventagol, présenté le 10 mai 1982.

### INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance avec les entreprises

#### 2<sup>e</sup> CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau  
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2<sup>e</sup> année de Prépa.

#### 3<sup>e</sup> CYCLE MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à de jeunes cadres.



IGS  
ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR

Établissement privé d'enseignement supérieur

Prochains cycles de formation  
1<sup>er</sup> juillet 1983

Dossier de candidature et brochure détaillée (en précisant le cycle) à IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

# Quand nous atterrissons, vous pouvez repartir le soir même.

Souvent, les vols vers l'Afrique occidentale arrivent à destination tard dans la soirée. Avec des difficultés pour prendre une correspondance. Nigeria Airways a programmé des vols pour atterrir dans la journée, avec une avance suffisante sur les vols en correspondance.

En particulier nos vols internationaux correspondent parfaitement aux horaires de nos lignes intérieures et aux correspondances vers les autres pays africains.

Évitez les pertes de temps et les nuits d'hôtels, choisissez Nigeria Airways pour vos déplacements vers l'Afrique occidentale.



**NIGERIA AIRWAYS**  
La compagnie privilégiée d'Afrique occidentale

APPELÉZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE OU NIGERIA AIRWAYS

Paris/Lagos direct par gros porteur.

هنا من الرحلة

Informatique

S

di



REPRODUCTION INTERDITE

\*\*\* LE MONDE - Mardi 31 mai 1983 - Page 23

|                   |        |                |
|-------------------|--------|----------------|
| OFFRES D'EMPLOI   | 77,00  | La page T.T.C. |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80  | 81,32          |
| IMMOBILIER        | 11,40  | 27,04          |
| AUTOMOBILES       | 52,00  | 61,67          |
| AGENDA            | 151,80 | 180,03         |

## ANNONCES CLASSEES

|                    |         |                |
|--------------------|---------|----------------|
| ANNONCES ENCADREES | La page | La page T.T.C. |
| OFFRES D'EMPLOI    | 43,40   | 57,47          |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 11,40   | 15,42          |
| IMMOBILIER         | 5,70    | 7,71           |
| AUTOMOBILES        | 33,60   | 43,95          |
| AGENDA             | 33,60   | 43,95          |

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctionnaires Nationaux et Internationalistes

**GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**  
leader dans sa spécialité  
recherche pour son siège Paris

### directeur des services comptables

« Ce collaborateur de haut niveau sera attaché à la Direction Générale administrative et financière, et prendra en charge la coordination des procédures financières et comptables du Groupe, en vue de conforter l'homogénéité et la performance du système, et d'élaborer des synthèses destinées à la D.G. »

« DECS minimum : ICG ou École de Gestion. Expérience d'expert comptable ou d'audit en Cabinet. Maîtrise de la comptabilité analytique en milieu industriel. Dialogue constant avec les informaticiens. Management d'une équipe hautement compétente. Âge minimum 35 ans. »

Adressez Curriculum-Vitae s/réf. 167, à  
LPA - GENEVA  
11, square Jamin, 75016 Paris.



### Secrétaire général

300.000 F

Cet organisme, établissement public industriel et commercial (environ 1000 personnes), spécialisé dans la recherche appliquée, recherche son secrétaire général. Véritable chef de service général pour la gestion et l'administration de l'organisme, il assurera personnellement la direction des affaires générales et superviser l'ensemble des services : finances-comptabilité, administratif, juridique - affaires industrielles, techniques générales. Il dirigera globalement une section des affaires. Du poste commercial il est un diplôme d'enseignement supérieur (ingénieur ou autre) l'expérience d'un cadre scientifique et technique, âgé d'au moins 35 ans, possédant de larges connaissances en problèmes sociaux, administratifs et de gestion acquises par exemple dans la direction d'un établissement, d'une filiale ou dans un poste de responsabilité similaire. Il devra pouvoir s'intégrer avec aisance dans un milieu scientifique comprenant des chercheurs ingénieurs et techniciens supérieurs. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs sans fonction de l'expérience, sera versée en grande partie sous forme de primes. Écrire à Ph. LESAGE.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.  
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Rome - Strasbourg - Wiesbaden



### Directeur commercial

300.000 F

Systèmes électroniques - La filiale française d'un important groupe can, spécialisée dans la commercialisation de systèmes de protection électronique, recherche un directeur commercial. Il sera responsable du développement commercial de la société, assurera la gestion d'une équipe d'hommes qualifiés (techniciens et ingénieurs commerciaux) qu'il contrôlera et dynamisera. Outre les tâches classiques de directeur commercial, il devra être capable d'un homme de terrain rompu à la négociation de haut niveau, principalement dans le milieu de la distribution et de la vente de matériel électronique. Il sera chargé de la distribution et de la vente de matériel électronique. Le poste ne sera confié qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, titulaire d'un diplôme supérieur commercial, ayant travaillé avec succès une clientèle analogue, dans le secteur informatique, électronique. La rémunération de la distribution et de la vente d'un concept de matériel électronique, qui assure un angle de vue vivant et complet. La rémunération annuelle de l'ordre de 300.000 francs (constituée d'une partie variable) sera versée en grande partie sous forme de primes. Écrire à H. MICHON.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.  
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Rome - Strasbourg - Wiesbaden

## Super directeur usine Normandie frais et surgelé obligeant...

« Si vous n'avez jamais fait de viandes, vous allez devenir le responsable d'un de nos centres de production. Celui de Normandie (50 T/jour, des produits frais et surgelés). Vous aurez une expérience et des caractéristiques personnelles de dirigeant comptant davantage que vos compétences en agro-alimentaire. Directeur d'usine, vous savez être l'homme des relations humaines, de l'organisation, de la qualité, de la gestion, de la logistique et des relations extérieures. Vous savez aussi coordonner la production et l'établissement en fonction des besoins commerciaux, pour motiver votre encadrement et veiller sur le terrain aux résultats qui font la qualité, la rentabilité et les bonnes relations de travail. »

Un beau métier que celui qui consiste à préparer le steak quotidien de nos concitoyens, celui d'aujourd'hui et celui de demain. Une belle usine (110 personnes, 400 t/jour). D'importants investissements à réaliser dans les prochains mois et les prochaines années pour améliorer la recherche et l'étude de développement menés par l'entreprise, un des leaders de cette jeune profession.

Parce que vous êtes un décideur qui aime le pouvoir, vous prendrez totalement en charge votre unité. Comme vous êtes également un réalisateur qui aime conduire le développement et préparer le futur, vous vous intégrez intelligemment dans l'équipe du site. Très compétent, vous serez responsable de la production. Votre profil : la quarantaine alerte et dynamique et une formation d'ingénieur (Agro, Agri, Ensis ou n'importe quelle autre). Et si vous n'avez pas de diplôme, mais une bonne expérience, vous aussi, vous écrivez aux responsables de SIRCA. Référence 314 930M. Confidentialité garantie.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

## Informatique

### Directeur « études et développement »

Nous sommes un important groupe de production et distribution dans le domaine de l'informatique (proche banlieue). Notre service informatique, d'une cinquantaine de personnes est équipé de 2 IBM 370 dans un environnement de développement CICS et base de données.

Dans le cadre de notre expansion, nous créons le poste de Directeur des Etudes.

Sous la responsabilité du directeur informatique, il sera chargé de coordonner et de superviser le développement et la réalisation d'importants projets (administration, gestion de production, gestion commerciale).

Ingénieur Grande École de formation, le candidat que nous recherchons devra justifier d'une expérience d'au moins 10 ans.

Il aura l'expérience de la direction de projets et lui permettra d'encadrer et de motiver l'équipe des études (10 personnes).

Homme de contact et bon organisateur, il devra être capable de travailler en place des stratégies.

Ce poste conviendrait à un informaticien de haut niveau, motivé par le management et l'organisation.

L'expérience, la rémunération sera de l'ordre de 250 000 F +.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe le nom de l'entreprise : DAIN - ECL recrutement - 65, rue Hermet 75018 PARIS.



### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

L'Institut Français de Gestion, groupe IFC, est leader sur son marché. Le directeur général recherche son directeur administratif et financier.

Il a plusieurs domaines de responsabilité :

- service administratif,
- service comptable et contrôle de gestion,
- gestion de la trésorerie et relations avec les banques,
- service achats.

Il participe par ailleurs à la mise en place d'une informatique de gestion. Rattaché au directeur général, il est membre du comité de direction. Pour ce poste évolutif à moyen terme, nous recherchons un professionnel de formation ESCA, ICG, DECS, possédant une expérience confirmée dans un service administratif et financier, justifiant de bonnes connaissances en gestion d'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M13618 K, à :

**EGOR SA**  
8 rue de Bani 75008 Paris

PARIS LYON NANTES TOULOUSE BORDEAUX PERPIGNAN ROMAN

## stoc

recherchent

### directeurs

Si vous aimez le commerce et la gestion, si vous voulez animer une équipe d'une vingtaine de personnes de réelles responsabilités, si vous avez le niveau BAC, BTS, DUT ou une expérience de la distribution, nous avons des postes disponibles immédiatement. Nous vous offrons une formation adaptée à l'entreprise et une possibilité d'avancer au sein du Groupe.

**COMPTOIRS MODERNES**  
(Région Parisienne, Nord et Nord-Est de France).

Ecrivez-nous une lettre manuscrite avec C.V. et photo s/réf. 1/M à :  
**RECRUTEMENT STOC**  
BP 9 - 77101 MEAUX



### AFRIQUE FRANCOPHONE

Nous recherchons d'urgence pour le principal brasserie d'une filiale africaine d'un groupe européen, un responsable pour le poste de :

### DIRECTEUR TECHNIQUE DE BRASSERIE

Solidairement expérimenté, doté de réelles qualités humaines, il aura la responsabilité de toute la gestion technique tant pour la fabrication que l'entretien d'une brasserie d'une capacité de 100.000 hl/année. Il veillera au bon entretien des installations, maintiendra la qualité des produits fabriqués en respectant les normes imposées, assurera la contraction des prix de revient (freintes, consommations, productivité...), gèrera ses stocks.

Agé de 35 ans ou minimum, il sera de formation de type ingénieur spécialisé en brasserie et aura acquis une expérience de plusieurs années dans une fonction analogue. Une connaissance de l'Outre-Mer constitue un avantage.

Outre un salaire intéressant, de réels avantages vous seront garantis.

En toute discrétion, adressez sous votre curriculum vitae à :

**UNIBRA** - service personnel  
av. des Arts 40 - 1040 Bruxelles - Belgique

SSCI d'importance nationale, en expansion, organisée en 7 agences régionales autonomes, recherche des prestations informatiques et la vente de progiciels de gestion opérationnels sur systèmes IBM, nous recherchons :

### 2 DIRECTEURS D'AGENCE

■ PARIS CENTRE dont l'actuel Directeur doit être promu à d'autres fonctions.

■ REGION NORD, agence à créer.

Leur formation à PARIS en position d'adjoint comportera : l'animation de l'équipe commerciale et la coordination des équipes techniques et la gestion du Centre de Profit (objectifs).

Nous souhaitons rencontrer des candidats(tes) ayant le profil suivant : plus de 30 ans, très bonne connaissance de la gamme IBM et DSGD, manager et commercial, comportement autonome et expérience du terrain, l'animation et la gestion.

**SCRIBE** 4, avenue Hoche  
75008 PARIS

nos mandats pour recevoir votre candidature





# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## LES MAISONS BRUNO PETIT

LE PRÉSIDENT

Monsieur,

Le Groupe que j'ai fondé il y a 10 ans se porte bien. Avec plus de 3000 maisons construites par an, nous sommes parmi les tout premiers constructeurs de maisons individuelles.

Pour notre région NORD-OUEST (CHERBOURG, PARIS, LILLE), je recherche un Directeur Régional.

Très autonome, il dirige une région, choisit son personnel, arbitre et décide. Il est à la tête d'une véritable entreprise de 500 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de 250 millions de francs. Il est secondé dans sa mission par une équipe de Cadres expérimentés et efficaces.

Il n'est pas indispensable que vous connaissiez notre métier pour réussir. J'attends de vous des qualités de gestionnaire et d'animateur plus qu'une formation ou une expérience spécifique.

La rémunération est élevée.

J'attends personnellement votre réponse.

*I. Bruno Petit*

Ivan BRUNO PETIT

LA MARTINIÈRE - 21, RUE DES CAPUCINS, 92190 NEUDON - TÉL. 584.75.05

L'Association du Lotissement d'Avoriaz et  
L'Office du Tourisme recrutent

## LE DIRECTEUR DE LA STATION D'AVORIAZ

Ce poste de Directeur comporte deux fonctions :

- 1 - Office du Tourisme : accueil, information (radio, etc.), syndicat d'initiative, animation sports et loisirs, relations publiques.
- 2 - Exploitation technique de la station : transports, entretien, déneigement, etc.

Agé de 35 ans minimum ; homme de terrain, ayant l'expérience de la direction d'une équipe ; homme d'analyse et de synthèse, il devra être capable de préparer les éléments permettant aux différentes instances de prononcer : homme de décision, d'autorité, de dialogue et de sens politique, il devra vivre sur la station toute l'année. Anglais souhaité.

Envoyer C.V., photographie et références sous référence M/M/M à :

**GRH conseils**

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.  
Discrétion assurée.

## financial controller

Vous êtes un entrepreneur et vous voulez participer au démarrage de la succursale française d'un Groupe Californien ? Vous êtes un homme d'affaires et vous voulez développer votre activité ? Vous êtes un homme d'affaires et vous voulez développer votre activité ? Vous êtes un homme d'affaires et vous voulez développer votre activité ?

**I.C.A.** International Classified Advertising  
NEW YORK

LA VILLE DE LORIENT

Recrute un

## DIRECTEUR DE SERVICE ADMINISTRATIF

Pour assurer les fonctions de directeur de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Responsable de la coordination de l'action de la ville dans le domaine éducatif. Il sera chargé de la gestion des questions d'enseignement et de formation professionnelle, ainsi que des activités socio-éducatives, post et para-scolaires.

Adresser candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur Le Député-Maire de LORIENT, pour le 20 juin 1983, dernier délai.

Recherche pour

## DIRECTION RAYON PLONGÉE

Jeune homme avec réf. Cluses et parfaite connaissance de la plongée sous-marine.

Env. C.V. et prêt, salaires : MAZURA MARINE, Place du 30 Juin, A. Le Goff, 92100 Boulogne.

## directeur des achats 230.000+

Nous sommes une très importante société agro-alimentaire et recherchons aujourd'hui notre Directeur des Achats. Ce collaborateur devra gérer un budget de 150 millions de francs et diriger un service de 5 personnes : approvisionnement - contrôle - gestion de stock. Il contactera et négociera personnellement avec nos fournisseurs d'armes, d'emballages et de carburants. A LORIENT, il se verra confier les achats de nos matières premières. C'est un spécialiste de la fonction achats que nous voulons recruter, ayant si possible l'expérience des achats dans le secteur agro-alimentaire. Nous voulons un candidat à fort potentiel capable d'évoluer avec notre entreprise. Une bonne pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est à pourvoir à 120 km au Nord de Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 218.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Hausmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, s.a.

## futur directeur commercial

### LES TISSAGES DE GRAVIGNY

Nous sommes une division de la S.A. DECROIX (S.T.B.) spécialisée dans la création, la fabrication et la commercialisation de tissu d'ameublement haut-de-gamme. Nous recherchons un Cadre Commercial qui, directement rattaché à la Direction Générale, participera à l'élaboration de la politique commerciale et se verra confier le développement des ventes auprès de nos clients, éditeurs - grossistes répartis dans le monde entier. Ce collaborateur participera, en liaison avec l'atelier de création, à la mise au point de nouveaux tissus, et conseillera les clients dans la sélection des produits. Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum, ayant une expérience de vente de produits de luxe sur le tissu d'ameublement, habilement, puis, etc.) auprès d'une clientèle internationale, sachant parler Anglais et si possible Allemand, et capable de seconder directement le Directeur Général. Le poste est basé à PARIS, mais nécessite de nombreux déplacements de courte durée.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A.235.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Hausmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, s.a.

Notre client : L'éditeur espagnol de livres d'enfants, nous sommes en Espagne dans le domaine du livre d'enfant. Pour nos clients en Espagne et à Saint-Domingue, grâce à notre représentation en Amérique du Sud, notre Groupe poursuit son expansion. Nous recherchons aujourd'hui un

JEUNE PROFESSIONNEL DE L'ÉDITION pour

## CRÉER NOTRE FILIALE FRANCE LIVRES D'ENFANTS

Le poste : après formation en Espagne, le responsable devra implanter les ventes en France, en Suisse et en Belgique, de l'édition française de nos produits, tant auprès de la distribution traditionnelle qu'auprès des magasins spécialisés et grandes surfaces. Il devra : organiser, animer, contrôler l'équipe sera responsable de la mise en œuvre d'objectifs dynamiques.

L'homme (la femme) que nous recherchons : possède un solide niveau de culture générale, est un professionnel du livre et a travaillé bien, pour avoir pratiqué, les différentes formes de distribution. La langue maternelle française, il a de nombreuses connaissances en espagnol. Rigoureux et efficace dans son activité, il sait être à l'écoute de ses collaborateurs avec la jeune Direction de notre Groupe et l'humain.

Pour vous rencontrer : Si vous êtes celui (celle) que nous recherchons, veuillez nous parvenir votre dossier (CV, photo et rémunération actuelle), sous référence 42.268 LM à MERCURI URVAL - Avenue 6 - 11100 LORIENT

**Mercuri Urval**

## COOPÉRATIVE AGRICOLE Céréales - Approvisionnement

C.A. 260 millions de francs  
Collecte céréales : 1,2 million de quintaux

Cette entreprise, qui possède de larges possibilités de développement, est située dans une grande ville du Nord de la France.

## DIRECTEUR

qui remplacera le titulaire actuel à son prochain départ à la retraite. Cette fonction importante exige un homme de premier plan diplômé d'une grande école ou autodidacte confirmé. Excellent gestionnaire, il sera capable d'être à l'écoute des adhérents et de penser au développement de la coopérative.

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

Ecrire à :

« ACTUALITÉS AGRICOLES »  
12, rue du Colonel-Driant - 75001 PARIS

مكاتب العمل



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

### conseiller les entreprises qui recrutent...

la petite annonce d'offres d'emploi est une Technique de communication à elle-même au premier chef. un besoin en ressources humaines, elle est aussi porteuse de l'identité de l'entreprise auprès du public.

### responsable de développement

A l'aise dans le tissu de la région Rhône-Alpes, il développera notre image et nos services auprès des chefs du personnel... chargé de recrutement. Connaître la presse régionale, maîtriser la rédaction d'une annonce, acquiescer le sens graphique et, surtout, comprendre le profil des postes à pourvoir deviendront très vite son pain quotidien.

Alors, vous qui êtes un jeune diplômé, qui aimez les contacts et allez vite à l'essentiel, vous pouvez nous rejoindre.

S'il vous tente d'en parler d'avantage, nous vous remercions d'adresser votre candidature avec photo et prétentions à, sous référence 71011

CONTESSÉ LYON 74, rue 69363 LYON CEDEX 07.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## DIRECTEUR DE L'INSPECTION

350.000 F +

Banque Corporelle du Bâtiment et des Travaux Publics - B.T.P. - (400 personnes - 7 Agences), recherche pour son siège à PARIS, un Directeur de l'Inspection.

Directement rattaché au Président, il dispose d'une équipe d'une vingtaine de personnes pour assurer une double mission d'assistance technique et de surveillance.

A ce titre, la Direction de l'Inspection coopère avec les Directions d'Exploitation en matière d'engagements (délégation conjointe de prises de garanties et de formation technique des agents. Elle a la responsabilité des affaires spéciales (délégations ou pré-contentieuses).

La mission de surveillance qu'il assure, couvre l'inspection et le contrôle de l'ensemble des services du siège et des agences. Elle bénéficie des compétences les plus étendues pour la vérification du bon exercice des délégations en matière d'engagements et de gestion décentralisée.

Membre de l'équipe de Direction, le Directeur de l'Inspection participe à l'élaboration de la politique générale de la Banque et au suivi des réalisations.

La personne recherchée, titulaire d'un diplôme d'études supérieures, doit être âgée de plus de 40 ans et avoir une expérience bancaire d'au moins 15 ans, dont l'essentiel dans une fonction d'inspection à un niveau élevé.

La préférence sera donnée à un candidat connaissant le milieu du B.T.P. et apte à concilier l'autorité de sa fonction avec le sens du dialogue nécessaire à l'animation d'équipes.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre et CV) sous réf. 3459 à notre siège 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS

## ROUSSELOT.

recherche pour l'une de ses Divisions

### Son Directeur de l'Équipement

35 ans minimum

**FORMATION :** Arts et Métiers ou Grande École d'Ingénieur polyvalent. Parfaitement bilingue anglais, bonnes notions d'allemand appréciées.

**EXPÉRIENCE :** Une dizaine d'années dans le secteur de l'ingénierie ou comme ingénieur travaux dans une usine de la chimie fine ou de l'agro-alimentaire lui auront donné une réelle compétence en matière de planification, thermique et automatismes industriels.

**FONCTION :** En relation directe avec le Directeur Technique, ce cadre de haut niveau aura à analyser la situation des 11 établissements en France et à l'étranger - à proposer les améliorations nécessaires - à réaliser les projets d'investissements et des gros travaux - à suivre les réalisations. Il sera par ailleurs conseil sur un plan technique pour les problèmes d'économie, d'énergie, de pollution...

Si cette réelle opportunité vous intéresse, adresser votre C.V. et rémunération souhaitée à : ROUSSELOT S.A., Direction du Personnel, R.P. 26608 - 75360 Paris Cedex 08.

## SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION Est de LYON

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF et COMPTABLE

Sa mission consiste notamment en :  
- Le suivi de la comptabilité ;  
- La responsabilité de l'administration ;  
- La gestion du personnel.

Une expérience réussie dans ce domaine de responsabilité est indispensable.

Rémunération annuelle : 150.000 F +

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à L.F.C. 2, rue Carry, 69003 LYON réf. 24.05.83. Seuls les dossiers complets seront étudiés.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ fabricant matériel électrique

PARIS, recherche

### DIRECTEUR REGIONAL

(basé à PARIS)

Dynamique, meneur d'hommes, il dirigera une région son équipe commerciale.

Il aura à visiter : grossistes, installateurs, prescripteurs.

Une bonne expérience dans ce milieu sera un atout supplémentaire.

Salaires motivants, prime fournie.

Envoyer CV, photo et prétentions à : réf. 71543, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

## SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE dans le négoce de produits ABRASES et DIAMANTÉS

Agence de Publicité HAVAS CONSEIL recherche DIRECTEUR (TRIC) D'ÉTUDES

Autonomie sur études qualitatives et quantitatives. Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une expérience en agence de publicité de 4 ans minimum, et capables d'intervenir sur des dossiers de communication institutionnels.

Envoyer CV et prétentions à HAVAS CONSEIL, Service du personnel, 138, Av. Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY S/SEINE

## DIRECTEUR FINANCIER

UNE ANNONCE VOS PAGE DES MARCHÉS FINANCIERS

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer leur adresse sur l'enveloppe de retour de l'annonce, ainsi qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

## Digital

N°1 de l'informatique industrielle

Notre centre de formation de l'Institut Européen a acquis une compétence Européenne dans la formation des Télécommunications et se développe sur les nouveaux marchés.

### Chefs de produit (Houf)

Ils sont responsables d'un produit spécialisé sur toute l'Europe : études de marchés, évaluation d'investissement, politique de prix, plan de promotion, suivi de rentabilité. Ils ont plusieurs années d'expérience informatique, si possible en télécommunications, et ont une responsabilité d'affaires ou de projet.

REF M 43.

### Ingénieurs d'avant vente (Houf)

Ils sont les Ingénieurs commerciaux de l'élaboration des propositions, des cotations et des configurations pour les produits à vocation Télécom.

Ingénieurs de l'électronique, ils ont plusieurs années d'expérience dans le domaine du matériel ou des systèmes informatiques.

REF M 42.

Ces postes sont à Annecy peuvent impliquer des déplacements à l'étranger. Il est indispensable de bien parler anglais.

Merci d'adresser votre CV sous la REF. 4244 à l'Agence Gullion, Département du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Z.I. des Glaisins, 74000 Annecy.

## Ingénieur Soudeur

### Responsable de la Préparation Technique des Interventions exécutées sur les Nits

Outre le choix des processus et procédés, un Ingénieur chargé d'une mission de conception, de mise au point et de qualification des équipements. La fonction implique une collaboration étroite avec l'entreprise qu'à l'extérieur les fournisseurs notamment.

Ce poste en BOURGOGNE convient à un Ingénieur Mécanicien diplômé ayant des compétences en soudage. Une formation ESSA est appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à M. HANAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS qui transmettra.

## UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL ALSACIEN

recherche un

### Chef de personnel usine

250 000 F +

Relève du Directeur l'administration principale, il est responsable de la gestion des Affaires Sociales. Dans un contexte de restructuration de la Société, il sera chargé de réorganiser le service du personnel pour le rendre complet et efficace.

Ses objectifs à court terme seront principalement :

- mettre en place des moyens informatiques de gestion, y compris l'obtention des chiffres figurant au bilan social d'établissement.
- prendre des contacts personnels directs avec l'encadrement et le personnel d'exécution afin de se tenir à l'écoute des préoccupations et insatisfactions.
- établir avec les représentants légaux du personnel des relations harmonieuses à la satisfaction de la Direction.

Ce poste, incluant tous les aspects de la gestion du personnel (recrutement, du travail, formation, services sociaux, etc.), ne convient qu'à un professionnel expérimenté. Cependant, une formation adéquate ou une expérience initiale d'ingénieur seront appréciées. Une expérience en milieu socio-professionnel alsacien est un atout.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à notre Direction qui vous répondra.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES LYON

recherche pour son service consultations

## UN JURISTE

pour les problèmes de CONSTRUCTION, URBANISME, COPROPRIÉTÉ expérience nécessaire - Rémunération suivant compétence.

Envoyer CV et prétentions à CRIDON - 59 bis rue de Bréqui - 69006 LYON

## F.F.F. - LA BASSE SEINE

immobilier, S.A. d'I.L.M. d'importance nationale 1100 personnes, pour son agence du HAVRE

## UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

chargé de la maîtrise d'ouvrages, d'opérations locatives et en accession.

Sa mission s'étendra de la recherche foncière à la livraison des logements.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront acquis pendant plusieurs années une expérience effective de la maîtrise d'ouvrages et des aspects juridiques, financiers et techniques.

Envoyer C.V. détaillé à F.F.F. 159, rue Napoléon 75640 PARIS Cedex 13 Les candidats seront reçus au Havre.

GROUPE FFF

LA SECURITE D'UN PLACEMENT FAMILIAL

## CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST

Banque Régionale

recherche pour son CENTRE INFORMATIQUE orienté Maintenance et Bases de Données (MVS, RRS, VAM)

- Analystes programmeurs
- Superviseurs de réseau Niveau D.U.I.
- Chefs de projet Niveau ingénieur ou MAGE débutants ou 2 ans d'expérience

Postes à pourvoir à Nantes.

Adresser candidature, curriculum vitae et prétentions à : CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST Direction du personnel recrutement 4 rue Voltaire, 1 X 44040 NANTES Cedex

### MOYENNE ENTREPRISE LOCATION VÉHICULES UTILITAIRES GRENOBLE 38

recherche

### RESPONSABLE COMMERCIAL

Formation ESC (identification - marketing) ou équivalent. Expérience commerciale à 3 ans minimum. Notions informatiques. Expérience ou au moins goût certain pour les ventes. Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : n° 703 à : CABINET COLOMB-PAYEN 38, avenue Marché-Randon, 38000 GRENOBLE - Discrétion absolue réf. exp. et enveloppe avec adr. jointe.

### MOYENNE ENTREPRISE LOCATION CAMIONS GRENOBLE 38

recherche

### RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Formation ESC Finance-compta ou équivalent. Expérience commerciale à 3 ans minimum. Notions informatiques. Bonnes notions administratives, organisation administrative. Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : n° 702 à : CABINET COLOMB-PAYEN 38, avenue Marché-Randon, 38000 GRENOBLE - Discrétion absolue réf. exp. et enveloppe avec adresse jointe.







REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**IMPORTANTE BANQUE**  
recrute pour son réseau de Province  
**CADRES EXPLOITANTS COMMERCIAUX**  
(diplôme minimum)

Formation Ecoles de Commerce, Université, I.E.P. ou qualification professionnelle sanctionnée par I.T.B.  
Les candidats devront justifier d'une expérience minimum de 6 années acquise dans un département d'exploitation commerciale nationale.  
Les postes à pourvoir offrent une possibilité d'évolution aux fonctions de Sous-Directeur de Siège dans d'importantes villes de Province.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 70804  
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, rue de l'Opéra  
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**Telemecanique**  
les solutions de progrès

**TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN**  
POUR DEVELOPPEMENT ALIMENTATIONS A DECOUPE

**MISSION :**  
Il sera chargé d'une équipe spécialisée de 4 à 6 personnes de haut niveau. Pour chaque produit qui lui sera confié, en relation avec les services techniques, il devra :  
- A partir d'un cahier des charges : étudier, concevoir, dimensionner et mettre au point le montage.  
- Mener la réalisation des prototypes ainsi que leurs essais.  
- Suivre le passage en production.

**PROFIL :**  
- Titulaire BTS ou équivalent - très bon niveau théorique et pratique  
- Attiré par l'Analogique et la Compréhension physique des phénomènes  
- Expérience dans la fonction d'environ 3 ans  
- Anglais technique - indispensable.  
Adresser : + photo + diplôme à **TELEMECANIQUE ELECTRIQUE**  
Direction du recrutement - Route des Lucioles  
06565 VALBONNE sous réf. SE/LA/19-06.



**glaces et sorbets**  
**Chef des marchés nationaux**  
Toulouse

L'ULPAC - Union Laitière Pyrénées Aquitaine Charentes - est le premier groupe laitier du Grand Sud Ouest avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard, 15 succursales et 2000 personnes. En 1982, notre DEPARTEMENT CREMES GLACEES PILPA a réalisé une progression de chiffre d'affaires de près de 10%.

Nos objectifs sont ambitieux et parmi eux le développement de nos relations avec les Centrales d'Achats qui représentent déjà 80% de nos ventes. Nous recherchons le candidat qui, en liaison directe avec le Directeur de la Société, participe aux négociations et en assure le suivi. Il doit donc avoir une expérience et une connaissance approfondies de la Grande Distribution Alimentaire.

Un produit jeune en plein développement, un Groupe de grande notoriété, la responsabilité nationale d'un secteur commercial... et la qualité de vie en MIDI PYRENEES, sont autant d'atouts attractifs pour un professionnel du niveau requis.

Il vit donc à TOULOUSE mais se déplace fréquemment.

Merci d'adresser votre dossier avec photo et rémunération souhaitée sous référence 83053M à :

marie-francoise lautrec lepy  
conseiller d'entreprise  
35, rue des couteliers - 31000 Toulouse  
Discrétion et réponse assurées

Nous sommes une Société agro-alimentaire, située dans le Sud-Ouest, nous réalisons un CA de 80 millions de Francs, nous recherchons notre

**Responsable Administratif**

Nous lui confierons la responsabilité de :  
- la gestion budgétaire,  
- la gestion financière,  
- la comptabilité générale,  
- la comptabilité analytique,  
- la gestion du personnel,  
- l'informatique.  
Il dirigera une équipe de cinq collaborateurs. Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure pouvant justifier d'une expérience de 5 à 7 ans dans une PME, une PME ou un cabinet d'expertise et ayant une bonne connaissance des divers aspects de la fonction administrative. Les relations permanentes avec les Etats-Unis nécessitent une bonne connaissance de l'Anglais.  
Nous offrons une ambiance de travail dynamique, une rémunération motivante, des possibilités de carrière au sein d'un groupe.  
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 357 RT à :

**SCOTI** 33, rue de Miromesnil 75008 Paris  
Discrétion assurée.

**Crouzet recrute ses ingénieurs de demain**

**Ingénieur assurance produits (aérospatial)**

Notre Division Aérospatial souhaite intégrer un ingénieur électromécanicien dans son service qualité-fiabilité. Au sein d'équipes-projets développant des produits ou systèmes mécaniques ou électromécaniques embarqués sur aéronefs ou satellites, il veillera à la mise en place des mesures et outils d'assurance-qualité et fiabilité. Cet ingénieur devra avoir complété sa formation de par de bonnes connaissances en électronique et en informatique. Une expérience de deux à cinq ans en assurance qualité-fiabilité sera fort appréciée et pourra permettre une rapide évolution dans le groupe.  
(Réf. 3385)

**Ingénieur d'Etudes (commutation)**

Notre Division Composants d'Automatismes crée un poste d'ingénieur électromécanicien afin de compléter l'équipe responsable de l'étude et du développement de nouveaux produits dans le domaine de la commutation (composants pour l'aéronautique, les techniques nucléaires, les environnements sévères... : interrupteurs étanches et hermétiques, disjoncteurs thermiques...). Ce poste permet de participer à l'ensemble du développement d'un produit jusqu'à la phase d'industrialisation. Il offre de réelles perspectives d'évolution pour un ingénieur disposant impérativement d'une expérience d'au moins cinq ans en service études.  
(Réf. 3539)

**Ingénieur méthodes (électronique)**

Notre division Composants d'Automatismes développe son département Commande Electronique (produits destinés aux automatismes industriels). Elle crée un poste d'ingénieur méthodes qui sera chargé de la responsabilité de l'industrialisation des nouveaux produits. Intégré à une équipe-projet, il participera à la conception. Une première expérience des technologies électroniques pourra constituer un atout intéressant pour ce poste.  
(Réf. A 20)

**Responsable assurances produits (électronique)**

Dans la direction qualité de notre Division Composants d'Automatismes, nous créons un poste que nous souhaitons le proposer à un ingénieur électronicien. Ce responsable accompagnera le développement des produits "commande électronique" en veillant à ce que tous les aspects concourant à la qualité soient pris en compte. Une expérience de la conception de produits électroniques à base de microprocesseurs sera un atout pour réussir dans cette fonction.  
(Référence 3467)

Postes à pourvoir à Valence.



Adresser votre candidature en précisant la référence (lettre, C.V., photo, prétentions) à : Crouzet S.A. - Direction du Personnel, 28027 Valence cedex (les déplacements sont à l'initiative des candidats et sont remboursés).

**DUVIVIER DUREV**  
**RESPONSABLE SERVICE RECHERCHE DEVELOPPEMENT**

**Missions :**  
- Rechercher et suivre, en France et à l'étranger, les tendances du marché et les évolutions techniques des produits ; en faire l'analyse et proposer des orientations.  
- Faire évoluer la conception technique des produits existants ; élaborer et mener les nouveaux projets jusqu'aux prototypes.  
- Susciter, entretenir l'esprit d'innovation dans l'entreprise.  
**Profil :**  
- Formation technique (B.T.S., I.U.T., ...).  
- Expérience en Services Etudes et/ou Fabrication de produits Grand Public.  
- Complémentarité en analyse Marketing ou en gestion de produits.  
- Anglais élémentaire, allemand ou espagnol apprécié.  
- Mobilité (Frais de voyage internationaux).  
Une référence de poste sera adressée aux candidats intéressés qui doivent écrire à :

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**  
Département Canal, 25, rue Raspail-7, 75008 Paris

Importante Société Française (6.000 pers.) recherche urgent pour usine NORD  
**UN INGENIEUR INFORMATICIEN**  
responsable cellule informatique  
Commission MIDI 6 appréciée mais non obligatoire.  
TEL : 265-50-12.

**GRENOBLE**  
**Le Département Central Informatique**

d'un groupe industriel français d'envergure internationale se situant parmi les leaders de son secteur d'activité, recherche

**INGENIEUR-SYSTEME OS/VSI**

Issu d'une école d'Ingénieur, il maîtrise parfaitement CICS si possible DLI. Avec une expérience de 3 à 4 années, il possède éventuellement une approche de MVS.

Le Département Informatique Central est largement impliqué dans le développement des activités du groupe : il joue un rôle moteur dans la politique de décentralisation de l'Informatique des unités et des filiales.

Spécialiste Système certes, mais aussi homme de communication, vous souhaitez donner une dimension nouvelle à votre savoir-faire alors :

Merci d'adresser votre C.V. détaillé et vos souhaits de rémunération sous réf. 58/1 à CONTESSÉ Publicité 74, rue Béchevelin 69300 LYON Cedex 07.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Rhône-Alpes

## 5 INGENIEURS

Filiale de l'un des plus importants groupes multinationaux français avec 4 000 personnes, 5 sites (4 en Europe, 1 aux USA) nous sommes le premier européen, le troisième mondial dans notre spécialité : traitement complexe des déchets des industries plastiques et du textile.

### INGENIEUR CHIMISTE FORMULATION

Pour mettre au point avec son équipe de recherche (7 personnes) des formulations pour les produits nouveaux (réf. 15428 B).

Nous souhaitons rencontrer des jeunes ingénieurs d'une grande école de chimie (Paris, Strasbourg, Bordeaux, Ecole d'application des hautes polymères...) pour le poste de formulation, une thèse de doctorat de troisième cycle dans le domaine des revêtements de surface ou des études d'intégration.

### INGENIEUR DE RECHERCHE PROCÉDES

Il anime une équipe de 3 à 4 personnes chargée des études de base du procédé afin d'améliorer le procédé et une équipe de 4 à 5 personnes chargée de la conception puis des méthodes de fabrication des produits nouveaux (réf. 15428 D).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs débutants (Centrale, Mines, ENSI...) ou ayant une première expérience industrielle plus particulièrement orientée vers les problèmes de mesures physiques et/ou vers des problèmes de thermique.

### INGENIEUR ELECTRICIEN/ELECTRONICIEN

Il est chargé, au sein du centre de recherche et de développement, de la conception des prototypes de machines et de nouvelles installations. Il prend en charge l'automatisme et l'informatique de processus (instrumentation des procédés). Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une école de type ESE (section électronique, ISEP, ENSEM section électronique et automatique, ENSERG, ENSERA, ENSEEC...) (réf. 15428 F).

Pour 5 postes d'ingénieurs, l'anglais est nécessaire et la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

L'implantation d'un centre international de recherche dans une région agglomérée, l'existence de technologies de pointe, un travail en équipe et les valeurs de développement et d'innovation sont de nature à intéresser des personnes de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. choisie, à :

**EGOR RHONE-ALPES**  
Tour Cécile Lyonnais - 129 rue Servant  
69431 LYON CEDEX 3

**EGOR INDUSTRIE**  
63 rue de Pontbrous 75008 Paris

**egor**  
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID



### asfor

compagnie française des aciers spéciaux : ces aciers sont utilisés dans l'échelle de la production, de la conception à la réalisation, qu'il s'agisse de la production de 2 000 tonnes d'acier ou de 200 000 tonnes d'acier.

Ce qui est spécialité dans la production d'aciers fins de haute qualité, nous sommes un véritable atout de l'ordre de 2 millions de tonnes de France et vendons annuellement 500 000 tonnes d'aciers spéciaux, dont plus de 50% à l'exportation. De très importants ont permis de se doter des outils les plus modernes, à l'échelle de la production, de la conception à la réalisation, qu'il s'agisse de la production de 2 000 tonnes d'acier ou de 200 000 tonnes d'acier.

### Ingénieur maintenance électrique

Responsable, au sein du service électrique, d'une équipe d'une trentaine de personnes. Il sera chargé de l'entretien électrique du laminoir. Les interventions se situent au niveau d'un très diversifié allant des machines aux programmes. A terme, une évolution professionnelle est envisagée. Le poste convient à un ingénieur électrotechnicien (AM, IDN...) possédant une première expérience de 5 à 8 ans dans la fonction. Réf. AM640M.

### Chef de projet informatique - comptabilité

Il est responsable des études, et en liaison avec les services concernés, il est chargé de développer et de mettre au point les applications en matière de comptabilité générale et analytique, et anime une petite équipe d'analystes programmeurs. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 28 ans, bénéficiant d'une formation en informatique de niveau MAGE, ESC ou maîtrise de gestion + informatique, et possédant une première expérience de 3 à 5 ans dans un service comptabilité. La connaissance du langage IBM est appréciée. Réf. AM641M.

### Chef de projet informatique - contrôle de production

Au sein du même service, mais dans une unité indépendante, il sera chargé de développer les traitements informatiques en temps réel, au stade de la production. Il est secondé en cela par une petite équipe d'analystes programmeurs. Ce poste convient à un jeune ingénieur (AM, ICAM, ISEN, HEI...) ayant acquis au cours de sa formation, ou par une première expérience, des connaissances en informatique, de préférence au niveau des langages MAGE, ESC ou maîtrise de gestion + informatique. Les motivations, seront essentiellement fonction de la connaissance et de l'acquisition de ces langages. Réf. AM642M.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
79, boulevard Flandre - 93700 CROIX - Tél. (01) 72.52.25

Paris - Lille - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Yves Rocher

### 2 JEUNES COMPTABLES SANS MANCHETTES...

La qualité des hommes et des structures précède, accompagne et prépare la qualité de nos constant développement : CA proche de 2 milliards.  
Nous recherchons pour LA GACILLY en Bretagne (2000 personnes) des techniciens qualifiés par quelques années de formation ou d'entreprise, capables de réfléchir et d'organiser, capables d'animer un groupe de 10 à 20 personnes. Plus une envie de ne pas s'endormir : il y a du travail. Plus une envie de travailler dans un bon bâtiment de marbre...  
Merci d'adresser, identification 874, un dossier d'ambitieux très complet (CV, références, photo, indication de salaire).

CEIP Conseil d'Entreprise, 56270 PLOEMEUR

## GROUPE VICTOIRE

Un des tous premiers groupes d'assurances recherche pour son centre maladie à LILLE

### 1 CHEF DE BUREAU

- Il est l'adjoint du Chef de Centre
- Aura des responsabilités essentiellement techniques (maladie) administratives (Personnel)
- Devra maîtriser la branche maladie
- Sera titulaire d'une licence ou d'une maîtrise ou éventuellement d'un IUT
- Intérêt pour l'informatique indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. GROUPE VICTOIRE - Mme IMBERT 52, rue de la Victoire 75007 Paris

## ORDURES SERVICE

Prendre en charge l'ensemble des déchets industriels et ménagers et de traitement des déchets industriels et ménagers. 7 Agences Régionales.

Dans le cadre du développement de l'Agence de Reims, le Directeur Régional crée un poste de :

### Contrôleur de Gestion

Ses tâches :  
- le contrôle et l'analyse des états comptables et de gestion (pour la plupart informatiques) ;  
- l'étude prévisionnelle et le suivi comptable des budgets et des stabilités d'investissement.

Les conclusions de ses observations viendront à compléter et dynamiser la rentabilité de l'Agence.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions + photo indispensable, sous réf. : 4/RS/837, à :

Cap. net Conseil - Chantal Gonthomme  
9 rue André Malraux - 51100 Reims - Tél. 03 26 91 51 52

Sur vous garantissant toute discrétion

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## IMPORTANTE BANQUE

recrute pour son réseau de Province

### CADRES EXPLOITANTS COMMERCIAUX

(cf. V.II minimum)

Formation Grandes Ecoles de Commerce, Université, I.E.P.

Les candidats devront justifier d'une solide expérience acquise dans un département d'exploitation bancaire nationale.

Les postes à pourvoir offrent une possibilité d'accès rapide aux fonctions de Directeur de Siège dans d'importantes villes de Province.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 70888

CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra

75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

## ingénieurs informaticiens votre avenir en Rhône-Alpes

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit son expansion rapide dans le Rhône-Alpes (Annecy, Grenoble, Lyon).

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.

Vous êtes un chef de projet, un architecte de logiciels expérimenté, un jeune ingénieur avec une formation informatique.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de taille nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets allant de la conception à la réalisation.

Notre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 530 à Sopra Recrutement 80 rue de Flandre - 75019 Paris.

## SOPRA. Constructeur d'informatique

## De Dietrich

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Notre groupe (4200 pers.) est solidement implanté en Alsace. Notre vocation : les constructions ferroviaires et de génie civil. Les équipements informatiques et logiciels. Pour étoffer notre Service Informatique (25 pers.), nous souhaitons nous adjoindre un chef de projet. Nous sommes équipés d'un C.I.B. 64/40 et disposons sans peine d'un DMS 760.

Vous avez un diplôme d'ingénieur ou une formation universitaire, complétée par une expérience en informatique de gestion, dans une entreprise industrielle. Rattaché au chef de service informatique, vous aurez à analyser les besoins des différentes unités du Groupe, établir le cahier des charges, mettre en place les nouvelles applications, en suivre la réalisation.

Une compétence technique indiscutable doit vous permettre de vous imposer vis-à-vis des différents utilisateurs que vous devrez faire participer étroitement au développement de l'informatique.

Le poste est à pourvoir à 50 km de Strasbourg.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence B.891 M à Danielle Jolbert.

55, avenue Kléber 67110 PARS. MEMBRE DU SYNTIC

## cadre contrôle budgétaire à Reims

Importante société commerciale et industrielle recrute un diplômé ESC ou équivalent.

Il participera plus particulièrement à l'élaboration des différents budgets et sera chargé de leur suivi, ainsi qu'à la mise en place du contrôle budgétaire.

Il devra s'adapter très vite aux structures de l'entreprise pour s'intégrer dans une équipe de 10 personnes. Une connaissance de l'informatique sera très appréciée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Projets Publicité 12, rue des Pyramides 75001 Paris, en rappelant la référence 44061.

## SOPAD Nestlé.

recherche

### CHEF SERVICE AGRICOLE

Chargé de la supervision du rayon laitier d'une unité située en Nord-Est de Reims, il assurera l'organisation et la rationalisation de la collecte de lait.

Avec son équipe de conseillers, il apportera une assistance technique aux producteurs laitiers dans les domaines de la productivité et de la qualité.

Cette activité conviendrait à un

### INGENIEUR AGRO

ayant une bonne connaissance du milieu agricole acquise si possible par plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire.

Adresser curriculum vitae détaillé à SOPAD, Direction des Personnes, 17, quai Paul-Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# PHILIPS

## ingénieurs technico-commerciaux

Formation supérieure, première expérience dans un environnement de grands systèmes et réseaux : vous avez confirmé votre goût des contacts humains et vous maîtrisez que l'anglais et les courts déplacements à la fonction.

Vous serez responsable de l'ensemble des prestations auprès de nos clients. Votre rôle : participer à l'expansion de nos produits par l'analyse des propositions et leur implantation.

Votre action bénéficiera du soutien technique et logistique du premier constructeur européen de l'électronique. Sur le plan personnel, l'effort constant de formation vous permettra d'améliorer vos performances, et toujours à la pointe du progrès technologique.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en précisant vos prétentions à PHILIPS DATA SYSTEMS, Direction du Personnel, 5, Square Max Hymans 75741 PARIS CEDEX 15.



### Demain, 25 % d'électronique dans l'automobile...

Dès aujourd'hui, la direction technique d'un grand groupe a besoin de votre passion et de votre compétence.

## Chef de projets études systèmes équipements

Vous avez une formation ingénieur électronique ou universitaire et vous êtes ingénieur confirmé. Vous êtes responsable d'un projet.

Nous voulons vous en confier plusieurs, faisant appel aux domaines suivants :

- acquisition et transmission de données, techniques de commutation et puissance, micro-procésseurs et techniques digitales, technologie des circuits intégrés.

Les systèmes que vous étudiez sont d'un haut niveau de sécurité et de fiabilité et vous devez tenir compte de contraintes de prix, de délais d'esprit d'œuvre et ouvert aux techniques. Vous apprécierez l'ambiance d'un grand groupe.

Le poste nous proposons, situé au banlieue de Paris, offre de nombreuses possibilités d'évolution et de perfectionnement. Nous sommes à votre disposition pour vous aider.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et lettre de motivation sous réf. 1/EBELM à notre Conseil.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la République - 75015 PARIS

## JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS-ELECTRONICIENS

Fondé en 1968 dans l'esprit de la loi de 1965, nous sommes les pionniers du marché des microprocesseurs. En 1971, nous lançons les systèmes mémoire et par la suite, de la technologie «LSI» à la «VLSI» nous étendons notre activité à la micro-informatique pour aboutir à la création d'un ligne complète de systèmes micro-informatiques. Aujourd'hui, nous avons 22000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 900 Millions de dollars en 1982. Intel Europe représente 30 % du CA de Intel Corporation.

Dans le cadre du démarrage d'un département de vente de systèmes micro-informatique et du développement de notre département électronique nous proposons à de jeunes ingénieurs diplômés de rejoindre nos équipes à RONGIS (Banlieue Sud), Siège de la région France, dans les fonctions :

Ingénieurs d'application

Ingénieurs technico-commerciaux

Les différentes spécialités leur seront ouvertes après une formation très complète de 6 mois en France et à l'étranger sous la direction d'un chef de département. Perspectives d'évolution en France et à l'étranger.

Ecrivez pour un rendez-vous à la Direction du Personnel, place de la Balance, Site 223, 94528 - Rungis Cédex.

# intel

## LCT

Laboratoire Central de Télécommunications  
recherche

### ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

- pour participer à ses travaux dans le domaine de la télématique
- réseaux locaux pour téléphonie et données.

### ingénieurs électroniciens

débuts ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

### ingénieurs logiciel temps réel

débuts ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste, à LCT - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.



SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME recherche

## LE RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

Le poste implique une expérience d'au moins 5 ans en entreprise.

Le candidat aura une formation ou un niveau DECS.

Il participera à la mise en place de la comptabilité sur nouvelle informatique.

En outre, il collaborera à l'élaboration du budget et en assurera le contrôle.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel, SODERN 1, avenue de la République 94450 LIMEIL BREVANNE

## L.M.T. RADIO PROFESSIONNELLE

souhaitant le développement de son laboratoire de recherches

## RADARS

Recherche de jeunes ingénieurs grandes écoles ayant acquis 5 ans d'expérience dans les techniques des Radars, en particulier dans le traitement du signal électronique, analogique, numérique.

Participation déterminante dans les radars avancés et systèmes radar.

Prière de faire parvenir votre candidature à LMT-RP-Gestion 46, quai Alphonse-le-Gallo, 93100 BOULOGNE.

## THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

## Responsable relations internationales

chargé de l'activité étrangère de la banque, le candidat aura à développer auprès des entreprises de la région :

- conseil des exploitants et des entreprises,
- montage et suivi des opérations et des financements,
- gestion des engagements (80 Millions),
- relations avec organismes français et étrangers,
- animation d'une équipe (7 personnes).

Si cette offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) au D.R.H. - 106, route du KM 400 - 71009 MACON.

## SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

(CA supérieur à 1 milliard de francs)

RÉGION OUEST - RECHERCHE POUR RENFORCER SA STRUCTURE

## 2 CADRES COMPTABLES

BON NIVEAU - DYNAMIQUES

Ayant une expérience de comptabilité dans une entreprise industrielle.

Envoyer C.V. + photo sous réf. 2/273 M à : RÉGIE-PRESSE, 11 rue de la République, 75001 PARIS.

Pour faire face à l'expansion de son département export nous recherchons dans la région parisienne :

PROFESSEURS

## UN CHEF DE PROJETS

Capable d'analyser et de répondre à des appels d'offres sur projet « CLE EN MAIN » (recommandations sur moyens de transport, et agencement, achats extérieurs, etc.).

## UN ARCHITECTE D'INTÉRIEUR

Capable d'étudier et superviser l'aménagement intérieur complet d'un bâtiment (mobiliers, plafonds, sols, cloisons, éclairages, accessoires, etc.).

## UNE SECRÉTAIRE DE HAUT NIVEAU

Expérience si possible dans une branche d'activité, sens commercial, rapide, capable de plusieurs langues de front.

Tous les postes offrent une excellente pratique de l'anglais et du français, la capacité de travailler rapidement et de faire preuve de créativité.

Le candidat au poste d'architecte d'intérieur devra avoir la possibilité de voyager loin et souvent (Afrique, Moyen-Orient, etc.).

Envoyer C.V., photo, prétentions à : B.P. n° 746 - 95004 CERGY.

## Chef de service comptable

pour prendre en charge la comptabilité générale et analytique ainsi que la tenue des tableaux de bord.

Mission : responsabilité de la réalisation du bilan, du suivi des prix de revient - participation au montage des dossiers en vue de financement tant pour notre entreprise que pour des entreprises avec lesquelles nous sommes amenés à être en relations.

Formation DECS ou équivalent - expérience milieu industriel de quelques années à un poste similaire - connaissance du traitement informatique souhaité.

Merci d'adresser votre C.V., photo et lettre de motivation sous réf. M1 à la SCEP, que nous avons chargée de nous recruter.

SCEP - 58, rue de la République - BP 391 - 25018 BESANCON Cedex.

## responsable de production

chargé de la production du Département Caoutchouc, il aura pour mission de superviser l'ensemble des opérations de fabrication et d'entretien des deux usines (140 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur, de formation A.M. ou équivalent, possédant une expérience de quelques années en production et/ou service méthodes ou entretien.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 4/777 à :

PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 330 75001 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

souhaitant d'une bonne qualité de vie au travail recherche pour une unité de production située à 80 km au Nord de Paris un

## ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

- Formation supérieure indispensable.
- Fortement motivé par la fonction personnel et les problèmes de communication.
- Homme d'idées et d'action.

Il prendra en charge, dans un premier temps, le recrutement et la gestion du personnel.

Réelles possibilités d'évolution pour une personne entreprenante et novatrice.

Envoyer votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 7233 (sur envoi) à Média-System, 104 rue Réaumur, 75001 Paris.

## BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

recherche

## AUDITEUR CONFIRMÉ

5 ans d'expérience bancaire indispensable. Bonne connaissance de la langue exigée.

Envoyer C.V. et prétentions sous N° 040.556 M Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**LE CONTROLEUR EUROPÉEN  
DE LA DIVISION DE PRODUCTION**

D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche son

**CONTROLEUR ADJOINT (PARIS)**

La Division Européenne de la production, créée, contrôle les 4 usines du groupe (ESPAGNE-FRANCE-ROYAUME UNI) qui fournissent les six sociétés opérant en Europe.

**LE CONTROLEUR ADJOINT,**

aura des missions prioritaires la mise en place de méthodologie de calcul et de suivi des prix revient, ainsi que la généralisation du perfectionnement d'un système informatique européen de gestion de production. Il sera également en charge de la supervision des opérations comptables et financières, du budget et des investissements de la section française.

**LE POSTE EST A PARIS,**

siège de l'Etat Major Européen. Il offre à un candidat de formation supérieure ayant pratiqué le contrôle la gestion usuelle une responsabilité financière dans un milieu industriel international. C'est soit un Ingénieur ayant complété sa formation dans le domaine de la gestion, soit un gestionnaire connaissant la production. Dans les deux cas, la pratique de l'utilisateur de l'informatique la gestion de production est indispensable même que le bilinguisme total anglais/français.

Adresser C.V. manuscrit sous référence 3000 à EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra.

**L'UNE DES FILIALES EN FRANCE  
D'UN GROUPE INTERNATIONAL**

recherche

**POUR LA DIRECTION DU MARKETING**

**UN JEUNE CHEF  
DE PRODUIT**

**LES CHEFS DE PRODUIT** sont responsables du plan Marketing pour leurs gammes : tests, études de marché, planification et relation avec la fabrication européenne, prix, publicité, promotion et suivi des ventes. Rattachés à des Chefs de Groupe de la Direction du Marketing, ils sont intégrés à une structure européenne très motivante qui offre des responsabilités et des possibilités d'évolution intéressantes.

**LES CANDIDATS** ont une formation supérieure de type commercial. Compte tenu de leur première expérience d'environ 2 ans comme Assistant ou Chef de Produit Junior dans une société internationale (biens de grande consommation) ils souhaitent affirmer leur compétence professionnelle, avec une nouvelle étape de leur carrière. Ils sont bilingues (Français-Anglais).

Les Sociétés en France (CA 100 MF - 3 usines - leaders renommés dans le secteur des loisirs), l'implantation européenne et l'importance du groupe font de cette offre une réelle opportunité.

Adresser C.V. manuscrit sous référence 7800 à EUROMEDIA 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra.

**CAISSE NATIONALE DE  
CRÉDIT AGRICOLE**

recherche pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

**Ingénieurs Débutants**

réf. D 53

Central, Mines, Ponts, ESE, ENST... (option informatique appréciée).

**Ingénieurs Conseil**

réf. D 54

Intégrés à une équipe d'ingénieurs consultants, ils seront chargés d'analyser et de coordonner des actions d'assistance technique auprès des Caisse Régionales touchant les domaines de l'informatique et de l'organisation. Ces postes conviendront à des ingénieurs possédant déjà une expérience conseil dans ces domaines.

**Chef de Projet Vidéotex**

réf. D 55

Nous recherchons un spécialiste de haut niveau pour maîtriser l'ensemble des projets vidéotex. Une formation supérieure, une expérience de l'encadrement et une connaissance approfondie des réseaux sont les atouts indispensables pour bien tenir ce poste. La connaissance des mini ordinateurs et/ou de la norme AX25 serait des atouts supplémentaires. Il faut en outre des qualités de contact car c'est un poste de relations.

**Chef de Projet**

réf. D 56

pour prendre en charge la réalisation d'un projet (de la conception au lancement) s'intégrant dans un ensemble plus vaste d'applications bancaires : titres, international, dépense... Ces postes demandent une formation supérieure et une expérience de 5/6 ans en informatique. Des connaissances particulières en traitement temps réel et/ou mini ordinateurs seraient appréciées.

**Ingénieurs Informaticiens**

réf. D 57

(réseau télématique multi-usages). Ils participeront à la réalisation de logiciels réseaux dans un contexte hétérogène et assureront la mise en place de l'environnement de programmation nécessaire. Ces postes conviendront à des ingénieurs possédant une expérience sur les systèmes temps réel et une pratique de langages haut niveau (Pascal, C...).

**Ingénieurs Informaticiens**

réf. D 58

pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement - développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL - 17 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps réel (ICS), temps partagé (APL), Incoentre... Evolution possible vers réseaux extensibles. Ces postes conviendront à des ingénieurs Grande Ecole ou Doctorat possédant au moins 3 ans d'expérience.

Adresser C.V. photo, salaire et prétentions en précisant la référence à CNA - Gestion des Personnes - 75710 Paris 13ème

**ingénieur  
II**

Formation électronique



**COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS** (300 personnes - CA de 130 millions de francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optique, recrute

**POUR SECTEUR CIVIL ET MILITAIRE  
INGENIEUR II**

avec une expérience de 5 ans minimum. Une connaissance en optique et mécanique sera appréciée. Une grande habitude de la rédaction de notices et documents techniques (matériels électroniques et systèmes laser) sera un atout.

Envoyez votre candidature (CV, photo et prétentions) à M. SUSINI - Chef du Personnel de CILAS 11000 de Nozay 91460 MARCOUSSIS.

**Sopra: à l'écoute du talent**

De la SSCI classique, créée il y a 14 ans, à l'ingénierie informatique, notre métier a profondément évolué. Aujourd'hui SOPRA conçoit et développe des systèmes d'information de haut niveau technologique.

Pour leur offrir de réelles opportunités et une trajectoire différente, SOPRA souhaite rencontrer des professionnels expérimentés dans les domaines :

**Ingénierie Spécialisée, Réseaux, Banques...**

Si vous êtes de ceux-là, et que vous n'avez pas diffusé votre CV à tout vent, faites personnellement l'essai qui n'aura plus de secret pour vous. A la Direction des Relations Humaines, Anne Le Barillic, dans la plus grande discrétion, sera à votre écoute le mardi de 14h à 12h au 203.23.32.

**SOPRA.**

Constructeur d'informatique

**INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE**

La Division INFORMATIQUE ET INGÉNIERIE de CAP SOGETI LOGICIEL - première société française de prestations intellectuelles en informatique - intervient essentiellement dans la conception et la réalisation de grands projets "clé en main".

Sa participation croissante aux plus importantes réalisations technologiques actuelles la conduit à recruter des

**INGÉNIEURS INFORMATIQUES**

- 1 à 5 ans d'expérience -

désireux d'acquiescer ou approfondir des compétences en

- Architecture de réseaux et protocoles,
- Automatismes - contrôle de processus,
- Applications temps réel sur minis ou microprocesseurs,
- Logiciel de base.

Leur évolution à moyen terme est assurée par le développement rapide de nos activités sur des projets novateurs et motivants.

La croissance du groupe CAP GEMINI SOGETI en France et aux U.S.A. leur ouvrira par la suite de larges perspectives de carrière.



**CAP SOGETI LOGICIEL**

Un dossier de candidature est à adresser à Robert NOELL, CAP SOGETI LOGICIEL, 5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge Cedex.

**mettre en place le nouveau plan comptable  
et optimiser la comptabilité générale  
adjoint au responsable  
de la comptabilité générale MF**

200 000 F

Un groupe industriel recherche, pour son siège à Paris, l'adjoint du responsable de la comptabilité générale.

Il a pour missions :

- dans un premier temps de mettre en place le nouveau plan comptable, puis très vite, d'établir les comptes de la Société-mère (un milliard de francs). A ce titre, il anime et forme aux méthodes modernes de la comptabilité le personnel du service qu'il dirige (comptabilité centrale) ; il noue également des relations permanentes avec les responsables de la comptabilité des unités décentralisées (une dizaine) afin d'améliorer, par des actions de conseil, la qualité de leurs prestations.

Ce poste intéresse un comptable diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce - DECS), 35 ans minimum, ayant acquis son expérience dans un groupe industriel. Il maîtrise bien les questions fiscales mais c'est également un bon animateur, doué de qualités pédagogiques et d'un esprit d'innovation.

La rémunération tiendra compte de l'expérience du candidat.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER sous la référence 308 LM.

Jacques Fixier s.a.  
7 rue de Logelbach 75017 Paris



membre de Syntec



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Première transformation de l'acier Région de Beauvais

Membre d'une entreprise à réputation internationale, cette société (chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs - effectif d'environ 600 personnes), basée dans son domaine de fabrication et commercialisation de profilés à froid, recherche deux ingénieurs pour son atelier de quelques kilomètres de Beauvais.

Futur responsable de production

Après l'autorité de l'actuel directeur de production, qu'il remplacera, un premier ingénieur en position d'adjoint, il assurera la production et la maintenance. Il assurera la mise au point et la mise au point de la production. Le poste convient à un ingénieur diplômé, disposant d'une expérience significative de cinq ans au moins en métallurgie ou sidérurgie, qui verrait dans cette opportunité une promotion et un épanouissement professionnels. La rémunération tient compte de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A2400M

Jeune ingénieur production

Après une première année de connaissance de l'entreprise, l'ingénieur aura pour mission de participer à l'amélioration de la productivité des ateliers de production, la mise au point et la mise au point de la production. Le poste convient à un ingénieur diplômé (Centrale - Mines - ENSI...), débutant, ou disposant d'une première expérience professionnelle dans un domaine comparable. Le candidat devra avoir une bonne maîtrise de la langue anglaise et une capacité d'adaptation. La rémunération sera motivante pour un candidat à valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A2400M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.  
1, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune diplômé grande école

Pour un ingénieur de la réaction aux évolutions de l'économie, ce jeune ingénieur sera le premier organisme français privé d'Europe. Il intervient dans le financement des équipements des entreprises, des ménages, de la construction. Son service du personnel, important et structuré, harmonise la gestion des ressources humaines au sein de différentes unités du groupe et contribue pour Paris.

Intégré à un premier temps à des études, il participera à la réflexion sur la mise au point de nouvelles politiques humaines. Puis, au sein de différents services, il appréciera les différentes composantes de la gestion des ressources humaines. Il sera appelé à prendre des responsabilités importantes au sein de la fonction personnel. Cette offre représente une opportunité d'acquiescence à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, 1<sup>er</sup> cycle universitaire) intéressé par la dimension humaine de l'entreprise et désireux de contribuer à son développement de haut niveau. Si possible, une première expérience lui sera appréciée. Réf. A2400M

Responsable de recrutement

Intégré à un service de recrutement, il sera personnellement responsable des opérations de recrutement et de sélection d'un personnel de qualité au sein du groupe : l'analyse des besoins, la recherche, la sélection et l'intégration des candidats. Ce poste est complet à l'heure actuelle (une) candidate diplômée d'au moins 25 ans, de formation supérieure (D.E.S.S. ou psychologie industrielle, maîtrise de langues humaines...) disposant d'une première expérience dans la gestion des ressources humaines.

Pour les 2 postes, la rémunération de départ, à laquelle il faut ajouter un certain nombre d'avantages fonction de l'expérience des candidats. Ecrire à E. COULANGE. Réf. A2400M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.  
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L.I.A.

pour un de ses collaborateurs installés dans la proche banlieue de Paris, spécialisé dans la conception, la réalisation et la commercialisation de biens d'équipements de technologie évoluée.

UN DIRECTEUR INDUSTRIEL

300.000 F +

Ingénieur diplômé, ayant au moins 15 ans d'expérience professionnelle, apte par ses références à organiser, commander et contrôler l'activité industrielle de la société qui regroupe les fonctions suivantes :

- Organisation, lancement, planning.
- Etudes et prototypes.
- Méthode montage et montage.
- Fabrication mécanique électrique et électronique.

UN CONTROLEUR DE GESTION

200.000 F +

Diplôme E.S.S.E.C. ou équivalent. Expérience de contrôle de gestion en société industrielle apte à prendre ultérieurement les fonctions de Secrétaire Général.

Envoyer C.V., photo et références à : L.I.A.  
21, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.



Biens d'équipement

Proche banlieue sud

Réputée dans la fabrication de biens d'équipement pour la construction, cette entreprise industrielle basée dans la proche banlieue sud de Paris (environ 1.000 personnes, chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs) recherche des collaborateurs qui maîtrisent sa structure "adulte".

Responsable sous-traitance

Après l'autorité du chef des achats et animent une équipe de 10 personnes, le responsable sous-traitance aura pour mission de développer la production de biens d'équipement pour la construction, cette fonction nécessite également une disponibilité pour les déplacements. Ce poste conviendrait à un candidat de moins de 35 ans, ingénieur diplômé ou de formation équivalente, disposant d'une expérience significative en achats et sous-traitance, dans le secteur industriel des équipements mécaniques généraux. La rémunération sera motivante pour un candidat à valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A2395M

Acheteur industriel

Membre du "Groupe des équipements-matériaux", la société de deux personnes a un budget de 10 millions de francs, il négociera avec les fournisseurs français et étrangers les matières premières ou consommables, les demi-produits, les équipements de tuyauterie, de mécanique, de chaud, de froid, de ventilation, de climatisation, d'autre part, il aura pour souci permanent l'analyse des fournisseurs, présents ou potentiels, la maîtrise de la fiabilité de sa gestion ainsi qu'un renouveau informatique important. La maîtrise internationale de la langue implique une maîtrise pratique de la langue anglaise et, éventuellement, de la langue allemande. Nous recherchons un candidat de moins de 35 ans, de formation générale (BTS, DUT ou équivalent), possédant une expérience convaincante en quelques années dans le secteur des produits techniques. La rémunération sera motivante pour un candidat à valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A2395M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.  
1, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES (38 Banques Régionales Coopératives, 3 organismes centraux, 28.000 collaborateurs) recherche pour son Département Hommes et Structures à PARIS

Un cadre expérimenté

en matière de

Gestion prévisionnelle de personnel

Il aura pour mission d'élaborer des méthodes de gestion prévisionnelle de personnel (évaluation des performances, du potentiel, planification des besoins, des carrières, classification des emplois...) de les promouvoir au sein du Groupe et d'aider les Banques Régionales à les mettre en œuvre. Il participera activement au traitement des mutations des cadres (3.500 dans le Groupe) et au développement d'études prospectives.

Ce poste convient à un candidat :

- diplômé de l'enseignement supérieur,
- ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans acquise au sein de la Direction de Personnel d'une entreprise ou dans un Cabinet Conseil,
- ayant élaboré et mis en place des méthodes et outils performants de gestion prévisionnelle.

Les qualités propres au métier de Conseil sont indispensables. La connaissance du secteur bancaire est un atout supplémentaire.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V., photo et indication de la rémunération actuelle sont à adresser sous référence 52 à Monsieur CASTETS.



Chambre Syndicale des Banques Populaires  
131, avenue de Wagram 75017 PARIS CEDEX 17

Le centre de formation des personnels communaux (ÉTABLISSEMENT PUBLIC)

recrute

UNE INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

MISSION : Sa mission portera sur plusieurs projets (gestion comptable, informatisation des délégations régionales...) de la conception à la programmation.

QUALITÉS REQUISES : Autonomie, initiative, sens des responsabilités, goût des contacts.

COMPÉTENCES TECHNIQUES APPRÉCIÉES :

- connaissances micro-ordinateur ;
- connaissances réseaux, connaissances V.M./C.M.S.

ATOUTS SUPPLÉMENTAIRES :

- la maîtrise du milieu communal (comptabilité 12, statut...).
- intérêt pour les méthodes d'analyse fonctionnelle.

PROFIL :

- Ingénieur diplômé (spécialité informatique) M.I.G.E., D.E.A.
- Complément en gestion des entreprises (D.E.S.S., D.E.A., I.A.E., I.N.S.E.A.D...) appréciée.
- Expérience de 2 à 4 ans.

RÉFÉRENCES :

C.V. + photo + références à adresser à : M. le Directeur du Centre de Formation des personnels communaux  
146, bd de Grenelle, 75737 PARIS 15.  
Délai limite de dépôt des candidatures : 15 JUIN.

FILIALE GROUPE INDUSTRIEL

recherche

INGÉNIEUR

(X, Mines, Ponts, Centrale, ...)

Pour prendre en charge le développement d'une activité de conseil dans le domaine de l'énergie (banques à données et services connexes).

ÉCONOMISTE

Pour participer à des travaux d'analyse industrielle et assurer la réalisation d'études variées.

Il aura deux postes, une première expérience professionnelle est souhaitée. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo, références (lettre motivée, C.V., photo, références), à : T 040.422 M à RÉGIE-PRESSE, 21 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

S.A. GRETAG-CX  
UN DES LEADERS MONDIAUX  
DANS LE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE  
DE POINTE, FILIALE DU GROUPE GRETAG

RECHERCHE SON

RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE

Ce poste exige :

- Une expérience d'au moins 5 ans en informatique Hardware et Software ;
- Une expérience similaire en mécanique et micro-mécanique ;
- Une expérience d'au moins 2 ans dans la gestion d'un service et le management d'une équipe ;
- Allemand et/ou anglais exigé.

Poste à pourvoir à Rueil-Malmaison.  
Envoyer C.V., photo, références : S.A. GRETAG-CX, DÉPT. DU PERSONNEL, 8, rue Lionel-Terray, 91100 RUEIL-MALMAISON.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS-8, recrute

COMPTABLES

TRÈS QUALIFIÉS(ÉES) et EXPÉRIMENTÉS(ÉES)

Titulaires du DECS

Envoyer C.V., photo et références à : Mlle GRUNHUT, 16, avenue de Friedland, 75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### IMPORTANT ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

recherche pour animer une équipe de spécialistes

## ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE RECOUVREMENT

DANS LE SECTEUR DES BIENS D'ÉQUIPEMENTS.

- formation juridique, il pourra justifier d'une première expérience
- le recouvrement.
- connaissance de l'anglais
- une supplémentation.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. AT 80061 à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

## FONCTION PERSONNEL DEUX POSTES DEUX CARRIÈRES

UN CHEF DU PERSONNEL - UN JEUNE ADJOINT

**UN CHEF DU PERSONNEL - A PARIS**  
S'il a ce titre, d'est-ce qu'il doit avoir le tempérament d'un chef, il sait que conseiller les responsables opérationnels, s'engager avec eux et que gérer le personnel n'est pas seulement une fonction administrative. C'est un homme mûr de 30 à 40 ans, qui connaît l'aspect technique de la fonction - droit social, gestion administrative - mais qui sait le dépasser pour participer de plein pied à la direction de l'entreprise. Le fait d'avoir assumé des responsabilités opérationnelles (dans la production par exemple) n'est pas un handicap, au contraire ! Notre entreprise est une entreprise de main d'œuvre - 12000 personnes. Les hommes y sont vifs et exigeants. Elle est en développement régulier - et amorce une diversification très prometteuse.

**UN JEUNE ADJOINT - A 90 KM SUD DE PARIS**  
Un autre contexte ! Une des sociétés industrielles - 650 personnes - d'un important groupe international. Un directeur du personnel recherchant son assistant pour l'associer à tous les aspects de la formation (gestion, formation, recrutement, études, etc.). Il a une toute première expérience de la fonction - 1 à 2 ans - Mais un jeune diplômé - option personnel - a aussi ses chances. Une bonne opportunité pour un jeune de se développer dans un groupe dynamique, pratiquant la décentralisation, de prendre contact avec la réalité du terrain tout en ayant la certitude de pouvoir vivre une véritable politique sociale au sein d'une équipe de professionnels de la fonction.

Adresser votre candidature - en précisant bien le poste qui vous intéresse - en joignant une photo et en indiquant votre rémunération actuelle à notre conseil, Philippe Gombaud Copens - 1 rue Moncey 75009 Paris. Vous rencontrerez les responsables de l'entreprise dès le premier contact.

**COPENS**

## Ingénieurs d'affaires

CHAUFFAGE - CLIMATISATION

Filière d'un groupe français à vocation internationale (3 milliards de CA), nous sommes spécialisés dans la conception et l'installation d'équipements thermiques à usage collectif et industriel. Nos chantiers sont répartis sur le territoire national et grâce à nos techniques de pointe nous maîtrisons l'énergie : eau surchauffée, économies d'énergie, reconversion charbon, géothermie. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons deux ingénieurs d'affaires. Leur mission est de définir et de coordonner la réalisation de plusieurs chantiers depuis le projet jusqu'aux essais de fonctionnement. Gestionnaires et organisateurs, ils élaborent les programmes de travaux ; sous-traitance, approvisionnement en matériel, respect des délais. Ils sont responsables du niveau technique et de la rentabilité des réalisations. Hommes de terrain ils encadrent une équipe de techniciens, assurent les R.V. de chantier en coordination avec les services internes. Ces postes d'envergure requièrent une expérience similaire de chargés d'affaires acquise dans le secteur de l'ingéniering du bâtiment second-cœur, de l'installation climatique ou thermique. Ils seront corollés à des ingénieurs expérimentés âgés de 30 ans minimum.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6342 à :

**(Organisation et Publicité)**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## SITB

est l'une des premières Sociétés de Services et de Conseil en Informatique françaises. 30 ans d'expérience. 500 personnes. C.A. 150 MF (+ 28 % en 82). Leader dans un domaine de haute technicité : le secteur Banques, Finances, elle poursuit son développement sur différents axes : Télétraitement, Réseaux, Logiciels, Conseil.

## Jeunes Ingénieurs

DIPLOMES GRANDES ECOLES

si l'INFORMATIQUE DE GESTION vous attire et si vous êtes décidés à vous lancer à fond dans cette nouvelle voie, nous sommes prêts à miser sur vous. A votre entrée dans la Société, en Septembre 83, vous suivrez une formation complète et rémunérée aux techniques de base de l'informatique avant d'être intégrés à une équipe d'études. Votre participation à des projets vous permettra alors d'acquies des connaissances opérationnelles. Ayant fait vos preuves vous pourrez ensuite évoluer vers des fonctions de Chef de Projet, Ingénieur Système, Conseil... la rapidité de votre progression dépendra principalement de vous.

Lieu de travail permanent : Paris Centre.

Adresser dossier de candidature sous réf. J.D. 583 M à M<sup>me</sup> Peronin SITB 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

## INTERGRAPH FRANCE

Leader de la C.A.O.

RECHERCHE POUR SON SERVICE APRÈS-VENTE

### INGÉNIEURS LOGICIELS

POUR MISSIONS SUIVANTES :

- Installation de logiciels en clientèle.
- Mise en place et suivi des systèmes installés.
- Assistance aux utilisateurs.

Déplacements en Province de courte durée.

Expérience sur matériel DIGITAL VAX souhaitée.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

INTERGRAPH FRANCE

Tour Les Mercantais, 40, rue Jean-Jacques 93170 BAGNOLET. A l'attention de M<sup>me</sup> HAÏK.

## Adjoint à la Direction des Ressources Humaines

Hewlett-Packard France recherche, dans le cadre du développement de sa Direction des Ressources Humaines, un ingénieur de formation + 3<sup>e</sup> cycle Ressources Humaines ou Ecole Supérieure de Commerce + Formation complémentaire.

Cet adjoint sera plus spécifiquement chargé dans un premier temps du recrutement du personnel cadre de la Société soit : de la définition des besoins, présélection des candidats, contrôle du suivi du recrutement, de l'intégration des candidats au sein de Hewlett-Packard France, et assistera le Responsable des Ressources Humaines dans toutes ses actions.

L'intégration aura lieu au Siège Social à Evry, durant 1 an. En fonction des résultats obtenus, il peut être envisagé pour le candidat de devenir responsable du recrutement d'une zone de l'entité venue de H.P. France.

Une première expérience de 3 ans minimum dans une fonction analogue en cabinet ou en entreprise est exigée.

Ce poste peut déboucher ensuite sur des fonctions élargies dans le cadre du personnel et des Ressources Humaines, ou constituer un mode d'entrée dans la société vers d'autres fonctions à responsabilités administratives ou commerciales.

Les personnes motivées peuvent envoyer leur dossier de candidature, à Gérard Kloppel, Direction des Ressources Humaines, Hewlett-Packard France, 91947 Les Ulis Cédex, sous réf. 064.

**hp HEWLETT PACKARD**

Société proche banlieue Ouest  
Technologie de pointe en  
Electronique appliquée  
recherche

## REDACTEUR TECHNIQUE

HF

Expérimenté pour manuels

- Catalogues illustrés
- Techniques d'utilisation
- Réparations.

Anglais souhaité.

Envoyer C.V. et prétentions à N. 3087 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

## CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

200 - 220 000 F

Paris  
Signalisation industrielle

Une société française occupant une position de leader dans le domaine de la signalisation, recherche un CHEF DU SERVICE TECHNIQUE. Dans l'optique du développement de sa division, et à partir des missions qui lui auront été fournies, il sera responsable des études et du développement de systèmes et équipements de télécommunication et de signalisation industrielle. Il aura la charge de la formation des points de vue : l'acoustique, l'électronique, l'optoélectronique... Il gèrera et dirigera un service d'ingénieurs et de techniciens. Il aura les responsabilités de la qualité et avec l'aide d'un adjoint, sera responsable de la formation, de l'étude et développement de produits d'électronique et d'optoélectronique. Il aura la charge de la formation des points de vue : l'acoustique, l'électronique, l'optoélectronique... Il gèrera et dirigera un service d'ingénieurs et de techniciens. Il aura les responsabilités de la qualité et avec l'aide d'un adjoint, sera responsable de la formation, de l'étude et développement de produits d'électronique et d'optoélectronique.

Impérativement : l'électronique et l'acoustique. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à :

GRH conseils

3, rue de la Chapelle 75017 PARIS.

## SOCIÉTÉ EN FORTÉ EXPANSION EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Leader européen dans le domaine de l'auto-

situation de l'air et des gaz

(300 personnes, 170 MF CA, filiale aux USA)

affiliée à groupe multinational français

recherche pour son siège social à La Garenne Colombes (92)

## Ingénieur commercial export

Anglais courant, Allemand souhaité. Expérience vente biens d'équipements industriels. Le candidat se verra confier, après période de formation l'entière responsabilité du marché des industries nucléaires et connexes à l'exportation.

Il aura la charge de la prospection, du suivi commercial et du développement avec la mission d'accroître la pénétration de la Société sur les marchés étrangers.

Déplacements fréquents de courtes durées en Europe. Poste évolutif.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 56.970, PUBLICITE ROGER BLEY

111, rue Réaumur, 75002 Paris.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ - (CA 6 milliards de F.)

recherche pour son siège proche-banlieue Ouest

## TRESORIER D'ENTREPRISE

Minimum 30 ans

- ayant acquis une expérience confirmée en matière de : gestion des flux, valeur et vérification des décomptes bancaires
- placement des excédents de trésorerie, notamment en obligations
- négociation des conditions bancaires
- demandes de crédits à long ou à moyen terme.

Sans être nécessaire, une certaine pratique de la Trésorerie Interne et des crédits à l'exportation constituerait un atout.

Un passé bancaire serait apprécié.

Adresser C.V. manuscrit, photo et téléphone sous réf. 71468

à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

La Générale Informatique et d'Exploitation, filiale du second groupe français d'assurance, recherche plusieurs

## Miage débutants

Maîtrise d'informatique

Après formation technique, participerez au développement des systèmes informatiques de gestion du groupe, des matériels informatiques de très grande puissance utilisant des bases de données, un important réseau de télétraitement (actuellement IBM 3081, 13.10 octets en ligne sur disques, 100 terminaux répartis France, IMS/DB1, TSO, MV5).

Vous pourrez évoluer rapidement vers des responsabilités d'encadrement.

**GIE**  
Générale Informatique

Adresser lettre, C.V., prétentions sous réf. M. 225 à

GIE - Direction du Personnel

Tour Franklin, 111 Paris La Défense Cedex 11

Discrétion assurée.

## Société d'Audit et de Commissaire aux Comptes PARIS-8

recherche

## CHEFS DE MISSION ET REVISEURS

- Diplômés de l'enseignement supérieur.
- Ayant acquis en cabinet une expérience pratique de la révision.

Evolution rapide et motivée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

P.G.A. 2, avenue Hoche, 75008 PARIS.

## Assurance Jeunes Ingénieurs

Le département «Risques Industriels» d'un des premiers groupes français d'assurances propose deux postes d'ingénieurs-conseils. Après une période de formation approfondie, leur rôle consistera à : évaluer sur le terrain des risques entreprises (incendie et autres dommages), proposer des plans de prévention, des vérifications préventives et réaliser, suivre la politique de prévention des entreprises clientes. Pour réussir dans ces postes, en plus de la rigueur inhérente au métier d'ingénieur, il est nécessaire d'avoir un excellent contact et le goût des négociations commerciales. Les postes sont basés à Paris La Défense, mais de fréquents déplacements sont à prévoir sur toute la France. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité sous référence 137 F à CHB - 5 rue Lincoln - 75008 PARIS.

هكوان الرمال



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE

Contrôle Bailey

2700 ingénieurs - 38 filiales à l'étranger  
12 milliards de commandes en 1982 (dont 7 à l'export)

Nous recherchons des :

### Ingénieurs informaticiens

pour développer les logiciels du contrôle industriel :  
régulation - automatisation - optimisation des procédés.

### Ingénieurs de développement

en électronique industrielle et en électrotechnique  
pour participer à la conception et la réalisation des automatismes  
dans les grands contrats du contrôle industriel, en France et à l'étranger.

Nous vous invitons à contacter le :

Service des Ressources Humaines: 13 rue Antonin Raynaud 92309 Levallois Perret.

## CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

### Innovateur et gestionnaire Ingénieur conseil en grands projets industriels

HF

Ingénieur Grande Ecole (ECP, AM...) après quelques années d'expérience comme gestionnaire de projets industriels, vous souhaitez mettre en œuvre vos connaissances et élargir vos responsabilités en créant ou dirigeant de nouvelles entreprises. La Division Organisation Industrielle de la CGEE vous offre, à Paris, une structure d'ingénieur conseil pour exercer à la fois en France et à l'étranger des fonctions qui pourront représenter un enrichissement professionnel exceptionnel et un tremplin dans votre carrière. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 236 à P. SCHUTZ, Directeur des Ressources Humaines, CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé  
CEGOS

Filiale du C.E.A. recherche un

### Jeune ingénieur pour son laboratoire de production

D'excellent potentiel, il devra, après une période probatoire, mesurer d'assumer la responsabilité du laboratoire et diriger une équipe de 12 personnes. Ce laboratoire effectue les contrôles de production (métallographie - chimie) et prend en charge les actions de développement des procédés de fabrication des produits. Il doit être en mesure de réaliser certains travaux et expertises à la demande de clients extérieurs. Nous recherchons pour ce poste un ingénieur physico-chimiste, de préférence titulaire d'un DEA ou d'un doctorat en science des matériaux, ayant si possible, 2 à 3 ans d'expérience en laboratoire. Langue anglaise appréciée.

Lieu de travail : ANNECY.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73675M à M. CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé  
CEGOS

### groupe tests

### Futur responsable de publication

HF

N°1 de la presse informatique - 100 millions de F de CA en 1982 - nous cherchons actuellement une quinzaine de publications. Nous cherchons, pour une de nos revues grand public un jeune diplômé (HEC, ESSEC ou équivalent) qui, après une première expérience dans l'édition ou la publicité, souhaite devenir un véritable homme de presse dans le domaine des technologies nouvelles. Ses qualités de contact, son esprit créatif, son sens de la rigueur et la gestion lui permettront rapidement de maîtriser les différents aspects du poste : publicité, promotion, diffusion de la revue, et contribueront à celle-ci sa place de leader. Nous offrons un travail passionnant, un poste évolutif à un ingénieur ayant des capacités d'encadrement et d'animation d'une équipe. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prêt à signer RUDLOFF sous la référence 1037/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé  
CEGOS

Important groupe pharmaceutique français

recherche un

### Chef des services comptables

Assisté d'une équipe de 30 personnes, il assurera la comptabilité générale pour les sociétés du Groupe (5 sociétés) et contrôlera la comptabilité de certaines filiales (Angleterre, États-Unis, etc.).

Le poste est très intéressant par sa diversité et l'ampleur de son champ d'action. Il implique de solides connaissances en fiscalité, en informatique et une bonne maîtrise de l'anglais.

Si vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (Sup de Co, ESC, etc.), si vous êtes titulaire du D.E.S. et si vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire, adressez votre candidature s'il vous plaît à M. RUDLOFF à notre conseil, SELEPHAR, qui vous assure une totale discrétion.

77, rue du Château 92103 Boulogne

selephar

ASSOCIATION LOI 1901

recherche un

### CHARGÉ INFORMATIONS ET ÉTUDES

Ayant quelques années d'expérience dans la rédaction et la recherche en

Possédant une sérieuse formation en économie, avec l'aide de 2 collaborateurs, il aura pour mission de faire vivre au travers d'une revue, et pour un public de professionnels du bois, toutes les questions économiques et commerciales relatives à ce secteur d'activité.

Il sera amené à effectuer régulièrement des enquêtes et des études spécialisées.

Si vous avez une expérience similaire, envoyez votre lettre de candidature, C.V. et prétentions sous n° J 040.478 à RAGIE-PRESSE, 85 bis, rue Raoul, 75002 PARIS.

### TOSHIBA

recherche

### INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- 5 ans d'expérience SEMI-CONDUCTEURS.
- Solide formation technique.
- Anglaise indispensable, allemand souhaité.

Adresser C.V. et prétentions à Madame DIEUCHO TOSHIBA, tour Neptune Cedex 20, 92086 PARIS LA DÉFENSE.

### Chef de produits

Produits de grande consommation

Notre Division « Grand Public » (Scott, Scotch Brite, etc.) souhaite intégrer dans sa structure marketing, un jeune collaborateur de formation supérieure commerciale, HEC - ESSEC - ESC Paris/Province ou école de commerce équivalente.

Il aura pour mission de développer et de promouvoir les ventes de nos produits en France et à l'étranger.

Si vous bénéficiez d'une première et brève expérience Marketing, vous nous intéressez pour occuper un poste large et polyvalent d'avenir, ou si votre expérience est plus riche, nous vous intégrerons dans un poste vous permettant de la mettre à profit.

Afin d'étudier ensemble les opportunités offertes par notre société et en préalable à un entretien, Francis SOULET, tout en vous remerciant que l'anglais est indispensable, vous prie de lui adresser une lettre manuscrite, C.V., photo et niveau de rémunération actuelle.

Francis SOULET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence PS/9.

3 M FRANCE  
Département des Relations Humaines  
Boulevard de l'Osier  
95008 CERGY CEDEX.

3M



### THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

DIVISION BUREAUTIQUE

Département Disque Optique Numérique

recherche

### UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CENSA, X GRENOBLE OU ÉQUIVALENT

Sa formation et son expérience en électronique et informatique lui permettront de prendre en charge la préparation et la formation des utilisateurs à la maintenance de périphériques d'ordinateurs.

C'est une création de poste qui conviendra à un candidat désireux d'acquiescer une grande autonomie évoluant vers des fonctions commerciales de très bon niveau.

Ce poste implique une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Une expérience professionnelle acquise chez un constructeur est appréciée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature à C.V. à Chantal BLONDET, Responsable du Personnel Division Bureautique THOMSON, 5/7, rue de Milan, 75008 PARIS.



THOMSON-CSF  
COMMUNICATIONS

Notre Groupement Systèmes d'Informatique recherche pour la constitution d'équipes de développement de logiciels mixtes : DPS-7 (GCOS 64)/micro-ordinateurs (Unix, CP/M, etc...) des

### INGÉNIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent), ils auront 2 à 3 ans d'expérience.

Ils seront chargés du développement d'interfaces intégrées informatique/micro-informatique. Les travaux impliqueront la mise en œuvre des techniques suivantes : télécommunications, bases de données, applications, progiciels micro systèmes.

Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions précisant la référence 121 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, rue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

Bull



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



LA DIRECTION FINANCIERE  
ET DE CONTROLE DE GESTION  
propose deux postes à de

## JEUNES FINANCIERS

Cadres de premier plan, à fort potentiel d'évolution, vous avez une formation HEC, ESSEC, ESCP, CENTRALE, X... et un à trois ans d'expérience en gestion financière. La Compagnie vous confiera des responsabilités successives dans différents domaines financiers, commençant par la fonction "Prix et Conditions de vente". Ces postes impliquant un travail rigoureux, varié et des contacts à haut niveau devraient permettre d'évoluer vers des fonctions de management. Ils sont à pourvoir à PARIS et nécessitent une très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à IBM France - (Référence H.05 M) -  
Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS

## IMPORTANTE ENTREPRISE

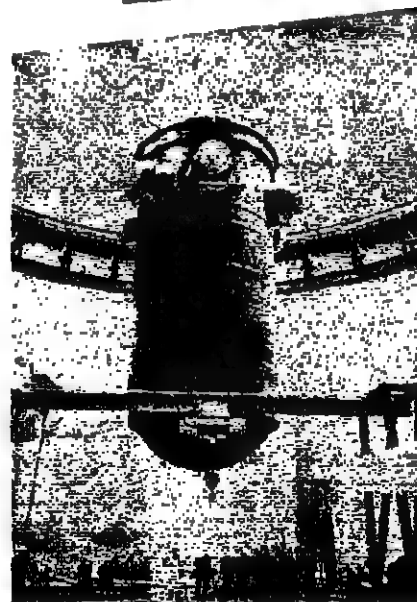
recherche  
pour des postes à durée limitée

## DES TRADUCTEURS TECHNIQUES CADRES

• Les sujets à traduire d'anglais en français, traitent de l'informatique (matériels et logiciels). La traduction se fera à l'écran, à l'aide d'un éditeur. La formation à l'éditeur sera assurée.  
• Qualités requises : très bonne rédaction en français; bonnes connaissances de

l'anglais lu; formation ingénieur souhaitée.  
• Durée des contrats : 6 mois; lieu de travail : Paris La Défense.  
Adresser lettre de candidature et curriculum vitae sous référence TTM 1 à MASH, 110 rue de Richelieu 75002 Paris qui transmettra.

## Participez à nos réalisations en ingénierie nucléaire



Dans les cinq continents FRAMATOME est connue comme la 1<sup>ère</sup> entreprise mondiale d'ingénierie. Nos 5 000 collaborateurs conçoivent, fabriquent et mettent en service des chaudières électro-nucléaires.  
Cette maîtrise de l'énergie et des techniques, nous la devons à la très haute compétence de nos équipes ainsi qu'à leurs qualités humaines, ciment des grands projets. Aujourd'hui nous recherchons pour notre division travaux au siège et sur les chantiers, des interlocuteurs de nos clients et fournisseurs.

### Ingénieurs et techniciens

(Électronique, Électrotechnique, Régulation, Mécanique, Chaudronnerie), débutants ou avec une première expérience en : fabrication, pétrochimie, réalisation de grands complexes industriels.

Ils auront pour mission de :  
• Rédiger les spécifications et les procédures.  
• Procéder aux contrôles sur les matériels reçus de nos fournisseurs.  
• Superviser le montage des chaudières.  
• Procéder aux essais et à la mise en service.  
• Former le personnel d'exploitation de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 3501 à Framatome, Département Recrutement - Tour Fiat, 1 place de la Coupole 92084 Paris La Défense Cedex.

**FRAMATOME**

## Un jeune ingénieur R&D innovateur et pragmatique

Pour faire évoluer technologiquement nos produits et aider à maintenir notre position de leader dans le domaine du chauffage, c'est en effet d'idées et de réalisme dont nous avons besoin. Voir la concrétisation industrielle de ce que vous avez conçu, c'est une joie professionnelle que nous souhaitons pouvoir vous offrir.

3 000 personnes, filiale d'un puissant groupe français, nous abordons tous les types d'énergie (gaz, électricité, pompes à chaleur, solaire) et utilisons des techniques diversifiées : mécanique, thermo-dynamique, électronique, entre autres... Votre spécialité à vous, c'est l'électromécanique. Vous serez en charge de la partie « composants » des appareils : régulation, pompes, moteurs... En liaison permanente avec les bureaux d'études, l'atelier prototypes, les usines et les clients extérieurs de l'électronique et de l'électromécanique, vous serez le garant de l'évolution des performances des composants. A l'ordre du jour, deux problèmes actuels à vous mettre sous la dent : économie d'énergie et progrès en acoustique. L'aspect « recherche » est indissociable de la phase « mise au point » que vous conduirez avec l'assistance d'une équipe de DUT rodée et compétente.

Ingénieur électromécanicien diplômé (INSA, ENSI Grenoble, Nancy et Toulouse, ESIEE, UTC, SUDRIA...), vous êtes dans les premières années de votre carrière et prêt à vous investir dans un job où votre curiosité et votre dynamisme trouveront à s'exprimer. Par ailleurs, vous avez des fournisseurs étrangers et la fréquentation de salons professionnels vous a permis de pratiquer votre anglais. Le poste est situé au siège, à Paris Est. Merci d'écrire sous référence 355 903 M à notre conseil SIRCA qui nous assiste dans cette recherche.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE



Porte Maillot

## CHEF COMPTABLE

UGC est un important groupe d'exploitation et de distribution de films. La seule activité exploitation avec 156 écrans répartis en 33 complexes sur l'ensemble du territoire réalise un Chiffre d'Affaires de plus de 500 millions de francs.  
Le développement de l'entreprise la conduit à structurer son service comptable en créant un poste de chef comptable.

Le titulaire du poste prend en charge l'ensemble des services comptables (comptabilité générale et analytique, comptabilité des différents sociétés du groupe, compte d'exploitation par film, trésorerie, fiscalité). Rattaché à l'expert comptable, directeur des services comptables et financiers, le cadre recherché anime 30 personnes dont 3 chefs de service et 2 chefs de groupe.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel âgé de 30 ans minimum, de formation DECS ou équivalent, familier de l'informatique. Responsable, il justifie surtout d'une expérience significative de responsabilité d'un service et est intéressé par le secteur du cinéma.

Le poste basé Porte Maillot, le niveau de rémunération non inférieur à 200 000 F et les perspectives du groupe sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 3858 A, à :

**EGOR PROMOTION**  
111 rue des Pontons - Paris.

**egor**

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Une importante organisation professionnelle  
recherche pour Paris la

## RESPONSABLE

de son

## INSTITUT DE FORMATION

• Il sera diplômé d'enseignement supérieur

• Il aura au minimum 3 ans d'expérience à un poste à responsabilités en entreprise industrielle ou commerciale et une expérience de la formation.

Une expérience de conseil en organisation et/ou gestion serait également appréciée.

• Il devra diriger l'Institut (potentiel d'environ 100 000 salariés), participer à la définition de la politique de formation de la profession et apporter aux Chefs d'entreprise des moyens d'évaluer et de s'adapter au présent et au futur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel à N. 2831 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

LA BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE  
recherche pour son service études

## 1 CADRE formation économique et financière

(HEC, ESCP, IEP de préférence admissible ENA)

• expérience professionnelle,  
• aptitude au travail en équipe,  
• goût des contacts humains et des responsabilités.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3087  
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris

## UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et réalisateur :

• de réseaux de transmission de données ;  
• 1<sup>er</sup> fournisseur mondial de réseaux publics...  
• grands systèmes télématiques : annuaire électronique...  
• de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.

Une implantation nationale et internationale :  
1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans,  
des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche dans le cadre de son expansion

## INGENIEURS LOGICIELS DEBUTANTS, FORMATION GRANDES ECOLES

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités dans les domaines suivants :

• réseaux de transmission de données par paquets,  
• commutation de messages,  
• systèmes télématiques,  
• systèmes temps réel.

Envoyer C.V. et prétentions  
à SESA, Quai de Dion Bouton  
92806 PUTEAUX  
Préciser réf. sur enveloppe : 59 LM



مركز العمل



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**COFRATEL**

Membre du Groupe INTERTEL Informatique diffuse une gamme d'ordinateurs de gestion multi-postes, multi-tâches (calculateur type 990/10, operating system DX10). Afin d'écarter notre expansion nous recrutons :

**un analyste programmeur confirmé**

**SA MISSION :**

- Appui technique aux commerciaux en avant-vente.
- Négociation avec les S.S.C.I. Contrôle de qualité des logiciels.
- Chiffrement des propositions commerciales.
- Installation et suivi des systèmes vendus en clientèle.

**PROFIL :**

- Connaissance approfondie du COBOL M 74 et du BASIC sous CPM.
- Expérience en S.S.C.I. (3 minimum).
- La poste est à pourvoir à PARIS.

Adresser CV à Monsieur A. BERQUEZ COFRATEL 17, rue Henri-Bocquillon - 75015 PARIS

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

**Spécialiste marketing de services**

pour notre département Logiciel Rungis

Il (elle) sera pour objectif d'introduire auprès de nos clients de nouveaux types de services. Il (elle) fournira un support à nos ingénieurs pour la vente de contrats Support Logiciel. Il (elle) négociera lui-même les contrats les plus importants. Pour ce poste évolutif, une formation marketing jointe à une expérience professionnelle de 2 à 3 ans en milieu informatique et la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Ecrivez sous REF. M 44 à M. Boulay, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux 91004 Evry Cédex.

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

Une croissance de 35 % l'an, 1200 personnes en France, un CA de 837 MF en 82.

**Directeur des systèmes informatiques (Houf)**

Il définira et mettra en place une stratégie de l'information (informatique, bureautique, télécommunications) pour l'ensemble de la filiale : planification et intégration des plans informatiques dans différentes directions, optimisation des ressources d'exploitation, compatibilité des systèmes, développement des réseaux télécom.

Le candidat à ce poste doit posséder une expertise technique et être un organisateur et gestionnaire, il a déjà dirigé des équipes importantes et prouvé ses capacités à communiquer et à négocier. L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre CV sous REF. M 38 à Dick, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

**Importeur fabricant de biens d'équipements électroniques** (2 usines - 500 personnes), spécialisés en ROBOTIQUE et INFORMATIQUE, recherche pour son usine proche de CRETEIL (94), un **INGENIEUR**

**CHEF DE FABRICATION**

Responsable de la production et de la rentabilité, il coordonne un ensemble de services bien en place (devis, méthodes, ordonnancement, fabrication, plateformes, etc...) et anime une équipe de 150 personnes.

Ce poste conviendrait à un homme d'expérience et de terrain (30 ans minimum) ayant une formation de base électronique, faisant preuve d'efficacité dans la gestion des productions et d'efficacité dans les relations.

Evolution vers un poste de Directeur des Fabrications.

Rémunération de l'ordre de 270 000 F.

Merci d'adresser, en joignant C.V. détaillé, sous réf. 373 M à Denis JOUSSET, plein emploi 10, rue du Mail - 75001 PARIS. Conseils en ressources humaines.

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

poursuit sa croissance en matière de conseil et de développement logiciel :

**Ingénieurs logiciel ordinateurs personnels**

Conseil auprès de nos clients, nous apportons un support technique à nos ingénieurs commerciaux. Vous avez une formation universitaire ou Grande Ecole. Vous avez quelques années d'expérience en tant qu'ingénieur Système sur MS-DOS et/ou MS-DOS, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais technique.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Ecrivez sous REF. M 41, à M. ELKESLASSY, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18, rue Saarnen, 9225-94528 Rungis Cédex.

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

Mais nous avons triplé en 5 ans notre chiffre d'affaires double en 2 ans. Nous sommes aujourd'hui 1200 personnes en France.

**Responsable de personnel**

Rattaché au Directeur du Personnel, vous serez responsable de l'ensemble des responsabilités de la fonction pour le Siège Social à Evry : recrutement, gestion du personnel, relations avec les représentants du personnel et les administrations.

Les rapports privilégiés que vous aurez avec les Directions implantées au Siège Social vous amèneront également à intervenir comme conseil en organisation-développement.

De formation supérieure, vous avez 30 ans et un minimum de 5 ans d'expérience en la fonction personnelle. Vous avez des qualités réelles d'écoute, de disponibilité, d'initiative et de leadership. Un bon niveau d'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre CV sous REF. M 37 à Jean-Paul Virelli, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

**BDA**

DE BUREAU, D'INFORMATIQUE ET D'ANALYSE

Nous sommes un cabinet de 350 personnes. Nous représentons TOUCHE ROSS INTERNATIONAL l'un des huit grands de l'Audit et du Conseil dans le monde (plus de 22.000 personnes dans 360 bureaux et 84 pays).

Nous recherchons pour faire face à notre expansion, pour PARIS et LYON des

**AUDITEURS CONFIRMES SENIORS - SUPERVISEURS**

Nous offrons :

- Une formation à nos méthodes de travail ;
- une expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières ;
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité ; formation à l'étranger...).
- une intégration au sein d'équipes dynamiques ;
- la référence d'un important cabinet français associé à une structure internationale.

Les postes à pourvoir conviendront à : des diplômés de grandes écoles : HEC, ESSEC, ESCP ou ESC ou équivalents, possédant 3 à 5 ans d'expérience d'audit externe ou interne.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de votre PLAN de CARRIERE, et vous demandons de nous transmettre votre curriculum-vitae et une photo 4

B.D.A. - Direction du Personnel 185, avenue Charles de Gaulle - 92521-NEUILLY SUR SEINE Cédex.

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

Une croissance de 35 % l'an, 1200 personnes en France, un CA de 837 MF en 82.

**Controller**

Rattaché au Directeur Financier, il est responsable des Services Comptables de la filiale : comptabilité générale et analytique, comptabilité intercompagnies, fiscalité, relations avec les auditeurs internes et externes.

De formation supérieure (niveau expertise comptable plus MBA), il possède une connaissance approfondie des comptabilités françaises et américaines, acquise dans une grande firme internationale, il parle couramment l'anglais.

Ce poste important et évolutif conduira rapidement à des responsabilités de très haut niveau. Un bon potentiel est indispensable.

Merci d'adresser votre CV, sous REF. M 33 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91136, 91004 Evry Cédex.

**digital**

N° 1 de l'informatique interactive

**Analystes financiers**

ils assistent les Directions Opérationnelles dans leurs responsabilités budgétaires : planifications, contrôles, reporting financiers, analyse et suivi de rentabilité.

Au sein de la Direction Financière, ils proposent et développent de nouvelles procédures et veillent à la bonne application des standards financiers.

Dans ces activités, ils sont amenés à diriger des analyses comptables.

Diplômés d'écoles de commerce ou équivalent, ils possèdent une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire d'une multi-entreprise. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre CV, sous REF. M 32 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91136, 91004 Evry Cédex.

**LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL**

Leider sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche un

**acheteur**

Ce poste, doté de larges responsabilités, conviendrait de préférence à un ingénieur GRANDE ECOLE, 30 ans minimum, possédant si possible une première expérience en la fonction achat et une très bonne connaissance de la langue anglaise.

Le poste est à pourvoir rapidement à Paris-La Défense.

Adresser candidature, C.V., photo sous référence 7464 (mentionnée sur l'enveloppe) à :

MEDIA-SYSTEM Emplois Carrières 104, rue Réaumur 75002 Paris.

Importante société recherche pour secondar chef son service

**contrôle de gestion**

cadre de formation supérieure possédant quelques années d'expérience en un contrôle de gestion.

Pratique de l'informatique souhaitée.

Lieu de travail : siège social à Paris.

Salaires annuels de l'ordre de 130 000 F.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. à Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris

**Ingénieur métallurgiste**

**Paris-La Défense**

Importante entreprise française d'ingénierie (La Défense), nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension intégrant des développements technologiques avancés.

Vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en LABORATOIRE DE RECHERCHE.

Nous vous offrons d'initier et suivre nos actions de Recherche et Développement relatives aux aciers inoxydables afin de développer nos compétences dans ce domaine.

Pour les études qui vous seront confiées, nous vous demanderons d'établir, en collaboration avec nos équipes et les laboratoires associés, des dossiers de synthèse et d'en présenter les conclusions aux clients et aux autorités de sûreté.

La pratique de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2849/LM à

MEDIA BA 2, Bd des Isambert, 75002 Paris (réponse et discrétion assurées)

**BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE**

Nanterre (Préfecture)

rech. pour sa division des concours promoteurs :

1) **un CHARGÉ D'ÉTUDES**

DE DOSSIERS DE CREDITS PROMOTEURS

Le candidat devra de préférence avoir une expérience confirmée dans une banque immobilière.

2) **un TECHNICIEN**

ayant une formation de «METREUR VERIFICATEUR» un similaire, chargé de l'étude de devis, de dossiers et de visites de chantiers.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3101 PUBLICITES REUNIES - 112, Voltaire - 75011 Paris

**FONCTION PERSONNEL**

**secteur bancaire**

Diplômé(e) d'enseignement supérieur, âgé(e) de 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience de 5 ans de la fonction personnelle.

Un grand groupe bancaire international vous propose d'élargir cette expérience en assistant le Directeur des Relations Humaines sur des projets au siège ou dans des filiales étrangères (voyages fréquents).

Quelques années de carrière réussie permettront de postuler à des postes de responsabilité dans un groupe en rapide expansion.

Adresser C.V. + photo sous réf. 7346/MI à : A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

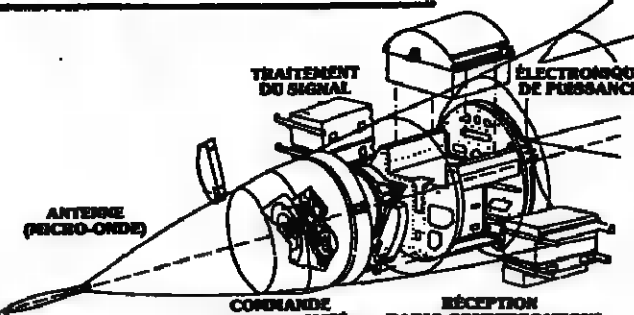


OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## THOMSON-CSF INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et des équipements de Contre Mesures aéroportées. Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan. Nous proposons à de jeunes ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

### SYSTÈMES RADARS

- DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
- Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés.
- ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
- Prospectives, modélisation, simulations.
- DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS.

### ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

- TRAITEMENT DU SIGNAL.
- MICRO-ONDES, propagation, antennes: formation complémentaire assurée.
- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
- CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS.
- PHÉNOMÈNES d'IMPATIBILITÉ ÉLECTRO-MAGNÉTIQUE.

Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences. Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activité industrielle sophistiquée avec une grande rigueur technique.

**THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM**  
du Personnel - 68, avenue Pierre  
MALAKOFF CEDEX

**THOMSON**  
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

## SOPAD Nestlé.

recherche


un  
**INGÉNIEUR**  
de  
formation  
**MÉCANIQUE**

Au sein du Service Conditionnement Emballage, le Siège Social (Paris - La Défense), il deviendra, après formation, le Responsable de la conception des Emballages Métalliques et du parc machine correspondant.

Dans l'équipe actuelle, il sera particulièrement chargé de définir les emballages et les machines de conditionnement pour les différents produits et usines, en liaison étroite avec les départements commerciaux et techniques et les usines. Ceci implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Son niveau de responsabilité exige qu'il ait déjà quelques années d'expérience industrielle. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions sous référence  
REM à : SOPAD, Direction du Personnel,  
17, quai Paul-Dominer, 92411 Courbevoie Cedex.



## SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE (91) MASSY

recherche pour la direction des études

ingénieurs logiciels

2 à 5 ans d'expérience, motivés par la conception d'outils de génie logiciel. Des connaissances en logiciel de base sur mini-ordinateur seraient appréciées.

ingénieurs logiciels

TEMPS RÉEL  
pour applications à microprocesseurs.  
Débutants ou première expérience.

analystes-programmeurs

CONFIRMÉS  
pour applications à microprocesseurs.

Écrire avec C.V. et prétentions en précisant référence du poste  
Direction des Affaires Sociales, B.P. 74 - 91301 MASSY Cedex.

## Le Centre de Traitement Informatique de THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

### CHEF DE PROJET

Ce centre informatique (120 personnes) met en œuvre un IBM 3033 sous OS (MVS, IMS, DLI), 350 terminaux et 12 ordinateurs répartis.

Nous souhaitons intégrer un CHEF DE PROJET ayant déjà eu une expérience de dessin de bases de données DLI.

Nous vous confierons la responsabilité :

- de la gestion des équipes et du suivi des performances.
- de la supervision du gestionnaire des données et du contrôle Qualité des programmes.

Diplômé d'une ÉCOLE D'INGÉNIEURS ou de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, nous vous offrons un poste évolutif.

Un poste au sein du Poste de Saint-Cloud.

Pour un premier contact, adressez CV, photo et prétentions, sous référence 808/M à notre Conseil :

ALPHA CDT - 181, avenue Charles-de-Gaulle - 92110 NEUILLY-SUR-SEINE.

**THOMSON**  
BRANCHE GRAND PUBLIC

## Juriste d'entreprise, seul avec tous.

Quatre ou cinq années en cabinet ou en entreprise vous ont permis de rodé vos connaissances théoriques et d'acquiescer une réelle compétence en droit des affaires. Vous vous sentez maintenant aujourd'hui pour la première fois à l'aise et aborder un poste de synthèse, où vous pourrez faire la preuve de votre valeur.

Cette société industrielle de 1000 personnes, filiale d'un puissant groupe français, vous propose de prendre une fonction multi-facettes qui fait appel aux disciplines juridiques les plus variées : droit des sociétés, droit des contrats, droit commercial, droit social... Dans un cadre agréable et passionnant vous exigerez, à un degré élevé, des qualités telles que sens des responsabilités, conscience professionnelle, discernement et discrétion. Un grand nombre de dossiers seront initiés et traités par vous-même, mais vous pourrez aussi beaucoup de temps en conseil et en collaboration avec des différents responsables opérationnels.

Seul juriste dans l'entreprise, donc, mais avec la sécurité de pouvoir trouver échanges et appui auprès des structures juridiques plus nombreuses de la même mère. Une opportunité à saisir pour celui, ou celle, prêt à s'investir dans des responsabilités exigeantes. Écrivez nous attendre sous référence 111 929M aux consultants du cabinet SIRCA, qui se fera un plaisir de compléter votre information.

Le cabinet du poste : adressez CV, photo et prétentions à :

**SIRCA**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

ANNUAIRE DE SYNTEC



## Le centre technique des industries mécaniques

recherche

POUR SON DÉPARTEMENT CALCUL

### INGÉNIEUR MECANICIEN

GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT

Débutant ou 1ère expérience.

Spécialisé dans le domaine du CALCUL DE STRUCTURES.

Il assurera le développement et la maintenance de logiciels sur micro-ordinateurs.

Il devra à court terme être capable de prendre en charge la responsabilité complète d'un projet.

Anglais apprécié.

POUR SON SERVICE  
TRAITEMENTS THERMIQUES

### JEUNE INGÉNIEUR MATÉRIAUX

MINES, INSA, ECL ou équivalent

Il sera chargé de la réalisation d'études à caractère appliqué dans le domaine des traitements thermiques des métaux et du transfert des résultats de ces études à l'industrie.

Une première expérience en recherche dans ce domaine serait appréciée.

Connaissance de l'allemand et/ou anglais souhaitée.

Ces 2 postes sont basés à SENLIS (95).  
Service à car assuré depuis Paris.

Adresser CV, photo et prétentions à CETIM -  
Département du Personnel  
B.P. 67 - 95100 SENLIS.

## Ingénierie techniques nouvelles

Bureau d'étude très performant sur son secteur : pétrole, pétrochimie, nucléaire, recherche un Ingénieur Technico Commercial. D'expérience rattachée au directeur il sera chargé de la recherche de nouveaux marchés, de la diversification et participera ainsi au développement de l'entreprise. C'est un homme de formation supérieure IFP Chimie de Nancy - Paris ou Lille dont la réussite dans une fonction similaire manifeste la capacité à établir et maintenir des contacts au plus haut niveau et à négocier - il sait travailler en anglais.

Ce poste amènera un candidat de valeur s'impliquant totalement dans la société à prendre ultérieurement des responsabilités de direction.

Merci d'écrire sous la référence 304161-M à :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 644.38.28.

## Jeune Ingénieur, si vous passez par l'informatique Redoute?

Non seulement vous aurez la possibilité de mettre en place de nombreux projets dans un service à pointe (IBM 3081 - 3033 - 3032-4341 réseau 1100 terminaux, applications télémat, réponse vocale, télépaiement...)

Mais vous vous donnerez aussi la possibilité de réaliser dans une entreprise où l'efficacité n'exclut pas la qualité de vie (travail en équipe, formation complète, mobilité des services, évolution...)

Merci d'adresser votre candidature sous référence 83.16.15 à Bernard DESTREBECQ.

57 rue de la République  
59100 ROUBAIX.



**La Redoute**  
POUR BIEN VIVRE SON MÉTIER

## SYNTHELABO BIOMEDICAL

recherche pour PARIS

### UN CHEF COMPTABLE

pour prendre en charge :

- l'établissement des bilans et comptes d'exploitations mensuels ;
- la liaison avec les services informatiques ;
- les déclarations fiscales et sociales ;
- la préparation d'un certain nombre de consolidations comptables ;

D'un niveau minimum B.T.S., les candidats posséderont une expérience de 4 à 5 ans dans un poste similaire, et des qualités humaines de commandement leur permettant d'animer un service d'une dizaine de personnes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à  
D. OULOU - 22, avenue Galilée  
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

## HANSEN

### Conseil en Management

spécialiste des problèmes d'acquisition, de motivation, de développement et de RESSOURCES HUMAINES, recherche

### 2 Consultants de haut niveau

Nous leur offrons, au sein d'une équipe dynamique et de taille encore réduite :

- des possibilités de réalisation, de responsabilité et de développement qui mobiliseront leur créativité et leur compétence ;
- une rémunération attractive et un intéressement aux résultats pouvant à terme déboucher sur une participation au capital ;
- le soutien d'un groupe international en expansion, offrant des possibilités de carrière internationale.

Nous demandons aux candidats :

- une formation supérieure ;
- 10 années d'expérience professionnelle dont 3 au moins dans le conseil. Cette expérience peut être soit celle d'un généraliste de la fonction personnel, soit celle d'un spécialiste (recrutement, formation, rémunération...);
- les aptitudes nécessaires pour convaincre et conseiller des directions générales ;
- un haut niveau d'exigences et d'ambition professionnelle, justifié par des réalisations.

Nous garantissons la confidentialité de votre candidature à adresser avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence H/LM à :

38, rue de Lisbonne  
75008 PARIS

**Hansen**

مكاتب البحث



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



La Branche Presse du groupe Hachette recherche pour une de ses filiales - 100 millions de CA, une équipe jeune et mobile - editrice de journaux de loisirs

## Chef comptable

Rattaché au Directeur Financier, basé à Neuilly, vous animeriez une équipe de 5 personnes.  
Vous serez particulièrement à même de mettre en place l'informatisation des procédures et de l'organisation en liaison avec celle des autres unités du groupe.  
Votre expérience professionnelle dans la presse ou la distribution, 3-5 ans, votre niveau, DECS au minimum, vous permettront de maîtriser tous les aspects de la comptabilité.  
Votre polyvalence et vos qualités d'encadrement sont la plus sûre garantie de votre réussite et, bien entendu, de votre épanouissement dans le groupe.  
Adressez-nous un dossier complet (lettre manuscrite + CV + rémunération actuelle) à Hachette, Service Gestion des Cadres sous référence 148, 12 rue François 1<sup>er</sup> 75008 Paris.



RECRUTE

Pour son département Informatique et Organisation

**UN INGÉNIEUR**  
**Plan qualité informatique**  
**UN INGÉNIEUR**  
**Schéma directeur informatique**

Ces deux personnes justifieront d'une expérience d'au moins 3 ans dans les domaines cités.

Pour ces postes une maîtrise en informatique et d'animation est indispensable.  
Perspective : création de méthodes et de produits au service de la qualité des logiciels.

Faire parvenir C.V. à CR2A - 22, rue d'Artois - 92000 NANTERRE.  
Réponse assurée.



## COMMERCIAL COLLECTION DIRECTOR

Leader mondial de l'Information Commerciale

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION rattaché au P.D.G. vous serez à même de participer à la mise en œuvre de la stratégie de développement et la politique commerciale (une Force de Vente de 10 personnes), l'organisation et la gestion de la production (30 personnes).

Vous serez basé à Paris, vous aurez une expérience en affaires internationales, une maîtrise de l'anglais et des outils informatiques.

Pin Gestionnaire, vous serez un OPÉRATIONNEL qui amènera à la direction des hommes.

Si vous êtes intéressé par l'opportunité de rejoindre un grand groupe, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Françoise POLI, DUN & BRADSTREET - Direction du Personnel - 17, rue de Choisy - La Pelatino - 75013 PARIS.

## JEUNES DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

**Vous** venez terminer vos Études Supérieures et formation et votre goût du travail vous portent à contribuer au développement des Petites et Moyennes Entreprises.

**Nous** vous proposons de rejoindre une PME qui demande des interlocuteurs efficaces, de haut niveau.

**Ensemble** examinons nos possibilités de collaboration.

Envoyer votre C.V. et photo à : Direction PME 8.800 18, Quai de la Reape - 75012 PARIS

**BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS**

## P.M.I. ÉLECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION ACTUELLEMENT A MONT-ROUGE PUIS ORSAY DÉBUT 1984

### UN CHEF COMPTABLE

Homme 35 ans max. DECS.

Expérience exigée : Encadrement d'un service comptable, application informatique, gestion administrative de personnel. Salaire annuel : 150.000 F.

Écrire à : JURIS-AUDIT, M. KREMER, 19, rue Vivienne, 75002 PARIS.

## Contrôle de gestion L'homme du directeur général

180.000 F +

Basé à Paris, vous avez déjà une solide expérience de gestion à haut niveau, soit aux administrations, soit aux banques, soit à de très grands groupes privés ou publics. Vous êtes donc rapidement opérationnel et autonome dans la double fonction de chasseur et d'éleveur dont vous apprécierez tirer des satisfactions intellectuelles et financières.

Nous recherchons un gestionnaire de formation supérieure E.S.C., D.E.C.S. et justifiant d'une expérience probante en quelques années en entreprise ou cabinet d'audit.

Envoyez votre dossier confidentiellement s/réf. CLM - CLM Claude Debray conseil 78, rue Olivier de Serres 75013 PARIS Cedex 15



**JOBIN YVON**  
Division d'INSTRUMENTS S.A.  
Filiale d'un grand groupe industriel français recherche pour son LABORATOIRE DE CHROMATOGRAPHIE PRÉPARATIVE en banlieue Sud

## un ingénieur chimiste

Il assurera :  
- en liaison avec les services commerciaux, LES DEMONSTRATIONS CLIENTS (FRANCE-EXPORT),  
- en collaboration avec des laboratoires extérieurs, LA MISE AU POINT DES APPLICATIONS ET LA REDACTION DES FICHES TECHNIQUES.  
Quelques années d'expérience en cette technique et anglais exigés.

Adresser C.V., prétentions et photo à : JOBIN YVON, Affaires Sociales - réf. APC, 16 - 18 rue du Canal - 93100 LONGJumeau Cedex.

## Jeune diplômé d'école supérieure de commerce

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce + DECS et vous avez acquis une première expérience professionnelle. Notre société (C.A. 350 MF, 500 personnes) implantée à Paris, vous propose de prendre, à court terme, la responsabilité de son service comptabilité.  
Appelé à succéder au titulaire actuel du poste, retraitable, vous devrez assister d'une équipe d'une vingtaine de personnes) assumer la comptabilité générale et analytique et la gestion de la trésorerie.  
Vous serez, en outre, le conseil de la Direction en matière de gestion financière et participerez à l'élaboration des prévisions. Possibilités de développement de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.  
Si vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite et C.V. sous référence 2952 à notre conseil

**IMPACT DEVELOPPEMENT**  
Monceau Commercial Building  
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

Nous sommes un grand constructeur de mini, micro et péri - informatique

avec une orientation «télécom» et dont la division «Grandes Affaires» connaît une forte expansion exigeant la recherche très confidentielle d'un ingénieur d'affaires

## commercial «top niveau»

Basé à Paris, vous avez déjà une solide expérience de vente à haut niveau, soit aux administrations, soit aux banques, soit à de très grands groupes privés ou publics. Vous êtes donc rapidement opérationnel et autonome dans la double fonction de chasseur et d'éleveur dont vous apprécierez tirer des satisfactions intellectuelles et financières.

Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 88221 M.

## ingénieur système DEBUTANT

Un important groupe industriel spécialisé dans la construction de ponts, la Direction Informatique renforçant l'équipe système par son plein expansion recherche un

### INGENIEUR SYSTEME debutant ou jeune confirmé

avec une formation Grande Ecole, D.E.A., maîtrise d'informatique ou équivalent ou justifiant d'une première expérience au service études et programmation et volant.

évoluer vers la fonction système

dans un environnement haut de gamme 3033, AS 7000, 4341 (MVS, TSO, VSPP, CICS) et un réseau de plus de 500 terminaux. Il aura pour mission la gestion de l'environnement MVS, choix et les tests aux logiciels.

formation assurée

Envoyer C.V., photo et salaire actuel, sous référence 22 2215/513 à Madame JACOB, ADEQUATION, 62-64 av. Emile Zola 75015 Paris.

**Adequation**

UNE TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES située à PARIS (Quartier Saint-Lazare) pour la Direction Financière

## Adjoint au service trésorerie

De formation supérieure commerciale, ESC ou équivalent, option comptable. Première expérience bancaire appréciée.

De larges possibilités d'évolution de carrière sont offertes.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions à Société EUREST - Service Recrutement 14, rue d'Athènes 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE 850 personnes - 200 M.F. de C.A. recherche

## CADRE ADMINISTRATIF

pour assurer dans le cadre du Service des Marchés les fonctions suivantes :

- gestion des contrats
- facturation suivant avancement des travaux
- révisions de prix
- gestion des comptes clients.

Minimum 5 ans d'expérience.

Lien de travail : St Cloud

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3095 - PUBLICITEES RÉUNIES 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

Une importante institution financière nationale recherche

## Un Adjoint au Contrôleur de Gestion

pour l'ensemble de ses filiales de Crédit Bull.

Ce poste s'adresse à un jeune cadre qui a passé au moins 2 ans dans un cabinet d'audit ou en entreprise dans un poste similaire.

Une bonne connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur est nécessaire.

Formation souhaitée : E.S.C., I.E.P., complétée par le D.E.C.S. ou équivalent.

Envoyer C.V., photo, salaire et prétentions sous réf. 6V7 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX DEBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un secteur technique informatique où le conseil et les contacts-clients sont présents. Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration avant-vente, réalisation de projets lors de démontages clientèles). Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous offrons une formation qui débutera en Septembre et qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 284 M à Cii Honeywell Bull PCOG21C - 94, Gambetta 75090 PARIS CFDEX 20.

**Bull**



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATION TELEPHONEE

**Duolite International s.a.**  
leader mondial Echangeurs d'ions

**RESPONSABLE DE VENTES FRANCE**

POUR fabriquer et vendre nos produits nous avons grand nombre d'industries.  
Ce poste comprend des fonctions commerciales et techniques. Il implique une participation au niveau du choix et des réalisations.  
Pour votre candidature, nous vous recommandons de posséder une formation d'INGENIEUR CHIMISTE, d'être âgé de 25 ans minimum et bilingue anglais.  
Une expérience de 1 à 5 ans dans le traitement de l'eau ou dans la vente de produits ou procédés chimiques sera appréciée.  
Ce profil est le vôtre, nous vous invitons à prendre connaissance de nos informations complémentaires sur notre entreprise et sur ce poste en appelant, de 9h à 18h heures, le 01 47 11 11 11 en précisant la référence 201.  
Vous pouvez également adresser votre dossier sous réf. 201 à DUOLITE INTERNATIONAL, Département des Ressources Humaines, B.P. 8 - 107, rue Edith-Cavell - 94400 VITRY-SUR-SEINE.

Emplois et Entreprises



La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.  
Afin de renforcer sa capacité d'innovation, la SODERN, recherche des

**INGENIEURS ELECTRONICIENS**

ESE, INPG, ENSEEIHT ...

Ils mèneront les études et les expérimentations relatives :  
- la conception d'équipements embarqués satellites,  
- le développement de matériels informatiques et de logiciels, sur microprocesseurs.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel, SODERN, 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANES.

**GROUPE SYSECA**

(nouvelle dénomination de la Société ERIA - ECA AUTOMATION)

**STÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE**  
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)  
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

**SYSTEMES DE COMMUNICATION**

**INGENIEURS INFORMATIENS**

**CONFIRMES**  
(+ de 10 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : avant vente, suivi d'affaires, conduite de projets,

Domaines : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique.

Nous accordons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2017 à

**GROUPE SYSECA - Service du Personnel**  
315, Boulevard de la Colonne  
92213 St Cloud Cedex  
Tél. : 602.70.47

Un des premiers Groupes du Tertiaire  
cette un poste

**auditeur interne**

**CHARGE :**  
- effectuer dans nos établissements de Province des missions de contrôle portant sur l'exactitude de leurs données comptables et sur l'aspect technique que sur les procédures.

- évaluer les incidences comptables et financières d'annulés et de procéder à des recommandations.  
- suivre la mise en œuvre et l'évolution du plan informatique afin d'adapter les contrôles aux nouvelles procédures.

A terme il doit être capable d'assurer l'animation et la responsabilité d'une petite équipe.

Pour ce poste, aux larges perspectives d'évolution, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école. Une première expérience réussie d'environ 2 ans et la pratique de l'Audit des procédures administratives seront appréciées.

Ce poste basé à PARIS implique de fréquents déplacements en province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 70982 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



**Chevron Chemical Company SAF**

**Ingénieur agronome**

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie, vous avez une expérience de 2 à 5 années minimum touchant au développement des produits phytosanitaires sur le plan international.  
Vous dépendrez de la Direction Commerciale et serez responsable du développement technique des nouveaux produits dans un territoire comportant différents pays étrangers, et de la promotion des produits déjà établis sur ces marchés.  
Vous avez impérativement une pratique courante de l'Allemand et/ou de l'Anglais, et devrez être prêt à voyager fréquemment.

**Ingénieur agronome débutant**

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie, vous avez une bonne connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand, et vous désirez vous former à la pratique des problèmes de développement des produits phytosanitaires.  
Merci d'adresser votre candidature détaillée à : CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF, Service du Personnel - 12, rue de Parthévre - 75008 PARIS

**IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL**

C.A. supérieur à 5 Milliards de F.  
17.000 salariés

recherche pour son SIEGE PARISIEN afin de compléter les structures de sa **DIRECTION ORGANISATION INFORMATIQUE** pour intervention au niveau du Siège et/ou des filiales françaises et étrangères

**Organisateur**

Formation Grande Ecole, 3 ans d'expérience en Cabinet de Conseil

**Chefs**

**de projets informatiques**

Formation Ingénieur, environ 5 années d'expérience dont plusieurs dans la fonction.

Connaissance souhaitée des matériels CII - HB 64 - IBM 3030.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 70.789 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**MRESCHAERT**

Dans le cadre du développement de notre service GESTION nous Société de Gestion Financière recherche

**UN ASSISTANT DE GESTION HF**

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur : Maîtrise de Sciences Economiques ou Ecole de Commerce

Après une période d'intégration, il prendra en charge, à l'aide d'outils informatiques, l'exécution d'achats ou de ventes de titres sur un ensemble de portefeuilles de valeurs mobilières.

Progressivement il participera à la gestion de Fonds Communs de Placement. Il travaillera en étroite collaboration avec le Responsable du service Gestion, et il lui sera donné toute latitude pour mener à bien sa mission dans le respect d'un cahier des charges.

Nous souhaitons rencontrer un « opérationnel » d'un esprit méthodique et synthétique possédant des aptitudes à la gestion. Des connaissances des bourses seraient très appréciées. L'anglais lui est souhaitable.

Ce poste, basé à Paris, offre une rémunération de départ motivante et de réelles perspectives d'avenir pour des candidats débutants ou ayant une première expérience d'entreprise. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de motivations + CV + prétentions à Monsieur DESLANDES MRESCHAERT SEGE - 12 rue Chevalier - 75009 PARIS.

**Ingénieur marketing**

Ecole Sup Chimie ou Commerce +

CECA S.A., avec plus de 60 % son C.A. à l'exportation, se situe parmi les leaders internationaux dans la chimie de spécialités. Nos produits aux applications variées s'adressent à des secteurs variés. Nous recherchons un Ingénieur marketing.

Nous vous confierons les tâches concernant la commercialisation de nouvelles applications pour des produits existants et l'évaluation technico-économique de nouveaux produits.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Chimie ou de Commerce. Vous avez obligatoirement renforcé votre formation initiale par une expérience de 5 ans minimum dans le marketing ou la commercialisation en chimie fine ou en chimie de spécialités.

Lieu de travail : Vélizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence IM/30 à CECA S.A. - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.



Notre Direction des Services Informatiques recherche des

**INGENIEURS D'APPLICATIONS DEBUTANTS OU CONFIRMES**

Dans le cadre du développement du nouveau système d'information intégré, ils prendront en charge la conception et la réalisation d'applications transactionnelles utilisant les données de la Compagnie dans un environnement D.S.A.

La qualité du service sera une préoccupation constante dans leurs relations avec les utilisateurs. Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs informaticiens technico-commerciaux diplômés grandes écoles ou issus de l'université ayant une bonne connaissance du D.F.S. DM IV, IDS 2 ou MIMI 6.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 432M à CiiHoneywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



**Jeune responsable de personnel**

Nous recherchons une jeune personne, formation supérieure, que votre première expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans la fonction personnelle dans une PME ou dans une entreprise à multiples a été une réussite et vous désirez maintenant élargir votre champ d'activité dans un important groupe international d'équipement.

Nous vous proposons un poste de CHEF DE PERSONNEL dans nos services commerciaux (environ 1200 personnes) que nous cherchons à intégrer dans l'équipe de notre DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.

Vous serez amené, dans l'exercice de cette fonction, à assister et à conseiller les RESPONSABLES OPERATIONNELS de ces unités et à veiller à l'application de la politique de personnel.

Votre contribution permettra ainsi à ses responsables d'optimiser leurs performances commerciales et économiques. Votre rémunération sera attractive et votre carrière pourra se développer au niveau national ou international.

Votre offre de candidature (CV, photo et prétentions) est à envoyer sous réf. 71486 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES**

recherche

**DIPLOME D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Expérience 4 ou 5 ans dans un cabinet d'audit international pour direction de sa section audit.

Ecrire à BÉCHE-PRESSE - T. 40.603 M. 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF  
BRANCHE  
DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche  
pour son département études et développement  
imagerie nouvelle

CHEFS DE PROJET  
RADIOLOGIE NUMÉRIQUE  
(CENTRALE, ARTS ET MÉTIERS, INSA...)

Nous vous proposons d'élaborer, avec une équipe hautement qualifiée, de nouveaux produits sophistiqués à partir de sous-ensembles existants.

Vous serez responsable du cahier des charges techniques et de la conduite de projets dans les phases d'études, de développement et d'industrialisation dans les domaines associant la mécanique, l'électronique et l'informatique.

Les postes qui sont à pourvoir en proche banlieue parisienne, s'adressent à des candidats ayant une expérience minimum de 3 ans dans la conduite de projets mécaniques associés à de l'électronique.

Merci d'adresser CV photo et prêt au Service du Personnel - CGR INDUSTRIE, 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

THOMSON  
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

TELESYSTEMES  
Systèmes de Télécommunications et d'Informatique  
son centre TORCY équipé matériel Cyber, un

JEUNE INGÉNIEUR  
SYSTEME

formation (Ecole d'Ingénieur ou équivalent) autant que son potentiel personnel lui permette de maîtriser une technique d'aspect prédominant l'aspect technique.

Plan important aux matériels logiciels  
SSCI, notre Conseil recrutement à candidature que vous directement sous référence PLA  
SSCI - 47, rue de l'Antin - PARIS.

LA TRADITION  
D'AVANT GARDE

telesystemes

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE OFFRE UN POSTE DE  
RESPONSABLE INFORMATIQUE

POUR SA FILIALE FRANÇAISE SITUÉE À RUNGIS

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS :

- la mise en place de notre IBM 34 et de ses principales applications (traitement commandes, gestion de stocks, facturation...);
- la mise à jour des packages IBM (MAPICS);
- le développement de programmes et des procédures internes;
- la formation des utilisateurs.

Un jeune, ambitieux, organisé, capable de travailler de façon autonome et ayant acquis environ 1 an d'expérience informatique IBM en tant qu'analyste et programmeur GAP II.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

La expansion de notre société française que du auquel elle appartient offre de belles perspectives de promotion à un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :  
BRANSON ULTRASON  
1, rue des Pyrénées  
93700 RUNGIS CEDEX.

Attachés Commerciaux  
95 000 F

ATA ÉTABLISSEMENTS WALON  
Société importante de transit international  
recrute pour compléter son équipe commerciale,  
et dans le cadre d'un contrat de solidarité.

Jeunes diplômés  
(ESCAE, DESC ou équivalent)

Libres immédiatement, parlant couramment l'anglais et ayant des notions d'allemand.

Adresser CV détaillé et lettre manuscrite à  
ATA ÉTABLISSEMENTS WALON  
Service des Relations WALON  
124, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne.

Responsable  
de nos transports

Un budget 60 MF : 3 % seulement, c'est val, de notre CA, mais dont la qualité conditionne le fonctionnement même de nos sept usines de province, comme la satisfaction finale de nos clients. Et dont l'optimisation, toujours à rechercher quand même, a son poids sur nos résultats.

Nous achetons et nous vendons dans de larges secteurs géographiques et nous faisons transiter par voie terrestre, ferroviaire et maritime. Dans la fonction que nous allons vous confier à notre siège parisien, vous partagerez avec les échelons opérationnels concernés, la mise en place de leurs transports et vous prendrez pleinement en charge ceux liés aux achats de matières premières. Vous serez, par ailleurs, responsable d'élaborer la politique transports de la société et la cheville ouvrière de sa mise en application cohérente. Vous aurez aussi l'obligation d'intervenir en conseil, car notre expert en matière de transports, ce sera vous.

Une responsabilité globalement à votre portée, si vous avez acquis, d'ailleurs, une fonction analogue en entreprise ou chez un transitaire, une expérience substantielle et assez complète des problèmes de transports : tant nationaux qu'internationaux, la réglementation des transports des marchandises dangereuses, les opérations de transport chimie. Nous apprécierons votre formation supérieure et de bonnes bases juridiques. Nous tenons à ce que votre anglais soit vraiment opérationnel. Intéressé(e) ? Sans tarder, une lettre à SIRCA qui nous aide pour ce recrutement, sous référence 332 932M; en précisant votre rémunération actuelle et votre délai de disponibilité.

SIRCA  
64, rue La Fayette - 75008 PARIS

Marque de Tricot en développement continu  
dirigé par jeune patron dynamique recherche un

EX PATRON DE PME  
PREFERENCE TEXTILE

Pour le secondar dans la gestion journalière et la prospective de l'entreprise. Le poste pourrait aussi convenir à un ex directeur administratif et financier ayant une expérience "marketing". Dans les deux cas une expérience d'organisation administrative et comptable avec mini-micro ordinateurs est indispensable. Lieu de travail, Paris 2ème. Votre candidature sera étudiée par

SCRIBE  
4, avenue Hoche  
75008 PARIS

IPECODE  
Incident de conjoncture équipé d'un IBM 4331/M2 VM/CMS recherche un

ingénieur informaticien  
débutant

Mission : Après une période de familiarisation avec les matériels et logiciels installés, il sera chargé d'assurer le support technique des utilisateurs et de prendre en charge la gestion quotidienne du réseau informatique (INFOCENTRE).

Profil : C'est un jeune diplômé d'une grande Ecole, par exemple : SUPELEC, ENSIMAG, ENSIETH, Toulouse.

Il a suivi au cours de sa scolarité son service militaire, acquis une première expérience informatique.

Il a le sens de la rigueur et des capacités à communiquer avec les utilisateurs dans un environnement jeune et de très bon niveau.

C'est un poste formateur pour un débutant qui souhaite rapidement agir avec autonomie et sens des responsabilités.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 3311 à notre Conseil.

128 bd. Hauman - 13100 Paris.

STANDARDATA

Cadres et gradés

Important groupe bancaire

Nous recherchons pour renforcer l'encadrement de nos services titres, bourse et comptabilité, des cadres et gradés.

Vous avez un niveau de formation IUT, gestion, comptabilité ou un BP de banque et ITB. Quelques années d'expérience seraient appréciées.

Des perspectives intéressantes sont offertes à des candidats de valeur. Nous vous proposons un poste situé au cœur de Paris (7<sup>e</sup> arrondissement).

Nous d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2544/LM.

MEDIA BA  
9 94 des Invalides - 75002 Paris  
qui transmettra  
(réponse à discrétion assurée)

Information/Communication  
en forte expansion,  
filiale d'une importante mutuelle,  
recrute pour Paris

pour le service  
Communications

Cadre

- Formation supérieure,
- ans d'expérience en communication commerciale, y compris de la VPC,
- connaissance de l'anglais et/ou des produits financiers appréciées.

Au sein d'une équipe de personnes actives, vous serez chargé de :

- la conception et l'élaboration de supports de communication,
- la conception, rédaction de support de communication,
- l'information écrite et téléphonique de la clientèle,
- l'animation des stages de formation.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 3370 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

TECHNICIEN D.E.U.G.  
physique, analyse Rayons X,  
Env. C.V. Laboratoire Louvre  
75004 Paris Cedex 01.

Laboratoire de recherche  
universitaire recrute  
sur poste CNRS

UN TECHNICIEN

départ des O.M., titulaire  
d'un DUT (mesure physique  
ou électronique) ou  
d'un BTS, connaissance  
en informatique appliquée  
pour la conduite des  
appareils de mesure T.C.I. et  
des améliorations  
techniques.

Travail horaire normal et  
décalé en alternance  
y compris week-ends.  
Envoyer C.V. à  
M. C. MARIN  
L'ACCELERATEUR LINEAIRE  
Bât. 208, Centre d'Orsay  
de l'Université de  
Paris-Sud  
91405 ORSAY CEDEX.

LA CHAMBRE DE COMMERCE  
et d'INDUSTRIE  
INTERDEPARTEMENTALE  
VAL-D'OISE - YVELINES

recherche

un CADRE

chargé de la  
DIVISION URBANISME

Une formation de maîtrise  
en sciences sociales  
(géographie, urbanisme...)  
et il possède un complément  
formation juridique et/ou  
commerciale souhaitée. Connaissance  
du logement social appréciée.

Env. C.V. à : C.C.U.I.  
service du personnel, 21, av. de  
Paris, 75011 Versailles.

Sté parisienne de Traitement  
des Eaux Industrielles  
recherche

AGENT TECHNIQUE  
COMMERCIAL

Formation DUT, MST ou équivalent. Connaissances chimie,  
généralistes, chimie, pour  
travailler dans le cadre d'un  
commerciaux. Libres O.M.  
Env. C.V. à : C.C.U.I.  
Bât. 208, Centre d'Orsay  
de l'Université de  
Paris-Sud  
91405 ORSAY CEDEX 02.  
qui transmettra.

SOCIÉTÉ GESTION ETUDES  
pour S.E.T. PARIS  
INGÉNIEUR

Recherche sol et adrien.  
Références : Bâtiment,  
Env. C.V. et photo au 1 bis,  
cité Paradis, Paris-10<sup>e</sup>.

TECHNICIEN

CHAUF. CLIMATISATION.  
- B.T.S. MAXIMILIEN PER-  
RET.  
- 3 à 5 ans d'expérience.  
- Env. C.V. et photo au 1 bis,  
cité Paradis, Paris-10<sup>e</sup>.

UN(E) ATTACHE(E)  
COMMERCIAL(E)

Expérience commerciale  
4-8 ans minimum. Fréquents  
déplacements France et  
étranger. Langue allemande  
indispensable.

Envoyer lettre manuscrite  
C.V., photo et prétentions à  
O.P.F. n° 607, 2, rue de Saxe  
11500 Paris Cedex 11.

INTERVAC

Groupe Wanda International  
recherche

COMPTABLE

BILINGUE ANGLAIS  
responsable du service comptable  
d'une importante entreprise.  
- Comptabilité générale, analytique, clients et fournisseurs, bilan et déclarations fiscales.

- Support périodique au siège du groupe (Canada).

- Suivi des budgets et des résultats.

- Plusieurs années d'expérience en comptabilité.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : INTERVAC, 12, rue de la République, 75001 PARIS. Tél. : 220-32-70.

GESTION ETUDE  
recherche pour S.E.T.  
INGÉNIEUR

Technico-Commercial  
Expérience engineering,  
industrie et T.P.  
Env. C.V. 1 bis, cité Paradis,  
Paris-10<sup>e</sup>.

Chercheur 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> degré  
PERSONNE de 35 à 50 ans  
pour gérer une série, valide,  
préparé des notes, entretien  
de l'apt. H. de trav. 8 h/18 h.  
Réf. 3311. Tél. : 899-61-81.

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE  
recherche

RESPONSABLE  
ORDONNANCEMENT  
LANCEMENT

Importance du poste  
- Ordonnancement/lancement des fabrications très diversifiées et petites séries.  
- Expérience 10-15 ans minimum de gestion de production.  
- Anglais souhaitable.

170.000 F. +  
Env. C.V. à : SWEETS  
B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09  
qui transmettra.

PARKER PEN FRANCE S.A.

recherche dans le cadre de la réimplantation  
de son Siège Social à MERU (60110)  
pour la Direction Comptable Informatisée

RESPONSABLE  
COMPTABILITE  
GENERALE

BTS comptable-anglais  
à 3 ans d'expérience avec connaissances  
comptabilité anglo-saxonne (reporting mensuels)

RESPONSABLE  
COMPTABILITE  
CLIENTS

BTS  
2 à 3 ans d'expérience dans un secteur similaire  
Habitude de la relation personnelle

Envoyer C.V., photo et prétentions  
au Directeur du Personnel  
PARKER PEN FRANCE S.A.  
ZI - 60110 MERU

ingénieurs C.A.O.  
H.F.

Un des plus puissants Groupes  
internationaux, notre entreprise assure la  
fabrication et la commercialisation de  
systèmes C.A.O. Nous recherchons pour  
notre direction technique deux ingénieurs  
d'Application.

Un sera plus particulièrement chargé  
du "secteur ingénierie". Il est titulaire  
d'un diplôme d'ingénieur ou d'un  
diplôme de l'enseignement supérieur  
dans le domaine de la mécanique  
ou de la métallurgie.

L'autre sera affecté au "Secteur Mécanique".  
Il devra justifier d'une expérience  
de commande numérique et connaître  
la programmation de machines  
à commande numérique.

Dans les deux cas, le profil requis est celui  
d'un ingénieur diplômé connaissant  
l'informatique de base (micros convers-  
sion, etc.).

Une formation C.A.O. est assurée.  
Env. C.V. et photo à : ADEQUATION  
av. Emile Zola - 75015 Paris

Adequation

CHERCHEUR DE TRAVAIL

L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE  
à RUEIL-MALMAISON (92)

recherche pour la Direction Informatique

INGENIEUR  
DEBUTANT

ou ayant une première expérience  
Formation : Ingénieur ou équivalent.

Pour être le responsable du réseau interne  
tant au niveau opérationnel qu'évolution,  
qu'au niveau des utilisateurs.

Envoyer C.V., photo et prêt. réf. 71326 à  
CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra  
75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

METROLOGIE

Importateur et distributeur  
de matériels informatiques  
et télé-informatiques  
recherche dans le cadre  
de son expansion

1 INGENIEUR  
TECHNO-CIAL

Il a une solide expérience  
dans les domaines de la micro-  
informatique et sera respon-  
sable d'un matériel graphique.  
Connaissance de l'anglais  
obligatoire.

Env. C.V. à : DOMINIQUE BERRA  
75002 PARIS Cedex 07.

Dans le cadre de la réorgani-  
sation de ses structures  
pour accompagner  
la Direction des Affaires Sa-  
nitaires et Sociales de la  
SENE-SAINT-DENIS.  
RECRUTE  
ÉDUCATEURS-CHEFS  
expérimentés pour la Création  
de Nouvelles Équipes.  
(Conditions à remplir définies à  
l'article 4 du décret n° 72.903  
du 14 septembre 1982.)  
Adresser candidature avec C.V.  
avant le 26 juin 1988 à la  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES  
ET SOCIALES  
Service du Personnel  
Bureau 205  
124, rue Carnot  
93007 BOULGNY.







# INFORMATIONS « SERVICES »

## TROISIÈME AGE

### Cent quinze centres d'information pour les futurs retraités

Le fait de pouvoir prendre sa retraite au « taux plein » de 50 % à partir de soixante ans, dès lors qu'on a cotisé pendant trente-sept ans et demi au régime général de la Sécurité sociale — sans que la poursuite de l'activité salariée accroisse les droits à pension — a conduit beaucoup de salariés, soit à s'interroger sur leurs droits immédiats, soit à faire des projets et tenter des comparaisons entre leurs revenus d'actif ou d'inactif.

Pour bon nombre d'entre eux, les carrières hachées par la guerre, les statuts successifs de salarié, artisan ou agriculteur rendent les estimations difficiles. Difficulté à laquelle s'ajoute la multiplicité des régimes de retraite complémentaire, surtout pour les non-cadres qui ont appartenu à plusieurs organismes auprès desquels ils ont acquis des droits différents.

Depuis 1972, l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires (1)), qui regroupe les caisses de retraite complémentaire des non-cadres, a mis sur pied un réseau de CICAS (centres d'information et de coordination de l'action sociale). Aujourd'hui, cent quinze centres — un par département et un par arrondissement parisien — proposent gratuitement leurs services d'informations, de renseignements, de conseils et d'aide à la constitution des dossiers de retraite. Presque tous les CICAS peuvent interroger directement l'ordinateur du centre informatique national de l'ARRCO, à Grignon, près de Bordeaux, qui fournit immédiatement l'état du dossier retraite complémentaire du salarié, les périodes de travail enregistrées, etc.

Tout en dépendant des caisses non-cadres, les CICAS ne refusent pas de fournir des informations sur les régimes indépendants. En 1982, ils ont reçu presque un million de visites venant d'actifs soucieux de leur avenir et désirant se livrer à des projets en connaissance de cause, des futurs chefs d'entreprise recueillant des précisions sur les divers régimes avant de procéder à l'adhésion de sa société. Mais la majeure partie des visiteurs sont des futurs retraités. Environ 45 % des dossiers constitués au titre de l'ARRCO le sont par l'intermédiaire des CICAS. En 1982, cent quatre-vingt-six mille dossiers ont été ainsi traités.

(1) ARRCO, 44, boulevard de la Bastille, 75012 Paris; tél.: (1) 346-13-20.

CHRISTIANE GROLIER.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.05.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le lundi 30 mai à 0 heure et le mardi 31 mai à minuit.

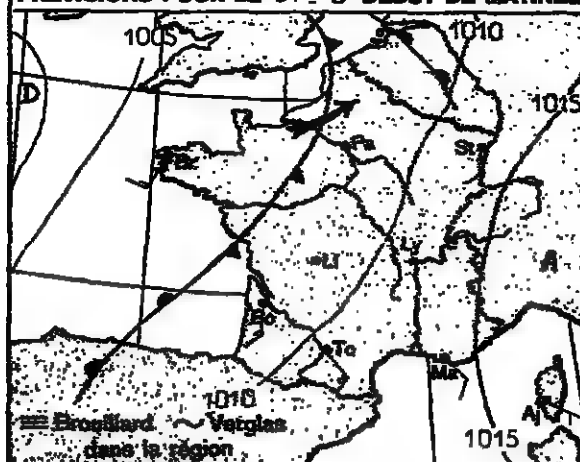
Une perturbation pluvio-orageuse va traverser lentement le pays dans un courant de sud à sud-ouest demain.

Demain matin, des nuages et de la brume à la Normandie, du Bassin parisien jusqu'au Nord, le ciel sera couvert avec des pluies discontinues et des orages locaux. Il fera 7° à 9° au lever du jour. Au sud d'une ligne Bordeaux-Limoges-Grenoble le ciel sera nuageux et quelques pluies orageuses éclateront en soirée sur les Pyrénées et au sud du Massif Central. Il fera 12° à 14° au lever du jour. Du Centre aux Alpes jusqu'au Nord-Est, la météo sera assez belle avec des températures de 10° à 15° au lever du jour. Sur la Bretagne, le ciel sera très nuageux avec quelques averse, et la température de l'ordre de 10° au lever du jour. Demain après-midi, le ciel couvert et les pluies orageuses avanceront lentement vers l'Est, pour se situer en fin de journée des Pyrénées et du golfe de Gascogne jusqu'aux Ardennes. Sur le reste du pays, le ciel sera très nuageux et orageux avec des orages locaux. Il fera 25° à 26° dans le Sud-Ouest et le Centre-Est, 22° à 25° dans le Sud-Est, 22° à 24° dans le Nord-Est, 18° dans le Nord, 15° à 19° en Bretagne.

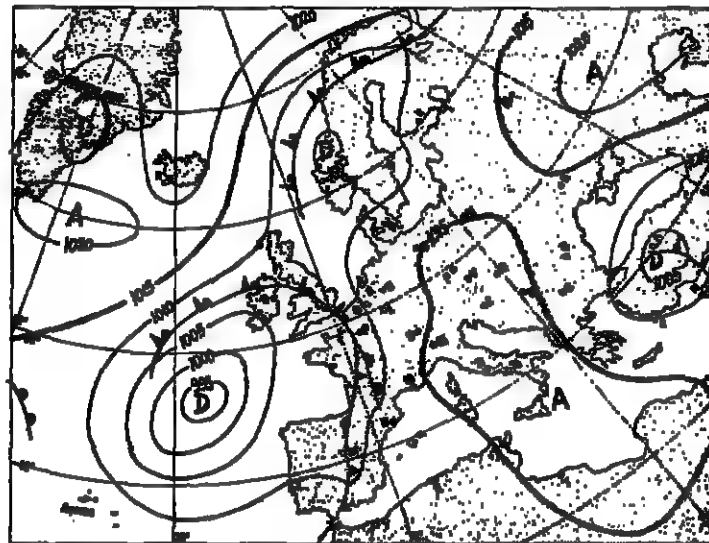
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 mai, à 9 heures, de 1012,5 millibars, soit 759,2 millimètres de mercure.

Ajaccio, 21 et 10 degrés; Biarritz, 18 et 11; Bordeaux, 20 et 10; Bourges, 17 et 7; Brest, 13 et 9; Caen, 15 et 9; Cherbourg, 13 et 8; Clermont-Ferrand,

PRÉVISIONS POUR LE 31. 5 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 31 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



18 et 6; Dijon, 17 et 4; Grenoble, 21 et 8; Lille, 14 et 8; Lyon, 20 et 8; Marseille-Marignane, 22 et 12; Nancy, 16 et 5; Nantes, 18 et 8; Nice-Côte d'Azur, 20 et 13; Paris-Le Bourget, 16 et 8; Pau, 18 et 13; Perpignan, 22 et 12; Rennes, 15 et 7; Strasbourg, 17 et 6; Tours, 16 et 9; Toulouse, 19 et 10; Pointe-à-Pitre 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 29 et 14 degrés; Amsterdam, 12 et 6; Athènes, 27 et 18; Barcelone, 19 et 9; Bonn, 13 et 8; Bruxelles, 13 et 8; Le

Caire, 34 et 22; Îles Canaries, 22 et 16; Coppenhague, 15 et 10; Dakar, 27 et 22; Djibouti, 26 et 15; Genève, 21 et 8; Jérusalem, 26 et 15; Lisbonne, 21 et 12; Londres, 14 et 10; Luxembourg, 11 et 5; Madrid, 27 et 7; Moscou, 23 et 13; Nairobi, 25 et 15; New-York, 17 et 12; Palmyre-de-Majour, 23 et 10; Rome, 21 et 11; Stockholm, 17 et 8; Tenezar, 31 et 19; Tunis, 25 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RÉTROMANIE

EN 1982

### LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES COMMISSAIRES-PRISEURS A ATTEINT 2 245 MILLIONS DE FRANCS

Le chiffre d'affaires des commissaires-priseurs français a atteint 2 245 millions de francs pour 1982. Ces chiffres — qui viennent d'être rendus publics par la Chambre nationale des commissaires-priseurs de France — font ressortir une légère progression par rapport à l'année précédente en dépit d'une conjoncture difficile.

Rappelons que le chiffre d'affaires de 1981 des commissaires-priseurs parisiens, pour la même période (11 millions), a connu un fléchissement de 1,34 %. Ces chiffres font ressortir, d'une année à l'autre, une tendance plus importante des commissaires-priseurs de province par rapport à leurs collègues parisiens. Mais il faut aussi que, sur un total de quatre millions cinq cent mille meubles et objets vendus, le prix moyen des adjudications n'est que de 400 F par lot. La part des objets de plus de 10 000 F ne représente que 1 % de l'ensemble des ventes, ce qui explique la rarefaction de plus en plus nette des objets de haute qualité.

M. Paul Perrin, président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs, et les membres du bureau ont une fois de plus souligné les pesanteurs qui freinent leur activité, notamment la lourdeur des taxes qui les empêchent de faire rapport aux commissaires britanniques et la difficulté d'application des nouveaux barèmes, qui, par inclusion de la T.V.A., obligent à des calculs incalculables les différentes tranches d'adjudication (les acquéreurs doivent en effet payer en plus en chiffres : 17,674 % jusqu'à 500 F; 12,337 % de 500 F à 20 000 F; 10,558 % au-dessus de 20 000 F).

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 1<sup>er</sup> JUIN

« Maestri », 15 h 15, Grand Palais (Approche de l'art).  
« Saint-Germain-des-Prés », 13 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et insolite).  
« La place Dauphine », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autoprof).  
« Claude Monet », 18 heures, 26, rue des Fables-Bourgeois (Paris et son histoire).  
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

## CONFÉRENCES

12 h 30, 7, rue de la Bienfaisance : « Les politiques », (Saint-Augustin).  
18 heures, centre 30, boulevard de Port-Royal, Halm Vidal Sephian : « Les métiers judéo-espagnols ».  
18 h 30, 1, rue Victor-Cousin, M. P. Folz : « Exister pleinement par la conscience intérieure » (Université populaire de Paris).

**13<sup>e</sup> BROCANTE**

**A LA BASTILLE**

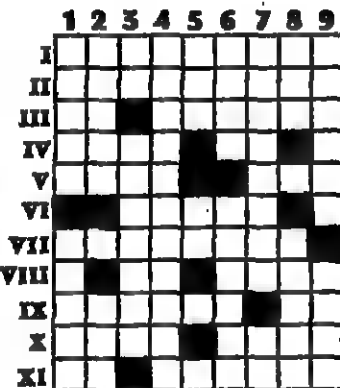
**26 MAI 5 JUIL**

ouverture de 12 à 20 h  
jeudi et dimanche de 10 à 20 h

et Lize TROUVAILLES

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3460



**HORIZONTALEMENT**  
I. Est ouvert la nuit. — II. Peut être consulté pour savoir ceux qui sont passés. — III. Pronom. Procéder à un essai. — IV. Mauvais pli. Fleuve côtier. — V. Bénéficiaire d'un rajustement. Même pas. — VI. Fis le matin. — VII. Se charment. — VIII. Pronom. Deux scandinaves. — IX. Singes. Aperçu. — X. Une roche pourrie. Département. — XI. Pour hier. Il y a des colats quand elles sont de ménage.

**VERTICALEMENT**  
1. Pour faire de brillantes affaires. Évoque une classe à la hauteur. — 2. Le diable chez les musulmans. Peut faire éclater quand il est piquant. — 3. Participe gai. Emplacement pour les sommes. — 4. d'heureuses circonstances. — 5. Avalée comme une mirabelle. Note. — 6. Passe à Verbofansk. Qui n'a donc plus de dents. — 7. Se suivent et se ressemblent.

Point de départ. — 8. Colère. Qui va donc pouvoir manger le morceau. — 9. Pas libre. Qui ont donc circulé.

Solution du problème n° 3459

**Horizontalement**  
I. Robert Houdin. Az. — II. Évanouissements. — III. Dan. Espoir. — IV. Rida. Nul. Es. — V. Ereuthophile. — VI. Serpe. In. Set. II. — VII. Oh ! Trac. Rhône. — VIII. Lof. Eva. Libre. — IX. Uénus. Arlequin. — X. Résistant. Us. — XI. St. St. Stabla. Ma. — XII. Egalitaire. Ver. — XIII. Tain. Orin. Grèce. — XIV. St. Délégiton. — XV. Existes. Éléphant.

**Verticalement**  
1. Redresseurs. Tah. — 2. Étrier. Ténoux. — 3. Banderole. Gi. — 4. Ra. Euphorisants. — 5. Roi. Ta. Pust. — 6. Tu. Et. St. Paul. — 7. Histoire. Am. — 8. En. Epou. — 9. Usé. Certaines. — 10. Dan. Br. Gl. — 11. Impuberté. Légal. — 12. Néolithique. Rte. — 13. Ni. Obus. Vain. — 14. Atre. Iari. — 15. Us. Spléen. Arène.

GUY BROUTY.

**L'ANGLAIS DE LA BBC**

**LES LANGUES DU MONDE OMNIVOX**

Manuels - Cassettes - Vidéo

Cours avec explications en français

Documentation gratuite sur demande à :

EDITIONS-DISQUES OMNIVOX 8 BCC-M (France) 8, rue de Berni - 75008 Paris

## BREF

### CONFÉRENCES

L'AGRICULTURE, ATOUT ÉCONOMIQUE. — Le Carole républicain repart le 1<sup>er</sup> juin, à 18 heures, M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A., traitera de « l'agriculture, atout économique pour la France ».

\* Carole républicain, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

### FESTIVALS

MUSIQUES AUX CHAMPS. — L'association culturelle du Donzais organise les 4, 11, 18 et 25 juin dans différentes églises de la Nivernaise, une série de concerts de musique ancienne : flûtes, percussions de Strasbourg, quintette à vent, etc., avec l'aide du ministère de la culture et de la direction régionale de la musique.

\* M. Georges Naray. Tél. : (88) 39-36-00.

### STAGES

PEINTURE SUR SOIE. — L'association culturelle du Donzais organise, du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre, dans la ferme-Village, des stages de peinture sur soie et de dessin (excursions, sports...). Les prix varient selon le choix et incluent tous les matériels et matériaux (1 300 F maximum pour une semaine en pension complète à l'hôtel).

\* 39, avenue de la République, 87260 Pierre-Buffière. Tél. : (55) 00-91-58 ou 00-62-43.

**CHAQUE SEMAINE**

FAITES VALIDER VOS BILLETS CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE **LOTO**

**LOTO**

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

## EN VACANCES...

1<sup>er</sup> MMM... Si je profitais des vacances pour apprendre une autre langue, mon avenir professionnel en dépend.

2<sup>ème</sup> MMM... Si je profitais des vacances scolaires pour bien maîtriser une langue étrangère.

ADRESSES EN ÎLE-DE-FRANCE :

371134, OPÉRA : 742133, PANTHÉON : 633.98.77, SAINT-LAZARE : 522.22.23, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : 973.75.00, VERSAILLES : 950.08.70.

## ET ZIIP BERLITZ.

1<sup>er</sup> ZIIP BERLITZ. Pendant les vacances « le spécial crash ». Des leçons semi-particulières pour apprendre rapidement.

2<sup>ème</sup> ZIIP BERLITZ. Le « spécial vac » étudiant. Pour réussir vos études.

Gratuit : le test d'orientation sans engagement de votre part.

**BERLITZ**

LE 1<sup>er</sup> MOT DE CHAQUE LANGUE



Salaires ouvriers et plan Delors  
font-ils bon ménage ?

La hausse des prix de détail en avril a finalement été moins forte que les premiers calculs de l'INSEE ne l'avaient indiquée : 1,3 au lieu de 1,4 %. Le résultat est faible dira-t-on, et le résultat est en fait le point de départ d'un débat sur le rapport aux prévisions.

Un dérapage qui venait après celui enregistré en mars. Le calcul définitif de l'indice d'avril est donc important puisque la correction montre que les prix évoluent de nouveau conformément à la logique gouvernementale d'assainissement qui consiste à faire payer les produits et les services à leur juste prix mais selon un rythme soigneusement programmé. Un retard pourtant : les prix, qui, en mars, n'augmentent que de 1,1 %, ce qui est manifestement trop peu pour rétablir les comptes des firmes publiques. A l'inverse les services du secteur privé augmentent de 1,3 % en un an.

Trop vite par rapport à quoi ? Par rapport aux objectifs de lutte contre l'inflation, les salaires, qui pèsent lourd dans les comptes des entreprises du secteur tertiaire, peuvent être pas. Les calculs encore provisoires — de l'indice du taux de salaire horaire ouvrier montrant, nous l'avons souligné, une hausse forte au premier trimestre (+ 2,1 % au lieu de + 2 % escomptée dans le plan Delors).

Les pouvoirs publics remarquent que cet indice ne concerne que les salariés de la masse salariale, et non pas les autres catégories de travailleurs.

ment exact. L'INSEE a-t-elle en fait « tiré les ouvriers » est représentatif de la situation.

Les résultats que l'INSEE vient de publier montrent que, pour la première fois depuis longtemps, l'année dernière (1982), le pouvoir d'achat des salariés annuels dans le secteur privé ou semi-public a augmenté de 1,3 % pour les ouvriers, mais a baissé de 0,4 % pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles.

Si les fortes retombées du SMIC se sont bien répercutées sur l'ensemble des salaires ouvriers (on le saura dans quelques jours à l'analyse des résultats détaillés du premier trimestre), on peut penser que les salaires ouvriers se soient aussi répercutés sur les autres catégories de travailleurs.

Une affaire à suivre et non pas, comme l'aurait pu le croire le C.G.T., une campagne dirigée par le patronat pour accélérer l'idée d'un dérapage au moment où doit se décider le niveau du SMIC au 1<sup>er</sup> juin.

M. Viennet a une chose à dire par rapport à nos grands concurrents industrialisés, les prix et les salaires : beaucoup trop vite...

ALAIN VERHOLLES.

## SOCIAL

## UN RAPPORT SUR L'INSERTION DES MIGRANTS ORIGINAIRES DES DOM-TOM EN MÉTROPOLE

## Un risque accru de marginalisation

Préoccupé par l'insertion professionnelle et sociale des migrants originaires d'outre-mer, M. Henri Emmanuelli, alors secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, avait confié, en octobre dernier, une mission d'étude à M. Michel Lucas, chef de l'Inspection générale des affaires sociales. Ce rapport a été remis officiellement le 16 mai à son oncle, M. Georges Lemaire. Ce travail sera utilisé au cours de négociations interministérielles qui permettront à M. Pierre Mauroy, lors des années pour l'insertion professionnelle des originaires d'outre-mer, fixées au 16 juin, de faire connaître les mesures retenues par son gouvernement.

En attendant les résultats détaillés du recensement de 1982, on apprend ainsi que le courant d'immigration s'est multiplié par trois entre 1962 et 1975 et a connu une brusque accélération (+ 88 %) entre 1968 et 1975, avec une tendance très forte à la féminisation et au vieillissement des anciens entrants au pays.

## La qualification se dégrade

Un premier effort avait été entrepris par M. Emmanuel quand, en février 1962, il fut décidé de créer l'A.N.T. (Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer), en remplacement de l'ancien BUNDOM, davantage orienté vers les problèmes de migration. Mais pour développer une politique en faveur des travailleurs migrants originaires d'outre-mer, encore fallait-il bien connaître cette population et ses difficultés. Ce qui, semble-t-il, n'était pas le cas, faute d'un recensement statistique.

Paradoxalement, en effet, la départementalisation de 1946 aurait été à l'origine d'un vaste mécontentement. Sous prétexte d'assimilation, les Antillais, les Guyanais et les Réunionnais étaient confondus avec des métropolitains, sans qu'il soit même facile de repérer leurs caractéristiques dans la population de l'Hexagone. Jusqu'en 1968, en raison de la faiblesse de la migration, l'incon-

scient ne fut guère sensible. Depuis il l'est davantage, puisqu'on estime à environ cinq cent mille le nombre d'immigrés d'outre-mer vivant en dehors des DOM-TOM, avec l'inconnu de la deuxième, voire de la troisième, génération.

Le rapport de la commission présidée par M. Michel Lucas avait donc pour premier objectif, ainsi que le souligne Georges Lemaire au cours de la conférence de presse, de « fixer une photographie, en état de la situation ».

En attendant les résultats détaillés du recensement de 1982, on apprend ainsi que le courant d'immigration s'est multiplié par trois entre 1962 et 1975 et a connu une brusque accélération (+ 88 %) entre 1968 et 1975, avec une tendance très forte à la féminisation et au vieillissement des anciens entrants au pays.

De façon plus générale, on constate que, de 1962 à 1975, à l'inverse de l'évolution générale, la qualification n'a cessé de se dégrader. Les originaires des DOM-TOM étaient 52,2 % ou manœuvres à 62,2 % en 1962, à 53,7 % en 1968 et à 62,1 % en 1975.

Pour partie, cette évolution s'explique par la formation dispensée aux Antillais, Guyanais et Réunionnais, tant en métropole qu'en outre-mer, dans les filières à faibles débouchés, que dans les DOM-TOM où les filières ne sont pas adaptées aux besoins d'un développement économique autonome. Les qualifications qu'ils obtiennent dans leurs régions ne permettent pas d'utilisation locale et les amènent à choisir l'émigration à raison d'environ douze mille par an, même si cette migration se révèle être une sélection. Les migrants ne constituant pas une réplique sociale de la population dont ils sont originaires (de 20 à 35 % d'analphabètes, selon les cas).

## « La couleur de l'étranger »

A ces difficultés liées à la qualification, qui conduit souvent à des emplois sans rapport, s'ajoutent des

problèmes d'insertion sociale. Regardés comme faisant partie d'un « clan », victimes d'un racisme latent dans les secteurs où ils sont massivement employés et dans les régions où ils vivent (81 % en Ile-de-France, puis, par ordre d'importance, en Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et Haute-Normandie), les originaires d'outre-mer sont souvent assimilés à des travailleurs immigrés, tant il est vrai que, constate le rapport, « la couleur fait d'un Français de couleur un étranger ».

La recherche d'un logement s'en trouve compliquée, et plus encore en raison de la crise du logement social qui aggrave les problèmes de cohabitation et de ségrégation, également liés aux différences culturelles.

Au travers de ces indications sur le sort des originaires d'outre-mer, il apparaît clairement que le traitement différencié au sein de la population française a abouti au contraire de ce que l'on pouvait espérer. Bien souvent, ces migrants connaissent, en métropole, une situation qui s'apparente à celle des travailleurs immigrés, ou pire. Certains des avantages accordés à ces derniers ne leur sont même pas attribués alors que, eux aussi, courent un risque de marginalisation; continue l'a démontré récemment l'affaire de « sept » de la rue de Flandre.

Muni du rapport de M. Michel Lucas, le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer va tenter de mettre en œuvre une politique en leur faveur. A l'issue des consultations interministérielles à venir, on saura si les mesures retenues par le gouvernement permettront, enfin, de reconnaître le droit à la différence dans la politique sociale et qui constituerait un réel changement, pris, de trente ans après la départementalisation.

ALAIN LEBLANC.

## L'ACIER DE DEMAIN, C'EST DE L'INFORMATIQUE

**D**ans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'acier, et d'acier de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir.

Quelques kilos d'additifs de plus ou de moins peuvent modifier complètement les qualités finales d'une coulée de gazoducs qui saura subir les -60° de l'hiver canadien, ou celui des plates-formes off-shore qui résistera à la corrosion du Golfe du Mexique.

Aujourd'hui, dans nos aciéries, le dosage se fait avec précision à la simple lecture d'un écran de contrôle informatique. Automatismes, robotique, instrumentation... Usinor cherche aujourd'hui les informaticiens mais aussi les spécialistes de la recherche ou du marketing qui vont l'aider à préparer l'acier de demain, face à un marché en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'Université, venez discuter avec nous de votre carrière à Usinor. Il y a là, pour vous, une opportunité à saisir.

Un pari à gagner.

**usinor**

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

مركز البحث



# AVEC LE CREDIT LYONNAIS SIMPLIFIEZ-VOUS LES PAIEMENTS.



L'informatique tout le monde connaît et tout le monde sait s'en servir. Mais tout le monde ne sait pas qu'il y a des moyens de bien s'en servir

en collaboration avec sa banque pour traiter d'une façon rapide et efficace les paiements d'une entreprise.

**Monsieur R Perrier,**  
**Directeur des services**  
**comptables de l'agence**  
**Intermarco-Conseil,**  
nous explique comment le paiement des salaires se fait d'une manière automatisée avec le Crédit Lyonnais : "Intermarco-Conseil est une agence de publicité qui emploie 140 salariés.

Chaque mois, la paie est traitée en informatique par l'ordinateur interne qui émet les bulletins de salaires avec toutes les retenues et qui fait ainsi directement apparaître le net à payer.

Parallèlement, l'ordinateur émet une bande magnétique dans laquelle apparaissent, pour chaque salarié de l'entreprise, le net à payer bien sûr, mais aussi les codes de banque et de guichet, le numéro de compte, éléments qui constituent le R.I.B. (Relevé d'Identité Bancaire). Cette bande est donnée au Crédit Lyonnais qui vire les nets à payer sur les comptes des collaborateurs d'Intermarco. Ces virements se font bien sûr pour tous les salariés qui ont un compte au Crédit Lyonnais

mais aussi pour ceux qui ont un compte dans une autre banque à Paris ou en Province, à la Caisse d'Epargne ou aux Chèques Postaux.

A la suite de tout cela, le Crédit Lyonnais nous adresse un avis de débit pour l'ensemble de l'opération et un listing imprimé qui nous permet ainsi de tout vérifier. Cette façon de procéder pour les salaires a deux avantages évidents. D'abord une simplification du travail. La paie se fait maintenant

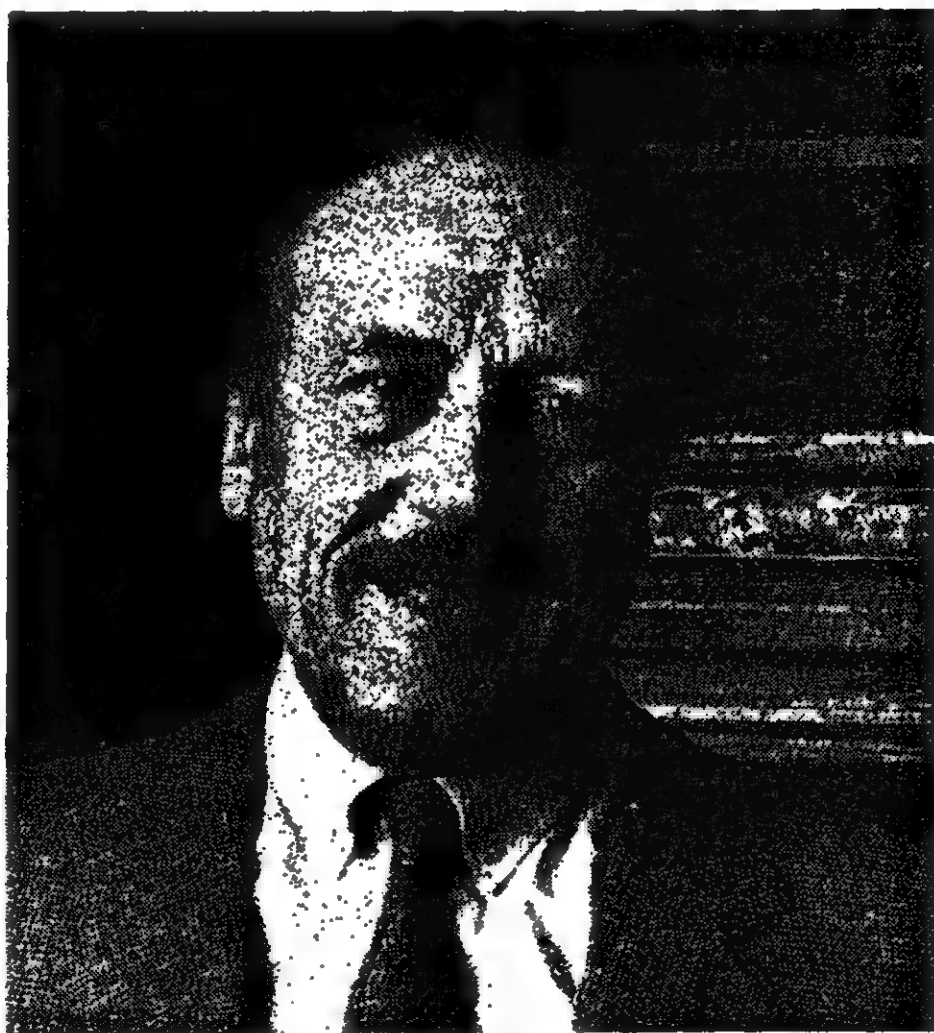
en quelques minutes alors qu'avant il nous fallait à peu près 2 jours de travail. Ensuite une élimination des risques d'erreurs puisqu'il n'y a pas de manipulation manuelle."

Bien entendu, vos problèmes sont sans doute différents de ceux de Monsieur Perrier, mais le Crédit Lyonnais peut vous apporter bien des services informatisés adaptés au cas de votre entreprise.

Grâce à ces services,

les recouvrements, les paiements, la gestion administrative et comptable, la gestion de trésorerie, peuvent être considérablement simplifiés et améliorés.

Venez en parler avec votre agence du Crédit Lyonnais, vous trouverez des interlocuteurs qui connaissent à la fois leur outil informatique et les solutions aux problèmes des entreprises.



**CREDIT LYONNAIS**  
Votre Partenaire







## ÉTRANGER

### Des crédits de 1 milliard de dollars vont être accordés à la Chine par la Banque mondiale

De notre correspondant

Pékin. - La Banque mondiale devrait augmenter très sensiblement le volume de son aide financière au développement de la Chine au cours des prochaines années. A l'occasion de sa première visite en tant que président de l'institution financière internationale, M. A. Clausen a déclaré que la banque accorderait près de 1 milliard de dollars américains au gouvernement chinois au cours de l'exercice budgétaire 1983-1984 qui commence en juin. Pendant la présente année budgétaire (1982-1983), le montant des crédits attribués à la Chine s'est élevé à près de 600 millions de dollars. Depuis le rétablissement de ses droits dans la Banque, en 1980, Pékin a contracté auprès de cet organisme des prêts pour un total d'environ 870 millions de dollars.

La progression annoncée par M. Clausen devrait s'accroître encore dans l'avenir. Des problèmes risquent à cet égard de se poser, surtout si le gouvernement chinois souhaite recourir de plus en plus aux prêts à long terme (cinquante ans) et sans intérêts de l'Association internationale de développement (A.I.D.), l'un des organismes de la Banque mondiale spécialisés dans l'assistance aux pays les plus pauvres. L'un des principaux bénéficiaires de l'action de l'A.I.D., actuellement, est l'Inde.

M. Clausen a indiqué que la Chine, avec un produit national brut par tête inférieur à 300 dollars par an, était en droit de s'adresser à l'A.I.D., le plafond retenu par cet

organisme étant un P.N.B. par habitant de 410 dollars par an. Dans le passé, Pékin a eu accès deux fois aux fonds de l'A.I.D. pour un prêt de 100 millions de dollars. En 1981, dans le domaine de l'éducation et, en 1982, pour un projet agricole (60 millions de dollars).

La Banque mondiale participe, au total, à huit projets de développement en Chine. Outre une action de formation de personnel dans les domaines de l'Université et de l'agriculture, elle a offert des prêts dans les secteurs des transports et, plus récemment, de l'énergie pétrolière.

L'aide de la Banque mondiale ne représente toutefois qu'une faible partie de l'ensemble des capitaux étrangers auxquels la Chine fait appel pour son développement. On estime, généralement, à environ 20 milliards de dollars les crédits de tout ordre contractés par Pékin auprès de banques, d'institutions ou de pays étrangers. Seule une partie de cette somme (12,5 milliards de dollars) a été, à ce jour, utilisée. Après une certaine contraction des importations en 1981 et 1982, la Chine paraît décidée à relancer sa politique d'ouverture. Les importations devraient augmenter à un rythme annuel de 9 % d'ici à 1985. Récemment, une conférence nationale sur les investissements étrangers a réaffirmé vigoureusement la nécessité pour la Chine de recourir au capital extérieur.

Un certain nombre de mesures prises le mois dernier sont favorables aux sociétés mixtes créées avec des investisseurs non chinois. Outre des exemptions fiscales plus larges au cours des premières années de leur activité, ces entreprises auront désormais le droit d'écouler sur le marché intérieur tout ou partie de leur production. Les responsables économiques chinois pensent, en effet, qu'une « trop grande protection » de leur industrie ne peut que nuire à sa compétitivité.

Cette politique de coopération avec l'étranger s'appuie sur une situation financière du pays particulièrement saine. A la fin de 1982, les réserves monétaires chinoises s'élevaient à plus de 11 milliards de dollars, alors que l'endettement global de Pékin serait de l'ordre de 5,5 milliards de dollars.

Grâce à une politique menée très prudemment jusqu'à maintenant, la Chine est aujourd'hui un pays créditeur net sur les marchés financiers internationaux, ce qui est un cas unique parmi les pays en voie de développement. - M. L.

### HAUSSE DES PRIX de 1,4 % en Espagne...

L'indice espagnol des prix à la consommation a augmenté de 1,4 % en avril. En un an, la hausse a été de 12,9 % (14,4 % en 1982). Pour les quatre premiers mois de 1983, l'indice des prix a augmenté de 4,2 %. - (A.F.P., A.P.)

### ... et de 1,7 % en Grèce

Les prix grecs à la consommation ont augmenté de 1,7 % en avril. Sur un an, par rapport à avril 1982, la hausse a été de 21,5 %. - (A.P.)

### L'ARGENTINE ADOPTE UN PESO « LOURD »

Buenos-Aires (A.F.P.). - L'Argentine va procéder le 1<sup>er</sup> juin à une redéfinition monétaire : 10 000 pesos anciens vaudront 1 peso nouveau. Cette adoption d'un peso « lourd » sera la deuxième en treize ans : en 1970, la valeur du peso avait été divisée par cent, mais, cinq ans plus tard, les effets de la mesure étaient effacés en raison de la très forte hausse des prix.

Le passage de l'ancien peso au nouveau représentera pour les institutions publiques et privées un coût de quelques 300 millions de dollars, selon des estimations officielles. Pour sa part, le gouvernement a lancé une campagne publicitaire afin d'habituer les Argentins à leur nouvelle monnaie.

En 1970, un dollar valait 36 pesos. Actuellement, il se traite à 80 000 pesos sur le marché officiel et 96 000 sur le marché parallèle. Il y a treize ans, avec un seul peso on pouvait s'acheter un paquet de cigarettes, aujourd'hui, il en faut 30 000. De même, un journal valait 0,20 peso, alors alors qu'il coûte maintenant 30 000 pesos.

Chimie : Montedison toujours en déficit. - Les années se suivent et se ressemblent pour le premier groupe chimique italien. Montedison a perdu, en 1982, 758 milliards de lire, soit plus de 500 millions de dollars. Privatisé à la mi-1981, le groupe italien avait perdu cette année-là 600 milliards de lire, et 440 milliards en 1980.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

|            | COTIS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS        | TROIS MOIS       |
|------------|---------------|---------|------------------|------------------|
|            | + base        | + base  | Rep. + ou Dép. - | Rep. + ou Dép. - |
| SE-IL      | 7,5478        | 7,5510  | + 178            | + 230            |
| Scm        | 6,1485        | 6,1460  | + 130            | + 175            |
| Yen (100)  | 2,1630        | 2,1675  | + 130            | + 180            |
| DM         | 2,9985        | 3,0085  | + 170            | + 200            |
| Florn      | 2,6659        | 2,6699  | + 130            | + 160            |
| F.R. (100) | 15,0120       | 15,0265 | + 130            | + 160            |
| F.S.       | 3,6985        | 3,6120  | + 285            | + 245            |
| L.I. (100) | 5,8960        | 5,8615  | + 145            | + 80             |
| £          | 12,1275       | 12,1255 | + 140            | + 285            |

### TAUX DES EURO-MONNAIES

|        | SE-IL  | DM      | Florn  | F.R. (100) | F.S.   | L.I. (100) | £      | F. franc |
|--------|--------|---------|--------|------------|--------|------------|--------|----------|
| 8 3/4  | 9 1/8  | 8 15/16 | 9 5/16 | 9 1/16     | 9 7/16 | 9 13/16    | 9 1/2  | 9 1/2    |
| 4 3/4  | 5 1/8  | 4 7/8   | 5 1/8  | 4 7/8      | 5 1/4  | 5 1/8      | 5 1/2  | 5 1/2    |
| 5 1/4  | 6 1/4  | 5 1/2   | 6 1/4  | 5 3/4      | 6 1/4  | 6 1/4      | 6 1/4  | 6 1/4    |
| 9 1/2  | 10 3/4 | 9 1/4   | 10 1/4 | 10 1/4     | 11     | 9 7/8      | 10 3/4 | 10 3/4   |
| 34     | 41     | 4 3/16  | 4 9/16 | 4 3/16     | 4 9/16 | 4 3/16     | 4 9/16 | 4 9/16   |
| 12     | 15     | 14 3/4  | 15 5/8 | 14 7/8     | 16     | 16 3/8     | 17 7/8 | 17 7/8   |
| 10     | 10 5/8 | 10      | 10 5/8 | 10         | 10 5/8 | 10         | 10 5/8 | 10 5/8   |
| 12 3/8 | 12 3/8 | 12 3/4  | 12 5/8 | 12 3/4     | 12 5/8 | 12 5/8     | 12 5/8 | 12 5/8   |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

### Crédit Mutuel d'Ile-de-France

#### CAISSE DE COURBEVOIE

Diétiste universitaire de la caisse Créte suivant les principes mutualistes à l'instigation de quelques bénévoles, cette caisse a pleinement réussi son implantation dans la vie locale et a connu une croissance soutenue; elle gère, en 31 décembre 1982, 82,5 millions de francs de dépôts, 88,5 millions de francs de comptes chèques pour le compte de 2616 sociétaires.

Cette évolution est représentative de la vigueur du mouvement mutualiste et témoigne de la vie de toutes les caisses formant les fédérations du Crédit mutuel.

Ainsi la caisse de Courbevoie souhaite-t-elle que ses sociétaires viennent nombreux fêter cet événement, à l'occasion de l'assemblée générale qui se tiendra le JEUDI 2 JUIN 1983, à 20 h 30, dans la salle de conférence du stade de Courbevoie, boulevard Aristide-Briand.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



### Electricité de France

Florins 100.000.000

Emprunt à taux fixe

Garanti par l'Etat Français

Dirigé par

### NMB BANK

Nederlandsche Middenstandsbank nv

Banque NMB-Interunion S.A.

Mars 1983

Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



### Crédit Foncier de France

Florins 100.000.000

Obligations 8 1/2 % 1983-1989/93

Garanties par l'Etat Français

Nederlandsche Middenstandsbank nv

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.

Algemene Bank Nederland N.V.

Bank Mees & Hope NV

Coöperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A.

Nederlandse Credietbank nv

Pierson, Heldring & Pierson N.V.

Bank der Bondsspaarbanken N.V.

Caisse des Dépôts et Consignations

Banque Nationale de Paris

Berliner Handels- und Frankfurter Bank

Kredietbank International Group

Kuwait International Investment Co. s.a.k.

Morgan Grenfell & Co. Limited

Yamaichi International (Nederland) N.V.

Mai 1983



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT  
MAI 1983  
3 MILLIARDS DE FRANCSTAUX NOMINAL : 14,90 %  
TAUX ACTUEL BRUT : 14,90 %OBLIGATIONS DE 5.000 F ÉMISES AU PAIR.  
DURÉE : 18 ANS.

On souscrit partout

Une note d'information (MSE CDR n° 82-152 du 24 Mai 83) est disponible sur demande.  
Belle du 30 Mai 83  
S.A. au capital de 304.932.800 F - Siège social : 19, rue des Capucines 75001 Paris.crédit foncier de france  
Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.

## PAPETERIES DE GASCogne

Les PAPETERIES DE GASCOGNE confirment les chiffres donnés en février concernant l'exercice 1982 :

|                                |               |
|--------------------------------|---------------|
| - C.A. H.T.                    | 601 841 000 F |
| - M.B.A.                       | 36 095 000 F  |
| - Résultat brut d'exploitation | +16 100 000 F |

Comme prévu à l'époque, la société a dû tenir compte dans ses résultats nets de l'exercice des importantes pertes de la filiale FLEXEUROP, dont l'activité concerne les emballages complexes souples ; ainsi que des sociétés d'emballage plastique déclinées en collaboration avec ATO CHIMIE.

Le conseil d'administration a décidé de réduire de façon draconienne les valeurs de ces participations à l'actif de la société. En conséquence de cette décision, le résultat net de l'exercice se solde par une perte de 22 541 000 F.

Pour l'avenir, la société a remis en cause son soutien financier aux filiales dont les résultats n'ont pas été satisfaisants dans un passé récent.

## Eternit

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la S.A. Financière Eternit, qui s'est tenue le 19 mai 1983, a approuvé les comptes de l'exercice 1982. Le bénéfice net ressort à 41 956 169 F contre 47 133 617 F en 1981.

En raison du plafonnement obligatoire des dividendes payables en 1982 et 1983, le dividende net par action, qui en 1982 avait marqué une progression de 23 % le portant à 16 F net par action, a dû être ramené à 13,20 F (soit 19,80 F avant fiscalité) ce qui représente une distribution de 9 705 009 F. Il sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juin 1983.

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires 1982 se monte à 1 979 millions de francs et le bénéfice net - part du groupe - se situe pratiquement au même niveau qu'en 1981 : 79,9 millions de francs contre 80,3 millions de francs.

## cde

## COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs réuni le 18 mai 1983 a accepté, sur proposition de M<sup>me</sup> Paule Dufour, président-directeur général, la nomination de M. Claude Besurain au poste de directeur général et de M. Jean-Jacques Piette au poste de directeur. D'autre part, M. Alain Rannou a été nommé secrétaire général.

M. Claude Besurain, nommé directeur général, remplacera M. Jean Pythien. M. Besurain, administrateur civil, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration, était depuis 1975 directeur du Comptoir des Entrepreneurs. Agé de quarante-trois ans, il fut, de 1970 à 1971, chargé de mission au cabinet du ministre de l'économie et des finances, M. Valéry Giscard d'Estaing ; administrateur suppléant pour la France au Fonds monétaire international à Washington de 1971 à 1974, puis chef de bureau des participations publiques à la direction du Trésor.

M. Jean-Jacques Piette, nommé directeur, remplacera M. Claude Besurain. M. Jean-Jacques Piette, diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de sciences politiques est âgé de quarante-deux ans. Il fut membre du comité de direction générale du groupe Manera-Tiffen et gérant d'Immobilier Iéna (filiales françaises du groupe des syndicats allemands Neue Heimat) avant d'être au cabinet de M. Jean Le Garrec à l'extension du secteur public, puis à l'emploi en qualité de conseiller technique. M. Jean-Jacques Piette est membre du comité économique et social de la région Ile-de-France.

M. Alain Rannou, trente-huit ans, nommé secrétaire général, était conseiller technique de M. Jean Le Garrec depuis juillet 1982.

## SOFICOM

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 26 mai 1983, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1982, faisant ressortir un bénéfice de 83 062 334,81 francs contre 72 513 758,76 francs pour l'exercice 1981.

Elle a décidé la mise en paiement, à compter du 30 juin 1983, d'un dividende de 33,45 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 0,38 franc contre 29,50 franc pour l'exercice précédent.

Le dividende total, avoir fiscal compris, ressort donc à 33,83 francs contre 30,36 francs, et est donc en augmentation de 11,42 %.

## COMPAGNIE OPTORG

Le conseil d'administration réuni le 25 mai 1983 a arrêté les comptes et le bilan consolidés de l'exercice 1982, qui dégage, pour la part revenant à la compagnie, un bénéfice net de 1 515 492 F contre une perte de 9 665 879 F en 1981. Ce résultat s'explique après constitution de provisions pour impôts sur les sociétés de 40 284 382 F. Il reflète le redressement opéré dans le groupe en 1982.

Conformément aux indications précédemment fournies, l'exercice 1983, avec les réserves d'usage, devrait confirmer cette évolution.

## DIRECTEUR FINANCIER

POUR LA FILIALE FRANÇAISE  
D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Située à PARIS, cette société de consultants en marketing et communication est classée en France, dans son secteur, parmi les plus importantes. C'est une entreprise à taille humaine (effectif 120 personnes) et son appartenance à un réseau international lui permet de disposer de tous les moyens d'action nécessaires pour maintenir sa croissance. Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'Enseignement Supérieur, possédant une solide expérience financière d'au moins 7 à 10 ans, dont 3 dans une direction financière internationale. Ils pratiqueront couramment l'Anglais.

Les dossiers de candidature seront traités avec la plus grande discrétion et ne seront transmis à l'entreprise concernée qu'après votre accord. Merci d'adresser s/réf. 44067 à Projets Publicité 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD  
(EUROBANK)78-81, boulevard Haussmann - Paris-8<sup>e</sup>

L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 mai 1983 en présence de M. Vladimir Alkharov, président de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., et de M. Evgeni Kouzine, vice-président de la Banque pour le Commerce extérieur de l'U.R.S.S., a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

L'année écoulée a été difficile pour les banques actives dans les opérations internationales de crédit ; dans ce contexte, les résultats enregistrés en 1982 peuvent être jugés assez satisfaisants.

Le produit net d'exploitation bancaire enregistré, d'un exercice à l'autre, une progression de 37,5 % pour atteindre 338 millions de francs (M.F.).

Cette progression des résultats bruts a permis une forte augmentation des provisions justifiées par la conjoncture internationale : l'excédent des provisions constituées passe, en effet, de 52,5 MF en 1981 à 125,5 MF en 1982.

Le bénéfice net après impôt reste du même ordre de grandeur que celui de l'exercice précédent : 53,2 MF en 1982 contre 50,4 MF en 1981.

Le bilan s'équilibre à près de 33 milliards de francs.

En dépit de l'augmentation encore récente du capital, passé de 400 à 600 MF, l'assemblée a décidé, comme l'année précédente, de ne pas distribuer

de dividende pour porter le bénéfice de l'exercice en réserves afin de renforcer les fonds propres.

Les mandats d'administrateurs de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., de la banque pour le Commerce extérieur de l'U.R.S.S. et de MM. Jimmy Boser et Guy de Boysson ont été renouvelés, conformément aux statuts.

M. Guy de Boysson, président-directeur général, atteignant le 5 août 1983 la limite d'âge fixée par la loi à soixante-cinq ans, prendra sa retraite à cette date.

A cette occasion, l'assemblée et le conseil ont tenu à le remercier très amicalement d'avoir servi avec compétence la banque pendant plus de trente années, dont dix-huit comme président, et à souligner que ses qualités, tant personnelles que professionnelles, ont joué un rôle important dans les succès remportés par la banque pendant la longue période de sa présidence. Pour le remplacer, à compter du 6 août prochain, dans les fonctions de président-directeur général, le conseil a nommé M. Bernard Dupuy, présentement administrateur directeur général. Ce dernier est entré en 1953 à la banque, à peine âgé de seize ans, où il a fait toute sa carrière. Il est diplômé du Centre d'études supérieures de banque.

## Le Carnet des Entreprises

## SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN

M. NICOLAS ROSTKOWSKI

vice-président de la Chase Manhattan Bank et directeur général de la Chase Manhattan Ltd., se joindra au groupe Skandinaviska Enskilda Banken au mois de juillet 1983.

Il sera le responsable du bureau de représentation de la Skandinaviska Enskilda Banken à Paris, en remplacement de M. Sten Linander qui partira à la retraite le 1<sup>er</sup> janvier 1984. M. Rostkowski sera aussi directeur et membre du conseil d'administration de la Enskilda Securities à Londres, nouveau membre du groupe SEB, spécialisée dans le marché des capitaux.

Les principales tâches de M. Rostkowski seront de promouvoir le groupe SEB en France, en particulier Investment Banking dans les pays du Benelux et en France.

Pour tous renseignements sur le Carnet, téléphoner au : 770-85-33.



## CREDIT LYONNAIS

## Exercice 1982

En dépit d'une très forte augmentation des provisions d'exploitation due à l'aggravation de la crise mondiale et d'une baisse sensible des taux d'intérêt en France et à l'étranger, le Crédit Lyonnais a réalisé un bénéfice net de F 311 millions.

## EN FRANCE

## Forte croissance des crédits à la clientèle.

Les concours consentis à la clientèle se sont élevés fin 1982 près de 20 % au-dessus de leur niveau de fin 1981, alors que l'augmentation des ressources de clientèle - bien que supérieure à celle de l'année précédente - n'atteignait que 11,7 %.

## ...dans le respect des impératifs de la politique monétaire.

En raison des règles très contraignantes de l'encadrement du crédit, le développement des concours réalisés, tant en faveur des entreprises que des particuliers, n'a été possible que par des mises en réserve, par l'émission d'emprunts obligataires sur le marché intérieur pour F 4,5 milliards et par une croissance importante des crédits en devises dont la part est passée de 12,2 % à 16,5 %.

## A L'ETRANGER

## Nouvelle augmentation de l'activité clientèle des agences.

Les progressions enregistrées à l'étranger - dues pour partie à l'augmentation du cours des devises de plusieurs pays dans lesquels les agences sont implantées - sont restées plus rapides qu'en Métropole tant en matière de ressources collectées (+ 15 %) que de concours consentis (+ 29,9 %). De ce fait, la part des agences de l'étranger est passée à 22,1 % des ressources et à 24,6 % des concours clientèle de l'Etablissement.

## ...et renforcement du réseau.

Au cours de l'exercice, plusieurs filiales et banques associées ont encore renforcé leur dispositif. En ce qui concerne son seul réseau direct, le Crédit Lyonnais a ouvert deux nouvelles agences, à Miami et à Manille, deux "International Banking Facilities" - agences "off shore" - à New York et à Miami et trois bureaux de représentation, à Bombay, Taiwan et Osaka.

## DES RESULTATS MOINS FAVORABLES

## Malgré un résultat d'exploitation très satisfaisant.

Le produit net bancaire de l'Etablissement s'est accru de plus de 21 % par rapport à celui de l'exercice 1981, tandis que la croissance des frais généraux était voisine de 14 %. De ce fait, le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions a progressé de près de 40 % à F 4.811,3 millions.

## ...la constitution de provisions en très forte hausse.

Cependant, en raison de la persistance des mauvaises conditions économiques, les provisions d'exploitation ont dû être augmentées de près de 85 %, à F 3.771 millions pour tenir compte notamment des risques de pertes sur les concours consentis à divers pays en situation financière très difficile - à concurrence de F 344 millions - de la dépréciation du portefeuille-titres, la provision la plus importante résultant des difficultés rencontrées par la filiale du Crédit Lyonnais aux Pays-Bas.

## ...entraîne un bénéfice net en retrait.

Au total, le bénéfice net de l'exercice 1982 s'inscrit à F 311 millions au lieu de F 469 millions pour l'exercice précédent, soit une diminution de 33,7 %, essentiellement due à la contraction du résultat des agences à l'étranger dont l'augmentation avait été, il est vrai, exceptionnelle au cours de l'exercice précédent.

Au niveau consolidé, le bénéfice net revient de F 1032 millions en 1981 à F 910 millions en 1982, et le total du bilan atteint F 651 milliards au lieu de F 539 milliards en 1981.

EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO  
COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

La brochure du rapport annuel sera disponible fin juin. Elle peut être obtenue (ou sa micro-fiche) sur simple demande adressée dès à présent à : CREDIT LYONNAIS (Relations Publiques) 18, bd des Italiens - 75002 Paris.



|              | Frais incl. | net |
|--------------|-------------|-----|
| <b>SICAV</b> |             |     |

|                      |        |        |
|----------------------|--------|--------|
| and France .....     | 181 70 | 173 40 |
| re-invested .....    | 237 37 | 226 60 |
| as collections ..... | 267 28 | 256 10 |
| icardi .....         | 209 18 | 205 80 |
| E 5000 .....         | 208 43 | 199 00 |

[illegible]

|              |          |          |
|--------------|----------|----------|
| Grand        | 483 87   | 461 74   |
| Marine-Park  | 1040 41  | 1020 01  |
| St. Paul     | 218 23   | 216 46   |
| St. Louis    | 384 56   | 343 01   |
| St. Charles  | 241 33   | 230 00   |
| St. Joseph   | 10884 08 | 10610 00 |
| St. Michael  | 371 81   | 364 58   |
| St. Mary     | 12650 68 | 10688 13 |
| St. Nicholas | 295 12   | 281 74   |
| St. Peter    | 158 73   | 149 00   |
| St. Vincent  | 172 88   | 185 00   |
| St. John     | 363 51   | 363 51   |
| St. Paul     | 433 04   | 413 46   |
| St. Louis    | 177 22   | 188 18   |
| St. Charles  | 296 40   | 282      |
| St. Joseph   | 276 08   | 260 78   |
| St. Michael  | 198 71   | 187 71   |
| St. Nicholas | 320 72   | 306 11   |
| St. Peter    | 330 57   | 303 00   |

|                   |           |           |
|-------------------|-----------|-----------|
| ...n              | 391 68    | 373 98    |
| ...perger         | 312 62    | 296 44    |
| ...ner            | 763 12    | 728 52    |
| ...ner            | 682 28    | 918 63    |
| ...novation.      | 420 79    | 401 86    |
| ...P. innovation. | 286 92    | 283 44    |
| ...rych           | 219 57    | 209 36    |
| ...rizer          | 576 68    | 650 63    |
| ...system         | 652 42    | 827 37    |
| ...tation         | 886 58    | 856 52    |
| ...tals           | 1674 26   | 1622 46   |
| ...r              | 12082 19  | 12082 11  |
| ...tem            | 355 61    | 338 77    |
| ...g              | 10159 01  | 10108 47  |
| ...ni             | 112276 31 | 112166 14 |
| ...to innovation. | 670 78    | 640 34    |

Le Commerce syndicaliste a décidé de prolonger, après le déjeuner, le dimanche des vendeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]



